



HAL
open science

“ Camarada Caralt ”. Itinéraire de l’engagement antifranquiste de Jordi Solé Tura (1956-1975)

Pablo Gil Valero

► **To cite this version:**

| Pablo Gil Valero. “ Camarada Caralt ”. Itinéraire de l’engagement antifranquiste de Jordi Solé Tura (1956-1975). Histoire. 2023. dumas-04604982

HAL Id: dumas-04604982

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04604982v1>

Submitted on 7 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« *Camarada Caralt* »

Itinéraire de l'engagement antifranquiste de Jordi Solé Tura
(1956-1975)

Mémoire de Master 2 présenté par Pablo GIL VALERO sous la
direction de Paul BOULLAND et Charlotte VORMS

Année 2022-2023

École d'histoire de la Sorbonne

Centre d'histoire sociale des mondes contemporains

Master Histoire des sociétés occidentales contemporaines

Remerciements

Après deux ans sous leur direction, je dois remercier monsieur Paul Boulland et madame Charlotte Vorms. Non seulement pour leurs riches conseils, qui ont su guider mes recherches dans la juste direction, mais également pour leur érudition, leur patience et leur compréhension.

Je veux également remercier monsieur Eduardo Abad, monsieur Giaime Pala, monsieur Jordi Sancho et madame Mercedes Yusta, chercheurs et enseignants qui depuis des décennies – ou depuis quelques années – enrichissent l’histoire de celles et ceux qui ont voulu briser les chaînes du franquisme. Au cours de mes recherches, j’ai également eu la chance d’échanger à plusieurs reprises avec monsieur Guillaume Calafat, madame Evgenia Palieraki et monsieur Alexandre Puche. Je ne peux que remercier infiniment leur aide inconditionnelle, leurs conseils, et leur accueil.

Je souhaite aussi remercier Dolores González et Olga Sánchez de l’Arxiu històric municipal de Mollet del Vallès, ainsi que Juanma García, responsable de l’Arxiu històric de Comissions Obreres de Catalunya, pour leur excellent travail archivistique et, surtout, pour leur disponibilité, même à neuf-cents kilomètres de distance.

C’est également à August Gil Matamala, avocat des droits humains et militant antifranquiste, que je dois adresser tous mes remerciements et toute mon admiration, pour le temps qu’il m’a accordé et pour sa confiance répétée.

Enfin, l’auteur de ce travail a eu le grand bonheur d’être entouré de personnes très encourageantes et bienveillantes. Je dois avant tout un très grand merci à Louise, qui pendant deux ans a subi mes divagations sur un personnage nommé Jordi. À Andreu, Gaspard, Nina, Hugo, Ben et Inès, *gràcies*.

Sommaire

Introduction

Partie 1 : De la culture à la contestation

Chapitre 1 : Entre le pain et les livres, l'enfance et jeunesse de Jordi Solé Tura

Chapitre 2 : Militer comme Caralt, la vie sous pseudonyme

Chapitre 3 : Quitter le Parti ou quitté par le parti ?

Partie 2 : Quelle vie sans le Parti ?

Chapitre 4 : La consécration de l'intellectuel

Chapitre 5 : Écrivain, professeur et traducteur, la production intellectuelle de Jordi Solé Tura

Chapitre 6 : L'État d'exception de 1969 : une microhistoire de la répression

Partie 3 : Un retour sur le front ?

Chapitre 7 : L'expérience Bandera Roja

Chapitre 8 : Anciens camarades, nouveaux camarades

Conclusion

Table des abréviations

AAGM	Archives August Gil Matamala
AHCOC	Arxiu Històric Comissions Obreres de Catalunya
AHMMDV	Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès
AHPCE	Archivo Histórico del Partido Comunista de España
ANC	Arxiu Nacional de Catalunya
APE	Asociaciones Profesionales de Estudiantes
BPS	Brigada Político-Social
BR	Bandera Roja
CC	Comité Central
CCOO	Comisiones Obreras
CE	Comité Ejecutivo
CSIC	Consejo Superior de Investigaciones Científicas
EISA	Estudis i Investigacions Societat Anònima
ETA	Euskadi Ta Askatasuna
FIM	Fundación de Investigaciones Marxistas
FLP	Frente de Liberación Popular
OC(BR)	Organización Comunista (Bandera Roja)
PCE	Partido Comunista de España
PCE (m-l)	Partido Comunista de España (marxista-leninista)
PCE(i)	Partido Comunista de España (internacional)
PCF	Parti communiste français
PCI	Partito comunista italiano
PCUS	Parti Communiste de l'Union Soviétique
PNN	Profesores No Numerarios
PRN	Política de Reconciliación Nacional
PSOE	Partido Socialista Obrero Español
PSUC	Partit Socialista Unificat de Catalunya
REI	Radio España Independiente Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de
SDEUB	Barcelona
SEU	Sindicato Español Universitario
TOP	Tribunal de Orden Público
UB	Universitat de Barcelona
UER	Unió d'Estudiants Revolucionaris

Introduction

Dans un article intitulé « Solé Tura, el hombre del consenso »¹ publié en décembre 2019 dans le journal barcelonais *La Vanguardia*, Jordi Capo Giol, professeur de science politique à l'Université de Barcelone, tente d'esquisser un portrait biographique de Jordi Solé Tura (1930-2009) pour commémorer les dix ans du décès de celui qui fut son maître dans ses années de formation. Il y a dans cet article deux affirmations qui, même si elles ne représentent que l'avis de son auteur, sont très révélatrices de l'image qui persiste de Jordi Solé Tura dans la société espagnole, et plus précisément dans la société catalane, où sa mémoire est objet de polémiques autour de la question nationale catalane². Dans les premières lignes de son article, Capo Giol assure que dans la « mémoire collective reste le souvenir de sa contribution fondamentale dans l'élaboration de la Constitution espagnole de 1978 ». Quelques paragraphes plus tard il ajoute que « dans sa biographie, le moment central est celui de la rédaction de la Constitution de 1978 ». Cela est vrai, en partie. Il est indéniable que si Jordi Solé Tura est resté dans les esprits de certains espagnols, c'est en raison de sa participation comme représentant des communistes espagnols et catalans dans le processus de rédaction d'une nouvelle constitution, tâche pour laquelle il fut choisi le 1^{er} août 1977³. Solé Tura, ainsi que les six autres rédacteurs de la constitution de 1978, acquit le titre de *Padre de la Constitución* (père de la constitution), dénomination qui suivait régulièrement son nom lorsqu'il était mentionné dans la presse ou dans des livres. Lors de son décès le 4 décembre 2009, tous les titres évoquaient la mort du père de la constitution le plus progressiste.

Cependant, cette partie de sa vie est ici laissée de côté. Car ce n'est pas cette histoire de Jordi Solé Tura qui va être ici abordée. Ce n'est pas l'histoire d'un député communiste qui a très lourdement contribué à la rédaction de la Constitution avec laquelle l'Espagne a voulu confirmer son changement de régime politique. Ce n'est pas non plus l'histoire d'un ministre de la Culture sous le gouvernement socialiste de Felipe González. Jordi Solé Tura a été tout cela, certes, mais l'histoire qui va ici se construire arrive bien avant. Ce n'est pas uniquement la vie de Jordi Solé Tura qui va être étudiée ici, mais aussi celle de Fabra, Caralt, Mateu Oriol

¹ Jordi Capo Giol, « Solé Tura, el hombre del consenso » *La Vanguardia*, 1 décembre 2019 <https://www.lavanguardia.com/cultura/culturas/20191201/471946709096/sole-tura-constitucion-transicion-comunismo.html>

² Deux articles publiés en 2017 et en 2019 témoignent de cette utilisation de la mémoire de Jordi Solé Tura, apologétique dans un cas et désapprobatrice pour l'autre, dans le débat sur la question nationale en Catalogne: Jordi Serrano, « El fantasma del soleturisme » *El Diari de Girona*, 15 avril 2017 <https://www.diaridegirona.cat/opinio/2017/04/15/fantasma-soleturisme-49065451.html> ; Roger Castellanos, « No era hegemonia marxista, sinó 'soleturisme': en resposta a Josep M. Solé i Sabaté » *El Món*, 3 juin 2019 <https://elmon.cat/opinio/no-era-hegemonia-marxista-sino-soleturisme-en-resposta-a-josep-m-sole-i-sabate-41524/>

³ « Acta de la sesión de constitución de la Comisión Constitucional del Congreso de los Diputados celebrada el día 1º de Agosto de 1977 » *Revista de las Cortes Generales*, n°2, 1984.

et Albert Prats⁴. Les mots qui vont accompagner Solé Tura tout au long de ce mémoire ne sont donc pas « constitution », « élections » ou encore « parlement », mais plutôt « antifranquisme », « exil » et « clandestinité ». Albert Solé Bruset, réalisateur et fils de Jordi Solé Tura, évoque dans son documentaire *Bucarest, la memoria perdida* que « un des mots de mon enfance est clandestinité »⁵. Ce film, tourné dans les dernières années de la vie de Jordi Solé Tura, est une des pièces fondamentales dans la construction d'une mémoire collective de Solé Tura, puisqu'il fut très bien accueilli par le public en Espagne et fut récompensé avec le Goya au meilleur film documentaire en 2009. J'ai ici commencé par la fin de cette histoire, pour connaître le lieu d'arrivée ; il s'agit maintenant de découvrir le lieu de départ.

*Venim de lluny i anem més lluny encara*⁶. Cette phrase exprime parfaitement l'état d'esprit des membres du Partido Comunista de España (PCE) et du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC)⁷ à la sortie de la dictature franquiste. La deuxième partie de la phrase relève plus de leur optimiste volonté – en reprenant la formule gramscienne⁸ – que de la réalité, mais la première partie de celle-ci rappelle le difficile chemin parcouru. Les communistes espagnols et catalans se constituent dès 1936 en rempart contre la menace fasciste puis contre le franquisme⁹, et leur combat se prolonge jusqu'à la fin du régime. Si le Parti communiste français (PCF) brandit le drapeau du « Parti des fusillés » à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et après la fin de la Résistance¹⁰, dans le franquisme tardif et après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975, le PCE-PSUC¹¹ se met en avant comme le « parti de

⁴ Il s'agit des différents pseudonymes et noms de guerre que Solé Tura a employé pendant la clandestinité.

⁵ *Bucarest, la memoria perdida* réalisé par Albert Solé Bruset, Bausan Films, 2008. (consulté en ligne : <https://www.rtve.es/play/videos/el-documental/documental-bucarest-memoria-perdida/1533404/>)

⁶ « On vient de loin, et on va encore plus loin ». Slogan dans un affiche de propagande du Parti Socialiste Unifié de Catalogne pour les élections générales de 1977. Universitat Autònoma de Barcelona. Biblioteca de Comunicació i Hemeroteca General. CEDOC. (consulté en ligne : <https://ddd.uab.cat/record/42812>)

⁷ Malgré le fait de comprendre le mot « socialiste » dans son nom, le PSUC est pendant cette période un parti communiste marxiste-léniniste, ayant été membre de l'Internationale Communiste de 1936 jusqu'à la dissolution de cette dernière. Le mot socialiste n'est pas à prendre dans le sens social-démocrate.

⁸ « Discorso agli anarchici », *Ordine Nuovo*, n°43, avril 1920.

⁹ Nous allons donner dans ce mémoire deux sens au mot franquisme. Le premier est le franquisme comme chrononyme, désignant la période allant de la défaite républicaine le 1^{er} avril 1939 à la constitution d'un gouvernement élu au suffrage universel après les élections de juin 1977, et pouvant être divisée en plusieurs moments comme le premier franquisme, le deuxième franquisme ou le franquisme tardif. Le deuxième sens qu'on va donner au mot franquisme est comme synonyme du pouvoir en place, et tout ce qui est lié à ce pouvoir, pendant la période étudiée. Nous tenons aussi à préciser qu'en aucun cas le mot franquisme sera utilisé comme synonyme de fascisme, ni pour désigner l'idéologie du régime franquiste, qui connaît diverses mutations au long de ses 38 ans d'existence qu'un seul mot ne saurait couvrir dans toutes ses nuances.

¹⁰ Guillon, Jean-Marie. « “Le Peuple héros de la Résistance” ? La représentation communiste des comportements collectifs ». Sainclivier, Jacqueline, et al. *Images des comportements sous l'Occupation: Mémoires, transmission, idées reçues*. Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2016. pp. 37-54

¹¹ Même s'il s'agit de deux organisations différentes, avec des histoires connexes mais indépendantes, on va parler de PCE-PSUC lorsqu'on fait référence aux deux partis comme une unité, en raison de leurs lignes idéologiques

l'antifranquisme », dénomination reprise et validée par les historiens spécialistes du sujet¹². Pendant presque quarante ans, l'histoire des communistes en Espagne est une histoire d'antifranquisme et de lutte pour la démocratie et le socialisme. C'est donc autour de cette histoire de résistances et de rêves qu'émerge ce sujet. Ces quelques décennies d'histoire ont été objet de nombreuses et diverses études. Pourquoi donc vouloir continuer à creuser dans cette période et pourquoi choisir Jordi Solé Tura comme personnage principal dans cette histoire ? Ou, dans les mots de Christophe Granger, « pourquoi s'arrêter sur cette vie ? »¹³. Solé Tura est apparu dans mes lectures quand je cherchais à préciser un sujet autour de la période clandestine du Partit Socialista Unificat de Catalunya. Figure essentielle pour comprendre la trajectoire du parti dans les dernières années de la dictature et dans le passage à la démocratie parlementaire, il est difficile de ne pas croiser son nom lorsqu'on plonge dans les ouvrages qui recouvrent la période, qu'il s'agisse d'ouvrages scientifiques, ou d'ouvrages plus proches du témoignage et des mémoires personnelles. Néanmoins, aucun travail scientifique se penche sur sa vie, son parcours et son engagement politique, à exception d'un article publié par l'historien italien Giaime Pala en 2019 portant sur ses premiers engagements politiques et intellectuels¹⁴. Mais l'absence de recherches sur un sujet est loin d'être une justification suffisante. Antoine Prost affirme dans ses *Douze leçons sur l'histoire* que sans questionnement il n'y a pas d'histoire et que « l'histoire ne peut, en effet, se définir ni par son objet ni par des documents. Nous l'avons vu, il n'y a pas de faits historiques par nature, et le champ des objets potentiellement historiques est illimité »¹⁵. Travailler autour de l'engagement politique de Jordi Solé Tura me permet de traiter les principales questions que je me pose, et d'essayer de proposer des réponses à ces questions. Le choix fait ici n'est pas seulement celui d'étudier ce personnage, mais aussi celui de centrer mes recherches autour d'un acteur, parmi de nombreux autres de cette histoire. Je cherche dans le cas de Solé Tura ce qui est représentatif et ce qui est unique. Le personnage est une porte d'entrée pour l'étude de nombreux autres acteurs et de nombreux événements.

Quelques éléments de la vie de Jordi Solé Tura ont été apportés dans les paragraphes précédents, mais une véritable présentation de celui qui est l'objet de cette étude est nécessaire.

complémentaires et leur action politique commune, sans tomber dans le mythe qui fait du PSUC uniquement la fédération catalane du PCE.

¹² Carme Molinero et Pere Ysàs, *Els anys del PSUC. El partit de l'antifranquisme (1956-1981)*. L'Avenç, Barcelone, 2010.

¹³ Christophe Granger, *Joseph Kabris, Ou, Les Possibilités d'une Vie, 1780-1822*. Paris, Anamosa, 2020, p. 13.

¹⁴ Giaime Pala. « Nación y revolución social. El pensamiento y la acción del joven Jordi Solé Tura ». *Historia y Política: Ideas, Procesos y Movimientos Sociales*, n° 41, mai 2019, pp. 273-303.

¹⁵ Antoine Prost. *Douze leçons sur l'histoire*. Paris, Éditions du Seuil, 1998. p. 79

Jordi Solé Tura naît le 23 mai 1930 à Mollet del Vallès, ville au centre des développements industriels de la banlieue barcelonaise du premier quart du XX^{ème} siècle. Il grandit pendant la Seconde République dans une famille républicaine catalaniste, complètement intégré dans le système éducatif républicain. Quelques semaines après son sixième anniversaire, la République subit un coup d'état fasciste. L'histoire de son enfance et de son adolescence est celle d'un enfant forcé à quitter l'école pour travailler de longues heures dans la boulangerie familiale, qui développe des intérêts pour la culture de son pays, la Catalogne, et qui voit comment cette culture est constamment poursuivie et réprimée¹⁶ par ceux qui ont causé une guerre civile et établi un régime autoritaire.¹⁷ Jordi Solé Tura est un militant antifranquiste, d'abord membre du PSUC, puis militant de Organización Comunista - Bandera Roja (OC-BR) et du Parti Socialiste Catalan (PSC) à la fin des années 1980. Il est professeur de droit et doyen de la Faculté de Droit à l'Université de Barcelone, et auteur de nombreux articles et ouvrages. Enfin c'est aussi un homme politique ayant occupé de nombreux postes de pouvoir, tel que député au Congreso de los Diputados (entre 1977 et 1982 sous l'étiquette communiste, puis entre 1989 et 2000 sous l'étiquette socialiste), conseiller municipal à Barcelone (1983-1987), député au Parlement de Catalogne (1988-1989), sénateur (1988-1989, 2000-2004) et ministre de la Culture (1991-1993). De même, Solé Tura fait partie des *Padres de la Constitución*, les sept représentants chargés de produire une proposition de nouvelle constitution pour l'Espagne en 1977, et de la *Comissió dels Vint*, le groupe de vingt représentants des partis politiques catalans qu'il élabore une proposition de statut d'autonomie pour la Catalogne en 1979¹⁸. Cependant, le sujet de mes recherches se restreint aux deux premières de ses activités : l'activisme politique sous la dictature franquiste et son activité académique et intellectuelle internationale. Ce n'est pas une histoire politique parlementaire et institutionnelle que je cherche à construire ici, même si celle-ci est la continuation directe après là où cette histoire s'arrête. L'objet n'est donc pas la personne de Jordi Solé Tura, mais la personne à travers son engagement antifranquiste. Cela n'implique pas un abandon de la vie privée de Solé Tura au profit uniquement de sa vie militante et intellectuelle, il est indispensable pour l'étude biographique le « travail sur

¹⁶ Pere Gabriel (dir.), *Història de la cultura catalana. Volum X: Resistència cultural i redreçament (1939-1990)*. Barcelona, Edicions 62, 1998. p. 53

¹⁷ Les seuls écrits qui nous sont aujourd'hui parvenus de la jeunesse de Jordi Solé Tura sont six petits carnets personnels, datant entre 1945 et 1950. Dans ces carnets Solé Tura évoque des éléments de la culture catalane qui lui passionnent, notamment la littérature. Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès (AHMMDV), Fons Jordi Solé Tura, Arxivador 14, 14.1 et 14.2.

¹⁸ Andreu Mayayo i Artal. « Els parlamentaris (i la parlamentària) de la "Comissió dels vint" ». *Idees : Revista de temes contemporanis*, n°4, 1999, pp. 36-53.

l'articulation vie privée-vie publique »¹⁹. Cette histoire commence à l'automne 1956 à la Faculté de Droit de l'Université de Barcelone, lorsque Jordi Solé Tura et certains de ses camarades de classe décident de rejoindre le clandestin Partit Socialista Unificat de Catalunya, créant ainsi une cellule universitaire dans le Parti. Pendant quelques années, Solé Tura va concilier ses études de droit avec la direction de sa cellule clandestine, en prenant part à certaines activités légendaires de la clandestinité, tel que le passage de la frontière franco-espagnole muni de faux papiers d'identité. Suite à sa participation comme délégué de l'intérieur dans le 6^{ème} Congrès du PCE (également connu comme Congrès de Prague), Solé Tura est forcé, en raison des mesures de sécurités établies par le PSUC pour leurs dirigeants clandestins, de partir à Paris, où se trouve une partie du Comité Exécutif du PSUC. Commencent alors quatre ans de sa vie qu'il va passer en exil à réaliser du travail pour le Parti et devenir un militant professionnel, d'abord à Paris, où il écrit pour les publications intellectuelles du PCE-PSUC, sous les ordres de Fernando Claudín (1913-1990) et Jorge Semprún (1923-2011), dirigeants nationaux du PCE, puis à Bucarest, où il est responsable des émissions en catalan de *Radio España Independiente* (REI)²⁰. Après son retour de Bucarest, en pleine crise de la direction du PCE-PSUC (la crise dite Claudín-Semprún), Jordi Solé Tura est exclu du PSUC en novembre 1964 pour indiscipline et désobéissance, et rentre avec sa famille à Barcelone. Suite à cela, il reprend sa carrière académique comme professeur adjoint en Droit politique à l'Université de Barcelone, et développe également sa carrière comme intellectuel, tout en restant proche de l'antifranquisme militant. Le moment central de cette période est la publication de sa thèse *Catalanisme i Revolució burgesa* en 1967, qui devient rapidement un succès, non sans polémiques avec les secteurs nationalistes de l'antifranquisme catalan. Dans les années qui suivent, Solé Tura aide à construire l'organisation *Bandera Roja*, où il est membre et dirigeant jusqu'en 1974, quand plusieurs membres de l'organisation décident de réintégrer collectivement dans le PSUC, où l'ancien membre exclu en 1964 obtient des responsabilités dans la direction du parti. Les dernières années de l'engagement antifranquisme de Solé Tura se déroulent, encore une fois, sous la faucille, le marteau et la *Senyera*²¹.

¹⁹ Claude Pannetier, « Singulier-pluriel : la biographie se cherche. L'exemple de l'histoire ouvrière. » dans Serge Wolikow, et al., (dir.), *Ecrire des vies : biographie et mouvement ouvrier, XIXe XXe siècles*. Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1994, p. 35.

²⁰ REI, ou *La Pirenaica*, est la station radio clandestine du Parti Communiste d'Espagne entre 1941 et 1977. Elle s'installe d'abord à Moscou, mais déménage à Bucarest en janvier 1955, où elle fonctionne clandestinement jusqu'à sa fin.

²¹ La *Senyera*, drapeau national de la Catalogne depuis le Moyen Age, alliée à la faucille et au marteau soviétiques composent le blason du Partit Socialista Unificat de Catalunya.

Cette histoire d'engagement antifranquiste est donc le fil rouge à suivre. Les limites chronologiques du sujet s'imposent presque de façon naturelle, sans grand besoin de justification historique détaillée. Le début de la recherche ne peut se placer qu'à l'automne de l'année 1956, lorsque ce groupe de jeunes étudiants en Droit à l'Université de Barcelone, dont Jordi Solé Tura, décide de contacter la direction clandestine de l'intérieur du Partit Socialista Unificat de Catalunya à Barcelone pour devenir membres et constituer leur cellule. Le choix est ici simple ; l'engagement de Jordi Solé Tura contre le franquisme n'apparaît pas comme conséquence de son adhésion au PSUC, car dans ses carnets de jeunesse et dans ses déclarations à posteriori on observe que ce sentiment de refus envers la dictature était déjà très présent avant, mais être antifranquiste dans ses mots et l'être dans ses actions n'est pas équivalent, en particulier du point de vue de la répression systématique du régime franquiste. Le début du sujet se place donc lors du premier engagement de Solé Tura dans l'antifranquisme organisé, et par conséquent clandestin. Pour ce qui est la date qui clôture le cadre chronologique, un peu plus de débat est possible. Au cours de mes recherches, trois dates apparaissent comme des possibles fins de la chronologie du sujet. La première, qui peut paraître assez évidente, est novembre 1975, plus exactement le 20 novembre, date de la mort du Général Franco, chef de l'État et *Caudillo* d'Espagne depuis la fin de la Guerre civile en 1939. La deuxième date possible est juillet 1976, qui correspond à la réunion du comité central du PCE à Rome, aussi connue comme la Reunión del Central de Roma²². Lors de cette réunion publique du Comité Central du PCE, la direction du Parti annonce une nouvelle stratégie et se montre ouvert à la négociation avec le gouvernement provisoire de Adolfo Suárez, président du gouvernement et ancien secrétaire général du parti unique franquiste. Cet événement représente également une « sortie des catacombes » de la clandestinité pour certains dirigeants du PCE-PSUC, qui se montrent publiquement comme tels. Un de ces dirigeants est Jordi Solé Tura, qui est présent et intervient longuement²³. La réunion de Rome marque donc un tournant dans la stratégie politique du PCE mais aussi dans son attitude face à l'État et face au peuple espagnol : il se prépare pour la participation démocratique et laisse progressivement en arrière les pratiques et les structures de la clandestinité face à une légalisation qui ne saurait tarder à arriver. Une troisième possible date doit également être prise en compte : le 9 avril 1977, date de légalisation du Partido Comunista de España²⁴. Celle-ci est accompagnée de très près par une autre : le 3

²² *Mundo Obrero* n°30, septembre 1976.

²³ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista*. Madrid, Aguilar, 1999. p. 360 ; Centro Documental de la Memoria Histórica (CDMH), Archivo sonoro del Partido Comunista de España, ES.37274.CDMH//SI,2420 : Pleno del Comité Central del PCE en Roma en 1976. 3º Parte.

²⁴ « El Partido Comunista de España, legalizado » *El País*, n°291, 10 avril 1977.

mai 1977, date de légalisation du Partit Socialista Unificat de Catalunya²⁵. La date qui est retenue est le 20 novembre 1975. Avec la mort de Franco, le PCE et le PSUC envisagent la lutte pour la démocratie d'une façon radicalement différente, qui ne s'insère pas véritablement dans les mêmes dynamiques que le combat politique mené sous Franco, et celle-ci ne peut pas être considéré comme une continuation de période comprise entre 1939 et 1975. Finalement, le cadre spatial du sujet suit géographiquement le parcours de Jordi Solé Tura. Les recherches sont restreintes aux zones d'activité du PCE et du PSUC (Espagne, Catalogne et France²⁶), et centrées principalement sur les espaces où agissait Jordi Solé Tura, qui sont Mollet del Vallès, Barcelone et Paris. Avec cela nous avons également l'exception de la Roumanie, notamment Bucarest, où Solé Tura a vécu plusieurs années clandestinement.

L'histoire de Jordi Solé Tura n'est pas une île dans l'océan de l'histoire de l'Espagne au XXe siècle, le sujet appartient à plusieurs domaines. Tout d'abord, Solé Tura est indissociable de l'histoire du communisme en Espagne et en Catalogne. Il est important de préciser que la distinction entre l'histoire de l'Espagne et de la Catalogne ce n'est pas le fruit d'un choix politique, mais tout simplement par cohérence historique. La différenciation est, pour ce sujet, essentielle, car les spécificités nationales de la Catalogne sont très présentes dans l'histoire de l'antifranquisme et du communisme. L'antifranquisme se construit, logiquement, par opposition au franquisme, qui avait lui une présence particulière en Catalogne. De même, le mouvement communiste, est issu du mouvement ouvrier, qui s'est développé dans la société industrielle et dans le combat contre la bourgeoisie, ces deux derniers ayant connu des évolutions différentes en Catalogne et dans le reste de l'État espagnol. Il faut également prendre en considération la question nationale catalane, une contradiction supplémentaire par rapport à laquelle les militants communistes catalans doivent se positionner, comme fait le PSUC dès sa création en 1936. Ces deux histoires sont intimement liées, aucun doute sur cela, mais la différenciation permet de mieux appréhender les phénomènes d'ampleur régionale, ce qui s'avère très utile dans l'étude d'un parti comme le PSUC, et de distinguer les deux milieux antifranquistes, qui ne sont pas composés par les mêmes éléments et ne connaissent pas les mêmes évolutions²⁷. Dire que ce sujet appartient également à l'histoire de l'antifranquisme est

²⁵ « Legalizado el Partido Socialista Unificado de Cataluña (PSUC) » *El País*, n° 311, 4 mai 1977.

²⁶ Après la « Retirada », le PCE et le PSUC auront une existence organisée dans le territoire français, jusqu'en septembre 1950 lorsque les deux partis furent interdits lors de l'Opération Boléro-Paprika. Lillo, Natacha « El PCE en Francia : Relaciones con el PCF y evolución » Manuel Bueno, et al. *Historia del PCE: I congreso, 1920-1977*. Fundación de Investigaciones Marxistas, 2007. pp. 87-88.

²⁷ L'historien Giaime Pala a étudié les liens que le PSUC a essayé d'établir avec les autres secteurs de l'antifranquisme catalan, et observe que ces liens se sont largement plus développés en Catalogne avec le PSUC que dans le reste de l'Espagne avec le PCE, notamment en raison du combat que menait le PSUC dans le monde

une répétition et une évidence à ce point. Néanmoins il est important de le mentionner clairement, pour bien comprendre que celle-ci est une histoire à part entière. Sur un plan personnel, professionnel et militant, l'histoire de Solé Tura appartient incontestablement à l'histoire des intellectuels, plus précisément à l'histoire des intellectuels engagés, ce qui en fait une histoire transnationale. Cela aurait pu être limité à l'histoire des intellectuels sous le franquisme, mais en raison de la nature des relations que Solé Tura tisse lors de son exil en France et après son retour en Espagne, l'étiquette de l'histoire des intellectuels engagés est plus pertinente, ce qui ouvre également la porte à une riche historiographie internationale dans ce domaine. Finalement, le sujet relève d'un dernier domaine qui appartient également à d'autres disciplines des sciences humaines et sociales tel que la sociologie ou la science politique. Il s'agit de l'histoire de l'engagement militant, ou aussi la sociologie de l'engagement militant. Ne pas s'enfermer uniquement dans l'histoire ouvre la porte à des analyses plus substantielles, et les apports des études en sociologie historique et de la sociologie politique, qui ont amplement traité les sujets des pratiques militantes et de l'engagement clandestin, ne doivent pas être négligés car elles donnent à l'historien des outils qu'il ne possédait pas auparavant.

Historiographie

Mon insertion dans l'historiographie des communismes espagnols²⁸ se fait entre des dizaines de milliers de pages. Cette histoire est, depuis quelques décennies, une des plus féconde en Espagne. David Ginard i Ferón, historien spécialiste des communistes dans les îles Baléares, a dédié plusieurs articles et chapitres d'ouvrages collectifs à cette question historiographique depuis 2007²⁹. L'évolution des études sur le communisme est intimement

de la culture catalane. Gaiame Pala. *El PSUC: l'antifranquisme i la política d'aliances a Catalunya (1956 - 1977)*. Barcelona, Editorial Base, 2011.

²⁸ Je fais ici le choix du concept de « communismes espagnols » plutôt que celui de « communisme espagnol ». Ce choix est motivé par ma volonté de décentraliser la conception du communisme en Espagne autour du Partido Comunista de España comme unique représentant de celui-ci. Je considère que toutes les expériences politiques qui existent et ont existé au sein de l'État espagnol depuis les années 1920 doivent être considérés comme des projets à part entière, en non pas exclusivement comme des satellites qui orbitent autour du PCE. Par cette conception il est aussi plus simple d'appréhender la multitude de conceptions différentes du projet communiste en Espagne, qui arrivent bien évidemment à des niveaux de développement très inégaux. Si le PCE occupe un rôle indéniablement dirigeant pendant toute son histoire, d'autres organisations essayent de se construire parallèlement et contester cette hégémonie.

²⁹ David Ginard Ferón « La investigación histórica sobre el PCE: desde sus inicios a la normalización historiográfica » dans Manuel Bueno, Carmen García, et José Hinojosa (dir.), *Historia del PCE: I congreso, 1920-1977*. Madrid, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2007 ; David Ginard Ferón « The spanish historiography of communism: light and shade following the fall «of the Wall (1989-2008) », *Revista de historiografía*, n° 10, 2009, p. 26-41 ; David Ginard Féron, « Tendencias recientes en la historiografía española sobre el comunismo (2001-2020) », *Nuestra Historia*, n°11, 2021, p. 113-132 ; David Ginard Ferón « La historiografía española sobre el comunismo: de los orígenes a la actualidad (1920-2020) » dans Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo II: presencia social y experiencias militantes*. Madrid, Akal, 2022.

liée à l'histoire politique de l'Espagne. En effet, il paraît évident, pendant la dictature franquiste les études scientifiques sur le communisme sont totalement absentes en Espagne, et existe plutôt à sa place toute une littérature pseudo-scientifique et profondément anticommuniste, dont le contenu comparable à des pamphlets, issue du régime. L'emprise du franquisme sur l'université espagnole est totale, et ces sujets sensibles ne sont pas abordés. En contrepartie, le Partido Comunista de España (PCE) entreprend une mission historiographique qui s'achève par la publication de *Historia del Partido Comunista de España*³⁰ en 1960, rédigée par une commission de membres du Comité Central du PCE sous la direction de la présidente du parti, Dolores Ibárruri. Cet ouvrage – dont l'intérêt pour les historiens réside dans son utilisation pour l'analyse du rapport du PCE à sa propre histoire – correspond à l'histoire officielle du Parti. L'ouvrage se penche sur les origines du Parti, son rôle pendant la période républicaine et pendant la Guerre, puis son action en clandestinité. Pour cette raison, il s'agit d'une histoire très politique, marquée par des grands événements de Parti, et où les acteurs – au-delà de la direction – sont absents. Le livre est écrit sur un ton complètement apologétique et presque hagiographique pour les premiers dirigeants du Parti, sur le modèle de *Histoire du parti communiste (bolchévique) de l'URSS*, publié par le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique en 1938. Ce dernier devient la référence absolue et incontournable pour les communistes en termes de construction d'une histoire officielle du parti. Néanmoins, un premier ouvrage synthétique – avec des éléments historiques ainsi que des éléments issus de la science politique et de la sociologie – est publié en France en 1971. L'historien et politiste Guy Hermet publie *Les communistes en Espagne*, où il se penche sur l'histoire du PCE, ainsi que sur son fonctionnement au moment de la publication de son étude³¹. Cependant, il ne s'agit pas ici de faire une généalogie complète de l'historiographie des communismes espagnols, qui n'est pas sans intérêt, mais plutôt d'éclairer sur les vagues et les différentes générations qui traversent cette historiographie.

Je souhaiterais cependant faire un point sur les ouvrages de Gregorio Morán, mobilisés tout au long de ce travail, notamment *Miseria y grandeza del Partido Comunista de España*, publié en 1986, et sa deuxième version, *Miseria, grandeza y agonía del Partido Comunista de España*, publiée en 2017. Le travail de Morán autour de l'histoire PCE et de son expérience est incontournable dans l'historiographie du communisme espagnol, non seulement par sa recherche et les analyses qui sont présentées dans ces deux ouvrages de plus de 1 000 pages,

³⁰ *Historia del Partido Comunista de España*. Paris, Éditions sociales, 1960.

³¹ Guy Hermet, *Les Communistes En Espagne*. Paris, Armand Colin, 1971.

mais également par la précocité de celui-ci, publié pour la première fois en 1986, faisant du livre de Gregorio Morán le premier texte non-partisan qui aborde toute l’histoire du Partido Comunista de España de la fin de la Guerre à la *Transición*. Lorsqu’on inspecte les références et les bibliographies des nombreux travaux portant sur les communistes espagnols sous la dictature franquiste, *Miseria y grandeza del Partido Comunista de España* semble une référence obligatoire. Le livre de Morán est un des premiers travaux – voire le premier – à employer les archives du PCE³², qui pendant la dictature étaient éparpillées parmi les militants en exil en Europe et en Amérique Latine. Néanmoins, la méthode dans le travail de Gregorio Morán est lacunaire, notamment sur des points essentiels de la méthode historique tel que l’administration de la preuve ou la présentation de la bibliographie mobilisée. Ses travaux, que ce soient ceux sur le Parti Communiste ou ceux portant sur les intellectuels, ne peuvent donc pas être mis à la même hauteur et être considérés comme les travaux historiens respectueux de la méthode de la discipline, et sont plutôt le produit d’un croisement entre la littérature historique, l’histoire et l’égo-histoire. Malgré cela, l’œuvre de Morán conserve une place importante dans l’historiographie, et ne doit pas être négligé.

Le grand point de départ de la nouvelle historiographie des communismes espagnols, celle dans laquelle j’inscris ma démarche, doit être placé au 1^{er} congrès d’histoire du Partido Comunista de España, organisée par la Fundación de Investigaciones Marxistas (FIM)³³ en 2004. Les actes de ce congrès, recueillis en deux grands tomes³⁴, sont toujours aujourd’hui une référence incontournable dans toutes les études des communismes espagnols. Au sein du congrès, les sections sont tant chronologiques – de la création du parti à la fin de la guerre, le PCE pendant le premier franquisme et le PCE pendant le deuxième franquisme – comme thématiques – historiographie, relations internationales, le parti et la culture, et des études de personnages³⁵. L’absence de communications sur les intellectuels dans le Parti est remarquable. A partir de ce moment les études des communismes espagnols s’internationalisent, avec la participation de chercheurs venus de l’étranger, et les thématiques de recherches se

³² Le *Archivo Histórico del Partido Comunista de España* a été créé à Madrid en 1980 par la direction du Parti, avec toute la documentation dont celui-ci disposait depuis sa création en 1921 et alimenté progressivement avec plus de documents. Pour contribuer à la mémoire démocratique, les archives du Parti sont, depuis sa création, ouverts à tous les publics. Le livre de Gregorio Morán est paru seulement six ans après l’ouverture des archives du Parti aux chercheurs et au public.

³³ La Fundación de Investigaciones Marxistas est un organisme rattaché et dépendant du Partido Comunista de España.

³⁴ Manuel Bueno, Carmen García, et José Hinojosa (éd), *Historia del PCE: I congreso, 1920-1977* Tome I et II, Madrid, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2007.

³⁵ Il est important de préciser que dans cette section intitulée, « Testimonios, semblanzas y casos personales », les textes produits par des historiens

développent, sortant du cadre de l'histoire sociale traditionnelle³⁶. L'expérience est répétée en 2007 avec l'organisation du 2^{ème} congrès d'histoire du Partido Comunista de España³⁷. Cette fois, les communications sont séparées en groupes strictement thématiques : Identité et culture militante, les femmes dans le Parti, et le projet culturel des communistes. Ici, Manuel Aznar fait une première approche vers l'histoire des intellectuels communistes, centré sur le rôle des intellectuels dans la politique culturelle du Parti pendant le premier franquisme³⁸.

L'historiographie des intellectuels communistes espagnols connaît un important tournant et un intérêt accru grâce aux travaux de l'historien italien Giaime Pala. Dès 2005, Giaime Pala publie des études sur les intellectuels au sein du PSUC³⁹. L'innovation radicale de Pala au sein de l'historiographie des communismes espagnols réside en sa compréhension de l'intellectuel communiste comme un militant de plus au sein du Parti, avec bien-sûr des spécificités. Pala s'intéresse aux activités quotidiennes et à l'organisation des intellectuels du PSUC, qui pour lui n'est pas un terme flou, mais plutôt une catégorie très bien définie au sein du fonctionnement de l'organisation. La vie personnelle et politique de l'intellectuel-militant forment un tout, car l'une influence l'autre, et vice-versa. Giaime Pala porte un intérêt particulier pour le combat culturel mené quotidiennement par les intellectuels du PSUC et décortique toutes les incitatives qu'ils mènent, tant en clandestinité comme en exil⁴⁰. Les intellectuels, comme individus identifiés et acteurs de cette histoire, sont également au cœur de l'analyse de Pala. Dans ses travaux les mentions à Manuel Sacristán, Jordi Solé Tura, Francesc Vicens, parmi d'autres, sont constantes. Par ailleurs, Giaime Pala est le seul historien à avoir dédié une étude complète à une partie de la vie de Jordi Solé Tura⁴¹, même si celle-ci traverse la majorité de sa recherche. En 2016, Pala publie *Cultura clandestina : los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*⁴², ouvrage synthétique de ses recherches sur la question, et une

³⁶ Cette histoire compte en Espagne avec plusieurs référents, notamment Jaume Vicens Vives, fondateur à tous égards de l'histoire sociale espagnole, mais aussi Manuel Tuñón de Lara et Borja de Riquer.

³⁷ Manuel Bueno Lluch et Sergio Gálvez Biesca (dir.), *Nosotros Los Comunistas: Memoria, Identidad e Historia Social*. Madrid, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2009.

³⁸ Manuel Aznar Soler, « Los intelectuales y la política cultural del Partido Comunista de España (1939-1956) » dans *Ibid.*, p. 367-387.

³⁹ Giaime Pala, « 'Sobre el camarada Ricardo' El PSUC y la dimisión de Manuel Sacristán (1969-1970) », *Mientras Tanto*, n° 96, 2005, 47-75.

⁴⁰ Giaime Pala, « El frente cultural. Sobre la trayectoria de la revista "Nous Horitzons" (1960-1976) », *Spagna contemporanea*, n° 38, 2010 ; Giaime Pala « Marxisme i cultura catalana. Nota sobre els "Quaderns de cultura catalana" (1959-1960) », *Els Marges*, n° 93, 2011, p. 32-46 ; Giaime Pala, « La sombra de Zdanov. Notas sobre la revista cultural del PSUC Cultura Nacional (1954-1955) ». *Cercles: revista d'història cultural*, n° 14, 2011 p. 201-228.

⁴¹ Giaime Pala, « Nación y Revolución Social. El Pensamiento y La Acción Del Joven Jordi Solé Tura », *Historia y Política: Ideas, Procesos y Movimientos Sociales*, n° 41, 2019, p. 273-303.

⁴² Giaime Pala, *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2016.

référence méthodologique pour l'étude des intellectuels communistes. La démarche que j'ai adoptée pour ma recherche se veut inspirée de celle-ci.

Giaime Pala, lui, s'inscrit dans la tradition établie par le duo d'historiens catalans Carme Molinero et Pere Ysàs, non seulement fondateurs de l'histoire du franquisme comme signalent Élodie Richard et Charlotte Vorms⁴³, mais également fondateurs d'une nouvelle histoire du PCE et du PSUC, éloignée des grandes querelles idéologiques et des relations internationales des deux partis pendant la Guerre froide, et plutôt axée sur l'incidence du Parti dans les mouvements sociaux – et vice-versa – dans l'étude du militant communiste comme élément clef de l'histoire des communismes et dans l'étude du Parti dans toute son ampleur social, culturelle et politique, et sa de sa constitution d'un véritable réseau démocratique dans le pays⁴⁴.

Encore aujourd'hui, les nouveaux développements que connaît l'historiographie des communismes espagnols s'inscrivent dans la tradition construite par Molinero et Ysàs depuis maintenant deux décennies. Les récentes études de Eduardo Abad et Jordi Sancho Galán en témoignent. Les travaux de Eduardo Abad sur les militants communistes orthodoxes en Espagne renforcent l'idée de la multipolarité du communisme ibérique. Dans sa thèse, Abad suit les différentes vagues de militants orthodoxes et leur processus de construction d'une identité propre, mais contestée⁴⁵. Son objet c'est les militants, pas le Parti ou l'idéologie. De son côté, Jordi Sancho s'intéresse à la place du PSUC dans l'université catalane pendant la dictature⁴⁶. Pour lui, l'interaction entre les militants et le Parti, et l'interaction du Parti avec les mouvements sociaux sont au cœur de l'analyse. Les deux historiens font une importante utilisation des sources orales pour appuyer leurs études. Cette nouvelle génération d'historiens trouve un équivalent des congrès d'histoire du PCE dans la publication des deux volumes *Un siglo de comunismo en España* en 2021 et 2022, suite à une semaine de conférences à l'Université de Oviedo en raison du centenaire de la création du PCE⁴⁷. Ces deux tomes sont

⁴³ Élodie Richard et Charlotte Vorms « Transition historiographique ? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 127, 2015, p. 27.

⁴⁴ Carme Molinero et Pere Ysàs, *Els Anys Del PSUC: El Partit de l'antifranquisme (1956-1981)*. Barcelona, Avenç, 2010 ; Carme Molinero et Pere Ysàs, *De la hegemonia a la autodestrucció: el Partit Comunista de España (1956-1982)*. Barcelona, Crítica, 2017.

⁴⁵ Eduardo Abad García, *A contracorriente: las disidencias ortodoxas en el comunismo español (1968-1989)*. València, Universitat de València, 2022.

⁴⁶ Jordi Sancho Galán *El PSUC i la universitat. Organització, moviments i mobilització universitària durant el franquisme (1956-1977)*, thèse d'histoire sous la direction de Carme Molinero, Universitat Autònoma de Barcelona, p. 105-107.

⁴⁷ Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo I: historia de una lucha..* Madrid, Akal, 2021, ; Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo II: presencia social y experiencias militantes.* Madrid, Akal, 2022.

devenus instantanément un passage obligatoire pour les historiens des communismes espagnols. Le premier tome est strictement chronologique, mais le deuxième contient une grande diversité thématique, avec 29 contributions différentes.

L'historiographie internationale du communisme et du socialisme ne doit pas désormais être laissée de côté. Particulièrement influente, l'historiographie des communismes français s'est développée assez tôt, dès les années 1980 avec les travaux de Annie Kriegel et Jeannine Verdès-Leroux⁴⁸. Mais les apports plus enrichissants arrivent de la part de la socio-histoire du communisme français, d'abord avec Bernard Pudal et Claude Penner⁴⁹, puis par Paul Boulland⁵⁰

Outre l'histoire des communismes – espagnols et étrangers – ma recherche se nourrit également de l'histoire culturelle de l'Espagne de Santos Juliá⁵¹, de l'histoire de l'antifranquisme de Molinero et Ysàs⁵², et des éléments théoriques de la sociologie de l'engagement, notamment ceux développés par Daniel Gaxie⁵³.

Présentation des sources

L'étude de la vie clandestine, dans ce cas autour de vingt ans d'activité politique et intellectuelle, requiert la mobilisation et l'exploitation de nombreuses sources, dispersées dans différents centres d'archives. Pour le sujet de l'engagement antifranquiste de Jordi Solé Tura j'ai identifié quatre origines, ou catégories, différentes. Ces sources, diverses dans le type de document et dans le contenu, sont désormais très complémentaires et permettent de mieux

⁴⁸ Annie Kriegel, *Les communistes français: dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*. Paris, Editions du Seuil, 1985 ; Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti: le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*. Paris, Fayard, 1983 ; Jeannine Verdès-Leroux, *Le réveil des somnambules: le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956 - 1985)*. Paris, Fayard, 1987.

⁴⁹ Mauro Boarelli et Claude Penner *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin, 2002. Bernard Pudal, *Un monde défait: les communistes français de 1956 à nos jours*. Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009 ; Claude Penner and Bernard Pudal, *Le sujet communiste: identités militantes et laboratoires du moi*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

⁵⁰ Paul Boulland, *Des vies en rouge: militants, cadres et dirigeants du PCF, 1944-1981*. Ivry-sur-Seine, les Éditions de l'Atelier-les Éditions ouvrières, 2016.

⁵¹ Santos Juliá (dir.), *Nosotros, Los Abajo Firmantes: Una Historia de España a Través de Manifiestos y Protestas (1896-2013)*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2014 ; Juliá, Santos, *Historias de las dos Españas*. Madrid, Taurus, 2006.

⁵² Carme Molinero et Pere Ysàs, *Catalunya Durant El Franquisme*. Barcelona, Editorial Empúries, 1999 ; Carme Molinero et Pere Ysàs, *La Anatomía Del Franquismo: De La Supervivencia a La Agonía, 1945-1977*. Barcelona, Crítica, 2008.

⁵³ Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154 ; Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2, 2002, p. 145-178.

reconstruire, et de mieux comprendre, l'univers de la clandestinité communiste sous le franquisme, l'exil et le monde des intellectuels à l'échelle de l'individu.

Dans ces quatre catégories, je distingue d'abord les archives personnelles, c'est-à-dire les documents conservés par une personne tout au long de sa vie, où peuvent trouver des documents produits par la personne en question, des documents liés à son activité professionnelle, politique ou encore la correspondance privée. Il s'agit principalement pour ce sujet des archives personnelles de Jordi Solé Tura, conservées depuis 2007 à l'Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès (AHMMDV), où se trouve une grande partie de sa correspondance, des documents personnels et professionnels, ainsi que des documents politiques de la période antifranquiste, de la transition démocratique et de son activité politique institutionnelle⁵⁴. Les documents conservés dans l'AHMMDV se divisent entre documents militants (comptes-rendus des réunions du Comité Central du PCE et du Comité Exécutif du PSUC, correspondance de caractère politique avec d'autres militants communistes), des documents politiques (articles et brouillons d'articles de caractère politique) et des documents personnels (*curriculum vitae* académique, dossiers personnels pour des concours et correspondance). D'autres archives personnelles ont également été consultés. Il s'agit des archives de personnages ayant un lien plus ou moins direct avec Jordi Solé Tura, que ce lien soit personnel ou politique. Pour ces archives je ne cherche pas des documents précis, c'était aveuglement et lentement que j'avançais en quête de documents qui pouvaient me renseigner sur notre protagoniste. Dans certains cas, cette pêche aveugle a donné des fruits, mais j'ai de même longuement consulté des fonds sans trouver aucun document significatif. Il s'agit donc des archives de militants ayant passé par le Parti Socialiste Unifié de la Catalogne ou par *Bandera Roja*, des camarades de Solé Tura, où se trouvent des documents internes aux organisations de la perspective d'autres militants ainsi que de la correspondance. Parmi ces fonds nous distinguons les archives de Gregorio López Raimundo⁵⁵ et les archives de Antoni Gutiérrez Díaz⁵⁶, conservées au Arxiu Nacional de Catalunya (ANC). J'ai également consulté

⁵⁴ En 2003, Jordi Solé Tura a signé une convention avec la mairie de Mollet del Vallès attestant sa volonté de léguer ses archives personnelles aux Archives municipales de sa ville natale. À partir de 2007 commencent à être traitées et classifiées les archives de Solé Tura. Aujourd'hui le fond Jordi Solé Tura est composé de plus de 7000 documents.

⁵⁵ Gregorio López Raimundo (1914-2007) fut une des principales personnalités de l'intérieur du PSUC dans les années 1950, avant de rejoindre la direction en exil à Paris en 1956. Il fut élu secrétaire général du Parti en 1965 lors du IIe Congrès du PSUC, jusqu'en 1977. Il occupa alors la fonction de président du Parti jusqu'à sa démission suite au Ve Congrès en 1981. Le fond ANC1-115 aux Archives Nationales de Catalogne rassemble les archives données par la famille de Gregorio López Raimundo.

⁵⁶ Antoni Gutiérrez Díaz (1929-2006), dit « Guti » occupa la responsabilité de secrétaire général du PSUC entre 1977 et 1981 puis entre 1982 et 1986. Il avait auparavant exercé certaines responsabilités au PSUC pendant les

les archives personnelles de Juan Ramón Capella⁵⁷ conservées au Arxiu Històric de Comissions Obreres de Catalunya (AHCOC). Finalement j'ai eu accès exclusif à des documents appartenant aux archives personnelles de August Gil Matamala⁵⁸. Ici uniquement des documents de type judiciaire, liés aux deux procès que Jordi Solé Tura a subi dans les années 1960, ont été consultés⁵⁹.

La deuxième catégorie de sources dans le corpus sont les sources issues des archives des organisations politiques. Cette catégorie est composée par les archives du Partit Socialista Unificat de Catalunya, conservées au Arxiu Nacional de Catalunya, où nous avons trouvé une grande masse documentaire en provenance du Comité Central, du Comité Exécutif ainsi que du Comité de Barcelone, pour la période qui nous intéresse⁶⁰. Il s'agit ici de comptes-rendus de réunions, des lettres internes diffusés par le CC et le CE, des discussions lors de congrès et même de la correspondance reçue par la direction du Parti. Les archives du Partido Comunista de España, conservées dans son intégralité au Archivo Histórico del PCE à Madrid (AHPCE), sont également très riches pour le sujet, notamment la série « Divergencias », qui est composée de documents liés aux divergences qu'ont existé au sein du Parti⁶¹, la série « Radio España Independiente », où se trouvent les enregistrements des émissions de *La Pirenaica* ainsi que de la correspondance, la série « Cataluña (PSUC) » dans le fond « Nacionalidades y regiones », avec des documents concernant l'organisation catalane. De même, des documents isolés du

dernières années de la période clandestine, lorsqu'il a milité aux côtés de Solé Tura. Le fond ANC1-116 aux Archives Nationales de Catalogne rassemble ses archives personnelles.

⁵⁷ Juan Ramón Capella (1939), est un ancien professeur des universités en Droit. Dans les années 1960, Capella devint militant du PSUC. Son lien avec Solé Tura est donc double : d'abord comme collègue à la Faculté de Droit de l'Université de Barcelone, puis comme camarade dans le Parti. Le fond ES AHCO 0100 – Fons Juan Ramón Capella Hernández, dans l'AHCOC, contient les archives politiques de Capella, que lui-même a donné.

⁵⁸ August Gil Matamala (1934) est un avocat catalan, connu pour son engagement comme avocat des militants antifranquistes à Barcelone pendant les années 1960 et 1970. Gil Matamala faisait partie de la cellule universitaire du PSUC créée en 1956, avec Jordi Solé Tura. Ses liens avec Solé Tura étaient très étroits, et leur amitié dura jusqu'à la fin de la vie de ce dernier. Gil Matamala fut donc un grand ami de Solé Tura, son camarade au PSUC ainsi que son avocat. Nous avons consulté une partie de ses archives professionnelles dans son domicile en mars 2022.

⁵⁹ En 1966, après *La Caputxinada*, réunion de fondation du Syndicat Démocratique d'Étudiants de l'Université de Barcelone, où Solé Tura fut un de professeurs participants, et en 1969, après déclaration de l'état d'exception en janvier 1969. August Gil Matamala fut son avocat dans ces deux procès.

⁶⁰ Le fond ANC1-230 rassemble toutes les archives de la direction du PSUC entre sa création en 1936 et sa dissolution dans les années 1990. Le transfert des archives du Parti aux Archives Nationales de Catalogne a commencé en 1987, et encore aujourd'hui des nouvelles séries sont ajoutées et des nouveaux fonds liés au PSUC sont créés, le plus récent étant le fond ANC1-1377, ouvert en décembre 2021, qui contient les archives personnelles du dirigeant clandestin Miguel Núñez González.

⁶¹ Le mot divergences désigne au AHPCE l'ensemble des courants dissidents à l'intérieur du PCE ou du PSUC dont les issues ont été l'expulsion, l'abandon ou la scission. L'inventaire de cette série révèle qu'il s'agit principalement de dissidences personnelles au sein de la direction, plutôt que de scissions du Parti. Pour notre recherche il s'agit des documents liés à la crise Claudín-Semprún.

PSUC et PCE ainsi que de BR sont conservés dans l'archive du CRAI Pavelló de la República, à Barcelone.

La troisième catégorie que l'on distingue parmi les sources, sont les archives d'origine étatique, soit celles issues de la police, qui se trouvent aux archives historiques de la délégation du gouvernement en Catalogne, notamment les dossiers des renseignements de la Brigada Político-Social, ou de la justice, tel que les dossiers d'instruction ou les sentences, qui se trouvent des archives du Tribunal Militar Territorial Tercero, à Barcelone. Ces archives n'ont pas pu être consultés, à cause de problèmes bureaucratiques et absence totale d'inventaire publics. Néanmoins, j'ai pu obtenir par d'autres moyens des copies de certains documents qui devrait se trouver dans les archives judiciaires et policières, tel que les documents sur les procès de Solé Tura auxquels j'ai pu accéder grâce à August Gil Matamala, ou un rapport sur l'activité politique de Jordi Solé Tura produit par la Jefatura Superior de Policia de Barcelone trouvé dans les Archives Nationales de Catalogne⁶². Logiquement il est aussi possible penser qu'il y aurait des documents concernant Solé Tura dans les archives de l'Université de Barcelone mais, malheureusement, aucun n'a été retrouvé. En outre, il existe un fond Manuel Sacristán au Centre de Recursos per a l'Aprenentatge i la Investigació (CRAI) d'Economia i Empresa, centre faisant partie de l'Université de Barcelone, mais très peu de documents politiques sont conservés.

La quatrième des catégories que je discerne dans le corpus, sont les témoignages. Ces documents se distinguent des autres car on trouve parmi eux des sources écrites ainsi que des sources orales. Ce sont, en plus, des documents produits dans l'optique d'être lu et étudiés par le grand public et par les historiens, ce qui leur confère donc un traitement particulier comme source. Pour ce qui sont les témoignages écrits, il s'agit essentiellement de mémoires et autobiographies de militants communistes et antifranquistes⁶³, en portant spécialement intérêt sur les mémoires de Jordi Solé Tura, publiées en 1999⁶⁴. Pour les témoignages oraux plusieurs bases de données d'entretiens enregistrés existent. D'abord, la base « Biografies Obreres –

⁶², ANC, Fons ANC1-1274 UDC, ANC1-1274-T-1597 « Recull d'informació sobre Jordi Solé Tura ». Dans ce fond se trouvent les archives du parti de droite catalaniste *Unió Democràtica de Catalunya* (UDC)

⁶³ Les militants communistes ont été très prolifiques après la fin de la dictature. Même si Jordi Solé Tura est évoqué dans un grand nombre de ces récits, nous allons nous limiter aux témoignages d'acteurs proches de Solé Tura ou aux témoignages où Solé Tura occupe une place importante tel que, David Fernández et Anna Gabriel Sabaté. *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*. Valencia, Sembra Llibres, 2017, ou Pau Verrié, et Andreu Mas-Colell, *Quan el franquisme va perdre la universitat: el PSUC i el Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona (curs 1965-1966)*. Barcelona, Editorial Base, 2021.

⁶⁴ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista*. Aguilar, Madrid, 1999.

Col·lecció de fonts orals»⁶⁵, composée d'une centaine d'entretiens des militants antifranquistes (principalement catalans) réalisés par la Fundació Cipriano Garcia de Comissions Obreres de Catalunya. Une deuxième base de données d'entretiens oraux est mise en ligne par le « Memorial Democràtic », une institution rattachée au gouvernement catalan chargée de l'entretien de la mémoire et de l'histoire de l'antifranquisme catalan. Cette base d'entretiens contient autour de 480 entretiens à des militants antifranquistes. Finalement j'ai également pu avoir accès aux entretiens réalisés par le CEDID de l'Universitat Autònoma de Barcelona à des militants antifranquistes⁶⁶. Deux entretiens ont été réalisés August Gil Matamala dans le cadre de cette recherche, le 19 mars 2022 et le 28 avril 2023. Plusieurs acteurs de cette histoire, tel que Jordi Borja, Albert Solé Bruset et Anny Bruset ont été contactés, mais en vain. Les témoignages, écrits comme oraux, sont des sources très riches qui peuvent illuminer certaines zones obscures dans les archives, d'autant plus pour les périodes clandestines comme celle qu'on étudie ici.

Il reste finalement à évoquer un dernier type de source : la presse. Pour la presse à grand tirage, j'ai choisi deux publications espagnoles et deux publications françaises. Pour les premières il s'agit de *ABC*, journal imprimé à Madrid et fidèle au régime franquiste, et *La Vanguardia*, quotidien imprimé à Barcelone, également dirigé par une personnalité proche du pouvoir franquiste, mais avec un regard centré sur la Catalogne. Pour les journaux français le choix est *Le Monde*, puisque ce journal relayait fréquemment des textes et des tribunes d'intellectuels français qui dénonçaient la dictature en Espagne, ainsi que *L'Humanité*, journal lié au Parti communiste français, parti frère du PCE et du PSUC. Le choix d'employer la presse française comme la presse espagnole se justifie par la période que Jordi Solé Tura passe en exil en France, ainsi que par la forte présence des militants et de la direction du PCE-PSUC sur le territoire français pendant leur période clandestine. Puis, pour la presse militante j'ai utilisé un grand nombre de publications du PSUC (*Treball*, *Quaderns de cultura catalana*, *Horitzons* et *Nous Horitzons*), les publications du PCE (*Mundo Obrero*, *Nuestra Bandera*, *Nuestras Ideas* et *Realidad*) et de OC-BR (*Bandera Roja* et *Cuadernos Comunistas*). Cette presse militante est quasi intégralement numérisée sur plusieurs sites internet ouverts⁶⁷

⁶⁵ Les entretiens sont accessibles sur le site <https://ccoo.cat.accesstomemory.net>.

⁶⁶ Ces entretiens ont été réalisés par le Centre d'Estudis sobre Dictatures i Democràcies pour l'étude du *movimiento vecinal* sous le franquisme (mouvement des associations de quartier). Je remercie Jordi Sánchez Galán de m'avoir facilité l'accès à ces entretiens.

⁶⁷ <https://archivodelatransicion.es/> ; <http://arxiutreball.cat> ; <https://prensahistorica.mcu.es> ; <https://arca.bnc.cat/>.

Ce mémoire cherche à étudier et comprendre la formation et l'émergence d'un dirigeant communiste issu des milieux intellectuels. C'est également le moment pour étudier la pratique politique et la production théorique de l'intellectuel engagée et empêché par la dictature franquiste. Le plan proposé pour cette étude est un premier temps chronologique, ensuite thématique. Sortir de la narration chronologique semble compliqué pour une étude biographique, où le passage du temps peut radicalement changer la situation de la personne au centre de l'étude. La première partie du développement comprend la période entre 1956, premier engagement de Solé Tura, et 1964, lors de son exclusion du Partit Socialista Unificat de Catalunya. Cette période est celle du militant professionnel, qui se constitue progressivement en intellectuel du Parti. La deuxième partie, porte sur la période comprise entre le retour de Jordi Solé Tura à Barcelone à la fin de l'année 1964 et sa sortie de prison au printemps 1969. Ces années sont celles du développement intellectuel et de la vie hors du Parti. Finalement, la troisième et dernière est celle du retour à l'engagement partisan, et l'affirmation de Solé Tura comme dirigeant communiste, d'abord dans Bandera Roja puis de retour au PSUC.

Partie 1 – Généalogie d'un engagement politique

Chapitre 1 – Entre le pain et les livres, l'enfance et jeunesse de Jordi Solé Tura

Le passage par les épisodes de l'enfance et de l'adolescence de Jordi Solé Tura s'impose dès le début. Je ne prétends pas trouver dans ces années de jeunesse la semence de l'engagement politique, ni découvrir un événement éveilleur d'une conscience militante précoce. Néanmoins, les deux décennies qui s'écoulent entre l'école primaire et l'arrivée dans l'enseignement supérieur et dans sa vie adulte sont vitales pour comprendre le monde et l'imaginaire dans lequel Jordi Solé Tura grandit, là où a lieu sa socialisation primaire et ses premiers contacts avec une société détruite en voies de reconstruction. Ce travail s'inspire et s'inscrit dans la ligne tracée par les historiens Santos Juliá et Felipe Nieto, dans leurs études des militants communistes Javier Pradera et Jorge Semprún, contemporains de Solé Tura. Néanmoins le traitement de l'enfance et jeunesse de ces deux personnages est absente dans leur travaux¹.

Avant de pénétrer dans cette période, il est essentiel de parler des sources qui la nourrissent. En effet, la principale difficulté pour mener une étude approfondie de sa jeunesse est l'absence des sources. Au sein du fond Jordi Solé Tura de l'Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès, les documents concernant la période pré-universitaire sont très rares. Dans ces vastes archives, ne sont conservées que trois lettres et six documents datant de la fin de la décennie de 1940 et le début des années 1950, ce qui correspond à son adolescence (entre les 15 et 20 ans). Cependant, d'autres sources viennent combler le vide laissé par ce relatif vide documentaire. La principale source exploitée pour reconstruire ce cosmos de jeunesse sont les mémoires de Jordi Solé Tura². Dans ces mémoires, celui-ci fourni non seulement une chronologie personnelle, impossible à fabriquer autrement avec une telle richesse en détails, mais aussi un témoignage – inévitablement déformé par le temps et romancé – des événements de sa jeunesse.

L'utilisation des mémoires de Solé Tura soulève un certain nombre de questions méthodologiques. Ce document n'est pas comparable à un témoignage oral ou écrit dirigé par un historien, ou autre scientifique social. Les mémoires sont avant tout un produit commercialisé grâce auquel une maison d'édition donnée – et son auteur – espèrent tirer un

¹ Santos Juliá, *Camarada Javier Pradera*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2012 ; Felipe Nieto, *La aventura comunista de Jorge Semprún: exilio, clandestinidad y ruptura*. Barcelona, Tusquets, 2014.

² Jordi Solé Tura, *Una historia optimista*. Madrid, Aguilar, 1999.

gain économique, ainsi que des effets positifs pour l'image publique du mémorialiste. Cela peut éventuellement être nuancé lorsque la publication est réalisée à travers une maison d'édition avec un agenda politique marqué et notoire. En 1999, lors de la publication des mémoires, Solé Tura est un homme âgé, en fin de carrière politique après avoir occupé des mandats de député, sénateur et d'être nommé ministre. Ces mémoires construisent et solidifient son héritage politique comme opposant au franquisme – puisque l'auteur ne s'aventure pas dans les événements de sa vie suite à la mort du dictateur³ – suite à des années de participation aux institutions de l'État et comme une des principales figures de l'eurocommunisme espagnol, perçu par certains comme une trahison⁴. Solé Tura fait également de ses mémoires une défense de ses choix pendant la dictature, ainsi que des choix de son parti, le Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC). Daniel Cordier, secrétaire personnel de Jean Moulin et historien de la Résistance, écrit longuement sur l'usage des mémoires et des témoignages par les historiens – et plus précisément les usages qu'il en fait dans ses travaux sur le président du Conseil national de la Résistance – dans son ouvrage *De l'Histoire à l'histoire*. Ici, Cordier établit une comparaison architecturale pour les documents d'archives, qu'il assimile à la structure du bâtiment, et pour les témoignages, qui ne sont pour lui que les « ornements dans l'architecture⁵ ». Je ne peux être que partiellement en accord avec la conception mise en avant par Cordier sur les témoignages. Il serait pour moi incohérent de regrouper dans la même catégorie des documents de nature aussi divergente comme des mémoires et des autobiographies à fin commerciale, et des témoignages faisant partie de l'histoire orale. Il se peut qu'un sujet, pour diverses raisons, ne puisse utiliser comme sources principales que des témoignages⁶.

Cependant, pour rejoindre Cordier, les documents d'archives doivent également être présent aux côtés des témoignages, pour atténuer leurs limites et les compléter. Étant donné que les documents de jeunesse dans le fond personnel Solé Tura sont très limités, je me suis également appuyé sur la presse – locale, régionale et nationale – ainsi que sur des documents

³ Un deuxième tome, portant sur les faits compris entre les premières élections démocratiques et la fin de sa vie politique était prévu, comme signale Solé Tura dans son préambule. Néanmoins, dans les années qui ont suivi la publication du premier tome, la maladie d'Alzheimer dont était atteint Jordi Solé Tura dégénère rapidement, impossibilités ainsi la rédaction.

⁴ Lors de la IV Conférence Nationale du Parti Socialiste Unifié de Catalogne en 1981, Jordi Solé Tura est agressé par des militants du Parti dits « prosoviétiques », faits recueillis par la presse. « La conferencia nacional del PSUC aprueba el término “eurocomunismo” », *El País*, 6^{ème} Année, n° 1.613, 12 juillet 1981.

⁵ Daniel Cordier et Paulin Isnard, *De l'Histoire à l'histoire*, Paris, Gallimard, 2013, p. 86.

⁶ Sur un sujet connexe, Javier Fernández Rincón fait preuve de la capacité à reconstruire une histoire en s'appuyant principalement sur des témoignages oraux recueillis par l'auteur. Javier Fernández Rincón, *Maoístas en Euskadi: la Agrupación de Trabajadores Marxistas-Leninistas de Euskadi*. Madrid, Cisma Editorial, 2021.

issus de l'administration de Mollet del Vallès. Un accès aux documents, notamment iconographiques, conservés par la famille Solé Tura aurait pu enrichir cet aspect de ma recherche, mais cela a été impossible.

Grandir en temps de troubles

Jordi Solé Tura naît le 23 mai 1930, à Mollet del Vallès, une petite ville semi-industrialisée à une dizaine de kilomètres de Barcelone d'environ 7 000 habitants. Ses parents, Pere Solé et Vicenta Tura, tiennent une boulangerie, l'Espiga Molletana. Jordi est le benjamin de la famille, après Joan, l'aîné, âgé de 13 ans de plus. La mort frappe avant l'heure le foyer Solé Tura : avant la naissance même de Jordi, le deuxième fils du couple, Narcís, meurt âgé de 2 ans, puis, à la fin de l'année 1930, le père de la famille décède⁷. Si ces événements ont lieu trop tôt dans la vie de Jordi Solé Tura pour lui produire un choc psychologique, ils ne sont pas sans influence dans ses premières années. Suite à la mort de son père, Jordi, encore en très bas âge, grandit auprès de la branche Tura de sa famille, tout en gardant une proximité avec la famille Solé.

L'héritage familial est, dans la sociologie de l'engagement, une de premières pistes suivies⁸. Dès son enfance, Jordi Solé Tura est témoin de l'engagement politique des membres de sa famille, et découvre l'histoire politique de sa famille. En janvier 1914, son grand-père maternel Joan Tura i Pedragosa, agriculteur, est élu maire de la ville après avoir exercé plusieurs mandats d'édile⁹. Le premier membre de la famille Tura qui fait le choix de l'engagement politique est membre de la Lliga Regionalista, parti politique catalan dirigé par Francesc Cambó et Enric Prat de la Riba, président de la Mancomunitat de Catalunya. Joan Tura est un personnage engagé, politiquement et socialement – à travers sa participation dans la milice rurale catalane Sometent¹⁰ - mais aussi au sein de sa corporation, engagé syndicalement dans le Sindicat Agrícola de Mollet et dans la Cambra Agrària Oficial del Vallès, où il occupe les fonctions de président et membre du bureau. Un deuxième membre de la famille, Feliu Tura, oncle de Jordi, suit les pas de son père et en 1931 est élu maire de Mollet

⁷ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista*, op. cit. p. 19-20.

⁸ Annick Percheron, Nonna Mayer, et Anne Muxel, *La socialisation politique*. Paris, Armand Colin, 1993.

⁹ Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès (AHMMDV), Fons de l'Administració local, Actes del Ple de l'Ajuntament, Acta del Ple 03-01-1914.

¹⁰ Jordi Solé Tura, op. cit., p. 22.

del Vallès¹¹. Les similitudes entre Feliu Tura et son père Joan s'arrête désormais là. Au contraire que son père, le nouveau maire est républicain, catalaniste et progressiste. Au début des années 1930, avant la proclamation de la République le 14 avril 1931, Feliu Tura s'engage dans l'Acció Catalana Republicana. Sa plume était régulière dans la publication locale du parti, le journal bimensuel *Lluita*, rattachée au Centre Catalanista Republicà de Mollet. En mars 1931, un mois avant les élections municipales, il publie un article dans le journal intitulé « Eleccions », qui s'assimile à un manifeste politique avec un ton républicain décidément progressiste¹². Tura est maire pendant la quasi-totalité de la période républicaine, avec une interruption involontaire après les événements d'octobre 1934. Son engagement politique va évoluer – selon son neveu – vers Esquerra Republicana, le parti de Lluís Companys et Francesc Macià, présidents de la Generalitat de Catalunya, et principale organisation du catalanisme de gauche¹³. Au-delà de son appartenance partisane durant la courte période républicaine, Feliu Tura est engagé – comme son père avant lui – dans le syndicalisme et associationnisme agricole. Son engagement est auprès de la Federació de Cooperatives de Catalunya, où il est membre du bureau¹⁴, ainsi que dans le syndicat de paysans non-proprétaires Unió de Rabassaires, dont il intègre la direction en 1934¹⁵. Aux côtés de Feliu Tura est également engagé au Centre Catalanista Republicà de Mollet Joan Mayol, cousin de la famille Solé et secrétaire du CCR¹⁶. Jordi Solé Tura grandit avec son oncle comme importante figure familiale et patriarcale – le *cap de família* ou chef de famille – très présent dans ses années de jeunesse. Cela est également le cas avec son cousin Joan Mayol. L'engagement politique et syndical ne se trouve pas immédiatement dans le foyer Solé Tura, mais il est omniprésent dans son entourage et à portée de main pour lui. Dans ses mémoires, Jordi Solé Tura évoque le goût de la politique de sa famille, tant avant lui comme après lui¹⁷.

Dans son enfance, Jordi vit une période turbulente, qui va tout à fait modeler la façon dont il conçoit le monde, et la façon dont il appréhende les événements qui marquent l'histoire de son pays et les vies de ceux qui l'entourent. Jordi est avant tout un enfant qui grandit sous la Seconde République, qui subit les horreurs Guerre Civile ainsi que l'après-guerre, et vit l'imposition du franquisme et du projet national-catholique. La mémoire de la révolution

¹¹ AHMMDV, Fons de l'Administració local, Actes del Ple de l'Ajuntament, Acta del Ple 14-04-1931.

¹² « Eleccions », *Lluita*, 2^{ème} année, n°6, 24 mars 1931, p. 1-2.

¹³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 22.

¹⁴ *Acció Cooperatista*, n°705, 6 novembre 1936, p. 2.

¹⁵ « Assamblea de Delegats de la Unió de Rabassaires », *La Humanitat*, n° 883, 11 septembre 1934, p. 7.

¹⁶ « Del centre », *Lluita*, 2^{ème} année, n°13, 15 novembre 1931, p. 7.

¹⁷ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 22.

d'octobre 1934 et de ses conséquences est particulièrement amère pour la famille Solé Tura. Suite à l'arrivée au pouvoir de la droite radicale réactionnaire – la Confederación Española de Derechas Autónomas de José Maria Gil-Robles – les principales organisations politiques et syndicales organisent une grande grève le 5 octobre face à la menace monarchique et fasciste, qui dégénère en insurrection sur l'ensemble de l'État. Cependant l'insurrection devient révolutionnaire dans les Asturies, où les ouvriers et paysans armés prennent le contrôle de la région et établissent une « Commune asturienne » qui dure quelques jours, et en Catalogne, où le gouvernement régional rompt avec l'État républicain et déclare l'État catalan, au sein de la République fédérale en Espagne. Une brutale répression s'en suit. Aux Asturies, les troupes coloniales du General Franco sont envoyées pour écraser l'insurrection armée. L'armée est également envoyée en Catalogne pour rétablir l'ordre républicain. Tous les membres du gouvernement catalan sont emprisonnés, et le gouvernement régional ainsi que certaines mairies sont placées sous l'autorité temporaire de représentants du gouvernement central. A Mollet del Vallès, Feliu Tura – proche du président Companys – se rallie à la proclamation de l'État Catalan. Ce ralliement lui coûte l'emprisonnement pendant plusieurs années et la perte de son titre¹⁸. Dans sa reconstruction de cet épisode dans *Una historia optimista*, Jordi Solé Tura évoque le souvenir des visites à son oncle en prison¹⁹.

Le coup d'État de juillet 1936, ainsi que les premiers moments de la Guerre, font aussi partie des souvenirs de cette génération des jeunes. Mollet del Vallès est en 1936 – et jusqu'en janvier 1939 – une ville républicaine. Cependant, plusieurs bombardements ciblent la ville pendant le conflit. Solé Tura remémore l'annonce du soulèvement militaire en Afrique ainsi que les bombardements de l'aviation fasciste contre sa ville²⁰. Le souvenir de la Guerre se prolonge après sa fin : les départs en exil de membres de la famille et l'arrivée du rationnement et des pénuries – que la famille Solé Tura observe depuis sa boulangerie – mais aussi avec les conséquences de la Seconde Guerre mondiale. En octobre 1941, un membre de la famille Tura, Joan Tura Ros, meurt dans le camp de concentration nazi de Gusen, mais la famille ne l'apprend que dix ans après²¹. Tel est le quotidien de Jordi Solé Tura entre ses 6 et ses 15 ans, la vie dans une ville vaincue et d'une population défaite.

¹⁸ « Més detencions », *La Veu de Catalunya*, n° 11.969, 27 octobre 1934, p. 14.

¹⁹ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 17.

²⁰ *Ibid*, p. 28.

²¹ « Avis officiel de décès n°74140 », Lettre du Ministère français des anciens combattants et victimes de guerre à Rosario Mas, 6 janvier 1951. Document numérisé sur le site du ministère espagnol pour la mémoire démocratique, recensant les espagnols morts dans les camps de concentration nazis : <https://reescan.mjusticia.gob.es>.

Ce changement de paradigme dans la société espagnole a lieu lorsque Jordi assiste à l'école primaire. Il va donc vivre de première main le changement de l'école républicaine – laïque, humaniste et catalanophone – à l'école nationale-catholique – religieuse, réactionnaire et strictement en castillan. Ce bouleversement s'avère assez traumatique pour le jeune. L'école républicaine et ses représentants, symboles d'une institution émancipatrice, sont détruits et punis par le pouvoir franquiste, épisode que l'historiographie a nommé « l'épuration de l'enseignement²² ». Cette institution innovatrice, plongée dans la culture, est remplacée par une institution de contrôle et d'endoctrinement dès le plus bas âge. Des sinistres clercs usurpent les postes des instituteurs et institutrices républicaines, et instaurent un modèle d'enseignement où le *Cara al sol*, chant phalangiste, est obligatoire chaque matin, et où les symboles religieux et nationalistes président les salles de cours tel la lance du vainqueur sur le corps du vaincu. C'est dans ce cadre scolaire que Jordi Solé Tura quitte l'école à peine âgé de 12 ans pour commencer à travailler à temps-plein dans la boulangerie familiale. Il abandonne les études alors qu'il ne détient qu'un diplôme de fin d'études primaires. Dans ses mémoires, Solé Tura affirme qu'il vit ce moment – à priori traumatique – comme une « libération²³ ». Cela répond à deux besoins : d'abord, l'envie de Jordi de s'éloigner de l'école franquiste, ainsi que la nécessité de main d'œuvre dans la boulangerie dans le cadre de dépression économique de l'après-guerre.

Après le passage traumatisant par une des principales sphères du pouvoir franquisme – l'institution religieuse – Jordi Solé Tura doit également transiter par une deuxième institution qui compose un des piliers du régime, et celle qui est son cosmos d'origine : l'armée. En effet, à la fin de son adolescence le service militaire attend. Pour un jeune sans études supérieures, et issu d'une famille populaire, le service militaire est long. Solé Tura vêt le vert pendant près de trois ans²⁴. De façon assez surprenante, Jordi vit ce moment comme une parenthèse de liberté, éloigné des obligations familiales et du travail à la boulangerie. Cependant il est également confronté à une institution très réactionnaire, où il est contraint de fréquenter et de se placer aux ordres des zélotes du régime. À ce moment, Solé Tura rejette déjà le franquisme et tout ce que celui-ci représente. L'histoire de sa famille – les engagements, les départs en exil et la répression – contribue fortement à l'adoption d'une sorte d'opposition primaire contre le régime, basée essentiellement sur le vécu personnel. Cette opposition est renforcée par le

²² Jesús Manuel García Díaz, « La historiografía sobre la depuración franquista del magisterio nacional de España », *Boletín Avirense*, n° 48–49, 2019, p. 411–448.

²³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 37.

²⁴ *Ibid*, p. 65.

sentiment de négation de la culture, face à « l’obscurité totale²⁵ » dans les mots de Jordi Gracia. Ce rejet de la culture officielle franquiste se manifeste déjà au moment traumatique du passage de l’école républicaine à l’école nationale-catholique. Plus tard, Jordi connaît les interdictions et restrictions liées à sa langue maternelle, le catalan. Les livres publiés en catalans sont rares, son usage public est interdit, et même les nom et prénoms catalans sont castillanisés²⁶.

La culture est un point essentiel dans la jeunesse de Jordi Solé Tura. Cet intérêt – presque démesuré – pour la culture nous donne des éléments pour enquêter sur deux aspects. D’abord, la culture est pour Jordi Solé un refuge, un espace de liberté, non seulement comme émancipation vis à vis d’une conception de la culture imposée par le régime totalement en friche, mais aussi une émancipation – certes, momentanée – de son quotidien dans la boulangerie et de sa famille. Ensuite, cette passion culturelle est une constante tout au long de la période franquiste, et structure – dans un premier temps – son engagement contre le régime du Général Franco. Cela est partagé par une large portion de l’antifranquisme catalan, qui à partir des années 1950 et 1960 connaît une évolution qui le mène de la défense et la résistance culturelle nationale, à une opposition politique organisée à la dictature²⁷. Très jeune, Solé Tura développe un goût pour la littérature, le théâtre et le cinéma. L’accès à cette culture peut être difficile à Mollet del Vallès. Pour ce qui est cinéma, le visionnage de films est presque hebdomadaire, grâce aux cinémas et projections populaires organisées dans le village. Dans un de ses carnets de jeunesse – écrits en catalan – conservés au AHMMDV, Solé Tura construit soigneusement une liste des films visionnés, accompagnée d’une petite recension et un avis de chaque long-métrage²⁸. Au contraire, l’accès à la littérature se fait à travers des dizaines de bibliothèques éparpillées : celles du cercle familial, celles du cercle d’amis et des connaissances, mais aussi la bibliothèque paroissiale mise en place dans les années 1950. Le théâtre, lui, est profité dans toutes ses formes : lu et écrit, vu et joué.

Le goût de la lecture est accompagné d’un goût de l’écriture. Cette écriture peut relever de la sphère du privé, tel que l’ensemble de carnets personnels que Jordi Solé Tura tient – qui sont un amalgame de pensées politiques, d’annotations culturelles, et de frustrations adolescentes – ainsi que de la sphère publique. En janvier 1946, l’hebdomadaire régional

²⁵ Jordi Gracia, *La resistencia silenciosa: fascismo y cultura en España*. Barcelona, Anagrama, 2004, p. 23.

²⁶ Pour le cas de Jordi Solé Tura, ses documents officiels indiquent Jorge Soler Tura.

²⁷ Diego Díaz Alonso, *Disputar las banderas : Los comunistas, España y las cuestiones nacionales (1921-1982)*. Gijón, Ediciones Trea, 2019, p. 197.

²⁸ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura (FJST), Arxivador 14, 14.1 « Quaderns manuscrits », mai 1945-février 1950.

phalangiste *Vallés* publie un court article anonyme intitulé « Adiós a 1945²⁹ », un texte portant sur la paix et la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L’auteur de cette apologie de la paix est un jeune Jordi Solé Tura, âgé de 15 ans³⁰. En revanche, l’écriture publique n’aborde pas toujours des thématiques politiques et sociales dans ses débuts. Passionné du sport, Solé Tura participe à la vie sportive de sa ville, en pratiquant de nombreux sports (football, basket-ball, cyclisme, athlétisme, tennis de table et alpinisme), il participe à l’organisation d’événements et d’associations sportives, et même produit des écrits sportifs. Dans ses mémoires, il affirme avoir écrit pendant des années les chroniques sportives du C.F. Mollet U.E. pour une des principales publications de la presse sportive de la capitale catalane, *Barcelona Deportiva*³¹.

Les lectures et les écrits de Solé Tura sont très anarchiques : il lit tout ce qui tombe dans les mains et il écrit sur des sujets divers, pas nécessairement liés entre eux et dont il n’est pas expert. Le sociologue Claude F. Poliak emploie l’expression « boulimie culturelle³² » pour décrire ce phénomène de consommation culturelle désordonnée. Poliak mène au début des années 1990 une enquête sur l’autodidaxie, plus précisément sur les étudiants non-bacheliers à l’Université Paris-VIII. Ce travail sur l’autodidaxie apporte un cadre théorique – issu de la sociologie – très riche pour aborder la phase finale de la jeunesse de Jordi Solé Tura : la reprise d’études et l’apprentissage autodidacte. En 1950 lorsqu’il est encore en cours d’accomplissement du service militaire obligatoire, Solé Tura décide de passer les examens nécessaires pour l’obtention du diplôme du baccalauréat. Ayant abandonné les études peu après la primaire, le volume d’épreuves est considérable. Il passe les examens au Instituto Balmes de Barcelone entre juin 1951 et juin 1952, âgé de 22 ans. Cette décision est le produit d’une ambition et d’une nécessité. Renfermé depuis longtemps dans son univers boulanger, Solé Tura veut découvrir plus, il veut avoir accès à tout ce dont les livres qu’il lit et les films qu’il regarde lui parlent. L’enseignement supérieur constitue ainsi une porte de sortie de ce monde. Il s’agit aussi d’une possibilité de reclassement – ou ascension sociale – grâce à l’obtention de diplômes, et pouvoir contribuer au bien-être financier de la famille. Le passage par l’université représente aussi le comblement des lacunes de l’autodidaxie. L’apprentissage anarchique a ses limites, d’autant plus dans une atmosphère de censure et contrôle culturel comme celle qui

²⁹ « Adiós a 1945 », *Vallés*, n° 268, 6 janvier 1946, p. 4.

³⁰ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 55-56. Solé Tura spécifie que lorsqu’il a envoyé son article à *Vallés*, il ignore le rattachement de la revue à la section régionale du parti unique franquiste.

³¹ *Ibid.*, p. 51. Cependant, après consultation exhaustive de l’hémérothèque de ladite publication, aucune chronique du C.F. Mollet U.E. n’est signée par Jordi Solé Tura. Elles sont toutes attribuées à Lorenzo Pascual, avant, pendant et après la période pour laquelle Solé Tura se signale comme correspondant. Cela est peut-être une erreur dans la restitution de l’histoire par Solé Tura.

³² Claude F. Poliak, *La Vocation d’autodidacte*. Paris, L’Harmattan, 1992, p. 173.

règne dans les années 1950 en Espagne. Jordi Solé Tura décide de préparer les examens seul, avec l'aide ponctuelle de Monsieur Viñas, directeur d'une académie scolaire à Mollet del Vallès, pour la préparation des épreuves latin et le grec³³. Solé Tura est déjà un autodidacte, et se considère comme tel³⁴.

Claude Poliak définit l'autodidacte comme « tout prétendant sans ressources, qui aspire et parvient, par des voies hétérodoxes, à modifier le destin social qui était initialement le sien en accédant, dans des différents champs de l'espace social, à des positions et/ou à des savoirs réservés aux bénéficiaires légitimes³⁵ ». L'expérience d'apprentissage de Jordi Solé Tura s'assimile à ce que Poliak présente. Les voies d'accès à la culture des classes dominantes qu'il emprunte sont « hérétiques », puisque cette acquisition se fait hors du circuit établi par le système scolaire, considéré comme seul légitime. La construction de ce capital culturel extra-scolaire – et extra-familial – est aussi témoigné par les efforts de Solé Tura pendant son adolescence pour apprendre l'anglais et le français par ses propres moyens, à travers la correspondance³⁶. Donc, avant de s'aventurer dans l'ardue tâche d'obtenir le baccalauréat, l'autodidaxie était déjà un franc succès.

Après la validation de toutes les matières de l'enseignement secondaire, et du passage devant jury pour le Examen de Estado – épreuve d'accès à l'université – Jordi Solé Tura s'inscrit en licence de Droit à l'Universidad de Barcelona pour l'année universitaire 1952-1953. Il devient donc le premier membre de la famille à accéder à cette institution, une exceptionnalité de la réussite autodidacte. Ainsi débute le court mais intense processus de rupture avec son milieu d'origine.

De la boulangerie à l'université

« La República es de los intelectuales », proclame en 1931 l'écrivain José Martínez Ruiz, dit Azorín³⁷. Cette affirmation devient la colonne vertébrale de la justification idéologique de la répression subie par le monde universitaire à partir de 1936, et de la restructuration de l'enseignement supérieur à partir de 1939, le processus d'épuration de

³³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 67.

³⁴ *Ibid.*, p. 58

³⁵ Claude F. Poliak, *La vocation d'autodidacte. op. cit.*, p. 10.

³⁶ AHMMDV, FJST, Correspondència, Lettre de P. Tyson à Jordi Solé Tura, 26 avril 1948 ; Lettre de Jordi Solé Tura à Juan Tomás Batet, 20 octobre 1951.

³⁷ *El Crisol*, 1^{ère} année, n°27, 4 juin 1931, p. 3.

l'université espagnole³⁸. La nouvelle université nationale-catholique se construit de façon antithétique à l'université républicaine : antimoderne et réactionnaire. Dans les années qui suivent la fin de la guerre, la quantité de postes vacants dans les universités espagnoles – chaires et titres de professeur – se compte par centaines. Le nouveau corps enseignant est alors essentiellement composé de personnages engagés avec le projet national-catholique, qui reçoivent ces positions en guise de récompense. L'université n'est désormais plus une source d'innovation scientifique et culturelle, mais un contrefort idéologique du régime et une source de ravitaillement d'agents de l'État.

Jordi Solé Tura accède à l'université en octobre de l'année 1952. Le début des années 1950 correspond à une certaine stabilisation politique du régime, qui trouve sa place dans la communauté internationale grâce à la bipolarité géopolitique qui s'impose. La misère économique et la répression politique règnent encore. L'université – intégralement restructurée pour servir le régime – est à ce moment essentiellement composée par les enfants des familles des classes dominantes. L'historien Javier San Andrés Corral montre que, dans les premières décennies du franquisme, lorsque l'université est réservée aux familles privilégiées par le régime, celle-ci remplit essentiellement la fonction du renouvellement de l'armée bureaucratique franquiste ainsi que pour la reproduction de personnel politique de l'État et du parti unique – notamment les études en économie et en droit³⁹. Au cœur de cette conception de l'institution universitaire se trouve une organisation : le Sindicato Español Universitario (SEU). Fondé en 1933 comme branche universitaire du parti Falange Española, le SEU devient en 1943 le syndicat unique pour l'enseignement supérieur et l'adhésion devient obligatoire pour tout étudiant et étudiante – dans ce cas au sein de la Sección Femenina, branche féminine – inscrit dans une université⁴⁰. Avoir sa carte au Sindicato Español Universitario n'engage ses détenteurs en rien, et devient progressivement une simple procédure administrative de l'université et un élément supplémentaire de contrôle du corps étudiant. En effet, après l'unification du SEU avec l'ensemble des organisations du camp nationaliste et son émergence comme seule organisation étudiante légale, le SEU perd progressivement son identité nationale-syndicaliste et son caractère national-révolutionnaire pour devenir la milice des

³⁸ Luis Otero Carvajal (dir.), *La destrucción de la ciencia en España: Depuración universitaria en el franquismo*. Madrid, Editorial Complutense, 2006.

³⁹ Javier San Andrés Corral, « El Derecho Político en la universidad nacional-católica », dans Luis Enrique Otero (dir.), *La universidad nacionalcatólica: la reacción antimoderna*. Madrid, Universidad Carlos III de Madrid, 2014, p. 776.

⁴⁰ « Ley de 29 de julio de 1943 sobre ordenación de la Universidad española », *Boletín Oficial del Estado*, n° 212, 31 juillet 1943.

jeunesses du régime franquiste et sa force de frappe dans le monde universitaire. Au-delà de l'organisation d'activités culturelles et politiques dans les campus, le SEU rempli deux autres fonctions : ce sont les chiens de garde du franquisme à l'université, ils protègent et encadrent ce vivier de l'État et les enfants du régime face à des déviations et des menaces subversives, en même temps qu'ils cherchent dans ce corps étudiant les éléments les plus capables et déterminés pour alimenter son organisation en militants. Néanmoins, le SEU – très attaché aux conceptions révolutionnaires nationale-syndicalistes et fascistes – entre ponctuellement en conflit ouvert avec le régime, qu'ils jugent avoir fait trop de concessions aux autres familles idéologiques du franquisme⁴¹.

Ainsi se présente le portrait de l'université espagnole au cours des années 1940 et début des années 1950. Une université d'une pauvreté intellectuelle abyssale, une université où tout ce qui est taxé de libéral, progressiste et marxiste est assimilé à une pensée antiespagnole et par conséquent chassé. Une université qui renie les nouvelles méthodes scientifiques ainsi que les avant-gardes littéraires et artistiques. Une université dont le corps enseignant est composé d'éléments fascistes et fascisants, nationalistes, catholiques intégristes et de leurs sympathisants, qui est encadrée en tout moment par une milice fasciste admiratrice de l'Allemagne nazie, et qui accueille principalement les vainqueurs de la guerre et leurs enfants tout en humiliant constamment l'autre Espagne, comme signalent Hernández, Ruiz et Baldó⁴².

Il serait injuste de passer sur les tentatives de résistance politique et intellectuelle qui s'organisent au sein de l'université durant les quinze premières années du régime franquiste – des échecs dans sa majorité – et qui pavent le chemin pour la génération de 1956. Après la Guerre, l'université est un espace incontestablement dominé par le régime – suite aux épurations – tant politiquement que idéologiquement. Jordi Sancho Galán suggère que les premiers mouvements d'opposition organisés dans le monde académique sont issus du catalanisme catholique, suivi des tentatives de réorganisation des mouvements étudiants républicains⁴³. Cela rejoint le témoignage de August Gil Matamala, étudiant en droit entre 1952 et 1957 à l'Université de Barcelone, sur l'état de l'antifranquisme à l'université lors de son

⁴¹ Miguel Angel Ruiz Carnicer, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965: La socialización política de la juventud universitaria en el franquismo*. Madrid, Siglo Veintiuno Editores, 1996, pp. 246-248.

⁴² Elena Hernández Sandoica, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, et Marc Baldó i Lacomba, *Estudiantes Contra Franco (1939-1975): Oposición Política y Movilización Juvenil*, Madrid. Esfera de los Libros, 2007, pp. 78-80.

⁴³ Jordi Sancho Galán, « Los estudiantes comunistas y la movilización universitaria durante el franquismo », Erice Sebares, Francisco (dir.), *Un siglo de comunismo en España II: presencia social y experiencias militantes*. Akal, Madrid, 2022. pp. 229-251, p. 229-30.

arrivée⁴⁴. Cependant, le point de bouleversement du mouvement universitaire, c'est l'arrivée de Federico Sánchez, nom de guerre du cadre et intellectuel communiste Jorge Semprún, à l'Université de Madrid en 1953. Sánchez, envoyé par la direction en exil du PCE, est responsable de réorganiser les étudiants et les intellectuels madrilènes autour du Parti. En 1954 est créée la première cellule communiste universitaire clandestine à Madrid. Le combat est dans un premier temps mené avec la stratégie de l'entrisme au sein de SEU, en profitant des structures légales qui étaient proposées. Le mouvement universitaire commence à s'ériger en nouveau bastion d'une opposition jeune et intellectuelle au régime, dans un contexte où l'antifranquisme entame une nouvelle étape de résistance populaire incarnée, d'abord, en la grève des tramways de Barcelone de 1951, première contestation massive contre le régime franquiste depuis la fin de la Guerre.

L'université se présente comme un endroit hostile et sacré pour Solé Tura, malgré ses envies d'intégrer les cercles du savoir légitime et transitionner du populaire à l'intellectuel⁴⁵. Le jeune boulanger commence sa première année d'études âgé de 22 ans, soit quatre à cinq ans plus âgé que ses camarades de classe. Solé Tura arrive à l'université en « imposteur », il ne fait pas partie des classes sociales attendues et le parcours qu'il emprunte pour arriver à ce stade n'est pas orthodoxe, ce qui le distancie encore plus de l'ensemble des étudiants. D'autres éléments renforcent le fossé creusé entre Jordi Solé Tura et la majorité des étudiants, tel que son origine sociale – non seulement il provient d'un milieu populaire, mais lui-même travaille depuis sa jeunesse –, son utilisation du catalan comme première langue, ou son appartenance à une famille de « vaincus »⁴⁶. Ce qui est ici éprouvé par Solé Tura ressemble à ce que Claude Poliak nomme la « solitude du déclassé »⁴⁷. L'individu est sans repères, perdu dans un milieu où il peine à s'intégrer, et il ne reconnaît pas de visages familiers auxquels se rapprocher. La

⁴⁴ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*. Valencia, Sembra Llibres, 2017, p. 102-103.

⁴⁵ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista*. Aguilar, 1999, Madrid p. 69

⁴⁶ L'utilisation du terme vaincu doit être ici nuancée. Il existe deux formes de perception de ce groupe, d'abord une façon matérielle, puis une façon idéologique. Sur une approche matérielle, la famille Solé Tura n'appartient pas aux vaincus. En effet, aucune répression physique, économique ou morale n'a été infligée sur la famille après la défaite du camp du républicain en Catalogne, à l'exception du départ en exil de Feliu Tura. Au contraire, elle a été perçue comme victime des excès révolutionnaires de l'arrière-garde républicaine puisqu'en 1936, le comité local de la Federación Anarquista Ibérica (FAI) a exproprié la boulangerie *L'espiga molletana*, puis restitué à la famille par les militaires putschistes. En revanche, sur le plan idéologique, je considère – ainsi que Jordi Solé Tura lui-même – que la famille appartient à l'Espagne défaite, et plus précisément à la Catalogne défaite. Mollet del Vallès est dans une année 1930 un village agricole et industriel, où les idées catalanistes sont très ancrées. La famille Solé Tura est attachée à ces idées, et y participe à sa diffusion. L'arrivée du pouvoir national-catholique ne conforte pas ces inquiétudes idéologiques. Finalement, la famille se considère aussi victime de la guerre, par la mort, l'exil, la famine et la destruction. Cette guerre est entièrement livrée contre eux par les armées du général Franco et ses alliés, ce pourquoi ils font partie des vaincus.

⁴⁷ Claude F. Poliak, *La Vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan. 1992, p. 191.

faculté de Droit de l'université de Barcelone en 1952 ne semble en effet pas être le lieu le plus accueillant pour un fils de boulangers de la banlieue ayant arrêté les études après la primaire.

Le choix d'assister à l'université représente pour Jordi Solé Tura et pour sa famille un coût économique considérable. Non seulement faut-il payer les frais de scolarité et le matériel nécessaire pour la réussite académique, mais au calcul s'ajoute également la perte de la main d'œuvre non-rémunérée qu'apporte le benjamin à la boulangerie familiale et qui doit être remplacée. Pour pallier les effets de cela, Jordi Solé Tura accepte un poste d'enseignant à l'Academia Mollet pendant quelques années⁴⁸. Tout de même, durant les quatre premières années de ses études, Jordi Solé Tura continue ponctuellement d'aider au travail dans la boulangerie, mais ce n'est plus à temps complet comme les années précédentes. Sur l'aspect économique de l'université, je n'ai trouvé aucun document conservé ni par Solé Tura ni par l'Université de Barcelone indiquant les frais de scolarité de celle-ci.

Cependant, l'université n'est pas uniquement un lieu d'apprentissage : elle est également un espace de socialisation secondaire et de socialisation politique des individus. Jordi Solé Tura développe ses premières amitiés universitaires auprès de ses camarades de classe. Dans ses mémoires, il évoque tôt les noms Octavi Pellisa, Francesc Vallverdú et, surtout, August Gil Matamala⁴⁹. L'amitié avec August Gil Matamala est particulièrement intense dès leur rencontre. Avec lui, la solitude de Solé Tura à l'université disparaît progressivement. En effet, nombreux sont les points communs qui rattachent les deux jeunes étudiants et qui les éloignent du reste de leurs camarades. August Gil est fils d'un membre du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC) qui subit la répression après 1939, identifié alors incontestablement comme « fils de vaincu » et vaincu lui-même⁵⁰. Comme son camarade de Mollet, il est issu d'un milieu populaire, catalanophone et catalaniste. August et Jordi sont également deux des seuls étudiants de la promotion qui travaillent parallèlement à leurs études – et de façon assez surprenante les deux travaillent comme professeurs dans une académie⁵¹. Lorsque je me suis entretenu avec August Gil Matamala pour la première fois en avril 2022, il m'a longuement parlé de sa relation avec Jordi Solé Tura pendant leurs années d'études universitaires, il le qualifie même de meilleur ami et comme la personne la plus proche hors du cercle familial. Il évoque aussi ses déplacements réguliers à Mollet del Vallès pour aller lui

⁴⁸ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 69-70.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 74-75.

⁵⁰ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala, op. cit.*, p. 66-68.

⁵¹ *Ibid.*, p. 100.

rendre visite chez lui⁵². Ces deux étudiants, qui se déplacent dans un milieu étranger, trouvent dans l'autre une figure familière dans laquelle ils se reconnaissent. Au-delà de la forte amitié avec Gil Matamala, un groupe affinitaire se forme et se maintient tout au long des études. Le groupe est essentiellement composé d'étudiants en Droit et d'étudiants en Lettres, puisqu'en 1952 les deux facultés partagent encore le même bâtiment au centre-ville. Aux deux amis s'ajoutent les déjà évoqués Pellisa et Vallverdú, Salvador Giner – fils d'un intellectuel républicain emprisonné après la guerre mais aussi neveu d'un militaire carliste et beau-frère de August Gil –, Luis et Juan Goytisolo – frères issus de la haute bourgeoisie catalane – et Joaquim Jordà – fils de haut fonctionnaires et propriétaires terriens. Autour du groupe gravitent également d'autres étudiants en droit tels que José Antonio González Casanova et Maria Rosa Virós, ou des personnages comme José Augustin Goytisolo, le frère aîné de la famille⁵³.

David Fernández et Anna Gabriel emploient le terme « prépolitique⁵⁴ » pour définir l'activité et les interactions de ce groupe d'amis. Il y a ici une certaine continuité dans la façon dont Jordi Solé Tura s'approche de la politique, toujours à travers la culture – classique et de masses – mais cette fois cette culture n'est pas abordée de façon anarchique ni individuelle. Ce changement s'explique grâce au cadre de légitimation fourni par l'université, mais aussi par le fort capital culturel que détiennent ses amis. Le groupe fréquente des espaces culturels de la capitale catalane tel que l'Institut Français de Barcelone, où s'enchaînent les lectures de Beauvoir et Sartre, et le Instituto de Estudios Norteamericanos, qui servent comme lieux de sociabilité intellectuelle et politique pour ce groupe de jeunes et leurs questionnements culturels⁵⁵. Ce regard vers l'étranger, entre l'admiration et les envies de liberté, est fondamental dans leur prise de conscience politique. À travers la découverte des grands noms de la littérature européenne et américaine, la perception de la culture officielle imposée par le franquisme se dégrade et devient objet de critique.

L'intérêt pour une culture différente s'étend, et les jeunes étudiants commencent à développer des liens – d'admiration ainsi que d'amitié – avec des représentants de cette culture, qui ne se présente pas encore comme combative ou opposée au régime, mais où ces idées commencent déjà à germer. La principale figure de ce mouvement, en particulier à Barcelone, est Josep Maria Castellet, écrivain, critique littéraire et éditeur. Castellet anime le séminaire Boscán, dédié à la littérature nationale et internationale, où se tiennent des discussions et des

⁵² Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

⁵³ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala, op. cit.*, p. 101-102.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 103

⁵⁵ *Ibid.* ; Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 75.

débats littéraires et culturels. Grâce à certains de ses membres, sont également discutés dans le séminaire des textes de très difficile accès en Espagne, notamment des textes de Karl Marx et Friedrich Engels. Le séminaire et les échanges qui se produisent au sein de celui-ci sont un important espace de politisation pour le groupe. L’approfondissement sur des questions de culture, et les limites qui sont imposées à celle-ci (censure de la littérature étrangère, contrôle des représentations théâtrales, contrôle et censure des publications en catalan) avec la rencontre de certains penseurs perçus comme subversifs et identifiés à l’opposition du régime, va transformer ce groupe prépolitique, en un groupe – toujours affinitaire – politique qui se reconnaît dans l’antifranquisme. Ces individus ne se contentent pas d’une opposition morale au régime, et décident d’agir de façon conséquente, allant de « la non-conformité culturelle au militantisme actif⁵⁶ ». Avant tout engagement partisan, certains des amis – Salvador Giner, August Gil, Francesc Vallverdú et Jordi Solé Tura – participent entre 1952 et 1956 à la rédaction de la *Antologia poètica universitaria*, un des premiers projets de poésie en catalan sous le franquisme⁵⁷. L’attachement à la culture, à sa consommation et à sa production, est un signe de distinction de l’engagement de cette génération.

Jordi Solé Tura parle dans ses mémoires du questionnement qui traverse les esprits du groupe : qu’est-ce qui pouvait être fait pour mettre fin à cette dictature qui opprime les peuples catalans et espagnols⁵⁸ ? La solution proposée vient de la main d’Octavi Pellisa, et cette solution s’appelle PSUC. Le premier contact avec la direction clandestine de l’intérieur se produit grâce à une connaissance de Pellisa, qui facilite la rencontre. Avant d’en discuter avec son groupe, il décide unilatéralement de rejoindre le Parti, alors que l’organisation n’est pas présente à l’université. Le groupe est déjà entré en contact avec le marxisme par le biais des intellectuels proches du Parti, comme Josep Maria Castellet, compagnon de route, et le professeur de philosophie Manuel Sacristán – membre du PSUC. Le rapprochement entre le marxisme idéologique et le communisme partisan s’opère à différentes vitesses par le groupe. Quelques mois après Pellisa, Salvador Giner, Luis Goytisolo et Joaquim Jordà rejoignent également les rangs du PSUC. Jordi Sancho Galán, spécialiste du PSUC universitaire, date ici, l’année universitaire 1955-1956, la création de la première cellule communiste à l’université

⁵⁶ Giaime Pala, *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2016, p. 27.

⁵⁷ Plusieurs auteurs, *Quarta antologia poètica universitaria: 1952-1956*. Barcelona, Ossa Menor, 1956.

⁵⁸ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 87.

en Catalogne depuis la fin de la guerre⁵⁹. Le groupe est en lien étroit avec Miguel Nuñez, dirigeant historique des Juventudes Socialistas Unificadas (JSU) et responsable de l'organisation clandestine du PSUC de l'intérieur. Octavi Pellisa invite ses amis dubitatifs sur l'utilité de l'engagement partisan à rencontrer Nuñez en octobre 1956. Suite à une réunion informelle d'une heure autour du Parc Güell de Barcelone, Jordi Solé Tura demande l'adhésion au parti⁶⁰. En revanche, August Gil Matamala est plus hésitant, en raison de la répression subie par son père car militant communiste. Après une forte discussion interne, il décide également d'adhérer au Parti – sans le dire à son père – car « c'était ce qu'il fallait faire à ce moment-là⁶¹ ».

Le PSUC offre à ces militants une approche très séduisante : c'est un parti profondément international et radicalement national. Le Parti s'inscrit dans la ligne internationale du Komintern (des sections d'un parti mondial), il fait de l'internationalisme prolétarien un de ses piliers et est un élément actif dans le mouvement communiste international. Néanmoins, le parti ne reste pas dans une abstraction programmatique et idéologique internationale. Le PSUC est un parti ancré dans la culture catalane, et défenseur de l'identité nationale catalane. Sa langue est le catalan, et son pays la Catalogne.

La première cellule universitaire PSUC se constitue dans un contexte international et national de changements pour les communistes. 1956 est une année charnière dans le communisme, et « le glas d'une espérance⁶² ». Sur le plan international, deux événements majeurs marquent le rythme : le 20^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) en février 1956, et l'intervention militaire soviétique en Hongrie en novembre de la même année. Le 20^{ème} Congrès du PCUS est un nouveau point de départ pour l'Union Soviétique et pour les partis communistes dans sa sphère d'influence. C'est lors de ce congrès où est officialisée la nouvelle ligne politique de l'URSS sous la direction du premier secrétaire Nikita Khrouchtchev : abandon et critique du culte de la personnalité, dénonciation des « crimes du stalinisme » et distanciation progressive du léninisme. Les conséquences du congrès divisent le mouvement communiste en deux blocs, le premier fidèle à l'URSS et à sa nouvelle direction, et un deuxième qui se range derrière le Parti Communiste de Chine et le

⁵⁹ Jordi Sancho Galán, *El PSUC i la universitat. Organització, moviments i mobilització universitària durant el franquisme (1956-1977)*, thèse d'histoire contemporaine sous la direction de Carme Molinero, Universitat Autònoma de Barcelona, p. 105-107.

⁶⁰ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 92.

⁶¹ Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

⁶² Roger Martelli, *1956 communiste: le glas d'une espérance*. Paris, la Dispute, 2006.

Parti du travail d'Albanie, sous l'étiquette « antirévionniste ». En revanche, les conséquences de l'intervention soviétique en Hongrie suite à une insurrection contre le gouvernement ont surtout un effet sur les partis communistes d'Europe occidentale, qui se désolidarisent des actions soviétiques et les dénoncent. Sur le plan national, il y a également deux événements décisifs : les événements de février à l'Université de Madrid, et la déclaration de la Política de Reconciliación Nacional (PRN) par la direction du Partido Comunista de España (PCE) en juin 1956. Les « sucesos de febrero de 1956 », des émeutes étudiantes suite à une manifestation étudiante, sont particulièrement importants pour les communistes. La Política de Reconciliación Nacional est la ligne directrice des communistes espagnols et catalans à partir de la moitié des années 1950 et jusqu'à la fin du régime. La PRN marque un avant et un après dans l'opposition au régime, puisque à partir de ce moment, la Guerre Civile est laissée de côté, et la résistance antifranquiste cesse d'être conçue comme une continuation de la Guerre – ce qui est très bien illustré par l'arrêt définitif de l'activité guérillera au début de la décennie de 1950. L'adoption de cette politique présente la volonté du PCE-PSUC d'un rapprochement et d'une étroite collaboration avec tous les secteurs de l'opposition démocratique – y compris des éléments issus du régime – pour sortir de la dictature par une voie strictement pacifique⁶³. Du côté des communistes catalans, cette politique est ratifiée lors du 1^{er} Congrès du PSUC en août 1956.

Le groupe affinitaire, qui se cimente autour de l'amitié, les débats intellectuels et des envies de progrès social et culturel, devient une cellule communiste organisée. Ces amis, avec Octavi Pellisa à la tête comme responsable de la cellule, s'engagent dans le militantisme clandestin « disposés à subir les conséquences de leur décision⁶⁴ ». Les jeunes militants ont deux référents dans le Parti : Miguel Núñez, personnification de la direction en exil et histoire vivante de la résistance antifasciste, et Manuel Sacristán, phare intellectuel des apprentis marxistes. La cellule des étudiants en Droit, avec la cellule du PSUC qui se constitue dans la faculté de Lettres peu après, représente une nouvelle génération de militants, éloignés de la Guerre Civile, issus de diverses origines sociales et politiques. Cette nouvelle génération incarne l'esprit de la Política de Reconciliación Nacional et est pour le Parti un vivier de futurs intellectuels de parti, secteur sur lequel il va faire reposer la reconstruction du Parti, avec le mouvement ouvrier.

⁶³ Jesús Izcaray « Reconciliación Nacional », *Mundo Obrero*, 25^{ème} année, n° 7, juillet 1956, p. 1.

⁶⁴ Carme Molinero, et Pere Ysàs, *Els Anys Del PSUC: El Partit de l'antifranquisme (1956-1981)*. Barcelona, Avenç, 2010, p. 8.

Chapitre 2- Militer comme Caralt, la vie sous pseudonyme

Diriger l'organisation universitaire

Après son 1^{er} Congrès en août 1956⁶⁵, le Partit Socialista Unificat de Catalunya possède un prometteur réseau de militants clandestins. Sur le front ouvrier, le Parti prend racine dans la banlieue ouvrière de Barcelone, notamment dans les comarques du Baix Llobregat et du Vallès Occidental, grâce à l'investissement de cadres émergents comme Cipriano García. Du côté des étudiants, les communistes construisent dès 1955 leur première cellule, avec Octavi Pellisa comme responsable. Enfin, le secteur des intellectuels est également renforcé par l'arrivée de Manuel Sacristán Luzón, professeur de philosophie à l'université de Barcelone et de Francesc Vicens, tous les deux adhérents pendant l'été 1956. Le Parti affronte cette nouvelle période de son histoire avec une organisation solide, mais beaucoup de travail reste à faire dans le reste du territoire catalan, puisqu'il existe un fort déséquilibre entre Barcelone et sa banlieue, et le reste de la région. De la reconstruction, le Parti passe désormais à l'offensive, par l'investissement des fronts de luttes et le renforcement de ses rangs, et l'organisation de grandes journées nationales de mobilisation. Cependant, le PSUC souffre au début de l'année 1957 une vague d'arrestations de ses cadres et militants de l'intérieur –les *caídas* ou *caigudes* en catalan⁶⁶, qui débilitent et presque déciment le réseau construit par le parti dans les universités et les usines de la région de Barcelone. Dix ans auparavant, la quasi-totalité de l'organisation clandestine du PSUC – notamment sa branche armée et l'appareil de propagande – est démantelée. Cet événement est appelé « la caída de los ochenta », puisque 80 militants sont arrêtés et jugés en conseil de guerre. L'opération policière menée contre le PSUC au début de l'année 1957 est reçue par le parti comme une riposte – voir une vengeance – du régime après la grève des usagers de tramways de janvier 1957, dans la continuité mais avec plus de participation que la grève historique de 1951. Ces *caídas* ne se produisent que suite à l'arrestation de Emiliano Fábregas, remplaçant de Miguel Núñez comme envoyé de la direction du PSUC. La Brigada Político Social arrête et torture Fábregas, qui succombe à l'interrogatoire

⁶⁵ Malgré avoir été fondé en juillet 1936, le parti ne tient pas son premier congrès que vingt ans après sa création. L'organisation de ce premier congrès est d'abord empêchée par la Guerre civile et par la guerre contre le fascisme en Europe, puis par les conflits internes du parti dans l'exil, qui s'achèvent par l'exclusion du secrétaire général Joan Comorera en 1949.

⁶⁶ La traduction française du mot est “chute”, mais le mot espagnol occupe une place centrale dans le lexique de la clandestinité communiste, ce pourquoi la traduction n'est pas utilisée dans ce mémoire.

et révèle toutes les informations et détails de l'organisation et ses cadres⁶⁷. Le coup de filet contre le Parti se concrétise dans le milieu universitaire par l'arrestation et la torture du responsable de la cellule, Octavi Pellisa⁶⁸. Jordi Solé Tura est alors désigné nouveau responsable de la cellule universitaire du Parti, alors qu'il entame la fin de sa quatrième et avant-dernière année d'études. Avec peu de formation politique, et une expérience militante très réduite, Solé Tura est placé dans une position de haute responsabilité dans un contexte très fragile pour le Parti.

Pour la majorité des membres de la petite cellule universitaire du PSUC, l'arrestation de leur ami et camarade Pellisa est la première confrontation personnelle avec les conséquences de l'engagement politique contre la dictature. Cela n'est pas le cas pour Jordi Solé Tura, qui est connaît les risques liés à l'action politique dès son enfance. Cependant, cet épisode est tout de même éprouvant psychologiquement pour lui⁶⁹. L'expérience que vit le groupe est vécue à nouveau un an plus tard quand Miguel Núñez, responsable du Comité de Barcelone est arrêté et brutalement torturé. Jordi Solé Tura accepte cette responsabilité, il s'y donne totalement et commence les tâches de sauvetage et de reconstruction de l'organisation universitaire, qui ne souffre aucune *caída* après celle du responsable. Dans ce contexte, les militants des cellules universitaires sont soumis à des contraintes du Parti et des contraintes auto imposées qui poussent les militants à maintenir et renforcer leur engagement⁷⁰. D'un côté, chaque militant – et particulièrement les responsables – sentent reposer sur leurs épaules la responsabilité du succès et de l'échec de l'organisation, ce à quoi s'ajoute la pression de la sécurité du groupe que chaque militant ressent. Dans le domaine de l'autocontrainte, il y a d'abord le sens de la responsabilité historique de leur action politique individuelle et collective face à la barbarie franquiste, mais aussi, dans un plan plus personnel, le devoir que ces militants ont envers leurs camarades victimes de représailles. Les membres de la cellule universitaire, avec Solé Tura en modèle, développent une discipline politique en acier, et une confiance presque aveugle envers la direction du PSUC. Jeannine Verdès-Leroux écrit en 1981 l'article *Une institution totale auto-perpetuée : le parti communiste français* dans les Actes de la Recherche en Sciences Sociales. Son étude, pose les bases pour l'utilisation des thèses de Erving Goffman sur les institutions totales dans le cas des partis communistes⁷¹. Cette obéissance absolue et mise à

⁶⁷ Miguel Núñez, *La revolución y el deseo: Memorias*. Barcelona. Ediciones Península, 2002, p. 167.

⁶⁸ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala, op. cit.*, p. 113.

⁶⁹ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 98.

⁷⁰ Marc Lazar, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°60, 1998, p. 41.

⁷¹ Jeannine Verdès-Leroux, « Une institution totale auto-perpétuée : le parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36, février-mars 1981, p.33–63.

disposition du corps et du temps des militants et cadres inférieurs et moyen à la direction, en termes de pratique et de théorie, est retrouvée dans ces militants universitaires des années 1950⁷². Je vais désormais un pas plus loin pour rajouter que dans le contexte de la clandestinité, avec une direction exilée – et donc mythifiée par des néo militants – et dans le cadre d’une reconstruction profonde de l’organisation, l’aspect totalisateur du Parti est exacerbé, et ceux qui sentent le plus cette omniprésence et contrôle du Parti dans leur vie sont les cadres moyens ou les cadres montant. Cela paraît une évidence : le Parti soumet à cette épreuve les militants repérés avec le plus de potentiel.

Jordi Solé Tura devient un militant presque professionnel pendant la période comprise entre 1957 et 1960. Il connaît une promotion politique Son dévouement pour l’organisation est total. Lorsque le reste de l’organisation peine à se reconstruire après les *caídas* successives, l’organisation universitaire non seulement se maintient mais grandit. Dans une lettre que Solé Tura envoie à la direction du parti à Paris en mars 1958, il évoque que la situation à l’université est bonne à l’université et que les progrès sont très encourageants⁷³. De façon surprenante, son parcours étudiant ne souffre pas les conséquences de cet engagement. En octobre 1958, il reçoit le Premio Extraordinario de la Licenciatura de la Facultad de Derecho de l’Université de Barcelone, prix décerné au major de la promotion⁷⁴. Après l’obtention de sa licence, il s’inscrit en doctorat sous la direction du professeur de Droit politique Manuel Jiménez de Parga et commence à donner des cours à l’université⁷⁵. Cependant, Solé Tura fait des sacrifices personnels pour le Parti. Après la fin de ses études, Josep Maria Castellet – avec qui il établit des liens autour du Seminari Boscán – propose à Solé Tura un poste au sein d’une maison d’édition, mais le Parti dicte que cela est incompatible avec ses responsabilités politiques⁷⁶. Par conséquent, et malgré les conséquences que cela a sur sa situation matérielle, Solé Tura refuse l’offre de Castellet.

Avec l’arrivée aux responsabilités politiques, le développement de la formation politique s’impose. Pour répondre à ces besoins, la relation de Jordi Solé Tura avec Manuel Sacristán entre en jeu. Grand étudiant du marxisme et membre du Comité des intellectuels du PSUC, Sacristán est, dès son arrivée au parti en 1956, un élément de dynamisation de la

⁷² *Ibid.*, p. 63.

⁷³ Archivo Histórico del Partido Comunista de España (AHPCE), Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 998 « Información de los estudiantes de Caralt », mars 1958.

⁷⁴ «Apertura del curso académico en la Universidad de Barcelona», *La Vanguardia Española*, n° 28.724, 11 octobre 1958.

⁷⁵ Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone.

⁷⁶ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 125-126.

formation et de l'organisation du parti à Barcelone. Par son statut de professeur universitaire, Sacristán entretient des contacts assez réguliers avec les membres de la cellule universitaire du parti, et surveille celle-ci. Le déséquilibre intellectuel entre l'érudit professeur et les jeunes militants inexperts impose une relation hiérarchique entre les deux, où le premier fait ressentir dans les étudiants un mélange « d'admiration et de frayeur de ses critiques⁷⁷ ». Sacristán entretient dès 1957 une relation spéciale avec le nouveau responsable de l'organisation universitaire. Les rendez-vous entre le professeur et Jordi Solé sont fréquents dans le domicile de Sacristán, où se joint à eux la compagne de ce dernier, Giulia Adinolfi, militante du Partito Comunista Italiano et spécialiste de la pensée d'Antonio Gramsci. C'est justement autour du philosophe italien que tournent de nombreuses discussions entre le couple et Solé Tura⁷⁸. Cet accès à une formation politique et idéologique plus développée est central dans son ascension comme cadre politique et comme intellectuel. La relation entre Gramsci et Solé Tura est dès ses origines très forte, et il dédie quelques mots à cette rencontre dans ces mémoires : « Avec Gramsci j'ai commencé à entrer dans un marxisme que parle de choses vivantes et de problèmes qui me touchaient de près⁷⁹. ». En outre, Sacristán assure le rôle d'un mentor idéologique pour Solé Tura, ce que rapproche les deux tant sur le plan personnel comme organisationnel, car la cellule universitaire et la cellule des intellectuels travaille dans les faits comme un seul comité entre 1957 et 1960⁸⁰. L'augmentation du niveau de connaissances théoriques et de l'expression de Solé Tura est reconnue par la direction du Parti en 1959, lorsqu'il fait partie des militants choisis pour participer à la rédaction de la première revue du Parti intégralement produite par l'organisation intérieure, *Quaderns de Cultura Catalana*⁸¹.

Ce n'est pas uniquement sur le plan théorique que Jordi Solé Tura se fait remarquer, mais également sur le plan organisationnel et stratégique. Son arrivée à la direction de l'organisation universitaire est marquée par les *fets del Paranimf*, une assemblée spontanée d'étudiants organisée le 21 février 1957 – inscrite dans la vague de mobilisations qui suivent la grève des tramways – qui résulte en une occupation de l'auditorium principal de l'Université de Barcelone. Dans cette assemblée – très anarchique dans son organisation et son déroulement – participent la majorité des membres de la cellule universitaire du PSUC, et sont votées des

⁷⁷ Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone.

⁷⁸ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 86.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 87.

⁸⁰ Pour une étude détaillée et riche sur le comité des intellectuels depuis l'arrivée de Francesc Vicens et Manuel Sacristán, je renvoie le lecteur vers Giaime Pala, *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2016, p. 29-35.

⁸¹ Mateu Oriol « Consideracions sobre el catalanisme » *Quaderns de Cultura Catalana*, n°1, février 1959. P. 4-14.

propositions qui demandent une démocratisation de l'université. L'ambiance de l'assemblée-occupation est très éclectique : aux demandes de « suppression du SEU, la célébration d'un congrès national des étudiants, la constitution d'une association libre d'étudiants et l'exigence de pleine liberté d'expression » s'ajoutent des « cris de 'Viva el ejército'⁸² ». Tous les étudiants masculins identifiés comme participants à l'assemblée-occupation sont frappés d'une sanction administrative : exclusion de l'université jusqu'à la fin de l'année universitaire. Cependant, au-delà des fonctions de fichage administratif des étudiants contestataires, cette sanction s'avère inefficace, puisque les étudiants sanctionnés peuvent s'inscrire pour le restant de l'année universitaire dans une faculté différente et poursuivre leur activité, ce que font Solé Tura et ses camarades en Droit en s'inscrivant dans la faculté de Sciences Économiques⁸³. Ces événements définissent le ton des années à venir : unité dans l'action avec l'ensemble d'organisations antifranquistes présentes à l'université, expansion du groupe, et diversité des pratiques, en passant par l'incontournable utilisation des moyens légaux, et en fixant des objectifs unitaires amples mais concrets, comme ceux qu'évoque Jordi Solé Tura dans son récit sur le *Paranimf*. Entre son arrivée au poste de responsable politique au printemps 1957 et la fin de son mandat en 1960, Solé Tura envoie au moins sept lettres au Comité Central du PSUC à Paris concernant l'organisation universitaire. Ces lettres sont conservées dans le Fondo Nacionalidades y Regiones au Archivo Histórico du Partido Comunista de España, à Madrid. Le nombre de lettres totales envoyées est certainement supérieur à sept, étant donné que de nombreuses lettres de cette période ont souffert des dommages dans sa conservation, les rendant illisibles, ou ont été écrites de façon codifiée, et le code n'a pas été conservé.

Ces rapports à la direction consistent essentiellement de comptes-rendus d'activité. Le premier contact a lieu en septembre 1957, et il s'agit d'un rapport de la situation de l'organisation universitaire demandé par la direction à Solé Tura après le changement de responsable⁸⁴. Le principal objectif établi par les communistes est « la liquidation du SEU⁸⁵ », incarnation du fascisme universitaire et perpétuateur du régime antidémocratique. La destruction du SEU est effectivement un objectif en apparence impossible, ce pourquoi les militants du PSUC cherchent à « trouver le point d'inflexion concret qui permette un

⁸² Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 97.

⁸³ *Ibid.*, p. 99.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 98 ; AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 975 « Informe sobre la situación del grupo universitario », septembre 1957.

⁸⁵ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 910 « Trabajos y actividades que puedan desarrollarse en la universidad », décembre 1957.

rassemblement des soucis actuellement existants vers une action plus large⁸⁶ ». Pour cela, un éventail de méthodes d'action légales et illégales est mis en place, pour progressivement agiter et politiser le milieu universitaire. Ces actions sont de type propagandiste (distribution de tracts et collage d'affiches), de type culturel (conférences, débats, cercles de lecture) et même syndicale⁸⁷. D'autres actions clandestines, comme l'infiltration des organes du SEU sont menées avec succès⁸⁸. L'articulation du double travail – légal et clandestin – est une des principales caractéristiques du militantisme communiste de cette période. Pendant ces mois, la cellule universitaire du PSUC a deux projets unitaires qui se développent en même temps : d'un côté la Federació Nacional d'Estudiants de Catalunya (FNEC) et de l'autre la Jornada de Reconciliación Nacional. La FNEC est un projet de reconstruction d'une organisation antifranquiste universitaire unitaire en Catalogne dans lequel s'investissent les étudiants du PSUC dans le but de « devenir la force directrice i obligeant les groupes droitiers à suivre le rythme marqué⁸⁹ » avec les catholiques progressistes et les étudiants socialistes. La FNEC est également un premier pas vers « un syndicat futur⁹⁰ », donc l'embryon du syndicat démocratique d'étudiants. L'investissement du groupe de la FNEC montre concrètement quels sont les tactiques du Parti dans ce milieu suite à l'application de la Política de Reconciliación Nacional. Enfin, les étudiants communistes s'engagent aussi dans l'organisation de la Jornada de Reconciliación Nacional, une action au niveau national conçue par la direction en exil. Cette journée de mobilisation doit prendre la forme d'une grève politique, réclamant des libertés politiques et économiques et rassemblant tous les espagnols, indépendamment de leur appartenance partisane⁹¹. Une deuxième tentative de journée de mobilisation nationale unitaire a lieu en juin 1959, la Huelga Nacional Pacífica, et marque la fin du « jornadismo⁹² » du PCE-PSUC. La préparation de cette journée prend plusieurs mois et tous les moyens de la clandestinité sont mis au service de l'organisation de la Jornada. Dans une lettre envoyée par Solé Tura au Comité Central, celui-ci annonce l'envoi de 3 000 lettres à des commerces ainsi que l'impression de plus de 124 000 tracts cyclostylés pour Barcelone et sa banlieue en appelant à la mobilisation générale le 5 mai 1957, avec l'aide du comité des intellectuels mais sans aide

⁸⁶ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 998 « Información de los estudiantes de Caralt », mars 1958.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 925 « Estudiantes. Mateu. », janvier 1958.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 910.

⁹¹ « Declaración del Partido Comunista de España sobre la Jornada de Reconciliación Nacional », *Mundo Obrero*, 38^{ème} année, n°11-12, mai 1958, p. 1.

⁹² Stratégie reposant sur la capacité de mobilisation des grandes journées d'action.

du secteur ouvrier du Parti⁹³. L'organisation de la Jornada de Reconciliación Nacional est sans doute le plus grand défi pour Solé Tura pendant sa période comme responsable universitaire. Celle-ci se solde désormais par un échec total, sans « aucune répercussion apparente à Barcelone⁹⁴ ».

Le contenu de ses lettres est aussi intéressant par ce que cela montre sur la relation entre Jordi Solé Tura et la direction, mais aussi l'image qu'il donne de lui-même de l'intérieur. Les informations que la direction du PSUC reçoivent sont précises et concrètes, et informent la direction des *caídas* (comme celle de Josep Termes trois jours avant la Jornada⁹⁵), des alliances qui sont établies au sein de l'université ou encore les liens que le groupe universitaire entretient avec les autres secteurs du Parti. Ces informations sont vitales pour que la direction puisse mener correctement son travail politique à l'échelle nationale de l'extérieur. Dans ses lettres, Solé Tura semble maîtriser le principe léniniste de la critique et de l'autocritique, adressant même des critiques à la direction – même si elles ne sont en aucun cas virulentes. De plus, le jeune cadre utilise fait recours dans ses lettres à un vaste lexique communiste, et fait également preuve de maîtrise des bases idéologiques du marxisme, comme témoigne sa critique du rôle de l'indécision de la petite bourgeoisie dans l'échec de la Jornada⁹⁶

Le travail de Solé Tura comme dirigeant de base est parfaitement encadré dans la ligne établie en 1953 par la Política de Reconciliación Nacional. La bonne exécution de ses tâches – malgré certains échecs – ne passe pas inaperçue dans la direction du Parti. Miguel Nuñez rapporte au Comité Central en mars 1958 qu'il s'agit d'un « homme de vertu peu commune et dans lequel notre Parti trouve un dirigeant universitaire de qualité⁹⁷ ». Cette reconnaissance du potentiel se matérialise par un ensemble de gratifications symboliques de la direction du parti à Solé Tura. L'historien Marc Lazar définit les gratifications symboliques au sein du PCF comme le « système particulier de gratifications matérielles et symboliques qui, à la fois récompense l'engagement et y incite. » puis « Quant aux gratifications symboliques, elles révèlent un univers à part. La contre-société communiste dispose, en effet, de son code et son échelle d'honneurs et de prestige⁹⁸ ». Cette définition ne peut pas être transposée littéralement pour le cas d'un parti clandestin comme le PCE et le PSUC, mais l'idée de récompense

⁹³ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 996 « Informe de Caralt », 1958.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 997 « Carta de Caralt », mai 1958.

⁹⁶ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 996.

⁹⁷ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 932 « Informes de Francisco. El trabajo del comité universitario », mars 1958.

⁹⁸ Marc Lazar, « Le parti et le don de soi », *art. cit.*, p. 38.

symbolique de l'engagement des militants, notamment de ceux de l'intérieur, peut être conservée. Un exemple de cela est mentionné dans les pages précédentes : la participation à la rédaction de *Quaderns de Cultura Catalana* est une reconnaissance de son engagement et du développement de sa formation idéologique. Un deuxième exemple, peut-être plus significatif, est l'invitation que reçoit Jordi Solé Tura pour voyager à Paris pour rencontrer la direction du PSUC et du PCE⁹⁹. Lors de la première visite, en août 1958, âgé de 28 ans, Solé rencontre Santiago Carrillo, Fernando Claudín, Jorge Semprún (présenté sous le nom de guerre Federico Sánchez), Gregorio López Raimundo et de nombreux autres cadres de la direction en exil¹⁰⁰. Parmi eux, certains font partie de la mythologie du communisme espagnol et catalan, comme Carrillo et Claudín, héros de la défense de Madrid, ou Gregorio López Raimundo, principal architecte de la réorganisation du PSUC après la Guerre. Dans cette visite, Solé Tura est invité à participer à une séance du Comité Central du PCE, et il sera même invité à prendre la parole¹⁰¹. Le camarade Caralt fait deux longues interventions – qui sont essentiellement une reprise générale et détaillée des rapports qu'il envoie à la direction – autour de l'unité et l'application de la PRN et de l'articulation entre travail légal et clandestin de l'organisation universitaire. Vers la fin de son intervention, Solé Tura souhaite porter l'attention sur deux problèmes : la difficulté de contact entre les universitaires-intellectuels et les ouvriers du Parti, et le manque d'accessibilité à la formation marxiste-léniniste pour les militants de l'intérieur. La dernière intervention de Solé Tura dans la réunion du Comité Central suscite un fort intérêt de la part de la présidente du Parti, Dolores Ibárruri, qui intervient pour lui accorder plus de temps de parole¹⁰². Plus d'un an après, en décembre 1959, Solé Tura est convié à Prague pour participer comme délégué au 6^{ème} Congrès du PCE, un des plus grands honneurs pour un militant dans l'univers communiste, où il est à nouveau invité à expliquer à ses camarades les succès du Parti dans le milieu universitaire, qui est presque inexistant lors du congrès précédent. La veille du congrès, Solé Tura échange la direction du PSUC, qui l'invite à faire un discours élogieux des journées de mobilisation qui n'est pas en accord avec la réalité vécue par lui et ses camarades¹⁰³. Son intervention finie par une affirmation très élogieuse de leur

⁹⁹ Il s'agit de sa première sortie clandestine. Cependant, dans le cadre d'expériences de volontariat international pour des jeunes étudiants, Solé Tura visite la République Fédérale d'Allemagne pendant l'été 1954, et l'Angleterre pendant l'été 1955.

¹⁰⁰ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 122-123.

¹⁰¹ AHPCE, Documentos PCE, Comité Central, « Pleno del Comité Central del Partido Comunista de España », août 1958, p. 211-218.

¹⁰² *Ibid.*, p. 422.

¹⁰³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 121-122.

travail ainsi qu'encourageante : « Camarades, l'université est désormais totalement perdue par le régime¹⁰⁴ ».

De la Ciudad Condal à la Ville Lumière, de la clandestinité à la direction

Une nuit de février 1960, Jordi Solé Tura franchit les Pyrénées. Il laisse derrière lui sa famille, ses amis, ses camarades et une naissante carrière académique pour une durée indéterminée. Peut-être pour toujours. Ce sont les conséquences des mesures de sécurité pour les militants clandestins. Ce protocole de sécurité est activé après le retour des délégués de l'intérieur du 6^{ème} Congrès du PCE, suite à une infiltration d'un agent des renseignements franquistes dans l'organisation. Cet épisode – dans son ampleur nationale, internationale mais aussi dans ses conséquences dans le Parti – est décrit et travaillé en détail par Fernando Hernández Sánchez¹⁰⁵. L'historien compte 91 arrestations après le Congrès. Jordi Solé Tura, un des plus jeunes délégués, reçoit d'abord des instructions du Parti pour se cacher temporairement, mais suite à l'arrestation de son ami et camarade Luis Goytisolo – également délégué au Congrès – la direction enjoint son cadre de gagner le territoire français¹⁰⁶. Ce départ est précipité et inattendu, mais toujours en accord avec les ordres de la direction et les mesures de sécurité établies. Personne n'est alerté des vraies raisons du départ de Solé Tura, et seulement sa famille est informée du voyage¹⁰⁷. Le voyage est fait avec un minimum d'équipage, et toujours en utilisant des documents d'identité authentiques si la situation le permet.

L'exil du jeune dirigeant universitaire s'étend entre février 1960 et la fin de l'année 1964, et se divise en trois parties : un premier séjour à Paris, un long séjour à Bucarest, puis un retour à Paris. Pendant cette période, Solé Tura accède aux plus importants organes de direction du Parti – le Comité Central et le Comité Exécutif – ainsi qu'à l'élément le plus important de l'appareil de propagande communiste, la station radiodiffusion Radio España Independiente (REI). La crainte de la fuite d'informations explique l'absence quasi totale de documents conservés sur l'exil de Solé Tura. Cela est mentionné par Santiago Carrillo, secrétaire général

¹⁰⁴ AHPCE, Documentos PCE, Congresos, « VI Congreso del Partido Comunista de España. Actas. Segundo tomo. », décembre 1959, p. 286.

¹⁰⁵ Fernando Hernández Sánchez, *El torbellino rojo: auge y caída del Partido Comunista de España*. Barcelona, Pasado y Presente, 2022, p. 94-98.

¹⁰⁶ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 141-143.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 143.

du PCE pendant la majorité de la dictature, dans le documentaire *Bucarest, la memoria perdida*, où il affirme que les photos « étaient rarissimes » et que « tout était clandestin¹⁰⁸ », lorsque Albert Solé Bruset, fils de Jordi Solé Tura, lui questionne sur cette période. Quelques documents ont survécu dans les archives du PCE – conservées en exil pendant toute la dictature – mais aucun document personnel de Jordi Solé Tura n’est disponible, hormis des photographies qui sont encore aujourd’hui en possession de ses héritiers. Ce manque de documents personnels est logique : à son retour en Catalogne, il ne doit avoir aucune trace de son activité politique en exil. Pour combler ce vide documentaire, les témoignages écrits et oraux s’avèrent très utiles, mais tout de même insuffisants. Il est nécessaire de signaler qu’une partie importante des archives qui pourraient être mobilisées pour étudier cette période de la vie de Jordi Solé Tura se trouvent dans les archives personnelles de Francesc Vicens – comme en témoigne l’article écrit par Giaime Pala¹⁰⁹ – mais après son décès en 2018, ces archives ont été données à un centre d’archives qui ne les a pas encore classées.

L’exil est sans aucun doute caractéristique de la répression politique subie par les opposants au franquisme. Avant même la fin de la Guerre, l’apparente arrivée inexorable d’un régime fasciste en Espagne pousse 500 000 personnes à quitter l’Espagne à travers la frontière pyrénéenne. En 1949, autour de 125 000 de ce demi millions sont installés de façon semi définitive en France¹¹⁰. Après la Libération et la défaite mondiale des puissances fascistes, les communistes espagnols et catalans se réorganisent en France. Les deux partis ont une véritable activité sur le territoire français, où s’organise la solidarité avec les prisonniers politiques en Espagne et qui sert aussi comme base arrière des forces armées communistes pendant les années 1940. Le parti frère du PCE, le Parti communiste français (PCF) accompagne les militants exilés tout le long de leur séjour en France, en fournissant une aide logistique et économique précieuse, voir indispensable¹¹¹. Le PCF fournit également une assistance décisive avec le transport de matériel et de militants entre l’Espagne et la France. À l’aube de la Guerre froide, l’Espagne franquiste intègre timidement le camp occidental et la présence des communistes espagnols en France devient problématique. En 1950, suite à plusieurs années de discussions

¹⁰⁸ Albert Solé Bruset, *Bucarest, la memoria perdida*. Barcelone, Espagne, Bausan Films, 2008, 2m30s.

¹⁰⁹ Giaime Pala, « Nación y revolución social. El pensamiento y la acción del joven Jordi Solé Tura », *Historia y Política: Ideas, Procesos y Movimientos Sociales*, n° 41, 2019, p. 273–303.

¹¹⁰ Matilde Eiroa, *Españoles tras el Telón de Acero: el exilio republicano y comunista en la Europa socialista*. Madrid, Marcial Pons, 2018, p. 13.

¹¹¹ Loïc Ramirez a dédié son mémoire de Master 2 aux relations entre le Parti communiste français et l’opposition antifranquiste. Loïc Ramirez, *L’Espagne dans nos coeurs: le parti communiste français dans la lutte antifranquiste, 1944 – 1975*. Biarritz, Atlantica, 2011.

autour du « problème espagnol¹¹² », l'administration française mène une opération politico-policière contre les militants du PCE et du PSUC, notamment dans le sud du pays, où la population issue de l'émigration politique est plus significative. Cette opération est connue sous le nom « opération Boléro-Paprika ». Les deux partis, ainsi que la plupart de leurs publications, sont interdits en France, et des centaines de ses militants – des réfugiés politiques – sont arrêtés et menacés d'expulsion du pays¹¹³. Le Parti passe désormais sur un fonctionnement clandestin (ou semi clandestin pour Natacha Lillo¹¹⁴) sur le territoire français. L'aide du PCF est maintenue inconditionnellement sous les nouvelles conditions de l'organisation, mais celle-ci devient « soumise au secret¹¹⁵ ». Cela permet peut-être d'expliquer l'absence de documents sur le travail commun entre le PCF et le PCE pendant plus de trente ans¹¹⁶. Le parti des communistes espagnols continue également de mener un travail sur le territoire français au sein de la diaspora espagnole – qu'elle soit issue de l'émigration politique ou de l'émigration économique – jusqu'à la fin de la dictature. Le militantisme en exil et en (semi)clandestinité crée des liens très forts entre ces militants, qui subissent le même sort et luttent contre celui-ci collectivement, mais aussi avec les militants du pays qui les accueillent.

Malgré ces empêchements, une partie de la direction du PCE – le secrétariat du Comité Central, ou bureau politique – maintient à Paris sa base d'opérations, où elle est installée depuis 1947¹¹⁷. Le reste de la direction est dispersée entre plusieurs pays du bloc de l'est : Hongrie, Tchécoslovaquie et Union Soviétique. Vers 1956, quand Santiago Carrillo commence à exercer comme secrétaire général *de facto*, la majorité de la direction est à Paris¹¹⁸. Cela est également vrai pour le PSUC, dont les dirigeants en exil sont rassemblés en région parisienne. La capitale française présente pour les directions communistes plusieurs avantages logistiques et stratégiques : la proximité géographique avec l'Espagne, être à l'intérieur d'un pays du bloc occidental mais avec un très puissant parti communiste, facilité de communication et de

¹¹² Aurélie Denoyer, *L'exil comme patrie: les réfugiés communistes espagnols en RDA, 1950-1989*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

¹¹³ Phryné Pigenet, « La protection des étrangers à l'épreuve de la 'guerre froide' : l'opération 'Boléro-Paprika' », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46.2 1999, p 296-310.

¹¹⁴ Natacha Lillo « El PCE en Francia : Relaciones con el PCF y evolución » dans Manuel Bueno, Carmen García, José Hinojosa (coord.), *Historia del PCE: I congreso, 1920-1977*, vol. 1. Madrid, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2007, p. 84.

¹¹⁵ Loïc Ramirez, *L'Espagne dans nos coeurs*, *op. cit.*, p. 80.

¹¹⁶ Dans le fond du Parti communiste français aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis est conservé le fond du dirigeant Gaston Plissonnier, responsable des liens avec le PCE et le PSUC.

¹¹⁷ Santiago Carrillo, *Memorias*. Barcelona, Editorial Planeta, 1993, p. 393.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 475.

déplacement vers les pays d'Europe de l'Est et existence d'une importante population espagnole sur le territoire pouvant être réceptive au discours antifranquiste.

Quand Jordi Solé Tura arrive en France, dans l'hiver 1960, un contexte de tension règne chez les communistes. Moins de deux ans auparavant, l'armée coloniale française en Algérie mène une tentative de coup d'état, suite à quoi le général Charles de Gaulle est rappelé au pouvoir et est placé à la tête du pouvoir exécutif. Depuis, les membres du PCE et du PSUC sont – comme leurs camarades français – placés sous stricte surveillance des Renseignements généraux, pour éviter toute activité subversive dans le cadre de la guerre d'indépendance algérienne¹¹⁹. Certains des dirigeants du Parti, tel que Dolores Ibárruri *Pasionaria*, quittent par conséquent la France.

Le destin de Solé Tura se dessine au fur et à mesure que les informations sur la chasse aux délégués de Prague arrivent de Barcelone et du reste du pays. Cadre du Parti, celui-ci s'occupe d'organiser sa vie à Paris. Il est logé chez des militants du PSUC pendant près de deux ans, d'abord chez la famille Martorell, puis chez la famille Ros et enfin chez la famille Bruset-Puig¹²⁰. Solé Tura arrive comme un élément étranger parmi les républicains exilés. Ces familles quittent la Catalogne en 1939, et sont depuis installées en France. Ils sont catalans et communistes, comme Jordi Solé Tura, mais ils n'ont aucun contact direct avec la réalité catalane depuis leur départ. Il arrive dans le microcosme parisien des exilés communistes, sa socialisation ne se fait que dans ce cercle. L'interdiction du PCE et du PSUC pèse sur la façon dont les cadres exilés s'intègrent dans la société française. Les protocoles de sécurité sont similaires à ceux en Espagne, puisque l'activité communiste au sein de ces deux partis peut attirer – et en effet attire – l'attention des renseignements et de la police française. Solé Tura ne peut donc pas développer de liens avec ses camarades français, toute interaction et échange étant soumise à un strict protocole politique de clandestinité. La façon dont il fait face à cet exil est double et contradictoire. D'un côté, l'incertitude, l'absence de perspectives personnelles, la réclusion dans le monde communiste et l'éloignement de sa réalité pèsent à Jordi Solé Tura – qui confie dans ses mémoires l'existence de pensées suicidaires dans ces premiers mois¹²¹. De l'autre côté, ce jeune assoiffé de culture libre se trouve à Paris, pôle de rencontre d'écrivains, philosophes, artistes, cinéastes et autres. Il est émerveillé par la Ville Lumière, et les centaines de libraires, universités, cinémas, théâtres et musées à sa disposition. Jordi Solé Tura retrouve

¹¹⁹ Natacha Lillo « El PCE en Francia : Relaciones con el PCF y evolución », *op. cit.* p. 91.

¹²⁰ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 145 ; p. 153 ; p. 164.

¹²¹ *Ibid.*, p. 154.

ici l'esprit original de son groupe d'amis. En contournant les limites imposées par la semi clandestinité et le travail pour le Parti, une amitié se forme entre plusieurs des jeunes intellectuels et universitaires catalans exilés à Paris : Octavi Pellisa, Francesc Vicens, Marcel Plans et Quim Vilar¹²². Le contact avec Barcelone n'est pas totalement interrompu pendant le séjour à l'étranger. Jordi Solé Tura maintient une correspondance avec son frère Joan, avec son professeur et directeur de thèse Manuel Jiménez de Parga et avec son ami et camarade August Gil Matamala¹²³.

Le départ en exil de Solé Tura marque également un important changement dans ses responsabilités au sein du Parti. A Paris, il devient révolutionnaire professionnel. Tel que théorisé par Lénine, le Parti utilise ses ressources pour que ce militant dédie l'intégralité de son temps à l'agitation, à la formation, et à l'organisation¹²⁴. En autres termes, Jordi Solé Tura devient permanent du Partit Socialista Unificat de Catalunya et du Partido Comunista de España. La vie d'un révolutionnaire professionnel en exil n'est pas celle d'un ermite clandestin, caché dans un lieu sûr, faisant tourner le cyclostyle dans la pénombre. Dans son étude sociologique sur les militants du milieu autonome, Colin Robineau emploie le terme « sécessionniste¹²⁵ » pour définir ces militants qui – dans le cas des autonomes cela est un choix – se coupent de la société pour mener leur activisme politique. Ce terme peut être repris pour définir ces révolutionnaires professionnels travaillant dans une clandestinité totale dans l'intérieur, par obligation plutôt que par décision propre. Cela n'est en aucun cas la réalité vécue par Jordi Solé Tura à Paris. Malgré certains empêchements et limites liées à ses responsabilités politiques, il ne mène pas une vie marginale même si son engagement est total. Ce passage à la vie du « professionnel » augmente son degré d'adhésion à l'organisation – de laquelle il se sent un élément important – ainsi qu'à l'idéologie du Parti¹²⁶. *A posteriori*, Solé Tura tente dans ses mémoires de nuancer son adhésion au marxisme-léninisme du PCE et du PSUC, trait caractéristique des récits d'ex communistes selon Jean-Marc Négrignat¹²⁷, mais sans invoquer l'excuse de l'aveuglement¹²⁸. Cependant, comme le prouve Giaime Pala dans

¹²² *Ibid.*, p. 146-47.

¹²³ Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

¹²⁴ Lénine, *Que faire?* Paris, Éditions du Seuil, 1966, p. 168.

¹²⁵ Colin Robineau, *Devenir révolutionnaire: sociologie de l'engagement autonome*. Paris, La Découverte, 2022, p. 165-167.

¹²⁶ Annie Kriegel, *Les communistes français: dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*. Paris, Editions du Seuil, 1985, p. 169-180.

¹²⁷ Jean-Marc Négrignat, *Avoir été communiste: les autobiographies de Koestler, Löbl et Silone*. Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2008, p. 26.

¹²⁸ Paul Boulland « Autocritique dans le monde communiste » dans Isabelle Poutrin et Élisabeth Lusset (dir.), *Dictionnaire Du Fouet et de La Fessée: Corriger et Punir*. Paris, Presses Universitaires de France, 2022, p. 68.

son étude sur la formation de la pensée catalaniste de Jordi Solé Tura à travers les articles écrit par ce dernier, rien n'indique à ce moment que le jeune cadre possède une pensée marxiste hétérodoxe divergente de la ligne du Parti et éloignée du marxisme soviétique¹²⁹. Dans cette nouvelle situation, Solé Tura vit parmi les plus hauts cadres du communisme espagnol et catalan : Santiago Carrillo, Antonio Mije, Gregorio López Raimundo, Fernando Claudín, Jorge Semprún, Josep Serradell, entre autres. Il y a inévitablement un processus de transmission de la culture politique de ces vétérans, qui est issue d'une génération très différente. La culture politique de la génération JSU, celle qui a fait la Guerre, qui est formée en URSS, est une culture politique stalinienne, loin de ce qui est mis en avant par la direction du Parti depuis la mise en place de la Política de Reconciliación Nacional. Les deux générations communistes évoquées par Sergio Gálvez et Manuel Bueno coexistent – avec une claire hiérarchie de tendance gérontocratique – et s'alimentent mutuellement : l'une apporte l'expérience et la maîtrise de la théorie, l'autre apporte du renouvellement et une meilleure connaissance de la réalité espagnole¹³⁰.

Dès son arrivée à Paris, le Comité Exécutif du PSUC donne des nouvelles responsabilités et des nouvelles charges à celui qui a été à la tête de leur branche universitaire pendant plus de deux ans. Le Parti fait preuve d'une très forte confiance envers Solé Tura, et de vouloir faire de lui un cadre décisif dans le renouvellement du Parti dans cette nouvelle étape de combat contre la dictature. Pendant son militantisme à Barcelone, Solé Tura prouve à la direction sa solidité idéologique par sa participation dans la rédaction de *Universitat* et *Quaderns de cultura catalana* entre 1958 et 1959, ses qualités d'organisation et de coordination dans la cellule universitaire du Parti, ainsi que sa fidélité à l'organisation, prouvé par le maintien de son activité après la répression subie suite aux faits du *Paranimf*, par sa prise de risque lors des traversées illégales de la frontière et par le propre exil. L'exil crée une situation de disponibilité biographique¹³¹ totale chez Solé Tura, où les études, le marché du travail et les cercles de sociabilité ne représentent aucune limite pour l'investissement militant. L'incertitude vis à vis de la durée de cet exil favorise également cela. Solé Tura se soumet totalement au collectif, au Parti, au détriment de l'individu¹³². Sa subsistance dépend désormais intégralement du Parti.

¹²⁹ Giaime Pala, « Nación y revolución social. El pensamiento y la acción del joven Jordi Solé Tura », op.cit., p. 293.

¹³⁰ Manuel Bueno Lluich, et Sergio Gálvez Biesca « Por una historia social del comunismo. Notas de aproximación. » dans Manuel Bueno Lluich, et Sergio Gálvez Biesca (dir.), *Nosotros Los Comunistas: Memoria, Identidad e Historia Social*. Atrapasueños, 2009.

¹³¹ Colin Robineau, *Devenir révolutionnaire*, op. cit., p. 179.

¹³² Marco Albelaro « The life of a communist militant » dans Stephen Anthony Smith (ed.) *The Oxford Handbook of the History of Communism*. Oxford, Oxford University Press, 2014, p.449.

C'est également l'organisation qui a le monopole de l'information concernant l'état de la répression des délégués du congrès de Prague persécutés. Ses camarades l'informent régulièrement que la police du régime est au courant de sa participation et que son nom apparaît sur les listes et dans les réquisitoires des procureurs lors des procès¹³³. Nonobstant, d'après les fiches de renseignements policiers datant de 1966, Jordi Solé Tura n'est pas recherché¹³⁴. Le Parti ment délibérément à son cadre pour le garder à Paris ? Cela semble effectivement une possibilité, mais continuer dans ce sens est propre au domaine de la spéculation.

Quelles sont concrètement les tâches de Solé Tura dans la direction du Parti ? Tout d'abord, peu après son arrivée, il est – avec Francesc Vicens, *alias* Berenguer – nommé membre nominatif au Comité Exécutif du PSUC¹³⁵. Le Comité Exécutif est l'organe de direction suprême dans le quotidien des communistes, avec le Comité Central et le Congrès, dont les réunions sont moins fréquentes et dotées d'un effectif plus important. Dès les premiers mois, Jordi Solé Tura est assigné à des tâches intellectuelles, concrètement autour des publications du PSUC, mais aussi du PCE. La plume de Solé Tura apporte une fraîcheur notable à la presse communiste. Il possède un style propre, issu de son autodidaxie et de sa passion pour la lecture et l'écriture dès le jeune âge, auquel s'ajoute sa formation universitaire qui apporte un langage plus scientifique. Ce style est remarquable par rapport à celui des intellectuels communistes de l'exil, dont le lexique semble sortir des plus grandes brochures soviétiques de Lénine et Staline. Son langage et son expérience, ayant vécu la réalité du régime depuis sa prise du pouvoir, sont également plus adéquats et proches des lecteurs de l'intérieur, ce qui permet démarginaliser et déstigmatiser les communistes. Le CE va assigner trois tâches à Jordi Solé Tura sur ce domaine : *Treball*, l'organe du PSUC, *Nuestras Ideas*, revue théorique du PCE, et *Horitzons/Nous Horitzons*, un projet des intellectuels communistes catalans. Au-delà de la rédaction et organisation des publications, Solé Tura exerce comme liaison entre les cellules universitaires et intellectuelles du Parti à Barcelone, et Paris. Assurant une des fonctions qu'avant lui Gregorio López Raimundo et Miguel Núñez assurent, Jordi Solé Tura effectue plusieurs – dangereux – voyages clandestins à travers la frontière franco-espagnole pendant son séjour à Paris¹³⁶.

¹³³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 153.

¹³⁴ Arxiu Nacional de Catalunya, Fons Unió Democràtica de Catalunya, ANC1-1274-T-1597 « Recull d'informació sobre Jordi Solé Tura. », mars 1966.

¹³⁵ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 154.

¹³⁶ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 154.

Jordi Solé Tura se voit confier d'autres importantes et très symboliques tâches pendant sa première année comme révolutionnaire professionnel. Dans l'été de 1960, quelques mois après son arrivée à Paris, les deux nouveaux membres du Comité Exécutif sont chargés de l'organisation d'une école de formation estivale pour les enfants des militants du PSUC à Dives-sur-Mer, en Normandie¹³⁷. Lors de ses journées de formation, Jordi Solé Tura rencontre Anny Brusset Puig, âgée de 18 ans, fille de Lola Puig, militante du PSUC à Barcelone étant partie lors de la *Retirada*. Solé et Brusset commencent une relation amoureuse, et se marient en 1961. Plus tard dans la même année, en octobre 1960, Jordi Solé Tura est désigné comme délégué du PCE et du PSUC pour assister au Congrès de l'Union Internationales des Étudiants (UIE)¹³⁸. Cette organisation, créée peu après la victoire sur les puissances de l'Axe, rassemble des organisations d'étudiants et jeunes dans la sphère d'influence soviétique. Le Congrès se tient entre le 8 et le 17 octobre à Bagdad, à peine deux ans après la prise de pouvoir par le Général Kassem. L'UIE, comme d'autres nombreuses organisations internationales de la Guerre froide, est un point de rencontre d'un ensemble d'organisations issues du bloc de l'est, de pays ayant connu une révolution de tendance socialiste et des organisations issues des partis communistes d'Europe occidentale. Par cette expérience, Solé Tura est intégré au dynamiques internationales et diplomatiques du PCE et du PSUC, en même temps que la direction présente à ses organisation sœurs celui qui est projeté comme un des futurs cadres décisionnaires du Parti.

Cependant, la plus haute tâche confiée à Jordi Solé Tura est également celle qui requiert le plus haut degré de sacrifice. Vers septembre 1961, le Comité Exécutif du PCE propose – à travers la direction du PSUC – que Solé Tura intègre la très petite équipe de Radio España Independiente comme nouveau responsable des émissions en catalans, assurant le rôle de rédacteur et présentateur. Cette proposition est douce-amère pour lui. D'une part, cette responsabilité est de très haute importance, puisque REI est le navire amiral de la propagande contre le régime et peu nombreuses sont les personnes qui ont un accès direct. La proposition est aussi intrigante pour Solé Tura par les possibilités de travail culturel directement sur la population catalane qui vit le franquisme, et par les libertés que le projet comporte pour lui¹³⁹. D'un autre côté, accepter cette responsabilité l'engage pour une durée indéterminée dans un autre pays, la Roumanie. En effet, *La Pirenaica* n'est hébergée ni dans les Pyrénées – comme son surnom suggère – ni à Prague, comme les rumeurs affirment, mais à Bucarest depuis

¹³⁷ *Ibid.*, p. 162.

¹³⁸ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 148-150.

¹³⁹ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 165-66.

1955¹⁴⁰. Jordi Solé Tura accepte la tâche, et en novembre 1961 il part avec sa femme, Anny, à Bucarest. Le couple est accueilli par Ramón Mendezona, membre du Comité Central du PCE et directeur de REI. Rapidement et dans la foulée, Solé Tura prononce ses premiers mots dans les microphones de *La Pirenaica* sous le pseudonyme Jorge Fabra. August Gil Matamala affirme dans un de nos entretiens, que de façon presque immédiate, lui et ses camarades reconnaissent cette voix qui leur est familière¹⁴¹.

L'intellectuel et les intellectuels communistes

La première partie de l'exil de Solé Tura, celle qui se passe à Paris, doit être considérée comme le moment où il devient officiellement et matériellement un intellectuel communiste. Auparavant, comme constaté par sa participation dans le projet *Quaderns de Cultura Catalana*, Solé Tura réalise déjà des tâches qui peuvent être classifiées sous l'étiquette de « travail intellectuel ». Toutefois, si en 1958 et 1959 il effectue des tâches intellectuelles, sa responsabilité principale reste de l'ordre de l'organisationnel. C'est désormais la direction du Parti qui, dès les premiers moments de son exil, le pousse à prendre des responsabilités dans le domaine intellectuel de l'organisation. Solé Tura est pour la direction un militant avec un grand talent organisationnel prouvé par sa réussite dans l'organisation universitaire qui peut apporter des éléments très riches au secteur intellectuel du Parti en exil. Son entrée dans le PSUC n'est pas faite en tant qu'intellectuel – comme c'est le cas pour Manuel Sacristán et Francesc Vicens, deux militants avec une importante formation académique préalable – mais comme universitaire, même si la ligne entre ces deux secteurs est souvent très fine. Avant donc d'être perçu par les autres, et par lui-même, comme intellectuel, il est déjà militant et communiste.

Il ne s'agit pas pour moi ici de faire une étude sur la figure de l'intellectuel au sein du PCE et du PSUC, son rôle dans ces partis et leur organisation dans un secteur qui leur est propre. Plusieurs études rigoureuses ont été menées par des historiens à ce sujet, en particulier Giaime Pala et Felipe Nieto, que ce soit dans leurs études individuelles, sur le secteur des intellectuels du PSUC pour Pala ou sur Jorge Semprún et son rôle dans la dynamisation des intellectuels clandestins pour Nieto, ou leur étude commune sur les intellectuels au sein du PCE et du

¹⁴⁰ Luis Zaragoza, *Radio Pirenaica: la voz de la esperanza antifranquista*. Madrid, Marcial Pons, 2008, p. 19.

¹⁴¹ Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

PSUC¹⁴². Ce que je prétends présenter ici sont les éléments concrets qui vont permettre de parler de la transition de Jordi Solé Tura, responsable de la cellule universitaire du Partit Socialista Unificat de Catalunya à Barcelone, à Jordi Solé Tura, cadre intellectuel du Parti à Paris. Pour cela il faut bien évidemment passer par la construction des intellectuels comme groupe en soi et pour soi au sein du Parti, mais ce n'est pas l'intérêt principal.

Intellectuels communistes, intellectuels de parti, intellectuels de classe, intellectuels organiques. Retrouver ces termes dans un livre d'histoire du communisme est un défi aujourd'hui extrêmement simple, étant même un pilier des études historiques sur le communisme. Cela est également le cas dans la littérature militante, dans la source de la théorie révolutionnaire. Les concepts de « l'intellectuel » et « les intellectuels » ont fait couler beaucoup d'encre depuis la fin du XIXe siècle dans le mouvement ouvrier européen – dans un premier moment – puis partout où le marxisme puis le léninisme se sont développés. Il est vrai que ce ne sont pas les seuls mouvements politiques qui s'intéressent à ces personnes, mais ils placent l'intellectuel au sein de leur théorie révolutionnaire et produisent des nouvelles définitions. Ce pourquoi je ne m'intéresse pas à l'intellectuel zolien, universel et presque métaphysique, qui est au cœur des analyses de Christophe Charle, et de nombreux autres après lui¹⁴³. Les plus illustres figures du socialisme du XIXe siècle, tel Karl Marx, Friedrich Engels ou Paul Lafargue écrivent sur ce groupe difficile à bien placer dans la société de classes – auquel ils appartiennent mais ne se qualifient pas comme tels – mais aussi les principaux théoriciens de nouvelles itérations du marxisme au XXe siècle, tel Lénine ou Antonio Gramsci, en revisitant le concept des intellectuels à la lumière de leurs propres théories révolutionnaires. L'ensemble de ces productions théoriques forment la figure de l'intellectuel comme un élément central dans la culture communiste. La définition la plus influente des intellectuels – tant pour le Parti comme pour les intellectuels eux-mêmes – est celle d'Antonio Gramsci. En 1932, le dirigeant communiste italien développe le concept de l'intellectuel organique¹⁴⁴. Pour Gramsci, les intellectuels ne constituent pas une classe indépendante, une sorte de classe moyenne intermédiaire dont le seul dénominateur commun est la possession de diplômes, mais plutôt une couche existante au sein de chaque classe sociale, dans la conception marxiste du terme.

¹⁴² Felipe Nieto, *La aventura comunista de Jorge Semprún: exilio, clandestinidad y ruptura*. Barcelona, Tusquets, 2014; Giaime Pala, *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2016 ; Felipe Nieto et Giaime Pala « Los intelectuales franquistas durante la dictadura franquista » dans Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo II: presencia social y experiencias militantes*. Madrid, Akal, 2022.

¹⁴³ Christophe Charle, *Naissance des 'intellectuels': 1880 – 1900*. Paris, Éditions de Minuit, 1998.

¹⁴⁴ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison. 3, Cahiers 10, 11, 12 et 13*. Paris, Gallimard, 1978. La notion connaît son plus grand développement dans le douzième cahier.

L'intellectuel organique est le membre d'une classe qui agit techniquement et politiquement pour la perpétuation de celle-ci dans le pouvoir, ou pour au contraire accéder au pouvoir. Par conséquent, pour Gramsci il y a une certaine liquidité dans l'appartenance au groupe « intellectuel ».

En 1953, lorsque le Comité Central du PCE envoie Federico Sánchez (Jorge Semprún) en clandestinité à l'intérieur du pays pour rassembler et mobiliser les intellectuels antifranquistes, ces « intellectuels » auxquels il suit la piste sont essentiellement des universitaires – étudiants comme enseignants – des écrivains et des artistes¹⁴⁵. Les intellectuels occupent une place très importante dans les partis communistes ouest-européens, notamment au PCF, avec les figures de Louis Aragon, Paul Éluard et Louis Althusser, et dans le Partito Comunista italiano, où le monde intellectuel communiste se construit autour du secrétaire général Palmiro Togliatti¹⁴⁶. Au cours des années 1960, suite à une restructuration du secteur des intellectuels, des médecins, des avocats et des architectes, comme Antoni Gutiérrez Díaz, August Gil Matamala et Ricardo Bofill, font leur entrée dans la cellule des intellectuels du PSUC. L'augmentation des militants d'origines et occupations diverses dans le parti fait que celui-ci repense sa définition de l'intellectuel, et va donc intégrer dans cette catégorie un ensemble de corps professionnels, incluant les professions libérales et les techniciens. Ce qui va donc définir les intellectuels est purement matériel : la séparation entre travail manuel et travail intellectuel. Ces notions sont aujourd'hui à juste titre contestées, puisque tout travail requiert un effort intellectuel et une action manuelle, mais je me permets d'utiliser ces termes qui délimitent les grandes lignes de la division. La définition de l'intellectuel passe donc à être strictement professionnelle. Mais ce n'est pas la définition à laquelle je vais m'attacher. Je considère ici que l'intellectuel est un individu avec une formation académique ou militante, qui est à l'origine de productions politico-culturelles¹⁴⁷, et qui agit avec une conscience politique déterminée. Je laisse volontairement les artistes de côté ici puisque la question de la formation joue un rôle largement moins déterminant dans leur cas. Je reprends donc l'idée de Gramsci des intellectuels qui agissent pour l'élévation d'une classe sociale, mais je nuance puisqu'un intellectuel issu de la classe ouvrière peut s'ériger en intellectuel bourgeois et vice-versa.

¹⁴⁵ Pour une description et analyse profonde de la mission de Federico Sánchez voir Felipe Nieto, *La aventura comunista de Jorge Semprún: exilio, clandestinidad y ruptura*. Barcelona, Tusquets, 2014.

¹⁴⁶ Albertina Vittoria, *Togliatti e gli intellettuali: la politica culturale dei comunisti italiani (1944-1964)*. Roma, Carocci, 2014.

¹⁴⁷ Michael Löwy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires : l'évolution politique de Lukacs, 1909-1929*. Paris, Presses Universitaires de France, 1976, p. 18.

Dans son exil, Jordi Solé Tura passe par un changement de milieu intellectuel radical. Depuis le début de ses études à l'Université de Barcelone, il fréquente un milieu très académique, avec des « intellectuels autonomes¹⁴⁸ » tant à l'université comme dans les cercles militants, puisque les intellectuels antifranquistes avec lesquels il est en contact sont des universitaires, des éditeurs ou des artistes de portée internationale. Ce modèle d'intellectuel est loin du monde dans lequel Solé Tura grandit, pour qui l'accès à l'université est déjà une forte rupture avec son milieu d'origine. En revanche, à Paris, il rencontre un type d'intellectuel qu'il n'a pu qu'entrevoir à travers ses discussions avec Miguel Nuñez : l'intellectuel autodidacte. Il ne s'agit pas ici de la même autodidaxie que Solé Tura ou du communiste français Maxime Rodinson¹⁴⁹, qui se donnent les moyens pour accéder aux études supérieures seuls, ou avec peu d'aide. L'intellectuel autodidacte pourrait être aussi qualifié comme intellectuel militant ou intellectuel de parti. Pour le cas du PCE-PSUC, la quasi-totalité de cadres du Parti entrent de cette catégorie. Ce sont des individus qui possèdent un niveau de formation politique et intellectuelle de très haut niveau – ils maîtrisent la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste, mais sont également très versés en économie politique et philosophie – sans avoir nécessairement suivi des enseignements académiques pour cela¹⁵⁰. Leur formation est issue de leur intense activité politique. Pourtant, ce deuxième type d'intellectuel ne correspond pas non plus à Solé Tura. En effet, Solé Tura et ses camarades représentent une nouvelle génération d'intellectuels de différentes origines sociales et politiques, ils sont universitaires, mais jeunes, leur formation est récente ou n'est pas encore aboutie et pour eux le Parti est leur principale source de théorie marxiste¹⁵¹. Ce renouvellement des intellectuels du Parti répond également à l'esprit de la *Política de Reconciliación Nacional*, ouvrant le chemin au remplacement des cadres intellectuels vétérans de la Guerre Civile formés à Moscou.

Une fois à Paris, Solé Tura reçoit trois tâches : aider Pere Ardiaca, responsable de propagande du Parti, avec la publication de *Treball*, participer dans la revue théorique du PCE *Nuestras Ideas*, et diriger avec Francesc Vicens le lancement d'une nouvelle publication culturelle du PSUC appelée *Horitzons*¹⁵². Dans le contexte de mobilisation et agitation des intellectuels catalanistes, la direction du PSUC organise la publication d'une dense revue

¹⁴⁸ Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti: le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*. Paris, Fayard, 1983, p. 19.

¹⁴⁹ Sébastien Boussois, *Maxime Rodinson: un intellectuel du XXe siècle*. Paris, Riveneuve, 2008.

¹⁵⁰ La plupart des cadres du Parti font des séjours de formation auprès d'autres partis communistes. Ceux avec le niveau intellectuel plus élevé suivent même les formations idéologiques du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

¹⁵¹ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 93.

¹⁵² *Ibid.*, p. 154-157.

culturelle en catalan, rédigée tant par des membres du Parti de l'intérieur comme des militants exilés, mais aussi avec la participation de « compagnons de route ». L'organisation de la revue – d'abord intitulée *Horitzons* puis *Nous Horitzons*¹⁵³ – témoigne du réseau global du PSUC : écrite entre France et Espagne (avec ponctuellement des contributions de militants dans d'autres pays), éditée à Paris, imprimée au Mexique, puis distribuée en Amérique du Sud ainsi qu'en Europe de l'ouest et de l'est, même si sa principale destination est la Catalogne. *Nous Horitzons* est dirigée par Francesc Vicens, aussi connu sous les noms de guerre Ferran et Joan Berenguer, et le comité de rédaction est composé par lui-même, Jordi Solé Tura et Pere Ardiaca. Dans les premières années, la publication a une périodicité trimestrielle, l'impression est professionnelle et chaque numéro contient entre 60 et 80 pages, divisées en plusieurs sections thématiques, abordant « les problèmes de la philosophie, de l'histoire, de l'économie, des sciences, des arts, et, en général de tous les aspects de la vie sociale et intellectuelle catalane¹⁵⁴ ». Entre 1960 et 1964, Jordi Solé Tura publie onze articles et critiques dans les pages de *Nous Horitzons*. Il est, après son ami Francesc Vallverdú, l'auteur le plus publié dans la revue. Sous ses deux pseudonymes, Mateu Oriol et Albert Prats, il écrit six articles et cinq critiques littéraires dans six numéros de la publication entre octobre 1960 et juillet 1961. Solé Tura contribue également à la direction et coordination de la revue à Paris. Dans le fond Partit Socialista Unificat de Catalunya au Arxiu Nacional de Catalunya, à Sant Cugat del Vallès, sont conservés quelques documents de l'organisation du comité de rédaction. Parmi ses documents se trouvent des notes de correction de « Fabra » (nom de guerre de Solé Tura en exil) à des brouillons d'articles pour *Nous Horitzons*¹⁵⁵. Ces corrections sont tant sur la forme, comme sur le fond théorique et politique. Dans cette note de correction, Fabra produit une critique sur ce que l'auteur, « Rafael », affirme sur le rôle des anarchistes dans le développement de la révolution bourgeoise en Espagne, qui n'est pas en harmonie avec la PRN. Par conséquent, Solé Tura arrive à ce moment à une position de décision relativement importante au sein de l'organisation, et une position où le Parti lui accorde la confiance – partagée avec les autres membres de la rédaction – pour contrôler et censurer le contenu des publications du Parti.

Treball est l'organe officiel du PSUC depuis sa fondation en juillet 1936. A partir de l'établissement de la direction du parti à Paris, *Treball* est une publication clandestine – dont

¹⁵³ La publication est légalement imprimée au Mexique, où une revue appelée *Horizontes* existe déjà, ce qui impose un changement de nom après le quatrième numéro.

¹⁵⁴ « Presentació », *Horitzons*, n°1, 1960, p. 1.

¹⁵⁵ Arxiu Nacional de Catalunya, Fons Partit Socialista Unificat de Catalunya, ANC 1-230-T-608, « Sobre l'article de Rafael », sans date.

la production et distribution interdite en Espagne et en France – rédigée et imprimée en France, même si la couverture affirme que la rédaction se trouve à Barcelone. Une fois imprimé en France, avec une fréquence mensuelle, le journal est envoyé aux responsables de l'intérieur qui organisent sa distribution clandestine. *Treball* est une publication modeste, comprise de quatre pages et de très rares utilisation d'images ou illustrations. Dans ses mémoires, Jordi Solé Tura affirme participer à la rédaction du journal en assistant Pere Ardiaca, membre du Comité Exécutif du PSUC et militant historique de l'organisation¹⁵⁶. Néanmoins, au-delà de trois articles signés avec le pseudonyme Mateu Oriol, il n'y a aucune trace de comment se concrétise son travail auprès d'Ardiaca dans le journal pendant la période 1960-1962¹⁵⁷. Il ne faut pas cependant sous-estimer la présence de plusieurs articles signés, puisque pour cette même période, uniquement six autres membres du Parti, tous membres de la direction, signent des articles dans *Treball*.

Jordi Solé Tura complète son activité en exil avec la participation dans une publication du parti frère, le PCE. Le camarade Fabra est invité par Fernando Claudín et Jorge Semprún, deux des principales figures intellectuelles du Parti, à participer dans la revue qu'ils dirigent, *Nuestras Ideas*. En fonctionnement depuis 1957 et publiée à Anderlecht, en Belgique, *Nuestras Ideas* est la publication théorique et culturelle du Partido Comunista de España¹⁵⁸. La vie de la revue est courte, entre 1957 et 1962, sa parution est trimestrielle et chaque numéro comprend une centaine de pages. Solé Tura publie cinq articles dans quatre numéros consécutifs de *Nuestras Ideas*, deux avec le nom Alberto Prats¹⁵⁹ et trois sous le pseudonyme M. Oriol¹⁶⁰, portant sur des sujets d'actualité politique et intellectuelle de l'antifranquisme. À travers sa participation dans la revue, Solé Tura fréquente régulièrement ses directeurs, Claudín et Semprún, avec qui il échange longuement lors de discussion dans le domicile de Fernando Claudín à la Courneuve, et avec qui il partage des intérêts et curiosités culturelles.

Les pseudonymes – ou noms de guerre – sont présent tout au long de l'engagement politique de Jordi Solé Tura. Dans ses années de militant universitaire, il emploie les

¹⁵⁶ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 154.

¹⁵⁷ Mateu Oriol « El 90^e aniversari del naixement de Lenin. La concepció leninista de la dictadura del proletariat. » *Treball*, n° 213, avril 1960, p. 3 ; Mateu Oriol « Perquè no s'ha celebrat la 'Conferència dels Quatre' », *Treball*, n° 215, juin 1960, p. 2 ; Mateu Oriol « La significació històrica de la Revolució socialista d'octubre », *Treball*, n° 219, novembre 1960, p. 4.

¹⁵⁸ Sa publication est rendue compatible avec celle de *Nuestra Bandera*, première revue théorique du Parti.

¹⁵⁹ Alberto Prats « 'La Pell de Brau' de Salvador Espriu », *Nuestras Ideas*, n° 9, octobre 1960, p. 87-93 ; Alberto Prats « Los veinticinco años del PSU de Cataluña », *Nuestras Ideas*, n° 12, juillet 1961, p. 95-104.

¹⁶⁰ M. Oriol « Ignacio Fernández de Castro y la tercera revolución », *Nuestras Ideas*, n°10, janvier 1961, p. 82-95 ; M. Oriol « Experiencias y enseñanzas de la lucha estudiantil », *Nuestras Ideas*, n°11, avril 1961, p. 110-120 ; M. Oriol « Una nueva revista : 'Tribuna Socialista' », *Nuestras Ideas*, n° 12, juillet 1961, p. 110-118.

pseudonymes « Mateu » et « Caralt » dans ses lettres à la direction du Parti. Une fois arrivée à Paris, le nouveau membre du Comité Exécutif du PSUC adopte le nom de guerre « Fabra ». Ces pseudonymes sont de peu intérêt. En revanche, la création de deux pseudonymes complets pour la rédaction d'articles est ici très intéressante. Mateu Oriol et Albert Prats ont un point en commun : ce sont des prénoms et des noms à consonance catalane. Le choix n'est pas hasardeux. Un des objectifs de *Nous Horizons* est d'attirer la sphère intellectuelle catalaniste, et par ces pseudonymes se construisent des (fausses) images d'intellectuels catalans engagés dans la revue. David Martens, dans son étude sur la pseudonymie dans la littérature française affirme que « Les écrivains qui ont recours au pseudonyme dans cette perspective jouent notamment des caractéristiques identitaires susceptibles d'être inscrites dans le nom [...] »¹⁶¹ et que « le recours au pseudonyme offre aux écrivains la possibilité de s'octroyer une identité culturelle différente »¹⁶². La question de l'identité culturelle est très importante ici pour les communistes catalans, mais pas pour les espagnols. Cela est visible dans l'utilisation des pseudonymes dans *Nuestras Ideas*, qui efface l'identité catalane des pseudonymes, en remplaçant « Mateu » par « M. » et « Albert » par « Alberto ». Dans le cas de *Nous Horizons*, l'utilisation de différents pseudonymes possède – à mon sens – une deuxième fonction : la spécialisation. Chacun des deux pseudonymes de Solé Tura dans la revue traite des sujets différents, et se spécialise sur ces sujets. Dans le cas de Albert Prats, celui-ci est spécialiste en questions universitaires et en actualités littéraires catalanes, ce qui peut mener à croire qu'il s'agit de quelqu'un dans l'intérieur du pays. En parallèle, Mateu Oriol, dont la plume est également présente dans *Treball*, est spécialiste du sujet du nationalisme et question nationale, mais aussi en actualité de politique internationale. L'utilisation des pseudonymes ne répond donc pas uniquement à des besoins de sécurité, mais c'est aussi une maximisation des ressources disponibles issue de choix politiques de l'organisation.

Finalement, je dois évoquer un dernier projet dans lequel participe Solé Tura, avec Pere Ardiaca et Francesc Vicens : l'écriture de la brochure *El problema nacional català*. En 1960, la direction du Parti propose à Jordi Solé de reprendre le projet d'écriture que Pere Ardiaca commence en 1959¹⁶³. Il s'agit d'écrire une brochure détaillée définissant la position du PSUC autour de la question nationale catalane. De Marx à Staline, la question nationale occupe une

¹⁶¹ David Martens « Pseudonymie et différences identitaires » dans David Martens (dir.), *La pseudonymie dans la littérature française: de François Rabelais à Éric Chevillard*. Rennes. Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 95.

¹⁶² David Martens « Pseudonymie et différences culturelles » dans *Ibid.*, p. 161.

¹⁶³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 158.

importante partie des discours et des textes du marxisme. Le PSUC, en tant que parti national catalan, doit produire une synthèse à ce sujet, auparavant limitée à certains écrits du premier secrétaire général du parti, Joan Comorera. Cette tâche est confiée à Solé Tura, qui dans *Quaderns de Cultura Catalana* et dans *Nous Horitzons*, a prouvé sa maîtrise du sujet avec une approche plus scientifique que les militants vétérans, trop attachés à l'analyse de *Le marxisme et la Question nationale* que Staline écrit en 1913. L'historien Giaime Pala fait une étude profonde de la brochure du PSUC et de la place de Solé Tura dans sa rédaction, en ayant accès même aux notes de correction de Solé Tura et autres correcteurs¹⁶⁴. Pala affirme dans son article que cette brochure est la base pour toute la pensée autour de la question nationale de Solé Tura, et sa lecture – avec celle des articles spécialisés qu'il écrit sur le sujet – ne me permet qu'être d'accord avec la thèse de Pala.

Chapitre 3 -Quitter le parti ou quitté par le Parti ?

Crise de foi dans la terre du socialisme

Pendant un peu plus de deux ans, Jordi Solé Tura et Anny Bruset vivent à Bucarest, au cœur du bloc de l'est en pleine Guerre froide. Jordi travaille à temps plein pour Radio España Independiente (REI), la station radio du Partido Comunista de España et principale radio de l'opposition antifranquiste, où il écrit et présente les émissions en catalan. Anny pour sa part, âgée de seulement 21 ans, s'occupe du travail domestique. Leurs seules connaissances sont les membres de l'équipe de Radio España Independiente, une dizaine de personnes. La station, aussi appelée *La Pirenaica*, est en fonctionnement dès juillet 1941. Elle est créée par le Parti à Moscou et ensuite déplacé en Roumanie. Au moment de l'arrivée du couple – et depuis 1952 – REI est dirigée par Ramón Mendezona, militant communiste de longue date et membre du Comité Central du PCE. *La Pirenaica* est considérée comme le joyau de l'appareil de propagande des communistes espagnols, puisque pendant toute la dictature, le régime ne réussit jamais à interrompre les émissions¹⁶⁵. Dans la décennie de 1960, la République socialiste de Roumanie est dirigée par Gheorghe Gheorghiu-Dej, qui oriente le ligne du parti communiste vers un autonomie économique vis-à-vis de l'URSS, tout en restant très fidèle au Parti

¹⁶⁴ Giaime Pala, « Nación y revolución social. El pensamiento y la acción del joven Jordi Solé Tura », op.cit., p. 283-289.

¹⁶⁵ Pour une étude approfondie de Radio España Independiente sur tout son période d'activité voir Luis Zaragoza, *Radio Pirenaica: la voz de la esperanza antifranquista*. Madrid, Marcial Pons, 2008.

Communiste de l'Union Soviétique, et avec certains teints nationalistes. Le PCE entretient des bonnes relations avec ses camarades roumains : au-delà de la présence de *La Pirenaica* sur le territoire roumain, les communistes espagnols comptent avec l'approbation pour organiser des réunions de sa direction en exil¹⁶⁶.

La situation quotidienne du couple Solé-Bruset est loin d'être idéale à Bucarest. Pour des raisons de sécurité, la présence de Radio España Independiente, ainsi que celle de plusieurs militants professionnels du PCE dans la capitale roumaine, est un secret, dont seulement quelques membres du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain – parti unique héritier du Parti communiste de Roumanie – ont connaissance¹⁶⁷. Par conséquent, les membres de Radio España Independiente vivent en Roumanie une vie clandestine, avec des faux prénoms et des strictes règles de comportement privé et public. Jordi Solé Tura adopte le nom de Jorge Fabra, et interprète le rôle d'un journaliste français à Bucarest pour travailler¹⁶⁸. En ce sens, la mission que la direction du PCE et du PSUC à Solé Tura ne le libère pas des contraintes de la clandestinité de son activité politique à Paris et à Barcelone. À cette vie clandestine s'ajoute la méconnaissance totale de la destination. La culture de la Roumanie est très différente à celle de Paris ou de Barcelone, d'autant plus depuis l'installation d'un régime socialiste dans le pays. À cela s'ajoute la barrière de la langue qui, malgré son appartenance à la famille des langues romanes, reste une langue inconnue. Au sein du groupe de Radio España Independiente, l'acclimatation est également difficile : la plupart des membres de REI appartiennent à une génération différente, issue de la guerre et l'exil, avec d'autres références culturelles et historiques. Le couple peine à s'adapter à cette vie, mais l'engagement leur donne une raison – ou une obligation - pour rester. Cette contrainte n'est pas uniquement politique – car Solé Tura accepte une importante responsabilité au sein de Parti et se compromet à la mener jusqu'à que le Parti le considère nécessaire – mais aussi économique : le travail pour Radio España Independiente est la seule activité professionnelle stable à laquelle peut aspirer Solé Tura, puisque le retour en Espagne est impossible, et en France la précarité règne parmi les exilés espagnols. La situation est également bouleversée par un événement personnel majeur : la naissance d'Albert Solé Brusset le 3 avril 1962¹⁶⁹.

¹⁶⁶ Matilde Eiroa, *Españoles tras el Telón de Acero: el exilio republicano y comunista en la Europa socialista*. *op. cit.*, p.167.

¹⁶⁷ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 190.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 187.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 191.

Nonobstant, et en dépit de cette situation, le projet des émissions en catalan est très intéressant et enrichissant pour Solé Tura. Le nouvel arrivant est un élément jeune et innovateur dans l'équipe de *la Pirenaica*, il apporte une modernisation des pratiques et une connaissance approfondie de la culture espagnole et catalane d'après 1939. Dans ses émissions, il opte pour un choix de musique différents : l'émission catalane passe des chants révolutionnaires et patriotiques, au jazz et à la *Nova Canço* – mouvement musical catalan antifranquiste et catalanophone¹⁷⁰. De même, Solé Tura est une force de proposition au sein de REI. Parmi les rares documents qui sont conservés sur l'activité de « Jorge Fabra » dans la radio, figure une lettre de Gregorio López Raimundo, secrétaire général du Partit Socialista Unificat de Catalunya (PSUC) au directeur de REI, Ramón Mendezona. Dans cette lettre, López Raimundo répond à une demande explicite de Solé Tura concernant ses émissions : il souhaite qu'une des deux émissions hebdomadaires dédiées à la Catalogne soient en castillan¹⁷¹. De plus, le couple établit des relations amicales avec certains membres de REI, et habitent dans le même bloc d'appartements¹⁷². Solé Tura profite aussi de ces militants vétérans à sa disposition pour continuer d'alimenter sa culture politique communiste, ici à travers des individus vivant au cœur de régimes socialistes.

Le trouble est exacerbé précisément par cette réalité socialiste. En effet, pour Jordi, militant et cadre communiste depuis 1956, celle-ci est sa première vraie expérience dans un pays du « socialisme réel¹⁷³ », hormis ses déplacements ponctuels à travers la République Démocratique Allemande et la Tchécoslovaquie. Pour Anny Bruset, issue d'une famille communiste et élevée dans cette culture, c'est également vrai. Vivre l'expérience quotidienne du socialisme roumain est pour Solé Tura une confrontation à la réalité du socialisme – ou une des ses formes – tel qu'il existe dans les années 1960. Le modèle du socialisme roumain – et même le socialisme soviétique – n'est pas le modèle défendu par le PCE-PSUC et n'est pas celui qui est envisagé par Solé Tura. Cependant, la découverte de certains aspects de ce socialisme le perturbent, et développe une critique du socialisme de type soviétique et du dogmatisme idéologique. Dans les deux chapitres que Solé Tura dédie à son séjour en Roumanie dans ses mémoires, il évoque à plusieurs reprises l'ambiance grise qui règne en Roumanie socialiste et rattache à la narration de l'expérience un lexique triste. Deux éléments

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 176.

¹⁷¹ AHPCE, Fondo Dirigentes, Gregorio López Raimundo, Correspondencia, « Carta a Ramón Mendezona », 31 mars 1963.

¹⁷² Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 187.

¹⁷³ Terme employé par les pays du bloc de l'Est pour définir les pays où des expériences socialistes ont lieu.

attirent décidément son attention : les longues attentes pour l'acquisition de vivres et de biens, et l'omniprésence invisible du contrôle politique¹⁷⁴. Pendant les deux années qu'ils passent à Bucarest, Anny et Jordi découvrent le quotidien des roumains pour approvisionner leurs foyers, mais aussi les difficultés pour acquérir toute sorte de produit technologique. Sur un plan plus politique, Solé Tura est outré par le contrôle que la Securitate, police secrète du régime, exerce sur la société roumaine. Pour lui, qui accède au monde communiste en pleine déstalinisation, ces pratiques appartiennent à une tradition qui devrait être déterrée. Cette opposition à ce qu'il considère comme des vestiges du stalinisme dans le pouvoir communiste, s'exprime dès le début de son engagement, concrètement autour de la dénonciation de l'invasion de la Hongrie par l'Armée rouge en octobre 1956 à l'Université de Barcelone¹⁷⁵.

L'isolement en Roumanie n'est pas uniquement un isolement physique – la distanciation de ses proches et des espaces connus – mais aussi un isolement intellectuel. Effectivement, le Parti, pour des raisons de sécurité, contrôle tout document transmis à la rédaction de Radio España Independiente. Depuis Paris, le PCE centralise la correspondance qu'est envoyée à la rédaction de Radio España Independiente¹⁷⁶. Suivant le protocole établi, toutes les lettres adressées à la radio passent par Paris. De même, le Parti envoie aux membres de la rédaction de REI les communiqués et résolutions du Comité Central et du Comité Exécutif, ainsi que la presse du Parti, puisque ce sont toujours des militants actifs au sein de l'organisation et qui prennent part dans son fonctionnement. Par ailleurs, la rédaction de *La Pirenaica*, nécessite d'un accès à la presse nationale et internationale pour pouvoir mener son activité d'information libre auprès des auditeurs en Espagne. Les travailleurs de REI reçoivent directement les informations des principales agences de presse mondiales, y compris celles de EFE, agence de presse du régime franquiste. La rédaction reçoit également – avec du retard – des publications d'Espagne et de l'étranger¹⁷⁷. À cause de ce décalage, certaines des informations ne sont plus en accord avec la réalité quand les auditeurs les écoutent.

Pendant ses deux années d'activité dans Radio España Independiente, Jordi Solé Tura vit avec ses camarades les moments de tension à l'intérieur de l'Espagne, les mobilisations antifranquistes, et certains des moments plus stressants de la Guerre froide, tel que la crise des missiles de Cuba en octobre 1962. Pourtant, l'arrestation et conséquente condamnation à mort

¹⁷⁴ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 187.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 90-91.

¹⁷⁶ Pour une étude de la correspondance de Radio España Independiente voir Armand Balsebre et Rosario Fontova, *Las Cartas de La Pirenaica: Memoria Del Antifranquismo*. Madrid, Cátedra, 2014.

¹⁷⁷ Jordi Solé Tura *op. cit.*, p. 175

du cadre communiste Julián Grimau est l'exemple le plus éclairant pour cela. Arrêté en novembre 1962 par la Brigada Político-Social et jugé en avril 1963, Julián Grimau est pendant ses dernières années le responsable du PCE dans la clandestinité. Cependant, pendant son procès, seul sa participation dans la police politique républicaine pendant la Guerre civile est retenue par l'accusation franquiste, ce pourquoi il est qualifié comme le dernier mort de la Guerre d'Espagne. Les présentateurs de REI suivent quotidiennement les informations concernant son procès ainsi que la campagne internationale pour son amnistie, et diffusent ce contenu pour ses auditeurs en Espagne, jusqu'au 20 avril 1963, lorsque l'exécution de Julián Grimau est confirmée. Ce moment de tristesse collective devient un moment de solidarité et de complicité entre des personnes d'origines très différentes, avec des histoires personnelles uniques, qui partagent un engagement et une même détermination. Après l'annonce de sa mort, la rédaction de REI dédie une émission spéciale à la mémoire de Julián Grimau, où les présentateurs lisent le nom de chacun des ministres du gouvernement, suivi de l'exclamation « assassin ! » Dans *Una historia optimista*, Jordi Solé Tura décrit la visite de Santiago Carrillo à Bucarest quelque jours après l'assassinat de Grimau, *a priori* pour transmettre aux membres de Radio España Independiente les analyses de la direction après l'exécution¹⁷⁸. Pendant la rencontre, Santiago Carrillo qualifie d'erreur politique la réaction de la rédaction, puisque – pour lui – tous les membres du gouvernement ne peuvent pas être critiqués au même niveau, et rappelle que ce seront des acteurs du changement politique en Espagne avec lesquels le Parti devra travailler. Cette affirmation dérange extrêmement Solé Tura, qui ressent désormais de la méfiance et un sentiment d'avoir été trompé par le Parti¹⁷⁹.

Le séjour en Roumanie devient chaque jour plus dur pour le jeune couple. Maintenant, avec la charge supplémentaire de la paternité, des nouvelles questions s'imposent : Combien de temps allait durer cette mission ? Est-ce que celle-ci allait être l'enfance de son fils ? Un retour à Paris ou à Barcelone était-il possible ? La paternité change la perception des priorités de Jordi Solé Tura. Le changement d'attitude envers son engagement est issu des « facteurs internes », comme la naissance de son fils, ainsi que de « facteurs externes », tel que le rapport à la direction du Parti et le mal-être créé par l'environnement roumain¹⁸⁰. À cela s'ajoute une absence quasi totale de perspectives personnelles et professionnelles et une fatigue cumulée

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 183.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ Karine Lamarche, « 'Qui suis-je si je ne milite plus ?' Le refuge berlinois des israélien.ne.s (dés)engagé.e.s contre l'occupation », dans Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2022, p. 101-102.

après plusieurs années d'exil, qui dans un début s'annonce temporaire mais qui semble désormais ne pas avoir de fin visible. Solé Tura s'adresse à la direction du PCE et du PSUC, pour demander d'être déchargé de sa responsabilité de professionnel de Parti, demande catégoriquement refusée¹⁸¹. La demande de Solé Tura persiste, et la position prise par le Parti évolue : il pourra quitter ses responsabilités une fois un remplaçant qualifié est trouvé¹⁸². Si cela le soulage partiellement, il s'agit encore d'une solution sans date précise, ce qui ne satisfait pas ses demandes. Dans ce contexte, Solé Tura commence à se sentir contraint par le Parti, et ressent un manque de reconnaissance de la part de l'organisation. Nicolas Simonpoli décrit – dans le cas des permanents de la CGT – le sentiment de « certains cadres du système d'action communiste, pourtant principaux bénéficiaires des ressources organisationnelles, finissent par vivre leurs fonctions comme une forme d'emprisonnement¹⁸³. ». Cette obligation de rester est vécue de la même façon par le présentateur catalan de REI. Pour accélérer l'action du Parti et équilibrer le rapport de force, Anny Bruset part avec son fils Albert à Paris, laissant son mari seul à Bucarest. Cela renforce les raisons mises en avant par Solé Tura pour quitter la capitale Roumaine. La direction fait une première concession en septembre 1963, et autorise son permanent à quitter Bucarest pendant quelques jours pour rendre visite à sa famille¹⁸⁴. L'insistance persiste pendant toute l'année, et finalement, la direction du Parti annonce qu'un remplaçant a été trouvé – Marcel Plans, ancien militant de l'organisation à l'Université de Barcelone – et qu'il est attendu à Bucarest en janvier de l'année 1964. Sans attendre plus, Jordi Solé Tura quitte *La Pirenaica* et rentre à Paris le 31 décembre 1963, sans en avoir la moindre idée de qu'une profonde divergence impliquant plusieurs de ses camarades proches est apparue au sein de la direction du Partido Comunista de España et du Partit Socialista Unificat de Catalunya pendant l'été précédent.

Éléments d'une crise politique

La crise qui émerge au sein du PCE entre 1963 et 1964, qui déstabilise profondément la direction du Parti ainsi que les secteurs des universitaires et des intellectuels, est sans

¹⁸¹ Jordi Solé Tura *op. cit.*, p. 197.

¹⁸² AHPCE, Fondo Dirigentes, Gregorio López Raimundo, Correspondencia, « Carta a Ramón Mendezona », 7 septembre 1963.

¹⁸³ Nicolas Simonpoli « Condamné à rester ? Le désarroi d'un permanent cégétiste en reconversion professionnelle » dans Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant. op. cit.*, p. 219.

¹⁸⁴ AHPCE, Fondo Dirigentes, Gregorio López Raimundo, Correspondencia, « Carta a Ramón Mendezona », 7 septembre 1963.

hésitation la plus grande crise interne vécue par l'organisation depuis la fin de la Guerre¹⁸⁵. Quelques éléments historiographiques et généalogiques de cette crise sont nécessaires au préalable. La « crise Claudín-Semprún », ou crise *claudinista*, opposant principalement Fernando Claudín et Jorge Semprún (ou Federico Sánchez) contre le reste de la direction du Parti, rangée derrière la figure omnipotente du secrétaire général, Santiago Carrillo, est un passage quasi obligatoire dans tous les travaux sur le communisme espagnol après la défaite de 1939. En effet, toutes les études synthétiques du PCE et du PSUC pendant le franquisme abordent cette crise, en lui accordant une centralité dans l'histoire des deux organisations¹⁸⁶. Néanmoins, les travaux plus approfondis de la crise *claudinista* viennent de la part de Felipe Nieto, qui lui dédie 70 pages dans sa biographie de Jorge Semprún¹⁸⁷, et Giaime Pala, qui écrit à plusieurs reprises sur la crise chez les communistes catalans¹⁸⁸. L'historiographie est riche, cependant l'histoire de cette crise est colossale, et de nombreux aspects restent sous-étudiés. L'approche principalement employée pour l'étude de la crise Claudín-Semprún est centrée dans l'histoire intellectuelle et politique de l'organisation, à l'exception de l'étude biographique que réalise Felipe Nieto sur le personnage Semprún/Sánchez. Ce que je tente de faire dans ces pages est un apport à l'histoire des acteurs de cette crise – ici Jordi Solé Tura – qui laissent derrière eux une masse documentaire tout à fait impressionnante. La crise n'est pas uniquement une confrontation intellectuelle et un duel de pouvoir dans le sommet du Parti, mais plutôt un événement avec des conséquences très sérieuses et très réelles pour les militants impliqués. De plus, la crise prend une ampleur globale, touchant à tous les éléments de la direction communiste en exil, et n'est pas centrée uniquement à Paris et à Prague, d'où il faut la désenclaver.

La crise de 1964 est unique, dans ses effets comme dans sa nature. Elle se caractérise essentiellement par deux aspects : C'est une crise qui ne touche strictement que la plus haute direction intellectuelle et politique du Parti, le Bureau Politique ainsi que le Comité Exécutif, et c'est une crise qui n'aboutit pas à une réorganisation partisane du camp politiquement défait.

¹⁸⁵ Cette affirmation n'est pas nécessairement transposable à l'histoire du PSUC, puisque à la fin des années 1940, le parti catalan souffre une forte crise interne qui se solde par l'exclusion du secrétaire général et fondateur du parti, Joan Comorera, en 1949.

¹⁸⁶ Carme Molinero et Pere Ysàs, *De la hegemonía a la autodestrucción: el Partido Comunista de España (1956-1982)*. Barcelona, Crítica, 2017 ; Carme Molinero et Pere Ysàs, *Els anys del PSUC: El Partit de l'antifranquisme (1956-1981)*. Barcelona, Avenç, 2010 ; José Luis Martín Ramos, *Historia del PCE*. Madrid, Catarata, 2021 ; Fernando Hernández Sánchez, *El torbellino rojo: auge y caída del Partido Comunista de España*. Barcelona, Pasado y Presente, 2022.

¹⁸⁷ Felipe Nieto, *La aventura comunista de Jorge Semprún: exilio, clandestinidad y ruptura*. op. cit., p. 419-489.

¹⁸⁸ Giaime Pala, « Els dubtes de l'intel.lectual. La crisi Claudín-Semprún al PSUC (1964-1965) », *Afers: Fulls de Recerca i Pensament*, n° 66, 2010, p. 463-78 ; Giaime Pala, *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*, op. cit., p. 69-82.

Il y a cependant certains éléments à mettre en avant pour développer une généalogie de la crise. Suivant les écrits dialectiques popularisés parmi les communistes du XXe siècle par Lénine, pour rester dans ce même univers idéologique, je vais mener mon analyse suivant le principe de la dialectique en allant du général au particulier, qui sont en somme indissociables¹⁸⁹. Le début des années 1960 présente une situation fragile dans le camp communiste international, qui semble se fragmenter en trois courants : le soviétique, le chinois-albanais et l'italien. Après le 20^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, les alliances changent, et chaque courant représente une conception propre du Parti communiste et de la révolution socialiste. Pendant cette période, les intellectuels font l'objet de soupçons et méfiance. Julian Mischi rapporte que, au sein du PCF, certains militants intellectuels français dénoncent un environnement d'hostilité anti-intellectuelle, qui arrive jusqu'aux accusations d'appartenance à un courant distinct de la ligne du Parti et aux exclusions¹⁹⁰. La formation d'un nouveau pôle de contre-pouvoir communiste à Pékin alerte les partis communistes européens qui restent dans l'axe de Moscou. Toute signe de déviation ou de contestation au sein du Parti doit désormais être considéré comme une menace contre l'unité de l'organisation. Dans son étude sur les communistes espagnols dans la dictature, Guy Hermet date entre 1963 et 1964 l'apparition des premiers groupes dissidents de type marxistes-léninistes en Espagne, issus du PCE¹⁹¹. Le Parti va donc mener un double combat, contre ce qu'il considère des dérives gauchistes – les « pro-chinois » - et contre la dérive droitière – les « pro-italiens », identifiés en Fernando Claudín et Jorge Semprún, même si l'accusation de « pro-italiens » ne peut pas être prise sérieusement ici au-delà de sa valeur comme disqualification. Ces éléments sont également retrouvés dans la critique émise aux intellectuels communistes français au même moment¹⁹².

Si l'on réduit l'échelle d'analyse, le cas de la dissidence de Javier Pradera est incontournable pour construire l'histoire de la crise de Claudín-Semprún¹⁹³. Javier Pradera fait partie des premiers militants universitaires du PCE à Madrid, il membre du Parti depuis 1955, et devient un proche collaborateur de Federico Sánchez. En mai 1960, alors qu'il est militant de base, il envoie une longue lettre au Comité Exécutif du PCE où il exprime son désaccord

¹⁸⁹ Lénine, *Œuvres 38. Cahiers philosophiques*. Paris, Editions Sociales, 1971, p. 345.

¹⁹⁰ Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière: sociabilités militantes au PCF*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 166.

¹⁹¹ Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*. Paris, Armand Colin, 1971, p.76-77.

¹⁹² Paul Boulland, Nathalie Ethuin, et Julian Mischi, « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF: Enjeux sociologiques et stratégiques », *Savoir/Agir*, n°6, 2008, p. 29-39.

¹⁹³ Pour une analyse détaillée de l'expérience de Pradera : Santos Juliá, *Camarada Javier Pradera*. Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2012, p.111-124.

avec le rapport publié après le 6^{ème} Congrès du PCE en janvier 1960¹⁹⁴. Suite à sa lecture du rapport du Congrès publié dans *Nuestra Bandera* n°25 en mars 1960, Pradera est frappé par l'interprétation victorieuse qu'est faite par le Parti de la Jornada de Reconciliación Nacional (JRN) et de la Huelga Nacional Pacífica (HNP). En effet, le récit produit par le Congrès du parti ne correspond pas à la réalité vécue par les militants à Madrid. En lignes générales, la critique produite par Javier Pradera s'articule autour de trois points : réenvisager la viabilité de la grève générale comme tactique du PCE, afficher l'inexistence du potentiel révolutionnaire de la bourgeoisie non-monopoliste et l'impossibilité de révolution démocratique en Espagne¹⁹⁵. Pradera dénonce alors l'excès d'optimisme de la direction du Parti, alimenté par une connaissance insuffisante et déformée de la situation économique et social du pays, qui mène à des choix stratégiques erronés. Sans le concevoir comme tel, la lettre du militant madrilène est une critique à la Política de Reconciliación Nacional et, en définitive, à toute la ligne du Parti. La missive est discutée par le Comité Exécutif, et une réponse est écrite par Jorge Semprún. La critique de son ami est brutale. Pradera est accusé de défaitiste et déviationniste, il est traité de jeune bourgeois désorienté et Semprún signale sa faible connaissance du marxisme et de la dialectique, ce qui discrédite son analyse au sein de l'organisation¹⁹⁶. Cette réponse est puissante, d'autant plus qu'elle est signée par Jorge Semprún, un des plus éminents intellectuels du PCE et ami personnel de Pradera. Suite à plusieurs échanges entre les deux parties, sans aucune concession, Javier Pradera est écarté de l'activité du Parti en 1962¹⁹⁷. La critique de Javier Pradera est la première manifestation d'une contestation de l'analyse politique dominante dans l'organisation issue de milieux intellectuels.

Le deuxième épisode des prémices de la crise de 1964 a lieu en France, vers l'été 1963. En juillet de cette année est organisé à Arras, dans le Nord-Pas-de-Calais, un séminaire pour les intellectuels et les universitaires communistes de l'intérieur. Le but du séminaire est, pour la direction du Parti, de faire assimiler la ligne politique et idéologique du PCE aux intellectuels et universitaires qui disposent de faible formation marxiste en raison des conditions imposées par la clandestinité. Lors de ce séminaire de formation, Jorge Semprún et Francesc Vicens présentent respectivement deux conférences : la première portant sur des thèmes philosophiques – une formation assez élémentaire sur le matérialisme historique et sur les

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 8-9.

¹⁹⁵ AHPCE, Fondo Fuerzas de la Cultura, jacq. 106, « Reflexiones de Javier Pradera sobre la situación económico-social de España », mai 1960.

¹⁹⁶ AHPCE, Fondo Fuerzas de la Cultura, jacq. 107, « Carta de Federico Sánchez a X con las discusiones realizadas en el seno del Comité Ejecutivo del PCE », juin 1960.

¹⁹⁷ Santos Juliá, *Camarada Javier Pradera. op. cit.*, p. 124.

notions marxistes de base et superstructure – et la deuxième axée sur l'esthétique¹⁹⁸. Les deux conférences adoptent un ton critique, la première contre le dogmatisme et le culte de la personnalité, et la deuxième contre le réalisme socialiste et contra la condamnation par les communistes des avant-gardes artistiques. Dans un pur élan de Jdanovisme, le secrétaire général du PCE, Santiago Carrillo, prend la parole dans le séminaire pour dénoncer ouvertement les déviations idéologiques de ses camarades. La tentative de contrôle du contenu du séminaire par le secrétaire général arrive avant même son intervention, puisque, selon Gregorio Morán, Carrillo empêche déjà la lecture d'une conférence écrite et envoyée par Manuel Sacristán depuis Barcelone¹⁹⁹. Fernando Claudín, membre du Comité Exécutif et du bureau politique, et *de facto* numéro deux du Parti, s'érige en défenseur des camarades Semprún et Vicens contre l'attaque du secrétaire général²⁰⁰. La querelle se poursuit dans les organes du Parti. D'abord avec la publication dans *Realidad* – nouvelle revue dirigée par Jorge Semprún et éditée à Rome – de deux articles issus des conférences de Semprún et de Claudín, où la lutte contre le dogmatisme, l'orthodoxie et le culte de la personnalité sont à nouveaux mis en avant²⁰¹. Ensuite, Santiago Carrillo publie de son côté un article dans *Nuestra Bandera* pour dénoncer le révisionnisme dans le mouvement communiste²⁰². Néanmoins, aucune attaque *ad hominem* a lieu à travers les publications partisans.

La crise dans la direction du PCE se concrétise au début de l'année 1964, lors d'une réunion du Comité Exécutif du PCE à Paris. Les membres du CE sont convoqués à Paris en janvier 1964 pour échanger autour d'un rapport produit par Santiago Carrillo sur la situation politique en Espagne. Depuis la querelle d'Arras, deux blocs se dessinent : un premier composé par Claudín et Semprún, et un deuxième bloc constitué derrière la figure du secrétaire général. Pendant le déroulement de la réunion, les reproches ainsi que les attaques politiques et personnelles entre les deux blocs s'enchaînent, et même des accusations d'indiscipline et de déviation « pro-italienne » sont lancées²⁰³. La confrontation est ajournée et se déplace sur un nouveau champ de bataille : Prague, au mois de mars 1964. Lors de cette réunion, Fernando

¹⁹⁸ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, Jacq. 20 « Intervención crítica de Santiago Carrillo sobre la primera conferencia de Jorge Semprún y la de Ferrán. », mars 1964.

¹⁹⁹ Gregorio Morán, *Miseria, grandeza y agonía del Partido Comunista de España: 1939-1985*. Madrid, Akal, 2017, p. 647.

²⁰⁰ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, Jacq. 20 « Consideraciones realizadas por Fernando Claudín después de su conferencia », mars 1964.

²⁰¹ Federico Sánchez « Observaciones a una discusión », *Realidad*, n° 1, septembre 1963, p. 8-20 ; Fernando Claudín « La revolución pictórica de nuestro tiempo », *Realidad*, n° 1, septembre 1963, p. 21-49.

²⁰² Santiago Carrillo, « Las diferencias en el movimiento comunista internacional », *Nuestra Bandera*, n°37, 1963, p. 35-70.

²⁰³ Felipe Nieto retrace avec exactitude toutes les échanges de cette réunion à travers les documents conservés dans le AHPCE, Felipe Nieto, *La aventura comunista de Jorge Semprún*, *op. cit.*, p.451-455.

Claudín est invité à lire ses thèses devant toute la direction²⁰⁴. Ces thèses – soutenues par Semprún – peuvent être résumées en trois points. D’abord, l’analyse du Parti de la situation sociale et économique est fondamentalement incorrecte, le pays a atteint un haut niveau de développement du capitalisme, qui renforce la position politique du régime franquiste. Ensuite, le *jornadismo* est considéré un échec, puisque les conditions pour une sortie révolutionnaire ne se donnent pas dans le rapport de forces actuel, et la sortie oligarchique s’impose comme une possibilité très réelle pour l’établissement d’un embryon de démocratie. Finalement, la lutte contre le dogmatisme et contre les vestiges du stalinisme est présentée comme un devoir nécessaire au sein du Parti, qui n’a pas encore à ce moment donné éliminé des éléments de cette culture politique. Claudín et Semprún montrent donc que leurs divergences touchent à des points si élémentaires comme l’analyse économique et la stratégie politique de l’organisation. Leur critique s’articule aussi autour de la non correspondance des postulats du PCE avec la réalité espagnole. Dans la situation économique et sociale actuelle, la révolution antiféodale que prône le parti semble une proposition archaïque. Des parallélismes existent donc entre ces critiques et celles que Javier Pradera émet plusieurs années auparavant. Suite à cette exposition, toute sorte d’attaques sont jetées contre les Deux F (Fernando et Federico). Ils sont accusés de vouloir soumettre le Parti et les masses à la bourgeoisie, en abandonnant le combat antifasciste pour attendre patiemment et cumuler des forces. Ils sont également accusés de fractionnalisme, et de mettre en danger la cohésion du Parti, déjà faible à cause de la répression. Plus grave encore, ils sont accusés d’agir en « agents de Fraga²⁰⁵ », donc d’être des agitateurs fascistes. Suite à cette réunion du Comité Exécutif, Fernando Claudín et Jorge Semprún sont exclus de la direction du Parti, et leur appartenance même à l’organisation est soumise à discussion interne.

C’est dans tout ce chaos politique, idéologique, et bureaucratique, que Jordi Solé Tura retrouve le milieu communiste espagnol à Paris. Son implication personnelle dans la crise ne débute qu’en avril, mais son parti, le PSUC, participe totalement aux événements dès ses débuts. Francesc Vicens, directeur de *Nous Horizons* et membre du Comité Exécutif du PSUC, adopte une position critique vis-à-vis de la ligne politique du Parti et s’aligne avec Claudín et Semprún après son intervention dans le séminaire d’Arras. Au sein du Comité Exécutif, Vicens prend systématiquement la défense de ses deux camarades, et est par conséquent écarté du

²⁰⁴ « Documento-plataforma fraccional de Fernando Claudín, acompañado de las ‘notas críticas’ de la redacción de ‘Nuestra Bandera’ », *Nuestra Bandera*, n° 40, janvier 1965, p. 9-119.

²⁰⁵ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, Lettre de Fabra au CE du PSUC « Queridos todos », 14 septembre 1964.

Comité Exécutif. Vers la fin du mois d'avril 1964, Jordi Solé Tura, inquiet par un discours prononcé par Santiago Carrillo dans une commémoration pour l'anniversaire de l'exécution de Julián Grimau à Stains (Seine-Saint-Denis), rend visite à Jorge Semprún pour le questionner à ce sujet. Après son retour de Bucarest, Solé Tura ne détient aucune responsabilité politique au sein du PSUC, il est donc à l'extérieur des milieux où la crise prend forme. Cependant, l'amitié et la camaraderie le lient toujours à Fernando Claudín et Jorge Semprún. Les accusés de fractionnalisme – écartés du Parti – trouvent en Solé Tura un interlocuteur de confiance, honnête, sensible à leurs thèses et disposé à aider. Après plusieurs visites et échanges au sujet de la nature des divergences qui traversent la direction du Parti, Fernando Claudín propose à Jordi Solé Tura de participer dans la rédaction des documents qu'il compte publier pour exposer son programme. Le jeune revenu de Roumanie s'engage donc totalement dans le projet que Fernando Claudín et Jorge Semprún proposent pour le PCE et pour le PSUC²⁰⁶. La première mention de Solé Tura – sous le nom de guerre Fabra – dans les documents de la direction date d'août 1964, dans une lettre qu'il envoie aux membres du Comité Exécutif du PSUC²⁰⁷. Dans cette lettre, le camarade Fabra expose sur 9 pages son désaccord avec les thèses du Parti exposées dans la déclaration de juin 1964 du CE, et propose des analyses très similaires à celles de « F-F » : analyse de la croissance économique espagnole comme positive pour le renforcement politique du régime, possibilité d'une sortie oligarchique du franquisme et le besoin du Parti de s'adapter, et critique du dogmatisme. Dans la troisième partie de son exposition, Solé Tura prend la défense de Claudín et Semprún, face aux attaques, aux disqualifications et à la « caricature déformée » que la direction fait des thèses minoritaires, qu'il considère un « retour aux méthodes qui auraient dû disparaître il y a longtemps du parti ». Fabra est très critique de l'attitude de la direction du PCE et du PSUC, qu'il n'hésite pas à relier au stalinisme. Son opposition fervente contre la « culture stalinienne » s'explique par deux éléments : sa formation politique à Barcelone dans le contexte post-1956 et son expérience dans le socialisme réel. En somme, Solé Tura affirme que tant les positions que les méthodes du Parti sont pour lui totalement incompréhensibles.

Jusqu'à ce moment, la crise *claudinista* se caractérise pour être strictement restreinte à la plus haute sphère de la hiérarchie du PCE-PSUC. Or, cela change après la parution de deux articles le 2 avril 1964, un dans *L'Express*, signé par Juan Goytisolo²⁰⁸, et l'autre dans *France*

²⁰⁶ Jordi Solé Tura *op. cit.*, p. 205-207.

²⁰⁷ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, « Para los miembros del CE », août 1964.

²⁰⁸ Juan Goytisolo « On ne meurt plus à Madrid », *L'Express*, n° , 2 avril 1964.

Observateur, écrit par Marc Etchevarry²⁰⁹. Ces deux articles abordent directement la crise que traversent les communistes depuis l'été 1963, en reprenant quasi mot pour mot les exposés de Claudín et Semprún au Comité Exécutif. Il y a peu de mystère autour de cela : Juan Goytisolo affirme être en contact avec les deux cadres communistes avant la publication de l'article, qu'ils corrigent et annotent²¹⁰. L'intromission de Goytisolo dans ce qui est considéré une crise interne est reçue avec hostilité par la majorité *carrillista*. La direction du Parti – à travers la plume de Tomás Garcia « Juan Gómez », membre du Comité Central – publie une longue réponse critique, de presque 30 pages, dans les pages de *Realidad*²¹¹. L'article de Goytisolo est la première fois que l'existence de la crise sort des canaux de communication internes du Comité Central et du Comité Exécutif. Cette « fuite » est d'autant plus grave car elle se produit hors du cadre de l'organisation, à travers un compagnon de route. Ramón Mendezona se prononce à ce sujet dans une lettre adressée au Comité Exécutif du PCE, et dénonce la malhonnêteté de Claudín et Semprún, ainsi que leur non-respect du centralisme démocratique, principe élémentaire du parti léniniste²¹². Mendezona se questionne aussi – et étend sa préoccupation au Comité Exécutif – sur les véritables raisons de la collusion entre Goytisolo et les deux cadres « fractionnalistes », et soupçonne une volonté de nuire et affaiblir les positions tenues par la majorité par la diffamation publique.

Un deuxième élément ouvre la crise sur un nouveau front : l'intervention du Comité des Intellectuels de Barcelone. En août 1964, August Gil Matamala, responsable du Comité, se déplace à Paris pour s'entretenir avec son ami Jordi afin d'éclairer la situation. En effet, aucune information officielle concernant les divergences au sein de la direction du PCE n'est adressée aux membres du Comité depuis l'apparition de celles-ci. Les intellectuels du Parti de Barcelone découvrent son existence grâce à Jordi Solé Tura, qui entretient une correspondance avec Gil Matamala, et à travers les articles de Juan Goytisolo²¹³. À Paris, le camarade Fabra organise dans le domicile de la mère de son épouse une rencontre entre les militants venus de Barcelone et les intellectuels dissidents. La réunion secrète est découverte par « Bonifaci²¹⁴ » qui alerte la direction du Parti de la rencontre. Cette réunion est interprétée par les membres du Comité Exécutif du PSUC comme la preuve définitive de l'activité fractionnaire qui est menée au sein

²⁰⁹ Marc Etchevarry « Quand l'Espagne entière s'interroge », *France Observateur*, n° 726. Marc Etchevarry est probablement un pseudonyme utilisé par Juan Goytisolo.

²¹⁰ Juan Goytisolo, *En los reinos de taifa*. Madrid, Alianza Editorial, 1999, p. 88-90.

²¹¹ Juan Gómez, « Editorial », *Realidad*, n° 3, septembre-octobre 1964, p. 4-32.

²¹² AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún (Federico Sánchez) y Fernando Claudín, « Carta de Ramón Mendezona al CE », 21 décembre 1964.

²¹³ Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

²¹⁴ Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

de l'organisation par les partisans des thèses de Fernando Claudín et Jorge Semprún²¹⁵. Suite à la réception de la lettre d'août, et aux événements advenus à Paris, la direction du PSUC – principalement – ainsi que celle du PCE, passent à considérer Fabra comme élément du noyau *claudinista* menant une activité contraire à la ligne du Parti. Pendant les mois qui suivent, Solé Tura et le Comité Exécutif entretiennent une correspondance pour déterminer une solution aux problèmes présentés par Fabra²¹⁶.

La direction du PCE et du PSUC cherchent à dépersonnaliser la crise, en séparant les divergences de leurs acteurs, en les réduisant à des disqualifications et des anathèmes. Cependant, l'aspect personnel est déterminant dans le rôle que Jordi Solé Tura prend dans cette crise. À mon sens, l'engagement de Solé Tura auprès de Claudín et Semprún est motivé par trois raisons : un mécontentement avec la direction du PCE-PSUC déjà exprimé dans son départ de Roumanie, une adhésion politique et idéologique – plus ou moins forte – aux thèses *minoritaires*, et finalement une forte composante affinitaire. Effectivement, les principaux impliqués dans cette affaire sont des personnes avec qui Solé Tura a développé des liens allant au-delà de la camaraderie, et qui ont occupé une place importante dans sa formation politique. Dès son arrivée à Paris, il effectue son travail pour le Parti avec Claudín et Semprún dans *Nuestras Ideas*, ainsi qu'avec Francesc Vicens, dans *Nous Horitzons*. Les amitiés précèdent son exil, puisque d'autres personnages présents dans la crise – sans la même centralité que les autres – tel Manuel Sacristán, Juan Goytisolo et August Gil Matamala, sont également des amitiés qui datent de ses années universitaires. Dans le parti catalan, la crise prend une ampleur différente, propagée jusqu'à dans le Comité des intellectuels, elle semble concerner tout ce collectif.

La mort de Fabra

La crise prend fin en 1965, avec l'exclusion des éléments qui ne se plient pas aux consignes de la direction, ou pour « travail fractionnaire », « enfreindre le règlement du parti » et « non-respect de la discipline de parti » dans les termes du Parti²¹⁷. Les concernés sont Fernando Claudín, Jorge Semprún, Francesc Vicens et Jordi Solé Tura. Les conséquences pour les excommuniés sont terribles, étant tous des militants en situation d'exil et professionnels du

²¹⁵ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, « Carta a los miembros del CE », 20 septembre 1964.

²¹⁶ AHPCE, Fondo Dirigentes, Gregorio López Raimundo, Correspondencia, « Carta a Ramón Mendezona », 31 mars 1963.

²¹⁷ « Resolución sobre la expulsión de Fernando Claudín y Federico Sánchez », *Mundo Obrero*, 35^{ème} année, n° 9, p. 6.

Parti. Jorge Semprún profite du réseau qu'il construit dans le milieu intellectuel français pour rebondir sur sa carrière littéraire. Fernando Claudín, en revanche, se trouve sans logement, sans passeport, sans revenus et avec des dettes économiques envers le PCE²¹⁸. Ils sont également écartés du milieu communiste, dans une sorte d'ostracisme social et politique.

Le cas de Jordi Solé Tura est particulier, puisque son exclusion du Parti arrive plusieurs mois avant celle des autres militants, en novembre 1964. Dès l'été de la même année, le camarade Fabra annonce au Comité Exécutif du Partit Socialista Unificat de Catalunya son intention de « entreprendre le voyage au pays » au plus vite afin de « rétablir mon activité professionnelle, totalement abandonnée pendant ces années²¹⁹. ». Dans un premier temps, Solé Tura souhaite s'éloigner de l'activité du Parti et prendre une pause, regagner Barcelone avec sa femme et son fils et reprendre son activité professionnelle au sein de l'université, mais sans quitter l'organisation communiste. Cependant, depuis sa prise de position en défense des thèses *claudinistas*, Solé Tura est l'objet de nombreuses accusations de la part de la direction, qu'il souhaite discuter avant son départ, mais cette discussion n'a pas lieu²²⁰. Le Comité Exécutif du PSUC interdit formellement au camarade Fabra de partir en Espagne, car cela représente des risques de sécurité pour lui, et par conséquent pour le Parti. La principale peur de la direction concerne *La Pirenaica*, et les potentielles informations sur son organisation qui peuvent fuiter à travers Solé Tura. La rage et impuissance de Solé Tura face à la situation qui lui est présentée, est visible dans la lettre qu'il adresse au Comité Exécutif du PSUC le 14 septembre 1964. Dans cette lettre, Solé Tura se réaffirme dans sa lecture de la situation économique et sociale du pays, mais déplore que la virulente réponse de la direction, ainsi que les méthodes employées :

« Je vous écris avec une amertume sans limites. Je ne pensais jamais avoir à vivre ce que je vis, ce que nous vivons. Nous sommes en plein chasse aux sorcières, et je suis parmi les sorcières déjà chassées. Il semble que nous soyons dans les années des purges et autres. [...] En ce moment nous sommes déjà en pleine hystérie anti intellectuelle. Avec le résultat qui est qu'ils en restent peu dans la famille. [...] Mon terrible et inconfessable péché consiste en ne pas voir claire la ligne politique actuelle. [...] Je vous écris car je ne veux pas que les relations que nous avons entretenues soient piétinées par des pratiques qui auraient dû disparaître il y a longtemps. ²²¹ »

²¹⁸ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, « Carta de Fernando Claudín al Comité Ejecutivo del Partido Comunista de España », 26 novembre 1965.

²¹⁹ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, « Carta de Fabra a los camaradas del CE », 14 octobre 1964.

²²⁰ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista*, op. cit., p. 212-213.

²²¹ AHPCE, Fondo Divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, Lettre de Fabra au CE du PSUC « Queridos todos », 14 septembre 1964.

Malgré les sévères critiques émises et reçues par Solé Tura entre août et octobre 1964, celui-ci ne souhaite pas quitter le Parti, comme il indique dans la lettre envoyée le 14 septembre, et il réitère ce souhait un mois plus tard, quelques jours avant son départ, où il affirme que « peu importe ma situation je vais continuer à me considérer un militant du Parti et, par conséquent, disposé à servir la cause du socialisme dans la mesure de mes aptitudes et de mes possibilités²²² ». Vers la mi-octobre, Jordi Solé Tura quitte la capitale française et rentre à Barcelone avec Anny Bruset, son épouse, et Albert Solé Bruset, son fils, laissant derrière lui plus de quatre ans comme professionnel du Parti à Paris et à Bucarest, et avec un futur politique et personnel incertain. Cette incertitude politique est vite résolue, puisqu'en dépit des lettres bienveillantes de Solé Tura, le camarade Albert Prats/Fabra est exclu du Parti pour « acte grave d'indiscipline mettant en danger la sécurité du Parti²²³. » le 4 novembre 1964.

Dans sa biographie de Javier Pradera, Santos Juliá définit la fin de l'engagement dans le Parti de l'intellectuel madrilène comme une sortie sans faire de bruit²²⁴. Si la sortie de Claudín, Semprún et Vicens peuvent être qualifiées de bruyantes – puisqu'ils bataillent avec la direction du Parti même après leur exclusion – celle de Solé Tura est dans un entre-deux. L'exclusion de Fabra ne fait pas l'objet d'articles dans *Mundo Obrero* et *Treball*²²⁵, mais le militant et la direction entretiennent une correspondance avec des abondantes critiques allant dans les deux sens. Le Parti décide de rompre toute relation avec Jordi Solé Tura après 8 ans de militantisme très engagé, et le bannir de son monde. En effet, après son exclusion et retour à Barcelone, le Parti est très conscient des liens que Solé Tura entretient avec des militants du PSUC à Barcelone, parmi les intellectuels, où se trouvent ses anciens collègues d'université, et dans l'organisation universitaire, qu'il supervise pendant son exil à Paris. Par conséquent, le Parti informe ses militant que tout contact avec lui est strictement interdit, non seulement pour ostraciser l'exclu, mais également car la direction du PSUC craint réellement une diffusion des thèses divergentes²²⁶. Solé Tura est une figure d'autorité parmi les intellectuels et militants du PSUC à Barcelone, par son engagement dans la cellule universitaire à Barcelone à la fin de la décennie précédente et par son activité en exil. Cependant, cette interdiction n'est pas respectée par tous les militants de Barcelone. Manuel Sacristán et August Gil Matamala – cadres du

²²² *Ibid.*

²²³ AHPCE, Fondo divergencias, Jorge Semprún – Fernando Claudín, « Resolución del Comité Ejecutivo del PSU de Cataluña », 4 novembre 1964.

²²⁴ Santos Juliá, *Camarada Javier Pradera. op. cit.*, p. 135.

²²⁵ « Resolución sobre la expulsión de Fernando Claudín y Federico Sánchez », *Mundo Obrero*, 35^{ème} année, n° 9, p. 6 ; « Resolució del Comité Central del PSUC », *Treball*, n° 261, février 1965, p. 2.

²²⁶ Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

Comité des intellectuels – maintiennent leur relation avec Solé Tura à son retour à Barcelone. Manuel Sacristán, pourtant zélé de la discipline de parti, offre son aide à Solé Tura pour trouver un logement à son retour. Matamala pour sa part, garde une relation amicale et professionnelle avec lui pendant toute la dictature. De surcroît, plusieurs documents trouvés dans le AHPCE évoquent le lien entre Fabra et un jeune étudiant nommé « Mateo », réprimandé par la direction pour avoir établi un contact avec l'exclu dans un cadre académique²²⁷.

Dans son étude sur la réponse des usagers et consommateurs face aux défaillances des institutions, l'économiste Albert O. Hirschmann évoque deux possibilités pour les individus discordants : la voie de la prise de parole, et la voie de la défection²²⁸. Ces analyses sont reprises par la sociologie de l'engagement pour qualifier les processus de désengagement partisan des individus. Le désengagement de Solé Tura passe par désormais les deux voies proposées par Hirschmann. Les concepts et théories développés par la sociologie de l'engagement en France donnent une lumière différente au désengagement des militants communistes pendant la dictature franquiste. La lutte contre la dictature ce n'est pas uniquement une affaire collective, affaire les partis, syndicats et autres organisations. Le combat contre le franquisme est mené par un grand ensemble de hommes et femmes qui en souffrent les conséquences, physiques et mentales. Les conséquences de l'engagement ne sont pas uniquement incarnées en la répression, celles-ci peuvent être vécues au quotidien sans que l'activité policière y joue un rôle. Mais si l'engagement a un coût personnel, le désengagement aussi. Sur le plan collectif, j'ai déjà présenté comment celui qui abandonné – ou est forcé à abandonner - l'engagement souffre un ostracisme social de la part de ses camarades, mais le désengagement a aussi des conséquences très intimes et personnelles. Deux ouvrages collectifs sont dédiés à des aspects de ce sujet, *Le désengagement militant* et *Le malheur militant*²²⁹, et apportent des éléments pour enrichir l'analyse du désengagement de Jordi Solé Tura en 1964. Après ces 8 ans, dont la moitié totalement entourné de l'institution communiste, Solé Tura est arraché de ce monde, et le retour lui est interdit. Ce départ bouleverse son monde, d'abord matériellement, puisque pendant 4 ans le Parti est son fournisseur de revenus et de logement, mais aussi psychologiquement, car depuis son départ de Barcelone en 1960, Solé Tura se donne en corps et en âme au Parti, il fait confiance en celui-ci pour sa sécurité, et ne connaît pas un autre monde

²²⁷ AHPCE, Fondo Nacionalidades y Regiones, Cataluña/PSUC, Jacq. 1436 « Nota de Ricardo. Las relaciones de Mateo con Fabra », novembre 1965.

²²⁸ Albert O. Hirschman, *Défection et prise de parole: théorie et applications*. Paris, Fayard, 1995, p. 16-17.

²²⁹ Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*. Paris, Belin, 2005 ; Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2022.

que celui-ci. L'engagement laisse des traces indélébiles dans sa façon de concevoir la réalité, et vit dans un certain décalage par rapport à ses amis, ses collègues, ses voisins. Ce que Jeannine Verdès-Leroux exprime en une phrase : « L'appartenance au parti modifie en profondeur et durablement la personnalité²³⁰ ». Le désengagement de Solé Tura peut être qualifié de « déracinement²³¹ », par son degré d'engagement et implication dans l'organisation. Le désengagement est aussi pour lui une perte de repères politiques sans l'existence d'une réorientation idéologique de l'individu.

Pour mieux saisir le moment postérieur à la mort de Fabra²³², les concepts de « coûts biographiques » et « conséquences biographiques » de l'engagement sont essentielles. En effet, à son retour à Barcelone, Jordi Solé Tura est âgé de 34 ans, et il a passé les dernières quatre années de sa vie à mener une activité illégale. Cela peut représenter un problème au moment de reconstruire sa vie professionnelle à Barcelone comme il désire. Les conséquences biographiques de l'engagement de Solé Tura sont considérables, sur le plan personnel comme professionnel : abandon de sa carrière académique sans crier gare, éloignement de sa famille et de ses amis, surexposition à la répression et création d'une réputation politique pouvant le nuire. Le retour ouvre également pour Solé Tura une période de reconversion militante. Tout le capital militant acquis pendant ses quatre ans d'exil et ses quatre ans d'activité politique à l'université est invisible aux yeux du monde académique qu'il souhaite intégrer. Si ce capital est difficilement mobilisable – en raison de sa nature politique – ce n'est pas impossible. Les reconversions s'opèrent de façon différente selon chaque cas. Jordi Solé Tura, par exemple, utilise les réseaux qu'il construit dans l'univers de l'antifranquisme barcelonais pour remettre un pied dans le milieu académique et intellectuel catalan après son exit de l'institution communiste. Il passe donc d'écrire des articles pour les organes du Parti à écrire des articles pour des publications légales. Cet exemple met également la lumière sur la reconversion des savoirs-faires acquis pendant son militantisme sur une plateforme différente. La reconversion militante implique également une reconstruction identitaire²³³. Cela est d'autant plus vrai pour le cas des engagement totalisateurs. Il s'agit donc de passer de Jordi Solé Tura, militant et cadre du Partit Socialista Unificat de Catalunya, à une définition différente de sa personne, en

²³⁰ Jeannine Verdès-Leroux, « Une institution totale auto-perpétuée : le parti communiste français », *art. cit.*, p. 45.

²³¹ Catherine Leclercq, « La relégation. Un ouvrier communiste 'quitté par le parti' » dans Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant. op. cit.*, p. 210.

²³² Cette formule est empruntée à Jorge Semprún qui qualifie son exclusion du PCE comme « La mort de Federico Sánchez » dans *Autobiografía de Federico Sánchez*,

²³³ Yvon Lamy « Avant-propos » dans Sylvie Tissot (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2005, p. 14.

occurrence une définition propre au milieu académique. Les reconversions militantes dans un contexte de clandestinité sont un cas à part, que la sociologie de l'engagement n'a pas encore abordé. La situation imposée par la clandestinité empêche des justes comparaisons avec des processus similaires, comme les reconversions de permanents syndicaux et communistes étudiés par Nicolas Simonpoli²³⁴. Par ailleurs, la reconversion du capital militant permet aussi de maintenir l'engagement – ou un engagement – mais dans un espace et par des moyens outre que ceux pratiqués auparavant.

Karine Lamarche soulève, dans son étude des militants israéliens anti-apartheid, une question très intéressante : « Comment les militant.e.s désengagé.e.s négocient-iels le passage à cette nouvelle vie alors que l'engagement avait rendu l'insouciance et l'inactivité politique coupables à leurs yeux ?²³⁵ ». Pendant plusieurs années, Solé Tura abandonne le militantisme politique tel qu'il le pratique jusqu'à ce moment, et passe à agir sur un modèle d'engagement antifranquiste non-partisan, essentiellement intellectuel et par des moyens légaux, qui demande un moindre degré de sacrifice et don de soi, mais en aucun cas son désengagement partisan se traduit en un désengagement total.

²³⁴ Nicolas Simonpoli « Condamné à rester ? Le désarroi d'un permanent cégétiste en reconversion professionnelle » dans Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant. op. cit.*

²³⁵ Karine Lamarche, « 'Qui suis-je si je ne milite plus ?' Le refuge berlinois des israélien.ne.s (dés)engagé.e.s contre l'occupation », dans Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant, op. cit.*, p.104.

Partie 2 – Quelle vie sans le Parti ?

Chapitre 1- La consécration de l'intellectuel

La sortie de Jordi Solé Tura du Partit Socialista Unificat de Catalunya dans l'automne 1964 bouleverse sa vie et celle de sa famille. Banni du monde communiste catalan, Jordi Solé Tura cherche à se réinsérer dans le monde qu'il a dû quitter de force après la faille de sécurité au Congrès de Prague : le monde académique. Après quatre ans comme cadre intellectuel communiste – précédés par trois ans comme cadre communiste universitaire – Solé Tura est réduit à son rôle d'intellectuel. Un intellectuel communiste sans organisation.

Le retour à l'Université sous la protection du professeur Jiménez de Parga

L'expérience académique de Solé Tura est indissociable de la figure de l'avocat et professeur Manuel Jiménez de Parga. Né à Grenade, en Andalousie, en 1929, fils d'un avocat, Jiménez de Parga se forme dans sa ville natale, puis à Madrid et en Allemagne, où il se spécialise en droit politique ainsi qu'en sociologie politique¹. Plusieurs de ses frères suivent les pas de l'aîné dans le Droit. Il semble important d'évoquer le parcours d'un membre de sa fratrie, son frère Carlos, qui après réaliser des études de droit, décide de suivre un chemin plus pieux. Carlos Jiménez de Parga fait partie de ce qu'on appelle les curés ouvriers, ou curés rouges, qui travaillent de près avec des communautés défavorisées et avec une très grande sensibilité antifranquiste. La première expérience dans l'enseignement de Manuel Jiménez de Parga est à Madrid, où sa carrière académique connaît un grand et rapide développement. En décembre 1957, après une première tentative sans succès en 1955, Jiménez de Parga est choisi pour occuper la chaire de droit politique de l'Université de Barcelone². Pendant des décennies, Jiménez de Parga est une référence internationale dans le droit politique, discipline qui veut développer et augmenter les analyses du droit constitutionnel, et qui, en Espagne, contribue à la naissance de la science politique comme discipline universitaire. Le droit politique est également une de grandes forces de renouveau des sciences juridiques et sociales en Espagne³.

Le professeur Jiménez de Parga, malgré sa position de professeur des universités à la fin des années 1950, tient des positions politiques très libérales et démocratiques, est surveillé par

¹ Manuel Jiménez de Parga « El derecho político en el tránsito de milenio », *Anales de la Real Academia de la Ciencias Morales y Políticas*, n°80, 2003. pp. 567-575. p. 570.

² *Ibid*, p. 572

³ Luis Enrique Otero Carvajal, (dir.), *La universidad nacionalcatólica: la reacción antimoderna*. Madrid, Universidad Carlos III de Madrid, 2014. p. 799

le régime en tant que membre de l'opposition monarchique et certains le qualifiaient déjà d'antifranquiste⁴. Le jeune professeur représente une nouvelle génération académique, qui commence à rompre avec la politique universitaire du franquisme des décennies précédentes. L'université espagnole est un grand champ de bataille avant et après la Guerre civile. Un processus d'épuration a lieu dans le monde académique après la Guerre : un tiers des professeurs subit une forme de répression, une centaine de professeurs perdent leurs chaires, et 18 professeurs sont condamnés à mort⁵. Dans les premières années de la dictature sont donc distribuées arbitrairement plus de 150 chaires dans les universités espagnoles, sur des critères de « adhésion à l'État nouveau » et en récompense aux services rendus à la Causa Nacional, l'entreprise putschiste⁶. Sur ces bases de répression et contrôle politique est construite l'université franquiste. Pendant cette période, le jeune *catedrático* montre son opposition au régime franquiste de plusieurs formes. Tout d'abord, il semblerait que Jiménez de Parga milite dans les années 1950 et 1960 au *Frente de Liberación Popular* (FLP ou *Felipe*), organisation informelle issue de plusieurs courants de l'opposition de courte vie et très présente dans les milieux universitaires⁷. De même, au long de sa carrière, Jiménez de Parga assure la défense d'au moins huit victimes de la répression franquiste, étudiants, syndicalistes et autres intellectuels, devant le *Tribunal de Orden Público* (TOP) dès sa création en décembre 1963⁸. Au-delà de cela, le professeur exprime son opposition au régime par la plume. Les articles signés par Jiménez de Parga sont habituels dans l'hebdomadaire *Destino*, où il publie une colonne intitulée *Noticias con acento* à partir de 1966⁹, dans *Cuadernos para el diálogo*, revue mensuelle créée par Joaquín Ruíz-Giménez où se retrouvent de nombreuses personnalités de

⁴ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*. Valencia, Sembra Llibres, 2017, p. 126.

⁵ « UNIVERSIDAD » dans Jacinto Soriano, *Diccionario de la España franquista (1936-1975)*. L'Harmattan, Paris, 2018. p. 1009-1011.

⁶ Luis Enrique Otero Carvajal, (dir.). *La universidad nacionalcatólica: la reacción antimoderna*, op. cit. p. 109.

⁷ Cristian Cerón Torreblanca, et Francisco Lara Sánchez, *El Frente de Liberación Popular (FELIPE): historia de una rebelión, 1958-1969*. Madrid, Catarata, 2022. p. 16. Aucune référence supplémentaire a été trouvée qui atteste de la participation de Jiménez de Parga dans le FLP. Néanmoins, du fait du mode d'organisation informelle du groupe, certaines personnes ont postérieurement été identifiées comme membres de l'organisation alors que ses liens avec celle-ci étaient limités à des amitiés ou une proximité idéologique. Cela est également le cas de Jordi Solé Tura, parfois identifié comme membre du *Felipe*, notamment dans la presse, alors qu'il n'a jamais fait partie de l'organisation, mais a fréquenté certains de ses membres à l'université. L'origine de cette confusion reste inconnue.

⁸ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*, op. cit., p. 172 ; Txema Castiella, *El Guti: el compromís per la llibertat*. Barcelona, Edicions 62, 2020. p. 101 ; Juan José del Aguila, *El TOP: la represión de la libertad, 1963-1977*. Barcelona, Editorial Planeta, 2001. p. 424

⁹ Les articles publiés par Jiménez de Parga dans *Destino* sont recueillis dans deux tomes : Manuel Jiménez de Parga, *Noticias con acento. Páginas sueltas de un año político*. Alfaguara, Madrid, 1967 et Manuel Jiménez de Parga, *Atisbos desde esta España*, Madrid, Guadiana de publicaciones, 1968.

tout le spectre antifranquiste, et aussi dans le quotidien barcelonais *La Vanguardia*¹⁰, journal qui connaît un virage vers la moitié des années 1960 avec un changement de directeur, ce qui permet à l'opposition modérée de faire une apparition dans le journal¹¹. Ses articles sont parfois des critiques ouvertes au régime, où il prend la défense des étudiants mobilisés, et sanctionnés, à l'Université de Barcelone dans le printemps 1966, et où il demande également la légalisation de toute l'opposition politique¹². Cette activité ne passe sous le radar du régime, même si Jiménez de Parga bénéficie d'une protection en raison de son statut académique et de son prestige. La censure est encore très puissante dans les années 1960, contrôlée par le Ministère d'Information et de Tourisme avec le jeune ministre Manuel Fraga Iribarne à sa tête. La colonne de Jiménez de Parga « *En mi opinión* » dans *La Vanguardia* est surveillée par le ministère pour éviter la diffusion de toute idée subversive, ce qui a donné naissance à un conflit entre le professeur et le ministre Fraga, également professeur en Droit Politique¹³. La situation avec le ministère devient progressivement plus contraignante, ce qui oblige le journal à envoyer les articles de Jiménez de Parga à la censure sans indiquer le nom de l'auteur pour éviter un refus automatique¹⁴. Plusieurs poursuites sont engagées contre Jiménez de Parga suite à la publication d'articles¹⁵. Mais le signalement de Jiménez de Parga comme opposant ne s'arrête pas aux simples démarches administratives et judiciaires, puisque dans une lettre anonyme envoyée au directeur de *La Vanguardia*, Jiménez de Parga est dénoncé comme étant communiste et « ami des dictateurs communistes »¹⁶, et est même agressé par une vingtaine de jeunes armées en sortant d'une conférence à Sabadell, des militants néofascistes selon le comité local de Barcelone du PSUC¹⁷. Au-delà de ses articles, Jiménez de Parga se montre dans l'opposition au régime par sa participation dans des assemblées¹⁸, dans des pétitions et des

¹⁰ Carlos Barrera, et Anna Nogué, *La Vanguardia, del franquismo a la democracia*. Madrid, Fragua, 2006. p. 58

¹¹ L'arrivée de Horacio Sáenz Guerrero en 1969 confirme cette présence d'une critique dans les pages du quotidien, mais celle-ci est présente en moindre mesure dès le limogeage du directeur Luis de Galinsoga. Nous pouvons trouver pendant cette période des articles signés par Antoni Tàpies, militant du PSUC, Ramón Trias Farga ou encore Jordi Pujol, importantes figures du nationalisme catalan sous la dictature franquiste. *Ibid.* p. 167.

¹² Manuel Jiménez de Parga, *Noticias con acento*, *op. cit.* p. 10.

¹³ Carlos Barrera, et Anna Nogué. *La Vanguardia, del franquismo a la democracia*. *op. cit.* p. 103 ; p. 129.

¹⁴ *Ibid.* p. 103-104.

¹⁵ Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*. Casa de Velázquez, 2003. p. 297-299.

¹⁶ Tarjeta anónima a Horacio Sáenz Guerrero, s/d. Archivo Horacio Sáenz Guerrero, cité dans Carlos Barrera, et Anna Nogué. *La Vanguardia, del franquismo a la democracia*. Madrid, Fragua, 2006. *op. cit.* p. 276.

¹⁷ Arxiu Històric Comissions Obreres de Catalunya (AHCOC), Fons 0100 - Juan Ramón Capella Hernández. Comité Local de Barcelone del Partit Socialista Unificat de Catalunya « Solidaridad democrática y ciudadana con el movimiento antifranquista » ; « Sabadell: Agresión al profesor Jiménez de Parga », *La Vanguardia*, 6 novembre 1966.

¹⁸ Jordi Sancho Galán, *El PSUC y la Universidad. Organización, movimientos y movilización universitaria durante el franquismo (1956-1977)*. Thèse en histoire contemporaine sous la direction de Carme Molinero, Univeritat Autònoma de Barcelona, 2021. p. 232 ; p. 255

lettres ouvertes à des membres du gouvernement, comme celle en soutien aux étudiants enfermés au Couvent de Sarrià en mars 1966¹⁹, ou celle envoyée au président du gouvernement en décembre 1969, où est demandée la liberté syndicale, la liberté d'association et l'amnistie pour les condamnés du TOP²⁰.

Ce parcours du personnage qu'est Jiménez de Parga pendant le deuxième franquisme est vital pour comprendre pourquoi et comment le professeur a aidé Jordi Solé Tura à son retour en Espagne et pendant de longues années après, malgré les risques que cela suppose pour lui. Pendant l'automne 1964, Jiménez de Parga communique à Solé Tura, suite aux discussions avec ses collègues, qu'une place de professeur assistant lui est accordée et qu'il peut réintégrer la faculté de droit auprès de Jiménez de Parga²¹. La relation académique et professionnelle des deux juristes est très proche toute au long de leur carrière, et Jiménez de Parga exerce un rôle de mentor académique pour Solé Tura dans ses premières années après son retour, et jusqu'à sa stabilisation professionnelle. Dans le champ strictement académique, Solé Tura reste rattaché pendant des années à la chaire de Jiménez de Parga, assurant ainsi une grande partie des cours dans la faculté de droit et dans la faculté de sciences économiques. Jiménez de Parga est aussi le directeur de sa thèse doctorale, soutenue en 1967 et intitulée *El pensamiento político de Enrique Prat de la Riba*, obtenue avec mention *summa cum laude*²². De même, il parraine Solé Tura dans ses concours pour obtenir une chaire à l'université. Le passé militant de Solé Tura ne représente aucune barrière pour l'aide que Jiménez de Parga lui apporte. Ce dernier a connaissance de l'engagement communiste de son professeur assistant, comme l'affirme lui-même dans le documentaire *Bucarest, la memoria perdida*, et confirme une lettre anonyme envoyée à Anny Bruset, conjointe de Solé Tura, qui affirme que lors d'une réunion au Colegio de Abogados de Madrid, le professeur Jiménez de Parga évoque qu'il travaille avec un assistant communiste²³. Cela est aussi le cas quand, en mars 1966, Jordi Solé Tura et autres soixante-sept professeurs sont temporairement interdits d'enseigner²⁴, le professeur Jiménez de Parga envoie une lettre à son ancien disciple pour lui communiquer que malgré la sanction avec

¹⁹ *Ibid.* p. 261.

²⁰ « Carta al presidente del Gobierno » décembre 1969, Santos Juliá, (dir). *Nosotros, los abajo firmantes: una historia de España a través de manifiestos y protestas (1896-2013)*. Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2014. p. 513.

²¹ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.*, p. 216- 217 ; *Bucarest, la memoria perdida. op. cit.* 00:35:00 – 00:35:30.

²² AHMMDV, FJST, Arxivador 12 : 12.2. « Curriculum académico Jorge Solé Tura », 1970.

²³ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre anonyme à Anny Bruset « Sobre les causes de detenció de JST » 25 février 1969.

²⁴ Cela fut une conséquence de leur participation à l'assemblée constituante du Syndicat Démocratique des Étudiants de l'Université de Barcelone.

laquelle il vient d'être frappé, il peut continuer à travailler avec lui au sein de l'université²⁵. Une autre lettre datant de juin 1967, alors que l'interdiction d'enseignement pour Solé Tura est encore en vigueur, Jiménez de Parga convoque ce dernier pour une réunion préparatoire des enseignements de l'année universitaire à venir²⁶. Sur le plan extra académique, Jiménez de Parga s'assure que Solé Tura puisse sortir rapidement de la situation économiquement précaire créée par son retour soudain à Barcelone, sans l'aide apportée par le Parti. En avril 1966, il propose à Solé Tura de rédiger des comptes-rendus critiques d'ouvrages de science politique et d'autres sciences sociales pour *La Vanguardia*²⁷. Au vu des fortes convictions démocratiques et les engagements politiques du professeur Manuel Jiménez de Parga, il n'est donc pas surprenant qu'il cherche à protéger et aider tant qu'il lui est possible ce jeune professeur communiste.

Les liens entre Solé Tura et Jiménez de Parga passent au-delà du milieu académique et intellectuel, et une forte amitié entre les deux se forge durant cette période. Le lien entre les deux intellectuels est constant, sur le plan professionnel, politique et personnel. Une simple analyse de la correspondance de Jordi Solé Tura – uniquement conservée pour la période allant de 1965 à 2008 – est suffisante pour saisir l'ampleur de leur amitié, qui ne fait que se renforcer avec le passage du temps. La formation de Solé Tura comme enseignant et comme intellectuel ne peut pas être comprise sans l'influence que Manuel Jiménez de Parga a sur lui, comme professeur, comme collègue et comme intellectuel. Ce dernier se distingue des références qu'il fréquente dans le monde communiste de l'exil, étant donné que Jiménez de Parga est un intellectuel antifranquiste politiquement situé au centre – voir à droite. La relation que Solé Tura entretient avec le professeur a contribué à lui faire sortir d'un certain sectarisme, vis à vis duquel Solé Tura est critique, toujours présent dans le PCE et le PSUC, malgré leurs efforts de rapprochement vers d'autres secteurs de l'antifranquisme. L'aide qu'apporte l'ombre de Jiménez de Parga, universitaire prestigieux dans le monde académique mais aussi dans la sphère publique, dans la carrière de Solé Tura lors de ces moments difficiles avec le régime ne doit pas être négligé, comme signale justement Francesc Vilanova²⁸.

²⁵ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Manuel Jiménez de Parga à Jordi Solé Tura, 15 septembre 1966. Cette lettre n'a pas pu être consulté personnellement, puisqu'elle a été perdue depuis le dernier inventaire de la correspondance de Jordi Solé Tura. Néanmoins, une partie de cette lettre est transcrite dans Francesc Vilanova, « 1967. Història d'un llibre. "Catalanisme i revolució burgesa" de Jordi Solé Tura ». *Revista Italiana di Studi Catalani*, n° 8, 2018, p. 43

²⁶ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Manuel Jiménez de Parga à Jordi Solé Tura, 14 juin 1967.

²⁷ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Manuel Jiménez de Parga à Jordi Solé Tura, 15 avril 1966.

²⁸ Francesc Vilanova, « 1967. Història d'un llibre. "Catalanisme i revolució burgesa" de Jordi Solé Tura ». *Revista Italiana di Studi Catalani*, art. cit. p. 43

Jordi Solé Tura, professeur de droit politique.

L'apprenti ne peut pas l'être toute sa vie, et il doit à un moment quitter son maître et continuer par lui-même. Jordi Solé Tura fait exactement cela à partir de 1965. En 1958, quand il fait ses premiers pas dans le monde académique comme enseignant, c'est un jeune professeur sans aucune expérience, ni professionnelle, ni politique, qui sort tout juste de finir ses études – brillamment, cela dit – et qui est prêt à suivre le professeur Jiménez de Parga dans cette aventure académique que tant lui plaît²⁹. En revanche, à son retour en Catalogne en 1964, il est largement plus expérimenté, personnellement, politiquement et même académiquement, grâce au temps qu'il passe avec l'historien Pierre Vilar dans ses séminaires à l'École Pratique des Hautes Études³⁰. Alors, lorsque Solé Tura réussit à récupérer sa place de professeur assistant à la faculté de droit de Barcelone, il s'investit totalement dedans, d'abord pour pouvoir améliorer son statut professionnel, et donc sa situation économique qui dépendait d'autres revenus, mais aussi car il souhaite rester dans le monde académique et construire y sa carrière professionnelle. La question qui est abordée ici est celle de la construction de Solé Tura comme un professionnel dans le milieu académique, et comme un spécialiste de son domaine. Cette analyse des premières années de Jordi Solé Tura comme un intellectuel universitaire à plein temps se fait à travers les enseignements qu'il assure à l'Université de Barcelone, mais aussi avec le réseau universitaire national et international que Solé Tura constitue pendant ces années.

Dans ses mémoires, Jordi Solé Tura évoque succinctement le détail de son activité académique pendant cette période intermédiaire de sa vie. C'est principalement grâce aux brouillons pour des cours et pour des conférences et aux écrits qui se trouvent dans les archives de Jordi Solé Tura qu'une minutieuse reconstitution est possible. Dans la période abordée dans cette partie, Solé Tura assure des cours dans la faculté de droit et dans la faculté de sciences économiques de l'Université de Barcelone pour les années scolaires 1964-1965 et 1965-1966. Ces deux années scolaires sont incomplètes pour Solé Tura : la première commence plus tard pour lui, car il ne retrouve pas sa place de professeur assistant qu'au début de l'année 1965, et la deuxième est interrompue par la répression qui suit l'assemblée constituante du *Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona* (SDEUB), aussi appelée *La Caputxinada*, qui éloigne Solé Tura de l'enseignement à l'université pendant deux ans. Lors de l'année scolaire 1964-1965, l'intitulé des cours de Jordi Solé Tura pour la chaire de droit

²⁹ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.*, p. 104-105

³⁰ AHMMDV, FJST, Correspondència, Lettre de Jordi Solé Tura à Edicions 62, 27 novembre 1967.

politique du professeur Jiménez de Parga est « La formation de la pensée politique catalaniste », et l'année suivante son cours est intitulé « la théorie contemporaine sur l'État »³¹. Les cours de ces années s'éloignent des thématiques de ses premières années comme enseignant, puisqu'en 1959 ses cours sont plus proche du droit constitutionnel comparé que du droit politique et la science politique³². Ce flagrant changement de sujet est assez révélateur des choix que Solé Tura fait dans sa carrière académique, et les sujets dans lesquels il choisit de se spécialiser.

Pour le premier cours, portant sur la formation de la pensée politique catalaniste, il s'agit d'un sujet sur lequel le jeune professeur possède déjà une grande expertise, grâce à son travail intellectuel dans ses années comme militant et cadre du Partit Socialista Unificat de Catalunya. La question nationale catalane est au cœur de l'identité politique et de la culture politique du PSUC dès sa création en 1936, elle est un sujet de discussion récurrent au sein du parti. Entre 1959 et 1964, Solé Tura publie de nombreux articles, sous pseudonyme, dans les publications théoriques et culturelles du Parti portant sur le catalanisme et la question nationale catalane. Il est évident qu'un article publié dans la revue d'un parti politique par un militant ne cherche pas à répondre aux mêmes questions qu'un cours universitaire, néanmoins l'auteur développe une expertise sur le sujet. Dans les archives personnelles de Solé Tura, aucun plan des cours pour l'année 1964-1965 n'est conservé, mais il y a un « plan-schéma » pour une proposition d'ouvrage sur la pensée politique catalane au XIX^e et XX^e, qui va plus loin dans la réflexion car il ne s'intéresse pas uniquement au catalanisme³³. Il n'est donc pas aberrant de supposer que le contenu de ce document, proche de sujet de son cours, puisse être similaire à son enseignement, étant donné que le document date de février 1965, ce qui correspond au début du cours qu'il assure. Dans le document, la formation de la pensée catalaniste est résumée en quelques points : les apports des penseurs Valentí Almirall, Josep Torras i Bages, Francesc Pi i Margall et Enric Prat de la Riba, l'influence d'événements politiques tel que les guerres carlistes et la désintégration définitive de l'empire colonial espagnol (aussi appelé le *Desastre del 98*) ainsi que certaines expériences politiques comme celle de la *Mancomunitat de Catalunya*, qui représentait une première tentative d'autonomie politique pour la Catalogne³⁴.

³¹ AHMMDV, FJST, Arxivador 12 : 12.2. « Curriculum académico Jorge Solé Tura », 1970.

³² AHMMDV, FJST, Arxivador 1: 0.0 « Primer seminari impartit a la Facultat de Dret », 1959.

³³ AHMMDV, FJST, Arxivador 2: 2.4 « Esquema de l'obra sobre el pensament polític català en els segles XIX i XX », 1964.

³⁴ La *Mancomunitat* n'était en aucun cas une forme d'autogouvernement de la Catalogne comme c'est le cas après la Constitution de 1978 et le *Estatut* de 1979. En revanche, la *Mancomunitat* reconnaît la Catalogne des « quatre provinces » comme une unité politique et lui octroyait certaines compétences déléguées du gouvernement central, ce qui fut une grande avancée politique pour les catalanistes au début du XX^e siècle.

Additionnellement, le cours de 1964-1965 peut aussi être perçu comme les recherches en cours de Solé Tura, son chantier, et la version embryonnaire de sa thèse, qui est soutenue deux ans plus tard, en 1967. Son deuxième cours, celui de l'année scolaire 1965-1966, intitulé « les théories contemporaines de l'État » est plus éloigné des cours précédents. Car si le catalanisme est le sujet prédominant dans les écrits de Solé Tura de la fin des années 1950 et le début des 1960, la théorie de l'État est quasiment absente, à part certains écrits sur Gramsci mais qui vont au-delà de sa théorie de l'État. L'absence de documents sur le contenu des cours dans les archives se répète pour cette deuxième année. En revanche, pour ce cours nous n'avons pas trouvé d'autres documents datant de la même année scolaire qui puissent éclairer ces ombres.

Au-delà des cours et des séminaires qu'il organise dans le cadre de la chaire du professeur Jiménez de Parga, l'activité académique de Solé Tura dépasse l'enceinte universitaire de la cité comtale. Pendant ses années de retour au monde académique, de nombreuses invitations pour des conférences nationales et internationales lui sont adressées, notamment pendant les deux ans de sanction universitaire. Faute de temps, ou d'intérêt, certaines invitations sont refusées par Solé Tura. Dans correspondance conservée se trouvent un certain nombre de ces invitations, à l'Université de Saragosse, à Lleida, à Bilbao ou encore à Majorque³⁵. Parmi ces conférences, deux se démarquent de l'ensemble : la International Conference on Fascism, tenue à l'Université de Reading, au Royaume-Uni, en avril 1967, ainsi que le Convegno internazionale di studi Gramsciani à Cagliari, en Sardaigne, également en avril 1967³⁶. Sur ces deux conférences il existe une riche documentation, sur son organisation, son déroulement et sur la participation individuelle de Solé Tura dans chacune d'elles.

Les conférences de Reading et Cagliari sont les premières conférences internationales auxquelles Solé Tura participe, et il est le seul intervenant espagnol dans celles-ci. Pour la International Conference on Fascism, le lien avec Salvador Giner doit être immédiatement établi. Giner, depuis 1965 professeur de sociologie à l'Université de Reading, est un des membres de la première cellule universitaire du PSUC en 1956, avec Jordi Solé Tura. Les deux entretiennent au fil du temps une relation d'amitié malgré la distance. Le sociologue catalan envoie à son ancien camarade une invitation pour participer à cette conférence³⁷, dont le sujet

³⁵ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Juan N. García-Nieto à Jordi Solé Tura, 4 février 1966; Lettre de Alexandre Josep de Sàrraga à Jordi Solé Tura, 14 mars 1967; Lettre de Maria Dolors Latorre à Jordi Solé Tura, 4 septembre 1967; Lettre de Jordi Carrera à Jordi Solé Tura, 12 janvier 1968; Lettre de Joan Graells à Jordi Solé Tura, 25 janvier 1968; Lettre de Salvador Giner à Jordi Solé Tura, 15 février 1968; Lettre de Nia Canyelles à Jordi Solé Tura, 13 novembre 1968.

³⁶ AHMMDV, FJST, Arxivador 12 : 12.2. « Curriculum académico Jorge Solé Tura », 1970.

³⁷ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Salvador Giner à Jordi Solé Tura, 14 mars 1967.

est la nature du fascisme³⁸. La communication préparée par Solé Tura porte le titre « l'instrumentalité politique du fascisme » (sa participation est en français), avec l'exemple espagnol comme étude de cas³⁹. La participation de Solé Tura est bien reçue et très appréciée par le reste des participants et par les organisateurs, il reçoit des lettres d'autres intervenants s'intéressant à sa communication⁴⁰, et il est invité un an plus tard à une nouvelle conférence à l'Université de Reading. A peine 20 jours après, a lieu à Cagliari le Convegno internazionale di studi Gramsciani. Organisé en raison du trentième anniversaire de la mort d'Antonio Gramsci, la capitale sarde accueille cette conférence internationale en hommage au philosophe, originaire de l'île⁴¹. Le sujet de la conférence est « Gramsci et la culture contemporaine » (*Gramsci e la cultura contemporanea*), et de nombreux intellectuels et universitaires de différentes disciplines sont invités. Parmi les invités se trouvent les philosophes marxistes Perry Anderson, rédacteur chef de la *New Left Review*, Jacques Texier, spécialiste de Gramsci et fondateur de la revue *Actuel Marx*, et Antonio Negri, un des principaux théoriciens de l'autonomie ouvrière, l'historien du mouvement ouvrier italien et biographe de Gramsci, Paolo Spriano, ainsi que tout un ensemble de spécialistes de Gramsci dans différents domaines du savoir⁴². Dans la liste des participants conservée par Jordi Solé Tura, sont marquées au stylo les disciplines de chaque invité, ainsi que l'affiliation politique quand celle-ci est connue. Les historiens et les philosophes dominent la liste, suivis par les critiques littéraires, les pédagogues et les philologues. Quelques rares exceptions sont les archéologues, les psychologues et les juristes, comme Solé Tura. Pour ce qui est l'affiliation politique, la plupart des participants identifiés à une formation politique sont proches du Partito Socialista Italiano (PSI), du Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP) et du Partito Comunista Italiano (PCI)⁴³. Écrite en italien, la communication de Solé Tura porte le titre « Gramsci e la cultura spagnola », dans laquelle il s'intéresse à deux questions : la production écrite d'Antonio Gramsci au sujet de l'Espagne, et l'influence de la pensée gramscienne en Espagne. Dans cette deuxième partie, Solé Tura cite les noms de certains de ses anciens camarades intellectuels, qu'il considère héritiers des idées de Gramsci, tel que Manuel Sacristán, Jorge Semprún, ou Juan Goytisolo⁴⁴. Comme pour sa communication à la conférence à l'Université de Reading, Solé Tura est publié

³⁸ Les communications sont recueillies dans un tome intitulé *The Nature of Fascism*, publié en octobre 1968.

³⁹ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.85. « L'instrumentalité politique du fascisme », avril 1967.

⁴⁰ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de H. Ward à Jordi Solé Tura, 11 août 1967.

⁴¹ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre du Comité d'organisation du Conv. Int. di Studi gramsciani à Jordi Solé Tura. 14 novembre 1966.

⁴² AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.83.5. « Convegno Internazionale di Studi Gramsciani. Elenco convegnisti », 1967.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.83.1. « Gramsci et la culture spagnola », 1967.

dans le deuxième tome des actes du Convegno en 1975, et son papier fait partie du chapitre intitulé « La diffusione internazionale del pensiero di Gramsci », parmi des textes traitant l'influence du philosophe sarde sur la vie intellectuelle en France, en Allemagne, en URSS, en Yougoslavie et même au Japon⁴⁵.

La participation de Solé Tura dans ces conférences est un élément déterminant pour son ascension dans le monde académique national et international. Grâce à celles-ci, Solé Tura établit des liens avec des intellectuels et universitaires étrangers, élargissant ainsi son réseau international, qui se montre très utile dans les années suivantes. Ces conférences montrent aussi la multiplicité de formes que peut prendre la production intellectuelle à l'université pour un professeur antifranquiste, notamment pendant une période de sanctions et instabilité comme est la deuxième moitié des années 1960 pour Solé Tura. En reprenant le commentaire amical et moqueur de son ami Salvador Giner, ce sont des voyages qui le transforment en « savant engagé et cosmopolite⁴⁶».

L'expérience EISA : politique et enseignement

Le parcours académique de Jordi Solé Tura ne s'est pas caractérisé par sa stabilité au long des années 1960. D'abord, son imprévu départ en exil en France en 1960 le sépare de sa place de professeur assistant qu'il occupe auprès de la chaire de droit politique du professeur Jiménez de Parga depuis la rentrée universitaire 1959⁴⁷. À son retour de l'exil, après avoir été exclu du Partit Socialista Unificat de Catalunya, Solé Tura retrouve sa place de professeur assistant en droit politique grâce à la médiation de Manuel Jiménez de Parga auprès des autres professeurs du département. Cependant ce nouvel épisode académique est interrompu de façon subite par la répression franquiste : après sa participation à l'assemblée constituante du Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona (SDEUB) – nouvelle structure politique des étudiants antifranquistes pour s'opposer au Sindicato Español Universitario – et suite à l'enfermement d'étudiants, professeurs et intellectuels au couvent de l'ordre des Capucins de Sarrià, à Barcelone, Solé Tura est exclu du corps enseignant de l'Université de Barcelone pendant deux ans⁴⁸. Nombreux autres enseignants sont également sanctionnés par le

⁴⁵ Pietro Rossi, (dir.), *Gramsci e la cultura contemporanea, II. atti del Convegno internazionale di studi Gramsciani, tenuto a Cagliari il 23-27 aprile 1967*. Roma, Editori Riuniti, 1975.

⁴⁶ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Salvador Giner à Jordi Solé Tura, 25 avril 1967.

⁴⁷ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.*, p. 137

⁴⁸ ⁴⁸ « Los incidentes de Barcelona : apertura de los centros universitarios sólo para exámenes » *ABC*, 13 mai 1966. p. 68

Rectorat, dans sa majorité des Profesores No Numerarios (PNN)⁴⁹, qui ont plusieurs éléments qui les réunissent : ils représentent une nouvelle et jeune génération d'enseignants et chercheurs, leur situation professionnelle est précaire, et on y trouve un engagement antifranquiste partagé⁵⁰.

Dans ce contexte de mobilisation croissante dans le monde universitaire après la constitution du SDEUB, où les enseignants sont acteurs à part entière et non seulement des spectateurs, s'impose pour ces enseignants antifranquistes la nécessité continuer à être actifs, et ne pas sombrer dans l'inactivité pendant les deux années d'interdiction d'enseignement. Après de longs échanges entre les professeurs sanctionnés, l'idée qui remporte le plus de soutien est celle de la création d'un centre indépendant d'études para-universitaires, qui pourrait coexister avec l'université, et même la compléter⁵¹. Le principal problème que rencontrent ces intellectuels pour mener à bien cette initiative est d'ordre économique : l'exclusion temporaire de l'université leur prive de leur principale source de revenus, ils doivent donc trouver un remplacement pour celle-ci. Comment alors financer la structure du projet et comment rémunérer les professeurs qui allait s'impliquer dans celui-ci ? La participation d'investisseurs est donc envisagée comme la solution plus réaliste pour faire démarrer le projet. Jordi Solé Tura évoque dans ses mémoires les contacts sont établis avec « certains secteurs de la bourgeoisie catalane⁵² » qui représentent également un courant de l'antifranquisme catalan : la droite catholique et nationaliste catalane. Finalement le mécène du projet est Jordi Pujol i Soley, homme d'affaires et antifranquiste engagé qui dispose des fonds nécessaires pour financer le centre d'études grâce à la Banca Catalana, société financière fondée avec l'aide de son père en 1959, et qui auparavant finance d'autres projets culturels catalans tel que Òmnium Cultural. De cette alliance naît Estudis i Investigacions, Societat Anònima, ou EISA, à la fin de l'année 1966. La société compte avec Agustí Pedro i Pons, professeur de médecine, comme son président, et dans son premier conseil d'administration sont nommés le linguiste Antoni Badia i Margarit, l'historien Josep Benet, le philologue Jordi Carbonell, l'avocat Salvador Casanovas, l'éditeur Josep Maria Castellet, l'économiste Carles Ferrer, le philosophe Félix Martí, l'architecte Antoni de Moragas i Gallisà, le professeur en droit Joan Reventós, l'historien Joaquim Vallvé, le juriste Josep Maria Vilaseca, Jordi Solé

⁴⁹ Il s'agit des enseignants contractuels de l'université.

⁵⁰ « Carta al Senyor Rubió i Balaguer » *Nous Horitzons*, n°9, 1^{er} trimestre 1967. p. 10

⁵¹ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.*, p. 245

⁵² *Ibid.* p. 246

Tura lui-même ainsi que Jordi Pujol⁵³. La composition du conseil d'administration n'est quasiment pas modifiée entre la création de l'entité en 1966 et sa dissolution pendant l'été 1968. Dans le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration du 5 juillet 1968, avant-dernière avant l'implosion de EISA, la liste des membres du conseil correspond à celle établie lors de la création, selon Solé Tura, à exception de quelques noms⁵⁴. EISA se constitue en tant que société anonyme, ce qui facilite l'arrivée de capitaux dans l'entité mais cela implique également que la société est à but lucratif.

Au-delà de la structure administrative de la société, il faut se pencher sur le fonctionnement scientifique de EISA, qui est sa raison d'être. Les professeurs sont divisés en départements de recherche et étude, chacun dirigé par une section de recherche et étude, qui est l'équivalent de la chaire pour chaque département. Sept départements sont créés : économie, histoire, langues, littérature, philosophie, sciences et technologie et science politique. Ces départements se réunissent lors du conseil scientifique pour toute décision de type académique. Le conseil scientifique peut également faire des propositions au conseil d'administration et même s'opposer aux décisions du conseil d'administration qui touchent aux questions relatives aux enseignements⁵⁵. Les professeurs ont donc une grande liberté académique et un poids assez important dans le processus décisionnaire. Pour ce qui est le corps enseignant de EISA, celui-ci n'a pas été stable au long de sa courte existence. J'ai pu établir une liste des personnes qui ont enseigné à EISA entre 1966 et 1968⁵⁶ :

- Département d'économie : Ernest Lluch, Josep Maria Bricall, Joan Sardà, Jordi Petit, Josep Maria Muntaner.
- Département d'histoire : Josep Fontana, Josep Benet, Antoni Jutglar, Isidre Molas, Josep Termes, Albert Balcells.
- Département de langues : Jordi Carbonell.
- Département de littérature : Josep Maria Castellet, Joaquim Molas,
- Département de philosophie : Manuel Sacristán, Pere Lluís i Font.
- Département de science politique : Jordi Solé Tura Maragall, Pedro Cerezo.

⁵³ *Ibid.* p. 246 ; *Història de la cultura catalana. Volum X: Resistència cultural i redreçament (1939-1990)*. Barcelona, Edicions 62, 1998. p. 194-200.

⁵⁴ AHMMDV, FJST Arxivador 2, 2.80.2 : « Reunió del consell d'administració d'E.I.S.A. del dia 5 de juliol de 1968 », 5 juillet 1968.

⁵⁵ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.80.1 : « Sobre l'estructuració de la societat », été 1966.

⁵⁶ Cette liste a été constituée à partir des mémoires de Jordi Solé Tura et des plusieurs annonces publicitaires faites par EISA dans le journal *La Vanguardia* au mois d'octobre 1967. Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.*, p. 246 ; *La Vanguardia Española* 8 octobre 1967, p. 24 ; *La Vanguardia Española* 10 octobre 1967, p. 27 ; *La Vanguardia Española* 12 octobre 1967, p. 30.

- Département de sciences et technologie : Eduard Bonet, Lluís Dauí.

Une analyse de cette liste révèle que la quasi-totalité des professeurs font partie d'une des familles politiques de l'antifranquisme catalan. On y trouve des militants communistes, tel que Sacristán, Fontana, ainsi que des ex militants du PSUC, Solé Tura et Termes, des socialistes, comme Lluch et Isidre Molas, et des personnes proches de la démocratie chrétienne et de la droite catalaniste. Ce travail commun entre membres de différents groupes de l'opposition, surtout avec l'inclusion des communistes, illustre le moment que traverse l'antifranquisme catalan, où les premières tentatives de travail unitaire contre la dictature prennent forme⁵⁷. EISA est aussi une expérience culturelle, où est tentée une façon différente de concevoir l'enseignement sous le franquisme, un enseignement libre et critique, où les enseignants peuvent élaborer leurs cours avec moins de contraintes qu'à l'université, et où les recherches sont développées à l'image de celles dans les grands pôles intellectuels étrangers⁵⁸. En ce qui concerne la participation de Solé Tura, il est à la tête de la section de recherche responsable du département de science politique⁵⁹. Par ailleurs, les conceptions du projet EISA diffèrent selon la personne : pour Jordi Solé Tura, la société est un moyen pour les professeurs sanctionnés de pouvoir – économiquement – continuer leur activité intellectuelle antifranquiste et poursuivre le combat pour l'hégémonie culturelle, alors que pour Jordi Pujol, EISA doit être un laboratoire d'idées pour le catalanisme.

Alors que la société est créée en 1966, ce n'est que le 16 octobre 1967 que les enseignements démarrèrent officiellement pour l'année scolaire 1967-1968⁶⁰. Les seules mentions qu'on trouve dans la presse locale de EISA sont des annonces du début des enseignements publiées dans le journal barcelonais *La Vanguardia* pendant les premières semaines d'octobre. C'est la première et dernière année scolaire de EISA, puisque pendant l'été 1968, la société arrive à sa fin, et Jordi Solé Tura est au cœur de la polémique qui mène à la dissolution de celle-ci. Comme en témoignent de nombreuses sources, la relation entre Jordi Solé Tura et Jordi Pujol est mauvaise, voire très mauvaise. Dans ses mémoires, Solé Tura ne cache pas son opposition à Jordi Pujol, non seulement au sein de EISA⁶¹. En revanche, Pujol n'évoque pas une seule fois dans ses mémoires – en trois tomes – l'existence de EISA, et ne

⁵⁷ Giaime Pala. *El PSUC: l'antifranquisme i la política d'aliances a Catalunya (1956 - 1977)*. Barcelona, Editorial Base, 2011. p. 13.

⁵⁸ Francesc Vilanova, « 1967. Història d'un llibre. "Catalanisme i revolució burgesa" de Jordi Solé Tura ». *Revista Italiana di Studi Catalani*, art. cit. p. 46

⁵⁹ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Jordi Solé Tura à Edicions 62, 27 novembre 1967.

⁶⁰ *Ibid.* p. 47 ; *La Vanguardia Española* 8 octobre 1967, p. 24.

⁶¹ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.*, p. 247-250.

mentionne Solé Tura qu'une seule fois pour l'attaquer sur son livre *Catalanisme i Revolució Burgesa*⁶². Dans une lettre envoyée par Salvador Giner à Jordi Solé Tura en janvier 1968 où le sociologue communique à son ami qu'il a, enfin, reçu négative une réponse sur la possibilité de travailler chez EISA (cela fut proposé par Solé Tura au conseil d'administration en avril 1967⁶³) et profite de cela pour critiquer longuement Jordi Pujol et Josep Benet, en sous-entendant que Solé Tura est d'accord avec ces critiques⁶⁴. De même, dans une lettre de Jordi Solé Tura adressée au conseil d'administration, celui-ci signale que la responsabilité principale de l'échec de EISA revient à ceux qui ont voulu « ériger EISA comme une société communautaire et patriotique, tout en monopolisant l'interprétation de la communauté et la patrie »⁶⁵, faisant référence au duo Pujol-Benet. Lors de la réunion du conseil d'administration du 12 juillet 1968, qui a voté *de facto* la dissolution de la société, Josep Maria Castellet soutient les thèses de l'absent Jordi Solé Tura et défend que Pujol menace de retirer le financement sur un fondement idéologiques, car il ne réussit pas que EISA se transforme en un centre de production idéologique de la droite catalaniste, et non pas uniquement pour des raisons économiques, ce qui est également vrai puisque la société était en situation de déficit depuis sa création⁶⁶. La fin de ce que commença comme un « compromis entre groupes qui se savaient discordants⁶⁷ », fut la nature même de cette alliance, pour qui les différences idéologiques arrivèrent à un point intenable, notamment à partir de la publication de la critique du nationalisme catalan de Jordi Solé Tura dans *Catalanisme i Revolució Burgesa*.

L'expérience EISA n'est que cela : une expérience. Et ses acteurs l'ont compris de la même façon. Dans la lettre de Salvador Giner de janvier 1968 citée précédemment, Giner propose à Solé Tura de créer, plus tard, une nouvelle structure similaire à EISA et similaire à d'autres entités qui avaient apparues comme Centro de Enseñanza e Investigación Sociológica, S.A. (CEISA) à Madrid ou l'Institut Catòlic d'Estudis Socials de Barcelona⁶⁸. Il est dommage de ne pas avoir trouvé des sources qui témoignent sur les enseignements et l'assistance aux cours pour pouvoir saisir la véritable incidence qu'a eu EISA dans le panorama académique et scientifique barcelonais. Néanmoins, cette expérience est très importante pour Jordi Solé Tura,

⁶² Jordi Pujol, *Memòries (1930-1980)*. Barcelona, Proa, 2007. p. 189.

⁶³ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Salvador Giner à Jordi Solé Tura, 25 avril 1967.

⁶⁴ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Salvador Giner à Jordi Solé Tura, 18 janvier 1968.

⁶⁵ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.80.4 « Als restants membres del consell d'administració d'E.I.S.A. » 12 juillet 1968.

⁶⁶ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.80.2 « Reunió del consell d'administració d'E.I.S.A. del dia 5 de juliol de 1968 », 5 juillet 1968.

⁶⁷ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.80.4 « Als restants membres del consell d'administració d'E.I.S.A. » 12 juillet 1968.

⁶⁸ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Salvador Giner à Jordi Solé Tura, 18 janvier 1968.

dans sa vie académique comme dans son engagement antifranquiste. Il s'agit d'une initiative unitaire de laquelle il a été à l'origine, et où il est une des figures reconnaissables et mises en avant dans la promotion du centre⁶⁹. C'est aussi au sein de EISA que Solé Tura développe ses contacts parmi les intellectuels et parmi l'antifranquisme au-delà du PSUC. D'un côté, Solé Tura s'affirme comme un des personnages importants de l'antifranquisme catalan, en faisant face à des figures influentes au sein de l'opposition comme Jordi Pujol, et comme représentant d'une gauche intellectuelle non-partisane. D'un autre côté l'expérience EISA renforce son *curriculum* académique, affirmant sa place parmi les référents nationaux du droit politique et de la science politique. En outre, ces événements sont aussi révélateurs de la fragilité des initiatives unitaires antifranquistes, qui sont encore à ce moment donné dans leurs premières années de vie.

Enseigner dans une université effervescente

La situation de l'université au moment où Solé Tura y retourne fait émerger plusieurs questions : d'abord, comment le jeune corps enseignant trouve sa place dans cette université, entre le rôle que jouent les professeurs comme catalyseurs de la mobilisation étudiante, mais aussi comme élément de médiation entre les étudiants et les directions universitaires ainsi qu'entre les différents courants au sein du mouvement étudiant ? Puis, comment ces précaires professeurs, dans sa majorité avec une activité antifranquiste passée ou présente, s'organisent-ils entre eux ?

Les années universitaires 1964-1965 et 1965-1966, celles où Solé Tura enseigne après son retour d'exil et avant sa sanction, sont parmi les années les plus mouvementées à l'Université de Barcelone. C'est à ce moment où le mouvement universitaire – qui est désormais un mouvement de masses – dirigé en partie par les étudiants communistes, réussit à s'imposer dans le rapport de forces au sein de l'université⁷⁰. Depuis les années 1950, la lutte antifranquiste à l'université vise le Sindicato Español Universitario (SEU), organisation universitaire phalangiste dont l'adhésion était obligatoire pour tout étudiant espagnol. Le SEU, omniprésent, est l'ennemi à abattre. Plusieurs stratégies sont appliquées : l'entrisme, c'est-à-dire l'infiltration des structures légales pour opérer dans celles-ci sans les contraintes de la clandestinité et essayer de changer l'organisation depuis l'intérieur – donc démocratiser le SEU

⁶⁹ Dans les trois annonces de EISA dans *La Vanguardia*, Solé Tura fait partie des professeurs annoncés pour les enseignements.

⁷⁰ Jordi Sancho Galán, « Los estudiantes comunistas y la movilización universitaria durante el franquismo » *op. cit.* p. 245-247.

– sur le modèle des Comisiones Obreras (CCOO) dans le Sindicato Vertical, ainsi que la proposition de créer un syndicat propre aux étudiants démocratiques, dans la clandestinité⁷¹. Pendant des années, faute de masse militante et de pouvoir de mobilisation de l'opposition universitaire, l'entrisme dans le SEU est la seule stratégie viable, mais cela limite, dans un premier moment, la capacité d'action des étudiants antifranquiste, car le SEU est une organisation très solide qui contrôle strictement toutes les universités espagnoles. Cependant, le SEU traverse une importante crise au début des années 1960, il perd progressivement du pouvoir dans les universités – dû en partie à l'activité de l'opposition, mais aussi à une diminution de ses prérogatives – et ses militants se radicalisent⁷². La lutte constante contre l'entrisme dans le SEU de la part de sa direction, qui passe par plusieurs restructurations locales et nationales, débilite le syndicat franquiste. De surcroît, la propagande anti SEU contribue à sa perte de légitimité aux yeux des étudiants non-mobilisés⁷³. En avril 1965, face à la débilitation du SEU et à sa corruption par les organisations de l'opposition, le gouvernement décide de supprimer le Sindicato Español Universitario, et le remplace par une nouvelle structure : les Asociaciones Profesionales de Estudiantes (APE)⁷⁴. L'année universitaire 1965-1966 arrive avec un choix décisif pour le mouvement universitaire : accepter les APE comme remplacement du SEU et commencer à s'organiser dans cette nouvelle structure, ou profiter de cet interrègne universitaire pour lancer la constitution des Sindicatos Democráticos de Estudiantes (SDE). Il est important de noter qu'en 1965, et depuis plusieurs années, se tiennent déjà des réunions entre des représentants des différents districts universitaires pour coordonner les actions sur le front universitaire, et que dans une de ces rencontres, lors de la deuxième Reunión Coordinadora de representantes de Universidades, les étudiants avaient refusé en bloc le « nou SEU »⁷⁵, puisque les APE sont dès leur création perçues comme le nouveau SEU. C'est donc lors de cette rentrée universitaire que se fixe à Barcelone la création du Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona (SDEUB) comme objectif à court terme. Dans leur publication *Universitat*, les militants de la cellule universitaire du PSUC annoncent les perspectives pour l'année : la constitution du syndicat démocratique et l'organisation du Congreso Nacional de Estudiantes⁷⁶. Seulement une année avant, en

⁷¹ *Ibid.* p. 246.

⁷² Jordi Sancho Galán, *El PSUC y la Universidad. Organización, movimientos y movilización universitaria durante el franquismo (1956-1977)*. *op. cit.* p. 86

⁷³ *Ibid.* p. 175.

⁷⁴ *Ibid.* p. 236.

⁷⁵ *Ibid.* p. 237 ; « Editorial » *Universitat. Òrgan dels estudiants del P.S.U. de Catalunya*, 8^e année, n°1, octobre 1965, p. 1.

⁷⁶ « La perspectiva política de la lluita dels estudiants » *Universitat. Òrgan dels estudiants del P.S.U. de Catalunya*, 8^e année, n°1, octobre 1965, p. 3.

novembre 1964, sont créés les Comisiones Obreras de Catalunya lors d'une réunion clandestine dans la paroisse de Sant Medir à Barcelone. Les syndicalistes sortent de l'entrisme dans le Sindicato Vertical, et constituent une structure propre. CCOO de Catalogne va être un important référent pour le mouvement universitaire, qui visait un processus similaire⁷⁷. L'année scolaire 1965-1966 sera celle de la préparation de l'assemblée constituante du SDEUB, dont la date fut fixée au 9 mars 1966 au couvent des Capucins de Sarrià, d'où le nom *Caputxinada* qui est donné à l'assemblée. Le mouvement universitaire après la création du SDEUB est moins intéressant pour ce sujet, étant donné que Solé Tura se trouvait écarté de force de l'université. Il ne retourne à l'Université de Barcelone que pour la première moitié de l'année scolaire 1968-1969, lorsque le mouvement universitaire barcelonais est extrêmement affaibli et divisé, d'une part à cause de la répression constante subie par les militants étudiants, mais aussi en raison des scissions dans le mouvement⁷⁸. Entre 1966 et 1968, plusieurs grandes scissions ont lieu au PSUC, notamment celle du Partido Comunista de España (internacional), scission « antirévionniste » dont les membres étaient principalement d'origine universitaire. L'influence d'événements internationaux comme la révolution algérienne ou vietnamienne, ainsi que l'influence de mai 68, développe de nombreux courants de la « gauche révolutionnaire », qui se sépare du PSUC et refuse de travailler avec ses militants⁷⁹.

C'est dans ce cadre de mobilisation que Jordi Solé Tura réintègre l'Université de Barcelone en 1965. Mais donc quel rôle joue un professeur antifranquiste dans ce mouvement ? Pour le cas de Solé Tura nous avons trois exemples : sa participation dans des cycles de conférences universitaire, sa présence lors de *La Caputxinada* ainsi que sa contribution à la rédaction de certains documents du SDEUB, et la conférence du 17 janvier 1969, qui mène à son arrestation quelques jours plus tard. Je ne vais pas beaucoup m'étendre sur le premier exemple, présentant un seul cas, le plus intéressant et représentatif à mes yeux : la conférence prononcée à la Escuela Superior de Administración y Dirección de Empresas de Barcelone (ESADE) en mars 1966. L'intérêt que présente cette conférence est différent à celui des conférences qu'ont été étudiées dans le chapitre précédant. Au début du mois de février 1966, Solé Tura reçoit une lettre du frère jésuite et militant antifranquiste Joan Nepomuceno García-Nieto l'invitant à un cycle de

⁷⁷ Jordi Sancho Galán, « Los estudiantes comunistas y la movilización universitaria durante el franquismo » *op. cit.* p. 245.

⁷⁸ *Ibid.* p. 250.

⁷⁹ Julio Pérez Serrano, « Consejistas, Trotskistas y Maoístas : Disidencias comunistas en España durante la Guerra Fria » Erice Sebares, Francisco (dir.), *Un siglo de comunismo en España II: presencia social y experiencias militantes*. Madrid, Akal, 2022, p. 800-801.

conférences à ESADE le 8 mars de la même année⁸⁰. ESADE était un établissement d'enseignement supérieur privé, fondé à la fin des années 1950, et dirigé directement par la Compagnie de Jésus. Dans les années 1960 et 1970, ESADE est un lieu de rencontre intellectuelle pour les antifranquistes catalans, notamment pour les militants catalanistes. Le 8 mars 1966, Jordi Solé Tura présente sa conférence, « Los condicionamientos políticos del desarrollo », portant sur l'actualité économique et politique du pays⁸¹. L'événement n'est pas anodin, il se déroule le jour avant *La Caputxinada*, seulement à 500 mètres de distance du Couvent des Capucins de Sarrià, et compte parmi ses invités des représentants du Église progressiste comme le prêtre José María Díez-Alegría. La contestation du mouvement universitaire barcelonais est en effet à son paroxysme en mars 1966. L'intérêt donc de la participation de Solé Tura dans la conférence n'est pas ici dans l'aspect universitaire mais dans la reconnaissance de Solé Tura comme une des figures professorales importantes du mouvement universitaire. La date de l'assemblée constituante est déjà annoncée, mais pas l'endroit, cette conférence peut donc être perçue comme un prélude à l'assemblée du lendemain, pour haranguer et encourager les étudiants barcelonais. Même si des hypothèses peuvent être faites sur la proximité géographique entre ESADE et le couvent des Capucins de Sarrià, ce ne seraient que des suppositions sans aucun fondement. Le deuxième exemple est en revanche plus riche. Le 9 mars 1966 débute l'assemblée constituante du SDEUB, à laquelle participent 450 étudiants et 30 invités (intellectuels et professeurs)⁸². Ces invités ont ici deux fonctions : montrer leur soutien à la mobilisation des étudiants, qui leur concerne également, et assurer une certaine sécurité pour l'évènement, puisqu'un éventuel assaut de la Brigada Político Social (BPS) est jugé moins probable avec la présence de grands intellectuels parmi les étudiants. Jordi Solé Tura est, avec Josep Cano et Lluís Gorostiaga, le représentant des professeurs de la faculté de Droit⁸³. Cependant, l'ex militant du PSUC a des responsabilités additionnelles dans cette assemblée. Selon un rapport policier produit après l'arrestation de Jordi Solé Tura le 13 mars 1966 à sa sortie du couvent des Capucins de Sarrià, il est, avec José Cano Tembleque, l'auteur des statuts du SDEUB, présentés et votés lors de l'assemblée⁸⁴. Celle-ci est la seule mention qui confirme la participation de Solé Tura dans la rédaction des

⁸⁰ AHMMDV, FJST, Correspondència.. Lettre de Juan N. García-Nieto à Jordi Solé Tura, 4 février 1966.

⁸¹ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.37. « "Condicionamientos políticos del desarrollo". Conferencia ESADE », février 1966.

⁸² Jordi Sancho Galán, *El PSUC y la Universidad. Organización, movimientos y movilización universitaria durante el franquismo (1956-1977)*. op. cit. p. 260-261.

⁸³ *Ibid.* p. 261.

⁸⁴ Arxiu Nacional de Catalunya, Fons Unió Democràtica de Catalunya, ANC1-1274-T-1597 « Recull d'informació sobre Jordi Solé Tura. », mars 1966.

statuts. Cependant, Jordi Sancho Galán signale dans sa thèse le « rôle fondamental des étudiants et professeurs de la faculté de Droit » dans la création du document⁸⁵. Finalement, et assez brièvement puisque l'évènement ne permet pas davantage, il s'agit de se pencher sur la conférence que Jordi Solé Tura prononce à la faculté de Sciences économiques de l'Université de Barcelone le 17 janvier 1969. Ce même jour se tient une assemblée d'étudiants organisée par des militants du PCE (i) et des militants des Comités de Estudiantes Socialistas, pour continuer dans la dynamique lancée par les assemblées des jours précédents⁸⁶. Cependant, ces militants de la gauche révolutionnaire prétendent exciter les étudiants présents pour envahir le rectorat. Face à ce qu'ils considèrent comme une grande erreur tactique, des militants du PSUC et de la Unión de Estudiantes Revolucionarios (UER), proches du professeur Solé Tura, demandent à ce dernier d'improviser une conférence pour attirer les étudiants et éviter qu'ils assistent à l'assemblée subversive⁸⁷. Solé Tura organise alors une conférence sur la fonction sociale de l'université, avec la présence de nombreux étudiants, mais malgré cela, l'assemblée étudiante se déroule avec succès, ce qui mène à l'occupation du rectorat de la part d'une trentaine de militants qui finit par la dégradation et le saccage d'un buste du *Caudillo*⁸⁸. Cet événement témoigne de rôle de canalisation que jouent les professeurs dans la mobilisation universitaire.

⁸⁵ Jordi Sancho Galán, *El PSUC y la Universidad. Organización, movimientos y movilización universitaria durante el franquismo (1956-1977)*. op. cit. p. 259.

⁸⁶ *Ibid.* p. 366.

⁸⁷ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias*, op. cit. p. 278.

⁸⁸ Jordi Sancho Galán, *El PSUC y la Universidad. Organización, movimientos y movilización universitaria durante el franquismo (1956-1977)*. op. cit. p. 366-367.

Chapitre 5 - Écrivain, professeur et traducteur, la production intellectuelle de Jordi Solé Tura

La consécration de Jordi Solé Tura comme intellectuel passe nécessairement par une production littéraire dans sa spécialité. La production intellectuelle prend ici deux formes : une forme immatérielle, soit les cours et les enseignements de Solé Tura à l'Université de Barcelone et à EISA, et une forme matérielle, soit les articles, contributions d'ouvrages collectifs, et même des ouvrages complets. Il est important de préciser que cette forme immatérielle fait indéniablement partie de la production intellectuelle de Solé Tura. La production écrite de l'ex militant communiste pendant cette période est essentiellement composée de traductions – souvent accompagnées d'introductions et du travail d'édition – et d'articles pour le grand public. Le seul ouvrage publié par Solé Tura sous le franquisme, *Catalanisme i revolució burgesa*, date aussi de cette période. Une sous-partie est dédiée intégralement à l'ouvrage à la fin de ce chapitre. Tous les articles écrits par Jordi Solé Tura mais publiés sous pseudonymes dans les publications culturelles du PSUC et du PCE ne sont pas ici abordés, puisqu'ils appartiennent à un contexte personnel et intellectuel très différent dans la vie de Solé Tura. Tout d'abord il s'agit d'étudier ce que j'ai choisi de nommer le travail intellectuel salarié – c'est-à-dire les productions écrites que l'auteur produit en raison, principalement, de la compensation économique que celle-ci lui procure. Ce sera ensuite le tour aux publications dans la presse culturelle légale et travaux spécialisés. Hormis quelques exceptions ici présentes, la production académique – donc des ouvrages portant sur les domaines de spécialité scientifique de Solé Tura – datent d'après la mort de Franco, ils ne sont donc pas analysés ici.

Le travail intellectuel salarié

Dans son prologue au *Diccionario del franquismo : protagonistas y cómplices (1936-1978)*, l'historien catalan Josep Fontana évoque un échange lors d'une rencontre avec l'historien britannique Stanley Payne au sujet du phalangisme avant la Guerre d'Espagne. Pendant de cet échange, Fontana aurait demandé à son collègue quelles étaient les sources de revenus de José Antonio Primo de Rivera et ses camarades pendant cette période, mais il n'a pas obtenu de réponse⁸⁹. Il n'y a ici aucun parallélisme à faire entre Primo de Rivera et Solé

⁸⁹ Fontana, Josep « Prólogo », Angosto, Pedro Luis. *Diccionario del Franquismo: protagonistas y cómplices (1936-1978)*. Editorial Comares, Grenade, 2017. p. XVII-XVIII.

Tura, ni entre les engagements politiques de chacun. Fontana, en accord avec l'école historiographique qu'il défendait, nous rappelle donc l'importance de rester ancrés dans la réalité matérielle de l'histoire que nous étudions. Cette réflexion a motivé la mise en avant de cette sous-partie, qui porte sur les travaux commandés à Solé Tura et qui composent la majorité de ses revenus.

Dès la fin des années 1950, Jordi Solé Tura travaille comme traducteur d'italien, français et anglais pour des maisons d'édition en sciences sociales, traduisant au catalan et à l'espagnol des ouvrages de philosophie, de science politique et d'économie⁹⁰. Ce n'est qu'à partir de 1965, après son exclusion du Parti et son retour à Barcelone, que les traductions commandées à Solé Tura sont de plus en plus nombreuses, puisque celles-ci vont constituer, avec le petit salaire de professeur assistant à l'université, ses seuls revenus⁹¹. A cette époque, les tâches de traduction sont un outil fréquent des intellectuels lorsqu'ils traversent des difficultés financières, puisque celles-ci entrent dans leur domaine de compétences et apportent une rémunération correcte, mais qui ne comptent pas avec beaucoup de volontaires en raison de la grande quantité de temps requise pour les traductions à ce moment⁹². Dans ses mémoires, Jordi Solé Tura signale l'importance de Josep Maria Castellet, éditeur et écrivain barcelonais et directeur des Edicions 62 et Ediciones Peninsula, qui en ce moment d'incertitude personnelle et professionnelle propose du travail comme traducteur pour Edicions 62⁹³. La relation amicale entre Jordi Solé Tura et Josep Maria Castellet est cruciale pour comprendre le réseau que Solé Tura a tissé dans le milieu éditorial dès son retour en Espagne. Le nom de Castellet est déjà apparu dans des pages précédentes, puisque les liens intellectuels, politiques et personnels entre l'écrivain et le juriste datent du début de l'engagement antifranquiste de Solé Tura.

L'histoire de la maison d'édition Edicions 62 est représentative des évolutions que connaît le monde de l'édition catalan dans les années 1960, notamment des maisons d'édition de sensibilité antifranquiste qui pratiquent le *posibilismo* – c'est-à-dire la critique du régime franquiste dans la mesure de ce qui est possible, en s'adaptant et en contournant légalement la

⁹⁰ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Jordi Solé Tura à Edicions 62, 27 novembre 1967.

⁹¹ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias*, op. cit. p. 217.

⁹² Pour le cas du philosophe Manuel Sacristán après son exclusion de l'Université de Barcelone en 1965 voir Giaime Pala *La cultura clandestina: Los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. op. cit. p. 119.

Nous n'avons pas trouvé des contrats de traduction de Jordi Solé Tura, ou d'autres traducteurs proches, pour avoir une estimation de la rémunération que l'activité pouvait apporter, mais tenant compte des témoignages que nous avons utilisés, la rémunération était faible mais suffisante pour couvrir les dépenses les plus élémentaires.

⁹³ « CASTELLET, Josep María » dans Jacinto Soriano, *Diccionario de la España franquista (1936-1975)*. op. cit. p. 192 ; Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias*, op. cit. p. 216.

censure. Il est important de préciser que si l'on parle ici du monde éditorial catalan particulièrement, en non pas du monde éditorial espagnol, c'est en raison de la spécificité linguistique catalane. Jusqu'en 1962, la publication d'ouvrages en catalan est extrêmement contrôlée par les lois de presse franquistes. En contrôlant les ouvrages qui sont traduits au catalan, le régime franquiste peut contrôler et retarder *de facto* la modernisation de la culture catalane, et la diffusion de la culture nationale catalane aux nouvelles générations. Après la révision des interdictions aux langues régionales par le nouveau ministre d'information et tourisme Manuel Fraga Iribarne à la fin de l'année 1962, la publication du catalan est libéralisée. Cette ouverture du marché éditorial catalan a créé une très importante demande de traductions d'ouvrages au catalan⁹⁴. Dans les premières années après la libéralisation, la publication d'ouvrages traduits au catalan augmente de plus de 470%, passant de 49 ouvrages traduits au catalan en 1962, à 236 traductions en 1965. Non seulement est en hausse la quantité, mais aussi la proportion de traductions dans les ouvrages publiés en catalan face aux ouvrages originaux. En 1962, la proportion est de 18% d'ouvrages traduits face à 82% d'ouvrages dont le catalan est la langue originale. En revanche, en 1965, 54% des ouvrages publiés en catalan sont désormais des traductions. Après 1969 la proportion se stabilise autour de 10-20% pour les ouvrages traduits⁹⁵. Dans le cas concret d'Edicions 62, le ratio atteint des chiffres entre 70% et 85% pour les traductions dans le total de livres édités entre 1963 et 1966⁹⁶. Il faut cependant préciser que Edicions 62 est une maison d'édition spécialisée en traduction de littérature et essais étrangers. Néanmoins, cette gigantesque masse de traductions entre 1963 et 1968 témoigne du retard palpable dans l'édition en catalan, et de la volonté de rattraper le temps perdu. La grande majorité des traductions faites par Jordi Solé Tura sont faites pour Edicions 62, dont le directeur le qualifie d'« excellent traducteur⁹⁷ ». Dans la correspondance de Solé Tura se trouvent deux lettres qui lui sont adressées de la part de deux maisons d'édition, Edició de materials et Editorial Tecnos, pour lui demander ses services comme traducteur, qu'il refuse par manque de temps⁹⁸. C'est grâce à ses travaux de traduction chez Edicions 62 que Solé Tura se fait connaître comme un traducteur de renommée pour les ouvrages en sciences sociales et grâce à quoi il constitue un réseau assez conséquent dans le secteur de l'édition.

⁹⁴ Francesc Vallverdú, « La traducció i la censura franquista: la meua experiència a Edicions 62 ». *Quaderns. Revista de Traducció*, n° 20, 2013, p. 11.

⁹⁵ Francesc Vallverdú, « L'edició en català i l'experiència d'Edicions 62 ». *Edicions 62: vint-i-cinc anys (1962 - 1987)*. Barcelona, Edicions 62, 1987. p. 117.

⁹⁶ *Ibid*, p. 183.

⁹⁷ Josep Maria Castellet, *Memòries confidencials d'un editor*. Barcelona, Edicions 62, 2012, p. 45.

⁹⁸ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Gabriel Tortella à Jordi Solé Tura. 1^{er} juin 1965 ; Lettre de Ignasi Vidal, 5 mars 1966.

Entre 1964 et 1969, Jordi Solé Tura traduit trente-sept livres au catalan et à l'espagnol. Parmi ses traductions se trouvent d'importants ouvrages tel que *Eros et civilisation* (1955) d'Herbert Marcuse, *Histoire de la philosophie occidentale* (1946) de Bertrand Russell ou encore *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* (1964) d'André Gorz. De plus, Solé Tura est le traducteur catalan de nombreux ouvrages de grands auteurs tels que Karl Marx, Friedrich Engels, Antonio Gramsci, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Erich Fromm, Karl Mannheim et Betty Friedan⁹⁹. La relative libéralisation de la censure par le ministre Fraga permet aussi la publication de livres qui sont jusque-là strictement interdit, ainsi les classiques marxistes ou les contributions plus récentes au marxisme de philosophes français et allemands sont traduits et publiés en catalan. Solé Tura contribue avec son travail de traduction à la diffusion de ces textes dans le milieu antifranquiste catalan, qui gagnent en intérêt après les événements de mai 68 à Paris, où lui-même est présent. En définitive, les traductions sont pour Solé Tura un moyen de stabiliser sa situation économique tout en restant dans son domaine de spécialité, mais aussi une façon de contribuer au développement de la culture politique de l'antifranquisme catalane, en facilitant l'accès à la littérature émancipatrice.

Au-delà des traductions, qui représentent la vaste majorité du travail que les maisons d'édition proposent à Jordi Solé Tura, des introductions, prologues et même des chapitres dans des grands ouvrages lui sont proposés. Grâce à trois *curriculum*s produits par lui-même en 1967, 1970 et 1975, il est possible de dresser la liste de ces contributions¹⁰⁰. D'abord, il y a dans cette liste un certain nombre de prologues, préfaces, introductions ou encore épilogues, qui sont liés aux traductions faites par Solé Tura. Il n'est donc pas rare pour Solé Tura de préfacier ou introduire un ouvrage qu'il a lui-même traduit. Ce travail permet, en même temps, de donner une valeur ajoutée aux traductions, qui compte donc avec des courts textes d'un spécialiste dans la matière, et ce qui permet aussi aux maisons d'édition de valoriser Jordi Solé Tura, en lui donnant plus de visibilité qu'en tant que traducteur, puisque le nom des auteurs des préfaces et introductions est indiqué dans la première page du livre, et parfois même sur sa couverture. Pour Solé Tura cela est également une excellente occasion pour pouvoir développer ses écrits et se montrer comme le spécialiste qu'il était, dans un cadre plus court et plus libre. Cet espace qui lui est dédié est relativement libre, et devient régulièrement une plateforme pour

⁹⁹ AHMMDV,FJST, Arxivador 4: 4.80, « Resum curricular » 1975. p. 2

¹⁰⁰ AHMMDV,FJST, Arxivador 4: 4.80, « Resum curricular », 1975 ; Arxivador 12 : 12.2. « Curriculum académico Jorge Solé Tura » 1970; AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Jordi Solé Tura à Edicions 62, 27 novembre 1967.

l'auteur pour développer sa pensée ou aborder les sujets qu'il souhaite rendre accessible au grand public, au-delà des militants et compagnons de route.

Dans son *curriculum* académique de 1975, Solé Tura énumère toutes ses contributions : un épilogue pour la traduction catalane de *Freedom, Power and Democratic Planning* de Karl Mannheim, un épilogue pour la traduction catalane de *The Two Cultures and the Scientific Revolution* de Charles Percy Snow, trois prologues pour des traductions catalanes et espagnoles de Antonio Gramsci¹⁰¹, ainsi que deux introductions pour la réédition de deux ouvrages historiques des pères fondateurs du catalanisme politique moderne, *Lo catalanisme* de Valentí Almirall et *Las nacionalidades* de Francesc Pi i Margall. A travers son travail dans ces ouvrages, Solé Tura montre son expertise en différents sujets : le marxisme de Gramsci, étant lui un des principaux experts en Espagne avec Manuel Sacristán et Giulia Adinolfi, la théorie des sciences sociales, et le nationalisme catalan moderne.

Pour en conclure sur cette partie, il est nécessaire d'évoquer deux écrits de Solé Tura, de plus grande étendue et qui reçoivent des problèmes lors de sa publication. Le premier est un chapitre intitulé « Les drames des socialismes occidentaux », pour l'ouvrage collectif *Problemes de la política a occident*, commandé à Solé Tura par Edició de Materials en 1967¹⁰². Le projet du livre fut abandonné après plusieurs refus de la part de la censure¹⁰³, néanmoins le chapitre est intégralement écrit et une copie inédite existe dans les archives personnelles de Jordi Solé Tura¹⁰⁴. Le deuxième écrit est une monographie, qui est également une commande à Solé Tura, dont la publication est interrompue par la censure au cours de l'année 1967. Le livre intitulé *Ideari de Valentí Almirall* devait être une synthèse et une analyse de la pensée politique de Valentí Almirall, un des principaux théoriciens du catalanisme politique du XIXe siècle¹⁰⁵. Quelques mois avant cette interruption, le *magna opus* d'Almirall, *Lo catalanisme*, est réédité, et préfacé par Jordi Solé Tura. Aucun document concernant spécifiquement ce livre existe parmi les archives de Solé Tura, et par conséquent je n'ai pas davantage d'informations

¹⁰¹ Il s'agit de textes choisis portant sur la culture et la littérature issus des *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci, ainsi qu'un extrait du Cahier 13 portant sur les partis politiques (appelé « Le prince moderne »). Antonio Gramsci, *Cultura i literatura*. Barcelona, Edicions 62, 1966. Antonio Gramsci, *El príncep modern*. Barcelone, Edicions 62, 1968.

¹⁰² AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Ignasi Vidal i Santfeliu à Jordi Solé Tura, 5 juin 1967..

¹⁰³ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Ignasi Vidal i Santfeliu à Jordi Solé Tura, 7 février 1968.

¹⁰⁴ AHMMDV, FJST, Arxivador 2 : 2.56 « Els drames dels socialismes occidentals », septembre 1967.

¹⁰⁵ AHMMDV, FJST, Correspondència. Lettre de Jordi Solé Tura à Edicions 62, 27 novembre 1967.

sur les modalités de la commande du livre, les délais donnés ou sur la rémunération. Cependant, *Ideari de Valentí Almirall* est finalement autorisé et publié par *Edicions 62* en 1974.

La participation de Solé Tura dans la presse antifranquiste légale

Au courant des années 1960, un nouveau type de contestation émerge et se répand rapidement : la presse d'opposition légale. À différence de la presse militante clandestine comme pouvait être *Treball*, *Nous Horitzons*, ou *Nuestra Bandera*, qui est rédigée, imprimée et distribué illégalement dans l'ombre de la répression du régime, dont la seule possession constitue déjà un délit, ces nouvelles publications sont totalement légales et reconnues par l'État. Certaines de ces revues comme celle publiée en catalan *Serra d'Or*, ou la revue dirigée par l'ancien ministre franquiste Joaquín Ruiz-Jiménez, *Cuadernos para el diálogo*, sont fondées pendant cette période, en revanche d'autres revues, déjà en circulation, adaptent leur ligne éditoriale pour intégrer ce groupe que l'on peut qualifier de presse d'opposition modérée, telles que *Destino* ou *Triunfo*. Néanmoins, ces publications, même si totalement légales et autorisées, sont souvent victime de la censure. Car si un discours d'opposition est relativement toléré – plus qu'autorisé – le régime garde un contrôle de fer sur toute la presse. Les publications que sont ici étudiées sont *Serra d'Or*, *Cuadernos para el Diálogo*, *Destino*, et *Oriflama*, puisque ce sont celles où Solé Tura contribue de façon plus régulière¹⁰⁶.

Avant de pénétrer dans les écrits de Solé Tura pour ces revues, il est nécessaire de faire un point sur l'évolution de l'attitude du régime face à la presse légale, et en particulier autour la Loi de Presse de 1966, aussi connue comme *Ley Fraga*. Nommé en 1962 à la tête du Ministère d'Information et Tourisme – assimilé à un ministère de la propagande pour les spécialistes – Manuel Fraga Iribarne représente un renouveau au sein du régime franquiste. Fraga fait partie de la génération qui n'a pas combattu pendant la Guerre, mais qui vit et profite de la victoire de son camp politique. En outre, Fraga n'est pas un militaire professionnel, par ailleurs sa formation militaire est minimale. Avant d'être nommé ministre, il occupe longtemps la fonction de professeur en droit constitutionnel et droit politique à l'Université de Madrid, où il détient la chaire. De même, il assure certaines fonctions politiques dans le secteur de l'enseignement et la culture¹⁰⁷. Promue en 1966, la *Ley de Prensa e Imprenta* représente un

¹⁰⁶ AHMMDV, FJST, Arxivador 12 : 12.2. « Curriculum académico Jorge Solé Tura », 1970.

¹⁰⁷ « FRAGA IRIBARNE, Manuel » dans Jacinto.Soriano, *Diccionario de la España franquista (1936-1975)*. op. cit. p. 387-389.

assouplissement relatif des normes de publication dans le pays. Comme signale Isabelle Renaudet dans sa thèse sur la presse d'opposition au franquisme pendant le *tardofranquismo* et la transition démocratique, la loi de mars 1966 est adoptée – entre autres – dans le but « d'harmoniser la norme avec la réalité d'un nouveau contexte¹⁰⁸ ». Jusqu'en 1966, les textes juridiques franquistes concernant la censure et la liberté de presse restent intacts depuis leur création en 1938 (établies lors de la *Ley de Prensa* du 22 avril 1938 dans la partie du territoire espagnol sous contrôle des forces nationalistes). La Loi de Presse de mars 1966 confirme un certain nombre de normes, tel que l'article premier qui autorise la liberté d'expression dans l'obligation du respect des *Leyes Fundamentales del Estado* et de *Principios del Movimiento Nacional*¹⁰⁹, et introduit des nouveautés, notamment sur la censure, tel que l'article trois de la Loi qui dispose que l'État ne peut plus appliquer la censure préalable à la publication¹¹⁰. La *Ley Fraga* introduit également des nouveautés sur la constitution et le fonctionnement des « entreprises journalistiques ». L'article seize octroie la liberté d'entreprise à « toute personne de nationalité espagnole et résidant en Espagne », alors que l'article quarante donne la liberté de désignation de directeur aux entreprises, dans les limites de ce qui est établi par l'article trente-six – principalement des interdictions visant les personnes ayant été condamnées dans le passé – ce qui n'est pas le cas jusqu'en 1966¹¹¹. Cependant, la nouvelle Loi de Presse prévoit, dans l'ensemble des articles de son dixième chapitre, des sanctions pour les auteurs, les directeurs et même pour les imprimeurs, donc tous les éléments qui participent à la publication indépendamment de leur implication¹¹². Fraga présente donc cette loi comme une libéralisation de la liberté de presse, ce qui n'est vrai qu'en partie, car la censure est toujours présente – seul le moment où celle-ci intervient est modifié après la nouvelle loi – la liberté de presse reste subordonnée aux principes idéologiques du national-catholicisme, et de nombreuses sanctions sont prévues les différents acteurs du monde éditorial¹¹³. Néanmoins, toute ouverture, pour limitée qu'elle soit, est bienvenue par ces intellectuels antifranquistes, et leur activité ne cesse de s'accroître après l'adoption de la *Ley Fraga*, malgré la censure et la répression.

Les publications sur lesquelles est mise la focale sont deux publications catalanes liées à l'Église catholique, *Serra d'Or* et *Oriflama*, ainsi que deux publications en espagnol liées à

¹⁰⁸ Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique. op. cit.* p. 23.

¹⁰⁹ BOE-A-1966-3501, Ley 14/1966, de 18 de marzo, de Prensa e Imprenta.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ Georgina Cisquella, et al. *Diez años de represión cultural: la censura de libros durante la Ley de Prensa, 1966-1976*. Barcelona, Editorial Anagrama, 1977, p. 21 ; p. 25.

un secteur du franquisme « reconverti », *Cuadernos para el diálogo*, et *Destino*. Ce sont dans ces revues où Solé Tura publie le plus pendant la période comprise entre 1964 et 1969. Un grand nombre des articles écrits par Solé Tura et publiés dans ces revues sont conservés et facilement consultables¹¹⁴ ; cependant il n’y a pas une liste de tous ses articles, et la recherche dans les archives de ses publications est impossible car celles-ci ne sont pas numérisées, et sont uniquement disponibles sur place à la Biblioteca Nacional de España, à Madrid. Avant de s’intéresser aux écrits de Jordi Solé Tura, faisons rapidement l’histoire de ces revues, en commençant par les deux revues catalanes.

Fondée en 1958, *Serra d’Or* commence à être diffusée mensuellement, et de façon ininterrompue, dès 1959 depuis l’abbaye de Montserrat, à quelques dizaines de kilomètres de Barcelone. La revue est éditée par les *Publicacions de l’Abadia de Montserrat*, service d’imprimerie et d’édition du monastère. Par conséquent, *Serra d’Or* est une publication identifiée à l’opposition catholique, en particulier l’opposition catholique catalaniste. Cependant, la revue n’est en aucun cas une revue religieuse ou théologique. Parmi les auteurs publiés dans ses pages se trouvent parfois des hommes d’Église – la revue est même dirigée pendant cette période par le prieur Maur Maria Boix – mais la thématique de la revue demeure laïque ainsi que culturelle. Le caractère de publication ecclésiastique octroie une plus grande protection face à la censure, car jusqu’à l’adoption de la Loi Fraga, les publications de l’Église n’étaient pas soumises aux mêmes contrôles que l’ensemble de la presse¹¹⁵. L’origine de *Serra d’Or* se trouve dans des discussions entre l’abbé Aureli Maria Escarré – qui s’exile en 1965 après une confrontation ouverte avec le régime franquiste¹¹⁶ – et des jeunes antifranquistes, représentants de la droite catalaniste¹¹⁷. La revue se donne pour objectif et pour ligne de conduite la défense du catalan et de la culture catalane, dans un contexte où celle-ci est empêchée et effacée par le régime. Les privilèges ecclésiastiques sont rapidement retirés, après des années de tension avec le Ministère d’Information et Tourisme, et à partir de 1966 *Serra d’Or* est soumise aux mêmes normes juridiques de publication que les rédactions laïques. La censure cerne alors *Serra d’Or*, qui est visée comme une publication à surveiller en

¹¹⁴ Une trentaine d’articles, et pour certains cas leurs brouillons, sont conservés au AHMMDV-FJST. Pour la revue *Destino*, la quasi-totalité de ses numéros ont été numérisés et sont librement accessibles sur le site de l’Arxiu de Revistes Catalanes Antiges (<https://arca.bnc.cat>)

¹¹⁵ Decreto 2246/1966, de 23 de julio, sobre el estatuto legal de las publicaciones de la Iglesia. *Boletín Oficial del Estado*, n°217, 10 septembre 1966.

¹¹⁶ Le conflit est devenu public après la parution d’un entretien de l’abbé Escarré dans la presse française. « "Le régime espagnol se dit chrétien mais n'obéit pas aux principes de base du christianisme" déclare au " Monde " l'abbé de Montserrat » *Le Monde*, 14 novembre 1966.

¹¹⁷ Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier: la presse d’opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique. op. cit.* p. 182

permanence. Jordi Solé Tura vit ce contrôle du régime dans sa chaire, car suite à la publication d'un numéro où paraît un de ses articles, le Ministère d'Information et Tourisme ouvre une enquête contre la revue et son directeur, en raison de non-respect des conditions de publication données à *Serra d'Or*¹¹⁸. La première trace que nous avons de Solé Tura dans la revue date de mai 1965. Ce sont deux articles de six pages chacun, le premier intitulé « Entorn del llibre de C.P. Snow Humanisme i Ciència: ¿dos mons oposats? » portant sur l'ouvrage de C.P. Snow publié par Edicions 62, et que traduit lui-même, et un deuxième nommé « Marcel·lí Domingo i el 'dominguisme' », où est abordé l'héritage politique du ministre républicain Marcel·lí Domingo¹¹⁹. Sur la dizaine d'articles de Solé Tura pour *Serra d'Or*, les sujets sont très différents, et vont de l'histoire du catalanisme politique, sa spécialité, aux articles d'analyse d'actualité politique, mais en passant aussi par la recension d'ouvrages¹²⁰. *Serra d'Or* devient également pour Solé Tura un champ de bataille contre la droite catalaniste, qui se veut hégémonique au sein du nouveau antifranquisme catalan. Dans les pages de la revue ont donc lieu des féroces échanges entre Solé Tura et des représentants de cette variante du catalanisme, tel que l'historien Josep Benet, avec qui il partage également un espace dans le projet EISA.

Tout comme *Serra d'Or*, la revue *Oriflama* est une publication ecclésiastique. Le premier numéro de la revue est édité en 1961 par le diocèse de Vic, dans le nord de la Catalogne. *Oriflama* partage également d'autres caractéristiques techniques avec la revue de l'abbaye de Montserrat : les deux sont publiées mensuellement et sont intégralement rédigées en catalan. En revanche, *Oriflama* vise un public plus jeune que *Serra d'Or*, qui s'adresse à l'ensemble de la société catalane. Vers la fin des années 1960, la revue vigatane est la plus importante revue de jeunesse en Catalogne, avec plus de quatre-mille abonnements¹²¹. Selon Miquel Martí i Pol, responsable de la section littérature de *Oriflama*, le public de la revue est majoritairement issu de la classe ouvrière catalane et l'âge moyen de ses lecteurs se situe autour de 23 ans¹²². La participation de Jordi Solé Tura dans la rédaction de la revue *Oriflama* – qui n'est en aucun cas une activité rémunérée – débute avec un article sur le philosophe français André Gorz et son

¹¹⁸ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Jordi Sarasanedas à Jordi Solé Tura. 23 août 1968.

¹¹⁹ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.2.1 « “Entorn del llibre de C.P. Snow Humanisme i Ciència: ¿dos mons oposats?” », mai 1965; 2.2.2. « Marcel·lí Domingo i el 'dominguisme' », mai 1965.

¹²⁰ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.2.4. « “La figura de Prat de la Riba i la pseudo-ortodòxia actual. A propòsit d'unes crítiques” ». » ; 2.2.5. « “Els condicionaments de la política exterior britànica” » ; 2.2.9. « “Stalin, una biografia política, per Isaac Deutscher. Edició de Materials, Barcelona, 1967. Traducció de Josep Verde i Aldea” ».

¹²¹ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Miquel Martí i Pol à Jordi Solé Tura, 1^{er} janvier 1968.

¹²² *Ibid.*

ouvrage *Stratégie ouvrière et néocapitalisme* – traduit au catalan par Solé Tura l'année précédente – dans le numéro de février 1968¹²³. Son arrivée dans les pages de la revue se produit quelques mois avant la nomination de Josep Maria Huertas Clavería comme directeur. Sous sa direction, *Oriflama* connaît un grand tournant laïque et commence à publier davantage d'auteurs étrangers au monde ecclésiastique. Cependant, plus aucune trace de Solé Tura est trouvée dans la revue jusqu'en 1976¹²⁴. N'ayant pas accès aux numéros de *Oriflama*, il est donc impossible de connaître la fréquence de publication Jordi Solé Tura pour la revue de jeunesse, ainsi que de connaître leur contenu.

Après *Serra d'Or* et *Oriflama*, c'est le tour à *Cuadernos para el diálogo*. Celle-ci est, parmi les quatre publications évoquées ici, la plus marquante et influente pour l'antifranquisme dans l'ensemble de l'État. Fondée en 1963, et dont la parution est mensuelle, *Cuadernos para el diálogo* est la plus récente des publications pour lesquelles Solé Tura écrit. Joaquín Ruiz-Giménez, qui fut ministre de l'éducation nationale entre 1951 et 1956, devient critique du système franquiste vers la fin des années 1950. Sa critique s'inscrit dans la ligne de l'opposition démochrétienne du régime, qui ne critique pas la légitimité du franquisme mais souhaite une grande ouverture du régime. Le titre de sa revue témoigne de sa volonté, qui est celle d'ouvrir le dialogue au sein de la société espagnole, donner une voie à l'opposition, dans la mesure du possible, et faire avancer le système politique pour sortir du franquisme répressif et autoritaire. Ce dialogue est alors animé « par les intellectuels et pour les intellectuels¹²⁵ ». La revue évolue rapidement dans ses positions, allant d'une volonté d'ouverture modérée du régime, donc de collaboration avec certains secteurs du régime favorables à cela, à une opposition plus marquée contre le régime. Isabelle Renaudet propose la confrontation à l'impossibilité du dialogue avec le régime comme explication de cette radicalisation de la ligne éditoriale¹²⁶. Le PCE et le PSUC ont en très grande estime *Cuadernos para el diálogo* et le projet de la revue, qu'ils considèrent comme un modèle à suivre pour l'antifranquisme catholique. Cette relation avec la revue, qui représente un grand courant intellectuel dans l'opposition démocratique, est tout à fait en accord avec la Política de Reconciliación Nacional, stratégie qui guide la totalité des actions du PCE et du PSUC depuis juin 1956. Dans une émission de Radio España Independiente en octobre 1963, Joaquín Ruiz-Giménez et sa revue sont encensés par la rédaction de la radio

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ AHMMD, FJST, Arxivador 5, 5.20. « Resposta al qüestionari sobre el federalisme », mars 1976.

¹²⁵ Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique. op. cit.* p. 88.

¹²⁶ *Ibid.* p. 145.

clandestine¹²⁷. Au long de son existence sous le franquisme, de nombreux intellectuels communistes – ou proches du Parti – écrivent dans les pages de *Cuadernos para el diálogo*, tel que Josep Fontana, Ramon Tamames, Nicolás Sartorius, Simón Sánchez Montero, Alfonso Comín, Juan García Hortelano ou le syndicaliste Marcelino Camacho, mais aussi de très influents intellectuels comme Gregorio Peces-Barba, Enrique Tierno Galván ou José Luis López Aranguren¹²⁸. Depuis la fin de l'année 1965, se trouve parmi les auteurs réguliers de *Cuadernos para el diálogo* un jeune professeur de droit barcelonais, récemment rentré dans le pays après plusieurs années d'exil, comme indiqué dans une lettre entre Jordi Solé Tura et la rédaction de la revue¹²⁹. Tout comme pour *Orifloma*, les articles de Solé Tura pour *Cuadernos* ne sont pas en accès libre en ligne, et ils ne sont pas regroupés dans les Archives municipales de Mollet del Vallès, comme c'est le cas des articles pour *Serra d'Or* et pour *Destino*. Néanmoins, même dans l'absence des articles, il est possible de savoir, grâce aux *curriculum* académiques que produit Jordi Solé Tura au fur et à mesure, que sa signature est, pendant la deuxième moitié de la décennie, habituelle dans les pages de *Cuadernos para el diálogo*¹³⁰. La revue madrilène est un des grands ennemis du ministère de Fraga, et est constamment visée par la censure et poursuivie pour « mise en péril à de multiples reprises l'ordre public¹³¹ ». Un numéro de *Cuadernos para el diálogo* qui contient un article de Solé Tura est interdit par la censure, mais aucune poursuite individuelle fut engagée à son encontre. Le responsable de la rédaction, Pedro Altares, écrit une lettre à Solé Tura pour lui expliquer la situation, tout en le rassurant sur l'absence de conséquences directes pour l'auteur¹³². Ses écrits dans une revue avec une ampleur et une portée comme celle de *Cuadernos para el diálogo*, qui compte autour de quinze-mille abonnements et un tirage moyen de plus de trente-mille exemplaires¹³³, contribuent à la diffusion et popularisation de son nom à l'extérieur des milieux universitaires et des milieux militants catalans. De plus, les amitiés et relations de respects qu'il établit au sein de la rédaction de la revue nourrissent son réseau intellectuel, en construction depuis son exclusion du Parti en 1964.

¹²⁷ Javier Muñoz Soro, *Cuadernos para el diálogo, 1963-1976: una historia cultural del segundo franquismo*. Madrid, Marcial Pons, 2006. p. 45.

¹²⁸ *Ibid.* p. 80-81; Giaime Pala. *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. *op. cit.* p. 105.

¹²⁹ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Pedro Altares à Jordi Solé Tura, 14 janvier 1966.

¹³⁰ AHMMDV, FJST, Arxivador 12, 12.2. « Currículum académico de Jorge Solé Tura », 1970.

¹³¹ Renaudet, Isabelle. *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*. *op. cit.* p. 164-165.

¹³² AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Pedro Altares à Jordi Solé Tura, 14 janvier 1966.

¹³³ Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*. *op. cit.* p. 491.

Finalement, reste à analyser la revue *Destino* et les publications de Solé Tura dans celle-ci. A différence de *Serra d'Or*, *Oriflama* et *Cuadernos*, qui apparaissent à la fin des années 1950 et au début des années 1960, *Destino* est fondée en pleine guerre, en 1937, à Burgos, capitale provisoire du territoire contrôlé par les putschistes. Pendant la première partie de son existence, la revue *Destino* est une publication très favorable et fidèle au régime franquiste qui défend même des positions phalangistes. Dans ses premières années, la revue porte le sous-titre « Semanario de Falange Española Tradicionalista y de las Juntas Ofensivas Nacional-sindicalistas », et sa première page affiche le joug et les flèches, symbole du phalangisme et du nouveau régime, ainsi que des citations de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de Falange Española et martyr nationaliste¹³⁴. Progressivement, le directeur de *Destino*, Ignacio Agustí, ainsi que son partenaire Josep Vergés i Matas se distancient idéologiquement du régime, et avec eux la ligne éditorial de l'hebdomadaire. Dès la moitié des années 1950, *Destino* n'est plus une revue « du régime », et commence à publier des auteurs critiques avec la dictature. La revue adopte donc ce que l'historienne Isabelle Renaudet nomme « la stratégie de la reconversion¹³⁵ ». Il est nécessaire de préciser qu'il s'agit ici de l'opposition monarchique et libérale, donc une opposition endogène au régime, et non pas l'opposition socialiste ou communiste, associé encore au Front Populaire et à l'exil. Il s'agit d'auteurs comme Santiago Nadal, Carles Soldevila, ou Joan Fuster. Des intellectuels proches du phalangisme dans les années 1930 et 1940, qui s'éloignent de celui-ci pour adopter des positions libérales, ou même régionalistes. Dans *Destino*, Jordi Solé Tura écrit dès 1965 des articles de thématique diverses : politique internationale¹³⁶, de théorie politique¹³⁷, ou histoire du nationalisme catalan¹³⁸. Solé Tura écrit pour *Destino* entre 1965 et 1976. Avec *Cuadernos para el diálogo*, la revue *Destino* est parmi les sept revues les plus lues en Espagne au printemps 1970, selon une enquête réalisée par le Instituto de la Opinión Pública¹³⁹.

La participation de Jordi Solé Tura dans la presse d'opposition légale a deux effets sur sa carrière. D'abord, grâce aux articles de ces revues, Solé Tura sort de ce que Giaime Pala

¹³⁴ *Destino*, n° 14, 5 juillet 1937.

¹³⁵ Isabelle Renaudet, *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique. op. cit.* p. 103.

¹³⁶ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.69.5. « La 'revolución cultural' china », septembre 1966 ; 2.69.6. « Rhodesia y el mundo occidental (pequeña guía para el lector ingenuo) » ; 2.69.7. « El conflicto chino-soviético y la 'revolución por la civilización' », février 1967.

¹³⁷ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.69.4. « Francia. Los clubs políticos: presente y futuro », juillet 1965 ; 2.69.1. « La personalización del poder » novembre 1965.

¹³⁸ AHMMDV, FJST, Arxivador 2, 2.69.8. « Las ideas sociales de Prat de la Riba ».

¹³⁹ Renaudet, Isabelle. *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique. op. cit.* p. 73.

désigne comme « le ghetto » des communistes, c'est-à-dire l'isolement intellectuel et politique que subissent les communistes espagnols et catalans de la part du reste de l'opposition au régime¹⁴⁰. N'étant plus identifié comme militant du PSUC, déstigmatisé, plus de possibilités s'ouvrent pour lui, et il entre dans le réseau des intellectuels antifranquistes sans affiliation partisane, tout en gardant une sympathie envers ses anciens camarades. Ensuite, c'est aussi à travers ses articles que Solé Tura se développe intellectuellement, dans un contexte d'empêchements constants à l'université. Ne pouvant plus participer à la presse clandestine du PSUC, ce qui représente une très grande partie de son engagement passé, Solé Tura trouve dans la presse légale un moyen de continuer à développer ses analyses politiques pour le public, pour les masses, avec plus de liberté éditoriale mais avec un strict contrôle étatique. Cette activité, qui n'est pas nécessairement rémunérée, donne à Solé Tura contrôle sur sa production intellectuelle. Cependant, si la presse légale lui permet de recevoir de l'attention et l'intérêt du public, il faudra attendre la parution de son livre, *Catalanisme i revolució burgesa*, en octobre 1967 pour que Jordi Solé Tura soit au centre du débat.

Le moment *Catalanisme i revolució burgesa*

Le premier livre publié par Solé Tura occupe une place éminente dans son parcours politique et personnel. Les nombreuses mentions faites à l'ouvrage tout au long de ce chapitre en témoignent. Publié en juin 1967 par Edicions 62, *Catalanisme i revolució burgesa* s'inscrit dans la commémoration de la Mancomunitat de Catalunya et d'Enric Prat de la Riba lors du cinquantième anniversaire de sa mort. À travers ses articles publiés dans *Serra d'Or* et *Destino* sur Prat de la Riba, Valentí Almirall et Joan Maragall, mais aussi avec son étude de la question nationale catalane dans les publications clandestines du PSUC, Solé Tura se constitue progressivement comme expert du sujet. Il décide même d'écrire sa thèse sur la formation de la pensée politique catalaniste, dont *Catalanisme i revolució burgesa* est la version modifiée et publiée. Il ne s'agit pas ici de faire une histoire du livre, puisque l'historien catalan Francesc Vilanova a déjà fait une étude très sérieuse et complète à ce sujet¹⁴¹. L'objectif dans ces prochaines pages est d'inscrire cet épisode, qui peut être étudié à part comme montre Vilanova dans son article, dans l'histoire de l'engagement de Jordi Solé Tura. Cependant, pour une

¹⁴⁰ Giaime Pala. *El PSUC: l'antifranquisme i la política d'aliances a Catalunya (1956 - 1977)*. Barcelona, Editorial Base, 2011. p. 13.

¹⁴¹ Francesc Vilanova, « 1967. Història d'un llibre. "Catalanisme i revolució burgesa" de Jordi Solé Tura ». *Revista Italiana di Studi Catalani*, n° 8, 2018, p. 39-106.

meilleure compréhension, il semble nécessaire de résumer le contenu de l'ouvrage. Le premier titre proposé pour le livre est *El pensament polític d'Enric Prat de la Riba*¹⁴², plus explicite et moins commercial. Le livre tourne autour de trois axes : l'émergence d'une pensée politique propre à la bourgeoisie catalane au tournant du siècle, la synthèse de cette pensée par Enric Prat de la Riba, et l'expérience politique de la Mancomunitat et de la Lliga Regionalista au début du XXe siècle. La thèse défendue par Solé Tura est la suivante : après avoir échoué à s'imposer et à moderniser l'État espagnol, et particulièrement après la désintégration des restes de l'empire colonial espagnol en Amérique et en Asie en 1898, la bourgeoisie catalane repense son rapport à l'État espagnol et constitue une nouvelle pensée politique propre, qui prend différentes formes (fédéralisme, régionalisme, séparatisme). Cependant une grande contradiction traverse la bourgeoisie catalane au long de cette période dans sa pratique politique, qui est celle de la primauté de l'identité de classe sur l'identité nationale, comme montrent les événements de la « Setmana Tràgica » en 1909, où la bourgeoisie catalane se range derrière la bourgeoisie espagnole pour réprimer des grévistes et de militants ouvriers, et qui se solde avec des centaines de morts et des milliers de procès. Pour Solé Tura, Enric Prat de la Riba est le meilleur représentant de cette évolution idéologique et de cette pratique politique, et qui est encore à ce moment un des théoriciens fondamentaux pour les militants catalanistes. En définitive, le livre de Solé Tura est une lecture marxiste de l'histoire de la pensée catalaniste.

Le processus de création commence plusieurs années avant la date de publication, et il est réaliste de considérer qu'il commence inconsciemment pour son auteur. Dès 1959, le jeune militant communiste commence dans la production d'écrits sur le catalanisme et la question nationale catalane pour les publications culturelles de son parti¹⁴³. Pour Giaime Pala, le livre s'inscrit totalement dans la ligne politique du parti, et semble un développement plus savant de l'analyse du PSUC publié dans *El problema nacional català* en 1961, ouvrage auquel Solé Tura participe¹⁴⁴. Cependant, la rédaction de sa thèse ne commence pas avant 1966, après la réception d'une sanction l'interdisant l'enseignement pendant deux ans. Ses recherches passent par un travail exhaustif sur les œuvres et la vie d'Enric Prat de la Riba, et d'autres représentant du catalanisme, tel que Josep Puig i Cadafalch, remplaçant de Prat de la Riba à la tête de la

¹⁴² Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.* p. 252

¹⁴³ Mateu Oriol (Jordi Solé Tura), «El moment actual del catalanisme polític», *Quaderns de cultura catalana*, n°3, novembre 1959. AHMMDV, FJST, Arxivador 1, 1.0. « Carpeta "Quaderns de Cultura Catalana" », 1959.

¹⁴⁴ Giaime Pala. « Nación y revolución social. El pensamiento y la acción del joven Jordi Solé Tura ». *art. cit.* p. 289.

Mancomunitat après le décès de ce dernier en 1917. Ce travail de préparation a pu être consulté et étudié, car un certain nombre de notes de Solé Tura sur sa thèse sont conservées aux Archives municipales de Mollet del Vallès¹⁴⁵. La thèse est soutenue et jugée brillante, le tribunal lui octroie même la mention *summa cum laude*¹⁴⁶. Dans un article publié dans la revue *Destino* quelques semaines plus tard, le professeur Manuel Jiménez de Parga, qui est également le directeur de thèse de Solé Tura, fait l'éloge de du travail de son disciple et ami¹⁴⁷. Après la soutenance de sa thèse, Solé Tura contacte son ami, éditeur de la maison Edicions 62, Josep Maria Castellet, pour discuter sur la possibilité de publier une version modifiée et en catalan de sa thèse¹⁴⁸. Le 10 octobre 1966, les deux parts signent un contrat pour l'édition du livre¹⁴⁹. Le contrat stipule que Solé Tura dispose jusqu'à la fin de l'année pour remettre à Edicions 62 le manuscrit définitif. Dans le contrat est également indiquée la rémunération prévue pour le livre : un premier paiement avancé de 22 000 pesetas puis 10% du prix de chaque exemplaire vendu¹⁵⁰. Ainsi s'est donc déroulé le processus de création du livre : d'abord avec une réflexion préalable, issue des années de militantisme communiste, puis organisée dans le cadre universitaire, et enfin édité et publié par Edicions 62, pour qui Solé Tura travaille régulièrement dans le domaine de la traduction et l'édition.

Dans un premier temps, et jusqu'en 1970, le livre est uniquement disponible en catalan, ce qui en principe limite sa diffusion à la Catalogne. Malgré cela, la diffusion est rapide et importante, même au-delà du territoire catalan. La première édition du livre compte 3 000 exemplaires¹⁵¹, et, la même année de sa parution, une deuxième et troisième édition paraît également. *Catalanisme i revolució burgesa* est publié au sein de la collection « Llibres a l'abast », une collection qui avait pour but de toucher un plus grand public, en plus des spécialistes, avec des ouvrages portant sur les principaux problèmes et question de l'époque. Le livre suscite l'intérêt des chroniqueurs de la presse barcelonaise¹⁵² comme de la presse madrilène¹⁵³, avec des avis critiques entre enthousiastes et mitigées. Ce qui fait consensus parmi les lecteurs, c'est la certitude que le livre va créer de la polémique. Dans son article sur la thèse de Solé Tura, donc avant la publication de *Catalanisme i revolució burgesa*, Jiménez

¹⁴⁵ AHMMDV, FJST, Arxivador 1, 1.1 « Carpeta "Notes per a l'elaboració de Catalanisme i revolució burgesa (1966-67)" ».

¹⁴⁶ AHMMDV, FJST, Arxivador 12 : 12.2. « Curriculum académico Jorge Solé Tura », 1970.

¹⁴⁷ Manuel Jiménez de Parga « Sobre Prat de la Riba » *Destino*, 3 juillet 1967.

¹⁴⁸ Jordi Solé Tura. *Una historia optimista: memorias, op. cit.* p. 252.

¹⁴⁹ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre d'Edicions 62 à Jordi Solé Tura 10 octobre 1966.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² « Prat de la Riba, hoy » *La Vanguardia Española*, 3 août 1966. p. 10.

¹⁵³ « Burguesía y política en Barcelona » *ABC*, 31 octobre 1966. p. 69

de Parga avance déjà qu'il s'agissait d'« une thèse que, sans doute, sera source de beaucoup de polémique le jour où elle sera éditée en livre¹⁵⁴». Au début de l'année 1968, la revue *Serra d'Or* donne comme chaque année ses prix « Premis Crítica », où Solé Tura est lauréat du prix au meilleur essai de l'année 1967¹⁵⁵. Au cours de l'année, plusieurs maisons d'édition lui proposent la publication de l'ouvrage en espagnol, notamment Alianza Editorial, qui passe par Javier Pradera – ancien dirigeant communiste et connaissance de l'auteur – pour convaincre Solé Tura¹⁵⁶.

Cependant, la réception du public n'est de la même intensité que celle des milieux de l'antifranquisme catalan. L'opposition au régime se divise en trois camps face aux thèses de Solé Tura : d'un côté les nationalistes catalans perçoivent le livre comme une attaque, un autre secteur de l'opposition – proche du socialisme chrétien et de la gauche – émet un avis plus favorable, et enfin un troisième groupe qui reste silencieux face à la publication de l'ouvrage, le PSUC. Comme avancé lors du passage sur la dissolution de EISA, les attaques du nationalisme catalan contre Solé Tura pour son livre viennent principalement de l'historien catalaniste Josep Benet. En janvier 1968, la revue *Serra d'Or* publie un article signé par Josep Benet et intitulé « Sobre una interpretació de Prat de la Riba », où il attaque frontalement Jordi Solé Tura, personnellement, et ses thèses¹⁵⁷. Dans son article, Benet lie les thèses marxistes aux thèses monarchistes sur la Catalogne et les traite comme une seule unité pour les délégitimer aux yeux des lecteurs indécis sur leur position dans le débat. La critique de Josep Benet est double, comme signale Francesc Vilanova, d'abord scientifique, car Benet est un historien spécialisé en histoire catalane, puis politique, car Benet défend sa version du nationalisme catalan¹⁵⁸. Tout au long de son article, l'historien évoque le manque de connaissances et de méthode scientifique de Solé Tura, dédaigne son travail et signale la présence d'« erreurs constantes ». Finalement, Benet accuse Solé Tura de mentir pour attirer des personnes vers le marxisme et le communisme, et les éloigner du nationalisme catalan. Solé Tura ne reste pas impassible face aux calomnies de Benet, et il écrit un article-réponse portant le titre « La figura de Prat de la Riba i la pseudo-ortodòxia actual. A propòsit d'unes crítiques¹⁵⁹ » publié dans le

¹⁵⁴ Manuel Jiménez de Parga « Sobre Prat de la Riba » *Destino*, 3 juillet 1967.

¹⁵⁵ « Concesión de los 'Premis Crítica' » *La Vanguardia Española*, 28 janvier 1968. p. 22.

¹⁵⁶ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència. Lettre de Javier Pradera à Jordi Solé Tura, 12 décembre 1968.

¹⁵⁷ Josep Benet « Sobre una interpretació de Prat de la Riba » *Serra d'Or*, n°100, janvier 1968.

¹⁵⁸ Vilanova, Francesc. « 1967. Història d'un llibre. "Catalanisme i revolució burgesa" de Jordi Solé Tura ». *op. cit.* p. 89

¹⁵⁹ Jordi Solé Tura « La figura de Prat de la Riba i la pseudo-ortodòxia actual. A propòsit d'unes crítiques », *Serra d'Or*, n°101, février 1968.

numéro suivant de la revue. La réponse se fait sur le même ton virulent que la critique, ce qui rompt à jamais les relations cordiales qu'existent entre les deux. Dans le même numéro de *Serra d'Or* que l'article de Josep Benet, le socialiste Isidre Molas – ami et collègue à l'université de Jordi Solé Tura – publie un article portant sur *Catalanisme i revolució burgesa*, intitulé « El pensament polític de Prat de la Riba », qui est largement plus positif et même élogieux, tout en gardant un esprit critique sur l'œuvre¹⁶⁰. La dernière réaction intéressante est celle qui n'existe pas, celle du PSUC. Aucun intellectuel communiste, ni aucune publication culturelle du Parti fait mention du livre, qui est pourtant un sujet chaud dans la communauté intellectuelle de l'antifranquisme catalan. Ce silence vient perpétuer l'attitude des communistes face aux « apostats » de l'organisation. Cependant, les analyses de Solé Tura sont en parfaite harmonie avec les analyses du PSUC sur la question nationale catalane. L'absence de réaction des communistes catalans peut également être perçue comme une continuité de la stratégie de Reconciliación Nacional, qui prône le dépassement des différends entre les forces antifranquistes, et une prise de position de l'organisation par rapport au livre de Solé Tura peut résulter en de fortes tensions avec les nationalistes catalans, dans un moment où commence à se constituer la Comissió Cordinadora de Forces Politiques de Catalunya, une des premières organisations unitaires où le PSUC est présent.

En définitive, dans *Catalanisme i revolució burgesa*, Jordi Solé Tura synthétise la vision marxiste de la question nationale catalane, qu'il prépare indirectement depuis 1959. Son livre est davantage diffusé que d'autres tentatives précédentes, publiés par des canaux clandestins, et devient la référence marxiste sur le sujet¹⁶¹. Les secteurs nationalistes de l'antifranquisme catalan ne vont pas pardonner à Solé Tura ce qu'ils considèrent comme une attaque, mais qui n'est qu'une mise en question du récit nationaliste sur le catalanisme, hégémonique dans l'opposition catalane jusqu'à ce moment.

*

Très influencé par la philosophie gramscienne, que tant il étudie et contribue à sa diffusion en Catalogne, Jordi Solé Tura se pense en intellectuel organique, et agit en conséquence. Oté des seuls moyens d'action qu'il connaît lors son exclusion du PSUC, Solé Tura, qui n'abandonne pas son engagement antifranquiste, cherche à lutter contre le régime dans la mesure de ce que sa nouvelle situation lui permet. Sa production écrite, tout comme sa

¹⁶⁰ *Ibid.* p. 85

¹⁶¹ Javier Muñoz Soro, *Cuadernos para el diálogo, 1963-1976: una historia cultural del segundo franquismo. op. cit.* p. 169.

présence dans les milieux universitaires et parauniversitaires, représentent un apport à la lutte pour la conquête de l'hégémonie culturelle contre le régime franquiste, et Solé Tura se dévoue dans ce combat. Tout ce travail intellectuel, notamment celui de chroniqueur et rédacteur dans les populaires revues d'opposition régionales et nationales, avec la publication de son livre *Catalanisme i revolució burgesa*, le situe en pleine lumière, ce qui attire l'attention d'autres intellectuels, de ses anciens camarades mais attire également l'attention de la machine répressive du franquisme. Si des doutes peuvent être légitimes pour la période qui précède son exclusion, où il peut être réduit à la simple figure d'« intellectuel du Parti », ici Solé Tura est désormais un intellectuel à part entière. Sans abandonner la philosophie de la praxis, il développe sa propre pensée, hors des contraintes que peut imposer la ligne officielle du Parti, avec l'influence de penseurs comme Antonio Gramsci, Manuel Sacristán, André Gorz et Nicos Poulantzas. Sa pensée et sa pratique s'imprègnent également de certaines expériences qu'on lieu pendant cette période, comme les soulèvements populaires dans les pays opprimés d'Amérique, Asie et Afrique, les oppositions internes des pays du bloc socialiste, la révolution culturelle chinoise, ainsi que les événements dans les pays voisins tel que Mai 68 et la « voie italienne au socialisme ». A la fin de la décennie de 1960, Jordi Solé Tura se cimente comme une des jeunes références intellectuelles de l'opposition au régime de Franco. Dans les mots de Alfonso Carlos Comín, dirigeant du socialisme chrétien et futur ami, camarade et codétenu de Solé Tura, il s'agit déjà « d'un des intellectuels de gauche de plus grande renommée en Catalogne ¹⁶²».

¹⁶² *Témoignage Chrétien* n°1238, 28 mars 1968. Cité dans Comín, Alfonso. *Obras completas, V : Escritos 1955-1980*. Barcelona, Fundació Alfons Comín, 1989.

Chapitre 6 - L'État d'exception de 1969: une microhistoire de la répression

La dictature dans la dictature

Le matin du 24 janvier 1969, les espagnols se réveillent avec l'annonce de la déclaration de l'État d'exception sur tout le territoire national. A compter de ce jour, et pendant un minimum de trois mois, l'application des articles 12, 14, 15, 16 et 18 du *Fuero de los Españoles* – Loi Fondamentale du Royaume promulguée en 1945 et qui remplit les fonctions juridiques d'une constitution – est suspendue¹⁶³. Pendant cette période, l'Espagne abandonne toute apparence de démocratisation, en retirant officiellement la liberté d'expression, la liberté de mouvement, la liberté de réunion, l'inviolabilité du domicile ainsi que les droits et garanties des détenus. L'État d'exception de 1969 constitue une anomalie dans l'histoire de la répression franquiste : il s'agit de la première fois depuis l'établissement institutionnel de la dictature du Général Franco dans les années 1940 que toutes ces libertés théoriques sont suspendues sur l'intégralité du pays¹⁶⁴.

Des « actions minoritaires, mais systématiquement visant à troubler la paix¹⁶⁵ » vécues dans le pays, principalement à Madrid et Barcelone, sont pour le régime l'élément déclencheur de cette mesure sans précédents. Effectivement, dans les jours qui précèdent à la déclaration de l'État d'exception, les quartiers universitaires de Madrid d'abord, et de Barcelone ensuite, sont embrasés. Les étudiants, lancés dans une ample offensive du mouvement universitaire depuis 1965-1966, lors de la création des *Sindicatos Democráticos de Estudiantes*, s'enragent suite à la mort de Enrique Ruano Casanova, étudiant madrilène en Droit et militant du *Frente de Liberación Popular (FLP)*, le 21 janvier 1969. Détenu quatre jours avant par la *Brigada Político Social (BPS)* et accusé de distribution de propagande illégale, Ruano meurt après une chute de

¹⁶³ BOE-A-1969-98, Decreto-Ley 1/1969, de 24 de enero, por el que se declara el estado de excepción en todo el territorio nacional.

¹⁶⁴ Il faut cependant préciser que depuis la fin du conflit militaire, et notamment à partir de 1956, plusieurs États d'exception sont instaurés. Néanmoins, avant 1969, aucun État d'exception national n'a suspendu un nombre si important d'articles du *Fuero de los Españoles*. En deux occasions avait été déclaré l'État d'exception sur le territoire : en 1956, entraînant la suspension des articles 14 et 18, et en 1962, lorsque fut suspendu l'article 35 du *Fuero de los Españoles*. Le gouvernement franquiste a également employé les États d'exception pour contrôler les régions avec des fortes mobilisations ouvrières, tel que les Asturies et le Pays Basque en 1958, 1962, 1967 et en deux occasions en 1968. Pour le cas du Pays Basque, uniquement à partir de la fin des années 1960, le recours fréquent à l'État d'exception à l'échelle régionale répond aussi à l'augmentation de l'intensité des méthodes de résistance armées face à l'État franquiste, notamment autour de l'organisation *Euskadi Ta Askatasuna (ETA)*. Pour approfondir sur l'utilisation de l'État d'exception au Pays Basque, voir aussi *Euskadi: el último estado de excepción de Franco*. Paris, Ruedo Ibérico, 1975.

¹⁶⁵ BOE-A-1969-98, Decreto-Ley 1/1969, de 24 de enero.

sept étages du haut de son immeuble, après une perquisition réalisée par la BPS. La version officielle de la Dirección General de Seguridad (DGS) affirme que l'étudiant s'est suicidé en se précipitant dans la cour intérieur¹⁶⁶. Dans l'ouvrage *Enrique Ruano : memoria viva de la impunidad del franquismo*, dirigé par Ana Dominguez Rama, celle-ci montre que selon les autopsies réalisées *a posteriori*, les blessures ayant mené à la mort de Ruano sont incompatibles avec l'hypothèse du suicide¹⁶⁷. Le mouvement universitaire démocratique, des étudiants ainsi qu'une part du corps enseignant mobilisé, dénonce dès les premiers jours le mensonge de l'État franquiste et la narration des faits par la presse. Le Parti Communiste, dans les pages de *Mundo Obrero*, signale directement comme responsable de la mort du jeune la police politique franquiste, et insiste sur la complicité des journaux fidèles au régime, tel que le journal *ABC*, dans un article intitulé « Enrique Ruano ha sido asesinado por la policía¹⁶⁸ ».

Une étude de la presse généraliste du régime dans les premières semaines de janvier 1969 permet d'affirmer que – outre l'assassinat d'Enrique Ruano – la mobilisation ouvrière et étudiante s'aggrave, ainsi que la répression qui l'accompagne. Dans le numéro du 17 janvier 1969 du quotidien barcelonais *La Vanguardia Española*, date de l'arrestation de Ruano, deux informations partagent la page : la sentence du Tribunal de Orden Público (TOP) contre le dirigeant de Comisiones Obreras (CCOO) Marcelino Camacho, et l'annonce d'un procès, également au TOP, contre deux étudiants de Saragosse accusés de participation à une manifestation illégale¹⁶⁹. Quelques jours après, *La Vanguardia* annonce également des occupations universitaires et autres actions menées par des étudiants à Madrid¹⁷⁰.

Les ouvriers et, surtout, les étudiants, incarnent dans ce cycle les secteurs les plus déterminés de l'antifranquisme, et sont dotés de nouvelles et très efficaces structures pour ce combat. Sur le front ouvrier, entre 1966 et 1967 les Comisiones Obreras se structurent nationalement et renforcent l'organisation sur le plan légal, avec des élus aux élections syndicales de 1966, comme sur le plan clandestin, suite à l'organisation de la I^{ère} Assemblée Nationale de CCOO

¹⁶⁶ « Suicidio de un estudiante tras su detención en Madrid ». *La Vanguardia Española*, n° 31.921, 21 janvier 1969, p. 9.

¹⁶⁷ Ana Domínguez Rama « 'A Enrique Ruano lo han asesinado'. Un oscuro episodio de represión franquista nunca esclarecido » dans Ana Domínguez Rama (dir.). *Enrique Ruano: memoria viva de la impunidad del franquismo*. Madrid, Editorial Complutense, 2011.

¹⁶⁸ *Mundo Obrero*, 39^{ème} année, n°3, 5 février 1969, p.5

¹⁶⁹ *La Vanguardia Española*, n° 31.918, 17 janvier 1969, p. 7

¹⁷⁰ « Ayer los universitarios 'ocuparon' tres cátedras en la Facultad de Filosofía y Letras de Madrid » *La Vanguardia Española*, n° 31.920, 19 janvier 1969, p. 5. ; « Incidentes en la Universidad de Madrid » *La Vanguardia Española*, n° 31.922, 22 janvier 1969, p. 8.

en juin 1967¹⁷¹. Sur le front étudiant, les syndicats démocratiques d'étudiants prennent force, constitués à partir du printemps 1966 suite à la fondation du Sindicato Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona (SDEUB), progressivement répandus sur tout le territoire, et disposant de représentants étudiants dans plusieurs districts universitaires. Ces structures démocratiques vont complètement dépasser les structures franquistes d'encadrement pour les ouvriers, le Sindicato Vertical, et pour les universitaires, les Asociaciones Profesionales de Estudiantes (APE), héritières du Sindicato Español Universitario (SEU), toutes deux auparavant infiltrées par les militants antifranquistes suivant la stratégie de l'entrisme.

La crainte d'une contagion plus prononcée des événements internationaux de 1968¹⁷², comme en France¹⁷³, en Irlande du Nord¹⁷⁴, au Mexique¹⁷⁵ – pour en citer quelques-uns significatifs aux yeux des étudiants espagnols – en Espagne, alimente la machine répressive franquiste, jusqu'à la déclaration de l'État d'exception¹⁷⁶. La riposte du régime est particulièrement forte envers le mouvement étudiant, et dans les pages des quotidiens, les références aux militants arrêtés, emprisonnés ou jugés sont constantes, arrivant même au cas extrême, deux jours avant le 24 janvier, où quatre étudiants antifranquistes jugés en Conseil de guerre sont accusés de terrorisme¹⁷⁷. En témoigne également une lettre dénonçant la torture et les abus commis par la police franquiste signé par 1 500 intellectuels et autres personnalités, envoyée au Ministère de l'Intérieur – auparavant appelé Ministerio de Gobernación – et diffusée par la presse communiste¹⁷⁸.

¹⁷¹ Constituée à la fin des années 1950, les Comisiones Obreras (commissions de travailleurs formées pour des revendications ponctuelles) existent de façon aléale et informelle, jusqu'à sa structuration sectorielle à partir de 1963 et son interdiction en 1967, passant alors à un mode d'organisation intégralement clandestin.

¹⁷² A. James McAdams et Anthony P. Monta (dir.) *Global 1968: Cultural Revolutions in Europe and Latin America*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2021 ; Ludvine Batigny et al. (dir). *Les « années 1968 » : circulations révolutionnaires*. Monde(s), n° 11, 2017.

¹⁷³ Xavier Vigna et Jean Vigreux (dir.), *Mai-Juin 1968: Huit Semaines Qui Ébranlèrent La France*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2010.

¹⁷⁴ Simon Prince, *Northern Ireland's '68: Civil Rights, Global Revolt and the Origins of the Troubles* Dublin, Irish Academic Press, 2007.

¹⁷⁵ Jaime M. Pensado, *Rebel Mexico: Student Unrest and Authoritarian Political Culture during the Long Sixties* Stanford, Stanford University Press, 2013.

¹⁷⁶ Dans le texte de loi décrétant l'État d'exception, une référence explicite est faite au contexte global de 1968 : « Des actions minoritaires, mais systématiquement visant à troubler la paix en Espagne et son ordre public, se sont produit les derniers mois, clairement en relation avec une stratégie internationale qui a touché de nombreux pays. » (Acciones minoritarias, pero sistemáticamente dirigidas a turbar la paz de España y su orden público, han venido produciéndose en los últimos meses, claramente en relación con una estrategia internacional que ha llegado a numerosos países.) BOE-A-1969-98, Decreto-Ley 1/1969, de 24 de enero.

¹⁷⁷ « Consejo de guerra para cuatro acusados de terrorismo » *La Vanguardia Española*, n° 31.922, 22 janvier 1969, p. 8.

¹⁷⁸ « 1 500 personalidades denuncian la tortura » *Mundo Obrero*, 39^{ème} année, n° 2, p. 1.

Si à Madrid ce sont les manifestations en hommage à Enrique Ruano et les chocs avec les forces de l'ordre, ainsi que la peur d'une convergence entre étudiants et ouvriers de la part du gouvernement, qui font augmenter l'intensité de la répression, à Barcelone ce sont les événements survenus le 17 janvier à l'Université. Ce jour, un petit groupe d'étudiants issus des nouvelles organisations de la gauche révolutionnaire, des membres du Partido Comunista de España (Internacional) (PCEi) et des CHE-CHO (ou Chechos) selon Jordi Borja et Jordi Solé Tura¹⁷⁹, envahit et occupe le Rectorat de l'Université de Barcelone. Lors de cette action, le drapeau espagnol est détruit et remplacé par un drapeau rouge, et le buste du dictateur est jeté par la fenêtre. Ces actions constituent, d'après l'article 123 du Code Pénal franquiste, un outrage aux symboles de la Nation et au chef de l'État et sont passibles des peines majeures. Ainsi, l'Université de Barcelone suspend ses activités académiques sur toutes les facultés et a recours à la police pour contrôler les éventuels débordements des étudiants. Les événements du Rectorat sont également au cœur de l'emprisonnement et des poursuites judiciaires subies par Solé Tura pendant l'État d'exception.

La durée de trois mois prévue lors de l'annonce en janvier est respectée, et l'État d'exception n'est pas prolongé, prenant fin le 22 mars 1969. Durant cette période, le régime déploie tout son appareil répressif au-delà de toute garantie et limitation. Les arrestations par la BPS se comptent par centaines¹⁸⁰, et les détenus jugés se partagent entre le Tribunal de Orden Público et les tribunaux militaires. Étudiants, ouvriers et intellectuels opposés au régime deviennent les cibles de prédilection, et le PCE ainsi que le PSUC sont les organisations qui souffrent plus de *caídas*. Les historiens catalans, spécialistes de la répression franquiste, Carme Molinero et Pere Ysàs, conçoivent l'État d'exception de 1969 comme un outil employé par le régime pour contrôler, soumettre, et dernière instance détruire, le mouvement étudiant, d'abord, et l'ensemble de l'opposition contestataire, qui constitue un déséquilibre dans le rapport de force depuis 1966¹⁸¹. Dans ce sens, l'État d'exception est un succès total : le mouvement étudiant est décimé par la répression et fragmenté par des tensions internes, des dirigeants ouvriers sont emprisonnés, leurs cellules sont désarticulées, et les intellectuels sont à nouveau sous stricte surveillance. Les militants sont de plus en plus isolés.

¹⁷⁹ Jordi Solé Tura *Una historia optimista*, Madrid, Aguilar, 1999, p. 277 ; Jordi Borja *Bandera Roja 1968-1974: del maig del 68 a l'inici de la transició*. Barcelona, Edicions 62, 2018, p. 51.

¹⁸⁰ José Luis Martín Ramos, spécialiste du PSUC, chiffre ces arrestations en plus de 700. José Luis Martín Ramos, *Historia del PCE*, Madrid, Catarata, 2021. p. 199.

¹⁸¹ Carme Molinero et Pere Ysàs, *La Anatomía Del Franquismo: De La Supervivencia a La Agonía, 1945-1977*, Barcelona: Crítica, 2008. p. 123.

A la fin des années 1960, la contestation du régime est radicalement différente de celle des décennies précédentes. Le franquisme, qui veut s'intégrer dans la sphère économique et politique occidentale, fait dans les années 1960 une légère libéralisation politique et économique intérieure, comme en témoigne le Plan de Estabilización Económica en 1959, la Loi d'associations de 1964, ou encore la Loi Fraga en 1966, comme à l'extérieur, avec la forte politique touristique promue par le régime qui attire des millions de touristes chaque année. Les méthodes de résistance ne sont pas les mêmes, profitant davantage des outils légaux, en les détournant, ou en exploitant les vides juridiques. La composition sociale de ces militants antifranquistes est également en mutation : il ne s'agit plus de militants de la Seconde République, vétérans de guerre, mais des nouvelles générations n'ayant pas vécu directement le conflit, issus même de familles proches du régime et aisées, tel que Enrique Ruano. La déclaration de cet État d'exception est un rappel pour ces nouvelles générations de la force de la répression franquiste, elle aussi en évolution. Pour ces militants n'ayant pas connu autre réalité que la dictature – et qui est pour eux la seule norme – l'État d'exception est un retour à l'exceptionnalité de la dictature, qui démolit, temporairement, la normalité juridique qu'elle a créé pour se légitimer. C'est une dictature dans la dictature. Trois mois – ou plus si sont prises en compte les conséquences – de détentions, tortures, emprisonnements et procès font office de cérémonie d'ouverture de l'année 1969, qui marque pour le régime la célébration des 30 ans de *Pax Franquista*.

6 mois à La Modelo de Barcelone

Au cœur de la cité comtale, dans les limites du *Eixample* barcelonais, est bâtie à la fin du XIX^{ème} siècle la *Prisión Celular* de Barcelone. Davantage connue sous le nom de *La Model* ou *Modelo*, ce moderne centre pénitentiaire est conçu suivant les thèses du Panoptique développées par le philosophe anglais Jeremy Bentham¹⁸² et prétend devenir le modèle carcéral à suivre en Espagne pour le siècle qui débute. Depuis 2018, un an après sa désaffectation, le bâtiment est devenu un centre culturel et un espace de mémoire démocratique. En effet, depuis ses premières années *La Modelo* est la destination de centaines de prisonniers politiques, issus

¹⁸² Il s'agit notamment des idées présentées dans son ouvrage *Panopticon or The Inspection House*, publié en 1791, popularisé par le philosophe Michel Foucault dans son *Surveiller et Punir*.

du mouvement ouvrier et des milieux catalanistes¹⁸³. Pendant les dernières décennies de la Restauration monarchique, Barcelone – surnommée la Rose de Feu par sa beauté et par sa combativité ouvrière – est effervescente, et des événements à fort potentiel révolutionnaire, tel la *Setmana Tràgica* en 1909, la grève générale de 1917 ou la grève dite de *La Canadenca* en 1919, font face à une sévère répression de la part des autorités, qui commencent à concentrer ces détenus révolutionnaires dans *La Model*. La prison continue d’être un espace de concentration de prisonniers politiques sous la dictature du Général Primo de Rivera, entre 1923 et 1930, ainsi que sous la République, jusqu’au début de la Guerre civile. L’historien Oriol Junqueras remarque également que, depuis les années 1920, la prison enferme des hommes en raison de leur orientation sexuelle¹⁸⁴, pratique perpétuée jusqu’à la fin du franquisme. Cependant, *La Modelo* connaît ses plus sombres épisodes répressifs pendant la Guerre et sous la dictature franquiste. Entre 1936 et 1939, la prison adapte ses fonctions, désormais de répression de l’arrière du front républicain. Environ 13 000 prisonniers sont enfermés pendant le conflit. Après la Guerre, *La Modelo* devient une prison pour les vaincus, symbole d’une ville défaite. Dans la prison convivent alors prisonniers politiques et prisonniers de droit commun, dits prisonniers sociaux. L’expérience répressive de Jordi Solé Tura est donc un de ces milliers d’épisodes personnels qui ont pour décor par *La Modelo*.

Le jour même de la déclaration de l’État d’exception, Solé Tura est arrêté par la Brigada Político Social pour son rôle dans les événements du Rectorat du 17 janvier, faits pour lesquels il est interrogé – sans être placé en détention – le 20 janvier¹⁸⁵. Solé Tura est libéré après une semaine de réclusion dans les cellules de la tristement célèbre Jefatura Superior de Policia de Via Laietana à Barcelone, haut lieu de la répression politique franquiste de la capitale catalane. Seulement quelques jours plus tard, le 2 février, il est à nouveau arrêté dans son domicile et transporté directement à *La Model*. Le 7 février, après plus de 96 heures emprisonné sans l’intervention d’un juge – autorisé grâce à la suspension des droits des détenus – Jordi Solé Tura est déféré devant un Tribunal Militaire Spécial, présidé par le commandant Manuel Camps Miret, qui assume la responsabilité de le juger pour rébellion militaire selon l’article 2 du Décret du 21 septembre 1960 qui établit que « seront considérés comme coupables de délits de rébellion militaire [...] ceux qui diffusent des informations fausses et tendancieuses afin

¹⁸³ Oriol Junqueras « La presó Model entre 1914 – 1936 » dans Josep Maria Solé i Sabaté (dir.), *Història de La Presó Model de Barcelona*, Lleida, Pagès Editors, 2000, p. 112

¹⁸⁴ Oriol Junqueras « La presó Model entre 1914 – 1936 » *op. cit.* p. 122

¹⁸⁵ Documents Estat d’Excepció 1969, Archives personnelles August Gil Matamala (AAGM), « JORDI SOLÉ TURA 283/69 », juillet 1969. Ce document est une chronologie des faits et du séjour en prison de Jordi Solé Tura fabriqué par son avocat au fur et à mesure de l’évolution de la situation.

d'altérer d'Ordre Public [...] ceux qui par tout moyen se réunissent, conspirent ou prennent part à des réunions, conférences ou manifestations ayant ces mêmes fins.¹⁸⁶ ». Pour l'accusation, il est le principal instigateur des dégradations ayant eu lieu à l'Université de Barcelone et au Rectorat le 17 janvier, après avoir harangué les étudiants lors de sa conférence intitulée « Universidad y sociedad ».

L'instruction contre Jordi Solé Tura, Causa Ordinaria 22-IV-69, débute donc ce 7 février 1969, jour où lui est assigné la prison provisoire jusqu'à que le jugement soit rendu public. Le 8 février, Solé Tura nomme August Gil Matamala en tant que son avocat¹⁸⁷, ami de longue date et camarade de lutte, qui assure également sa défense après la Caputxinada. Avocat spécialisé en la défense des travailleurs et des prisonniers politiques, il organise la défense de centaines d'inculpés au Tribunal de Orden Público, en particulier ceux du Partit Socialista Unificat de Catalunya, où il milite entre 1956 et 1968. Pendant l'État d'exception il exerce aussi comme avocat de Jordi Borja, ancien militant du PSUC et fondateur de l'organisation Bandera Roja. La communication entre Solé Tura et son défenseur est très régulière, non seulement pour les questions strictement liées à son procès, mais parce que l'avocat est son principal canal d'information sur l'évolution de la situation politique dans le pays. Dans ses mémoires, Solé Tura évoque l'importance de cette relation pendant ses mois d'emprisonnement, en soulignant l'amitié entretenue par les deux avant et après ces événements¹⁸⁸. Jordi Solé Tura est libéré le 17 juillet 1969, après plus de 160 jours enfermé dans la Galerie 4 de la prison *Modelo* Barcelone, suite à la délibération du jury qui juge ne pas avoir d'éléments suffisants pour prouver le rôle directeur de l'inculpé dans les événements du 17 janvier¹⁸⁹.

L'instruction contre Jordi Solé Tura connaît peu de fluctuations pendant les 26 semaines où celle-ci a eu lieu. De la part de la défense, il s'agit essentiellement de trois demandes de mettre fin à la prison provisoire du détenu – refusées systématiquement par le

¹⁸⁶ « Art. 2º Serán considerados reos del delito de rebelión militar, de acuerdo con el número 5º del artículo 286 del Código de Justicia Militar y penados conforme a lo dispuesto en ese Código :

Primero. Los que difundan noticias falsas o tendenciosas con el fin de causar trastornos de orden público interior, conflictos internacionales o desprestigio del Estado, sus instituciones, Gobierno, Ejército o Autoridades.

Segundo. Los que por cualquier medio se unan, conspiren o tomen parte en reuniones, conferencias o manifestaciones con los mismo fines expresados en el número anterior,

Podrán también tener tal carácter los plante, huelgas, sabotajes y demás actos análogos cuando persigan un fin político o causen graves trastornos al orden público. » *Decreto de 21 de septiembre de 1960, revisando y unificando la Ley de 2 de marzo de 1943 y el Decreto-Ley de 18 de abril de 1947*, 21 septembre 1960.

¹⁸⁷ AAGM, Documents Estat d'excepció 1969, « Comunicado nombramiento de Defensor », 8 février 1969.

¹⁸⁸ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista: memorias, op.cit.*, p. 286.

¹⁸⁹ AAGM, Documents Estat d'excepció 1969, « Sobreseimiento provisional de la Causa 22-IV-69 », 17 juillet 1969.

juge Camps – et une série de témoignages favorables à la relaxe de Solé Tura. L’argument mis en avant par la défense est de présenter le professeur Solé Tura comme un élément modérateur des étudiants, et non un agitateur¹⁹⁰. Encore en 1999, lors de la publication de ses mémoires, Jordi Solé Tura insiste que ce sont des étudiants de la Union de Estudiantes Revolucionarios (UER), qui se considèrent idéologiquement près de lui, qui lui font appel pour rassembler les étudiants dans une conférence et éviter des actions violentes de la part des organisations étudiantes de la gauche révolutionnaire¹⁹¹. Le premier tour de témoignages – qui est le seul, puisque Solé Tura est libéré quelques jours avant la deuxième série de déclarations – est composé intégralement de personnes issues des hautes sphères du monde universitaire : Manuel Albadalejo, recteur de l’Université, Fabià Estapé, vice-recteur, Gabriel Solé Villalonga, doyen de la faculté de Sciences Économiques, et les professeurs Manuel Jiménez de Parga et Javier de Salas¹⁹². Cette sélection de témoins suit de la stratégie établie par August Gil Matamala : présenter Solé Tura comme un jeune et brillant universitaire, avec un futur prometteur dans l’enseignement supérieur.

Le militant antifranquiste, et grand référent du marxisme chrétien espagnol, Alfonso Carlos Comín, partage les mêmes couloirs et les mêmes espaces que Jordi Solé Tura pendant sa détention. Cela est également vrai pour Jordi Borja, ami et camarade de Solé Tura. Comme eux deux, des centaines de militants anonymes¹⁹³ sont enfermés derrière les mêmes barreaux. La deuxième fonction de *La Model* – si ce n’était pas la première – est celle de centre de rassemblement des militants antifranquistes de Barcelone et sa banlieue victimes de la répression. L’historien grec Polymeris Voglis, dans son étude sur les prisonniers politiques – particulièrement ceux considérés comme communistes – pendant la guerre civile grecque (1946-1949) décrit les problèmes que suppose la concentration de ces prisonniers, qui « transforment les prisons en des écoles de formation communistes financées par le gouvernement¹⁹⁴ », où les militants organisés recrutent et diffusent la propagande de leurs organisations. Cela est parfaitement le cas de la prison *Model* de Barcelone, où une cellule du

¹⁹⁰ AAGM, Documents Estat d’exceptió 1969, « Comparència de Don Augusto Gil Matamala », février 1969.

¹⁹¹ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista: memorias*, op. cit. p. 277.

¹⁹² AAGM, Documents Estat d’exceptió 1969, « Comparència de Don Augusto Gil Matamala », février 1969.

¹⁹³ J’utilise ici le terme « anonyme » pour souligner l’idée des détenus comme un ensemble uni derrière l’étiquette « prisonnier politique », reconnue et revendiquée par ceux-ci. Il est cependant possible de retracer, avec les dérogations nécessaires, la liste intégrale des prisonniers politiques enfermés qui ont passé du temps avec Jordi Solé Tura dans le Archivo histórico de la Delegación del Gobierno en Cataluña.

¹⁹⁴ Polymeris Voglis, *Becoming a Subject: Political Prisoners in the Greek Civil War*, New York, Berghahn Books, 2002, p. 199.

Partit Socialista Unificat de Catalunya existe, de façon intermittente, dans la prison depuis au moins la fin des années 1940¹⁹⁵.

Les militants emprisonnés font partie de ceux plus déterminés, continuant souvent leur engagement au sein de la prison, car l’incarcération ne favorise pas le désengagement mais au contraire, il est exacerbé, comme signale Isabelle Lacroix dans son étude sur les prisonniers politiques basques¹⁹⁶. Les presque 6 mois que Jordi Solé Tura passe en prison sont sans doute un des éléments qui mène à son réengagement dans une organisation à sa sortie, Bandera Roja. Cependant, n’étant plus militant au Parti, il ne profite pas de l’intégralité du réseau communiste carcéral, malgré les bonnes relations qu’il entretient avec les communistes emprisonnés. Dans ses mémoires, Solé Tura évoque le rôle de « porte-parole » qu’il exerce parmi les prisonniers politiques, en raison de son parcours académique qui lui apporte une plus forte légitimité aux yeux de l’administration pénitentiaire¹⁹⁷.

En 1975, Michelle Perrot écrit que « la honte sociale, le stigmate qu’inflige la prison refoulent le témoignage¹⁹⁸ ». Si cela peut être transposable aux prisons franquistes au XXe siècle, une exception existe pour cette affirmation : les prisonniers politiques. La prison n’est pas considérée honteuse pour ceux qui pensent mener un combat juste, le temps passé dans celle-ci est même exalté, mis en avant comme preuve de la justesse de leur lutte et de la peur qu’ils inspirent au régime. Les prisonniers politiques sont prolifiques, dans l’immédiat mais aussi après l’expérience, qui reste traumatique et déshumanisante, mais encadrée par la conviction¹⁹⁹. Les carnets de prison et la correspondance²⁰⁰ sont les formes de témoignage privilégiées par les prisonniers politiques, qui entendent tirer un avantage politique de leur réclusion en relatant leurs expériences aux camarades qui ne sont pas encore sous le joug de la répression. Pour le cas de Jordi Solé Tura cela est un peu moins simple. Au-delà de ses mémoires et des témoignages faits des dizaines d’années plus tard, il n’existe aucun document disponible qui renseigne sur son vécu en prison. Si une correspondance entretenue avec sa famille existe – elle est évoquée dans le documentaire *Bucarest, la memoria perduda* – celle-

¹⁹⁵ Archivo Histórico del PCE (AHPCE), Fondo Represión franquista, 2-1-5 Cárcel de Barcelona, Jacq. 60, « Carta de los comunistas en la Prisión Celular de Barcelona », 1947.

¹⁹⁶ Isabelle Lacroix « Maintenir son engagement en prison : le cas des militants basques » Sandrine Nicoud (dir.), *Le travail militant*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, 2015, p. 54.

¹⁹⁷ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista: memorias*, op. cit. p. 284

¹⁹⁸ Michèle Perrot, « Délinquance et système pénitentiaire en France au XIXe siècle », *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 30^e année, n° 1, 1975. pp. 67-91, p. 69.

¹⁹⁹ Isabelle Lacroix, « Maintenir son engagement en prison : le cas des militants basques » op. cit. p. 48.

²⁰⁰ La correspondance des prisonniers politiques a principalement deux destinataires : les proches et les militants à l’extérieur.

ci ne fait pas partie des archives personnelles de Jordi Solé Tura à Mollet del Vallès, et est sans doute encore aujourd'hui conservée par sa famille. Dans ses mémoires-entretien²⁰¹, August Gil Matamala revient sur cet épisode sur six pages, ce qui vient compléter avec le point de vue l'extérieur l'expérience de son ami. L'étude que je fais du moment de la réclusion ne peut pas être profonde et complète, puisqu'elle repose essentiellement sur des témoignages écrits plus de trente ans après les faits, et recueillis dans des livres visant un grand public. Par opposition, un bon exemple de la diffusion de ce type de document est celui du camarade de lutte et de prison de Solé Tura, Alfonso Comín, dont les écrits de prison ainsi que la correspondance avec sa famille est publiée dans le dernier tome de ses Œuvres Complètes²⁰².

Certaines énigmes entourent encore cet épisode, notamment autour des véritables renseignements que les services policiers franquistes possèdent sur les activités clandestines de Solé Tura au moment de son arrestation. Il est possible d'affirmer avec certitude que les événements du 17 janvier 1969 ne constituent qu'une façade pour son arrestation et les poursuites menées contre lui, et qu'il s'agit d'un acharnement symbolique contre les antifranquisme universitaire catalan. Cependant, il n'est pas possible d'affirmer que la DGS connaît en janvier 1969 l'engagement que Solé Tura commence à développer au sein de Bandera Roja, ou bien encore son éloignement du Parti en 1964. Une lettre anonyme à destination de sa femme²⁰³, alors qu'il est emprisonné, qui évoque la possibilité d'une dénonciation au sein de l'Université rajoute des doutes autour de cet épisode répressif.

Une solidarité qui s'organise au-delà des frontières

Parallèlement au combat judiciaire que mènent Jordi Solé Tura et August Gil Matamala dans les tribunaux militaires et dans les bureaux, derrière les barreaux la lutte pour la libération prend d'autres formes. La solidarité et les campagnes menées dans l'extérieur sont essentielles, non seulement pour compléter les efforts de la défense, mais aussi pour alimenter la résistance psychologique du détenu et de ses proches.

²⁰¹ Ces mémoires, écrites par des militants indépendantistes catalans, sont construites autour de plusieurs entretiens entre les auteurs et August Gil. David Fernández et Anna Gabriel. David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*, Valencia, Sembra Llibres, 2017.

²⁰² Alfonso Carlos Comín, *Obras VII: Inéditos, cartas y poemas*, Barcelona, Fundació Alfons Comín, 1989.

²⁰³ Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, « Sobre les causes de la detenció de JST » Lettre anonyme, 25 février 1969.

En 1976, Teresa Pàmies, militante historique et cadre du Partit Socialista Unificat de Catalunya en exil, publie un roman autobiographique intitulé *Dona de pres*²⁰⁴ – littéralement « femme de prisonnier » – où elle revient sur une partie de sa vie pendant le franquisme, et où la détention de son époux Gregorio López Raimundo, membre du comité exécutif du PSUC, en 1951 occupe une place prééminente. La figure de la femme du détenu²⁰⁵ est centrale dans l'histoire de la répression franquiste, en particulier la répression contre les femmes, et des résistances féminines contre celle-ci. Les historiennes Mercedes Yusta, qui publie en 2005 un état historiographique du sujet devenu une référence²⁰⁶, Giuliana Di Febo, qui dès la fin des années 1970 dédie une monographie à la résistance des femmes au franquisme²⁰⁷, et Irene Abad Buil, qui en 2012 publie son travail portant précisément sur les femmes et la prison²⁰⁸, parmi d'autres, ont travaillé autour de la femme du détenu comme sujet actif dès la fin de la Guerre jusqu'à la fin du franquisme et la Transition. En effet, comme signale Di Febo, les femmes sont victimes d'une double répression : celle qui est infligée sur elles directement, et celle qui s'abat sur leurs familles²⁰⁹. Lorsque le mari est arrêté et envoyé en prison, la femme devient non seulement l'unique responsable du foyer et des enfants, s'il y en a, mais doit aussi être le « soutien moral²¹⁰ » du détenu, un repère immobile dans une situation au quotidien est bouleversé.

Anny Brusset, épouse de Jordi Solé Tura, incarne ici, presque de façon archétypique, le rôle de la femme du détenu. Tout au long des six mois de détentions de Jordi, Anny mène un combat incessant pour obtenir la libération de son mari. Sa situation pendant cette période est précaire, puisque l'intégralité des revenus du ménage reposent sur le salaire de professeur de Jordi et sur les traductions qu'il réalise de façon intermittente²¹¹. Cela constitue également une forme de répression des familles des prisonniers politiques, qui dégrade directement leur situation matérielle pendant la période de détention. Une forme supplémentaire que peut prendre cette répression subsidiaire est la distance géographique entre la famille et le détenu,

²⁰⁴ Teresa Pàmies, *Dona de pres*, Barcelona, Proa, 1976.

²⁰⁵ Cela fait ici uniquement référence aux prisonniers politiques, et non pas l'ensemble des détenus.

²⁰⁶ Mercedes Yusta, « Las mujeres en la resistencia antifranquista, un estado de la cuestión. », Arenal. Revista de historia de las mujeres, n°12, 2005, pp.5-34.

²⁰⁷ Giuliana Di Febo, *Resistencia y Movimiento de Mujeres En España 1936-1976*, Barcelona, Icaria, 1979.

²⁰⁸ Irene Abad Buil, *En Las Puertas de Prisión: De La Solidaridad a La Concienciación Política de Las Mujeres Del Franquismo*, Barcelona, Icaria Editorial, 2012.

²⁰⁹ Giuliana Di Febo, *Resistencia y Movimiento de Mujeres En España 1936-1976*, op. cit. p. 86

²¹⁰ *Ibidem*, p. 90.

²¹¹ AAGM, Documents Estat d'excepció 1969, « Comparencia de Don Augusto Gil Matamala », février 1969.

mais cela n'est pas le cas pour la famille Solé-Bruset, puisque la résidence familiale²¹² et *La Modelo* sont séparées par moins de deux kilomètres.

Le travail que réalise Anny Bruset pour aider à la libération de son époux ne peut être qualifié autrement qu'infatigable. L'ensemble de la correspondance qu'elle envoie et qu'elle reçoit pendant la détention de Jordi est un témoignage de cet effort. L'avocat chargé de la défense de celui-ci et ami de la famille, August Gil Matamala, explique que pendant ces mois, Anny fréquente très régulièrement son domicile, où August et sa femme Maribel Giner sont un support émotionnel très important en absence de sa famille²¹³. De surcroît, Anny ne dispose pas du soutien d'une organisation, comme cela est le cas pour la plupart des militants emprisonnés, et doit coordonner l'entièreté de la campagne de solidarité pour la libération de Jordi. Le Parti n'offre aucun soutien à la famille, ce qui semble être en accord avec la ligne de silence et ostracisme établie par l'organisation après la défection de Solé Tura. Cependant, certains militants du PSUC, apportent – à titre personnel – de l'aide et du soutien à Anny et au petit Albert. C'est notamment le cas de Josep Solé i Barberà, cadre du Parti de l'intérieur et avocat du Parti, qui reste en contact avec la famille mais aussi avec Jordi lors de ses visites aux détenus communistes à *La Modelo*²¹⁴.

Malgré ces difficultés et cet isolement relatif, l'expérience déjà vécue en exil à Paris et en Roumanie ainsi que la forte politisation et conscience que possède Anny Bruset – non seulement à cause des années d'engagement partagées avec son conjoint, mais aussi grâce à son héritage politique familial – contribue au maintien de sa détermination indéfectible. Irene Abad explique dans son ouvrage *En las puertas de prisión: De la solidaridad a la concienciación política de las mujeres del Franquismo* que le combat des femmes des détenus est un important moyen de politisation et radicalisation des femmes pendant la dictature, et que celle-ci aide également les femmes à mieux résister cette répression genrée, en tissant des liens de solidarité de classe et de genre, tel que le Movimiento Democrático de Mujeres (MDM), organisation liée au Partido Comunista de España et fondée en 1965²¹⁵. Le MDM est dans ses origines une organisation qui rassemble, entre autres, des femmes de prisonniers politiques qui s'organisent collectivement pour mieux affronter cette situation, juridiquement mais aussi économiquement et logistiquement, à travers cette solidarité entre personnes traversant des situations très similaires. Étant très lié au PCE – ainsi que peu présente en Catalogne au début

²¹² Située dans la Avenida General Mitre, à Barcelona.

²¹³ Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone.

²¹⁴ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista... op. cit.* p. 286.

²¹⁵ Irene Abad Buil, *En Las Puertas de Prisión... op. cit.* p. 93

de l'année 1969²¹⁶ – Anny Bruset ne se rapproche pas du MDM pendant l'enfermement de son mari. Bruset représente donc bien ces femmes de détenus non-organisées qui s'organisent elles-mêmes dont parle l'historienne Mónica Moreno²¹⁷.

Je profite de ce moment d'absence de Jordi Solé Tura pour faire de Anny Bruset le personnage principal de ma recherche. Son cas est celui de milliers de femmes dans l'antifranquisme, victimes directes et indirectes de la répression franquistes, engagées au même degré que leurs partenaires mais invisibilisées. Le régime franquiste est, depuis sa création, opposée à l'émancipation de la femme, imposant la conception la plus réactionnaire de ce que doit être une femme et l'utilisation du corps d'une femme. Anny, comme de nombreuses autres, se bat pour la liberté de son mari, et de tous les prisonniers politiques, mais se bat aussi pour sa propre liberté, qui ne passe pas par son époux, comme le prouve le combat qu'elle mène. L'absence des femmes tout au long de cette recherche ne passe pas inaperçue, que ce soit dans le milieu universitaire, dans les cercles intellectuels du Parti, et mêmes dans la direction du Parti, tous largement dominés par des hommes. Il est inconcevable de ne pas s'intéresser à la figure de Anny Bruset, qui accompagne Jordi dans le bonheur et dans les épreuves, si le but est de comprendre et expliquer les engagements de ce dernier pendant les vingt dernières années du régime franquiste. Nonobstant, le passage en prison de Jordi est un point de rupture pour le couple, et la situation maritale est totalement fracturée même après la libération, ce que Anny confie à ses proches²¹⁸.

Pour que la demande de libération soit un succès, il est nécessaire une transformation de l'action individuelle en action collective. En accord avec la stratégie suivie par la défense de Solé Tura, l'action collective ne se traduit pas ici par une demande de libération d'un ensemble de prisonniers, mais par la mobilisation de nombreux acteurs reconnus qui demandent la libération d'un individu. August Gil profite du statut d'intellectuel reconnu dans le monde académique et culturel de son défendu pour singulariser son cas, et attirer une attention spéciale de la presse démocratique, nationale comme internationale, ainsi que des grandes figures intellectuelles pour imposer un rapport de force avec le régime.

Il semble évident, mais les premières personnes qui doivent être mentionnées ici sont celles qui se sont prêtées volontaires pour témoigner devant le Tribunal Militaire du juge

²¹⁶ Francisco Arriero Ranz, *El Movimiento Democrático de Mujeres, del antifranquismo a la movilización vecinal y feminista*, Thèse de doctorat en histoire. Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 2015. p. 299.

²¹⁷ Mónica Moreno, « La dictadura franquista y la represión de las mujeres » dans Mary Nash (dir.), *Represión, Resistencias, Memoria: Las Mujeres Bajo La Dictadura Franquista*, Granada, Comares, 2013. p. 21.

²¹⁸ Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone.

Camps. Faire une déposition en émettant un avis favorable pour un inculpé pour rébellion militaire n'est pas un fait anodin, particulièrement dans le cadre d'un État d'exception et d'une montée de la répression dans toutes les sphères de la société. Les premiers témoignages sont issus du monde universitaire, tandis que la deuxième séance de témoignages prévus pour juillet 1969 sont également issus du monde de la culture. Ces derniers n'ont finalement pas lieu, mais une petite fiche manuscrite conservée par August Gil Matamala dans ses archives permet de savoir qui sont ces personnages qui se sont engagés pour témoigner pour Solé Tura. Sur cette liste figurent : Eduardo Mendoza, assistant en Droit politique et fils du procureur général de Barcelone ainsi que futur écrivain de renommée internationale ; Guillermo Diaz-Plaja, membre de la Real Academia Española et directeur du Instituto Nacional del Libro Español ; Manuel Solà Morales, architecte et professeur des universités, et José Luis Jiménez Frontín, juriste et éditeur²¹⁹. La défense passe donc par des personnes qui ont une véritable influence sur des sphères données de la société espagnole. Cependant, il ne faut pas surinterpréter ces informations pour surestimer la place que Solé Tura occupe dans ces milieux. Dans ses mémoires, Gil Matamala reconnaît qu'il profite de l'exceptionnalité de la situation, de la peur créée par la potentialité de la peine de mort, et du caractère arbitraire exacerbé de la détention de Solé Tura pour convaincre ces témoins, qui n'entretiennent pas nécessairement des liens forts avec l'inculpé²²⁰.

Au-delà de cet effort institutionnel, Anny Bruset va établir des contacts à échelle locale, nationale et internationale dès les premières semaines d'emprisonnement de son mari. Localement, l'aide provient principalement du professeur Jiménez de Parga, qui prend lui-même en main une partie de l'organisation de cette solidarité avec son protégé²²¹, ainsi que du prestigieux Collège d'Avocats de Barcelone (ICAB), duquel Solé Tura est membre, à travers son doyen Ignasi de Gispert, qui offre son aide personnelle et celle du ICAB²²². La solidarité qu'éprouve Jordi Solé se traduit également en solidarité avec son épouse et son fils. Un parfait exemple de cela est l'aide apportée par Georges Raillard, directeur de l'Institut français de Barcelone, qui facilite l'admission du petit Albert Solé Bruset au Lycée français de Barcelone avec exonération des frais de scolarité²²³. Au niveau national, ce sont Joaquín Ruiz-Giménez, ancien Ministre de l'Éducation nationale et fondateur de la publication *Cuadernos para el*

²¹⁹ AAGM, Documents Estat d' excepció 1969, « Llista », s/d.

²²⁰ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala... op. cit.* p. 200

²²¹ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Manuel Jiménez de Parga au doyen Solé Villalonga, 8 février 1969.

²²² AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Ignasi de Gispert à Jordi Solé Tura, 3 avril 1969.

²²³ Jordi Solé Tura *Una historia optimista... op. cit.* p. 287.

diálogo, et Dom Cassià Just, abbé du monastère de Santa María de Montserrat, les principaux acteurs de la campagne pour la libération de Solé Tura. Les deux entretiennent une correspondance avec Anny Bruset après l'arrestation de Jordi, où ils se mettent à sa disposition pour aider à mettre fin à cet injuste enfermement²²⁴.

Cette solidarité s'exprime aussi internationalement, grâce aux réseaux intellectuels développés par Solé Tura dans la deuxième moitié des années 1960. Des intellectuels français et belges sont parmi les principaux destinataires des lettres d'Anny Bruset. En France, l'écrivain et poète Claude Roy est le principal interlocuteur. Celui-ci se montre dans sa correspondance très inquiet pour la situation de Jordi Solé Tura et demande des nouvelles à Anny quand celle-ci n'en envoie pas²²⁵. C'est également la plume de Roy qui va signer un article publié dans *Le Monde* au mois de mai 1969, où est expliquée la situation dans laquelle se trouve le « brillant » professeur Solé Tura²²⁶. Celle-ci est une des trois mentions faites dans le quotidien de la répression subie par Solé Tura. La première date du 18 mars 1969, qui mentionne en à peine quelques lignes son cas dans le cadre de l'État d'exception déclaré en janvier²²⁷. Le deuxième texte, publié 5 jours avant l'article de Claude Roy est une tribune signée par dix-neuf intellectuels français²²⁸ qui réclament l'application du droit civil dans le procès contre Solé Tura²²⁹. Il semble important de préciser que le nom de certains des illustres signataires font des apparitions très régulières dans les manifestes et les pétitions des intellectuels, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz et Simone de Beauvoir étant à la tête de la liste établie par Gérard Leclerc²³⁰, et donc la pétition en soutien à Solé Tura ne relève pas de l'extraordinaire pour eux. En revanche, pour la Belgique c'est un universitaire et haut fonctionnaire de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui échange avec Anny sur la situation de son époux : Jean-Abraham Paul²³¹. Celui-ci, à l'aide de

²²⁴ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Anny Bruset à Joaquín Ruiz-Giménez Cortés, 17 mai 1969; Lettre de Jordi Solé Tura à Joaquín Ruiz-Giménez Cortés, 27 juillet 1969; Lettre de Jordi Solé Tura à Dom Cassià Just, 29 juillet 1969.

²²⁵ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Claude Roy à Anny Bruset, 30 mai 1969.

²²⁶ « 'État d'exception' ou État exceptionnel », *Le Monde*, 26^{ème} année, n°7579, 28 mai 1969, p. 7.

²²⁷ « L'État d'exception serait levé cette semaine », *Le Monde*, 26^{ème} année, n°7519, 18 mars 1969, p. 6.

²²⁸ La liste est composée de : Simone de Beauvoir, Jean Cassou, François Chatelet, Marguerite Duras, Étienne, Max-Pol Fouchet, Paul Fraisse, Gisèle Halimi, Vladimir Jankélévitch, Monique Lange, Henri Leclerc, Florence Malraux, Robert Misrahi, Maurice Nadeau, Alain Resnais, Christiane Rochefort, Claude Roy, Jean-Paul Sartre et Laurent Schwartz.

²²⁹ « Des intellectuels français s'élèvent contre les mesures répressives en Espagne », *Le Monde*, 26^{ème} année, n°7574, 23 mai 1969, p. 7.

²³⁰ Tableau « Intellectuels ayant signé le plus grand nombre de pétitions durant la période 1958 -1969 » et tableau « Intellectuels ayant signé le plus grand nombre de pétitions durant la période 1971-1981 », Gérard Leclerc, *Sociologie des intellectuels*, Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 2003, p. 93-94.

²³¹ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Jean-Abraham Paul à Anny Bruset, 22 mai 1969.

« plusieurs collègues universitaires » vont suivre les instructions reçues depuis Barcelone et vont écrire des lettres exigeant « la mise en liberté provisoire immédiate de Solé-Tura[sic], ainsi que l'inhibition des tribunaux militaires²³² » adressées au Capitaine Général Pérez-Viñeta, au Ministre de l'Éducation Nationale José Luis Villar Palasí, ainsi qu'au recteur Albadalejo.

Le soutien est aussi arrivé de l'autre côté de la Manche de la main de Salvador Giner, ami de longue date de Solé Tura et professeur de sociologie à l'université de Reading. Grâce à lui a lieu une mobilisation des professeurs de Reading ainsi que de professeurs de la London School of Economics, notamment le sociologue Ralph Miliband, grande figure du marxisme universitaire britannique. Il s'agit essentiellement de la signature de pétitions et d'envoi de lettres. Dans ses lettres à Anny Bruset, Giner est transparent sur les problèmes que suppose cette campagne, comme le fait de singulariser Solé Tura dans le contexte large de la répression sous l'État d'exception, et que les organisations se mobilisent uniquement pour leurs militants²³³. Cette dernière critique est adressée aux « camarades de Paris », donc essentiellement le PSUC en exil. En effet, sur toutes les archives dépouillés et publication consultées, je n'ai trouvé qu'une seule mention du cas de Jordi Solé Tura dans des documents produits par le Parti, dans un tract produit par le comité local de Barcelone du PSUC qui ne fait qu'une fugace mention²³⁴. A travers cette correspondance, Giner transmet sa frustration sur la portée limitée des actions qui sont menées pour la libération de son ami, sur le peu de nouvelles qu'il reçoit de l'état de Solé Tura ainsi que sur l'impuissance créé par la distance.

Les modes d'action qu'emploient ces intellectuels sont divers, allant de la simple diffusion des faits dans la presse, à la rédaction et signature de tribunes revendicatives et jusqu'à l'envoi massif de lettres à des responsables ciblés. L'objectif est de faire pression au gouvernement espagnol. Les demandes que font ces intellectuels s'adaptent aussi au rapport de force changeant, passant d'exiger la libération inconditionnelle de Solé Tura à demander uniquement le passage de l'application du droit militaire au droit civil pour son cas. La campagne internationale ne peut pas être qualifiée de succès, puisque rien n'indique que les actions menées contribuent au classement de l'affaire. Cependant, cela reste un témoignage de la mobilisation efficace du réseau intellectuel international construit par Solé Tura depuis son départ du Parti en 1964.

²³² AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Anny Bruset à Jean-Abraham Paul, 29 mai 1969.

²³³ AHMMDV, Fons Jordi Solé Tura, Correspondència, Lettre de Salvador Giner à Anny Bruset, 6 avril 1969.

²³⁴ DU 1969.1 Partit Socialista Unificat de Catalunya, CRAI – Pavelló de la República, « ¿Reformismo ? ... ¡lucha revolucionaria ! », tract, 4 juin 1969.

Partie 3 – Un retour sur le front ?

La formation politique de Jordi Solé Tura est une formation marxiste-léniniste, pour qui la théorie et la pratique font partie d'une unité dialectique inséparable. Donc, alors que sa production intellectuelle dans le contexte de la dictature peut déjà être considéré comme une pratique militante, Solé Tura va au-delà, et ne reste pas derrière son bureau. Il s'agit d'une nouvelle façon pour lui de concevoir l'action, avec un rôle différent, celui d'un intellectuel avec une reconnaissance croissante, et avec une absence de guide externe dans cette action, fonction que revenait au Parti. Solé Tura ne se résigne pas à devenir un antifranquisme de plume, auquel nombreux de ses collègues se limitent. Les intellectuels communistes, tant militants comme ex militants, conscients de l'importance de la *praxis*, sont présents sur le terrain, et assument les conséquences que cela provoque. Cette union entre l'théorie, associée avec les intellectuels, et la pratique est bien résumée dans la fameuse onzième thèse des *Thèses sur Feuerbach* de Karl Marx, qui évoque la nécessité d'agir au-delà des écrits pour avoir une incidence sur la réalité⁵³⁷. Jordi Solé Tura choisi de revenir dans l'activisme de première ligne et de s'organiser dans Bandera Roja, une organisation différente pour des temps qui ne sont plus les mêmes.

⁵³⁷ Karl Marx « Thèses sur Feuerbach », dans Engels, Friedrich *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Éditions sociales, Paris, 1976, p. 91.

Chapitre 7 – L’expérience Bandera Roja

À la fin de l’année 1968, apparaît une nouvelle publication communiste dans les cercles politiques clandestins de Barcelone : *Bandera Roja*. Cette publication n’est à priori pas rattachée à aucun parti communiste, et ne réclame pas être « le Parti ». Bandera Roja est un épisode très intéressant dans l’histoire de l’antifranquisme en Catalogne, mais il reste encore aujourd’hui relativement opaque et mystérieux. Certains de ses membres ont écrit sur le groupe, notamment Jordi Borja et Jordi Solé Tura, mais rares sont les études scientifiques qui se penchent en profondeur sur cette organisation. La thèse de Josep Maria Solé Soldevila, *Bandera Roja (1968-1974)*, vient combler ce vide, en partie⁵³⁸. L’étude de Solé Soldevila est la première qui retrace chronologiquement les origines de Bandera Roja, ainsi que son évolution au cours de ses 5 ans d’existence et la place de l’organisation dans les différents secteurs d’activité. Solé Soldevila fait recours à une documentation monumental, notamment la production théorique de l’organisation. Si bien son travail est en grande partie descriptif, et assez général, c’est un précieux avancement dans l’historiographie de l’opposition au régime en Catalogne, qui doit être complété par des études supplémentaires sur des questions plus précises.

La réponse à un nouveau cycle de lutte dans le mouvement international

Le 1^{er} janvier 1959, dans les premières heures de la nouvelle année, les militants armés du Movimiento 26 de Julio entrent dans La Havane et mettent fin à leur combat mené depuis presque six ans contre la dictature du Fulgencio Batista. Cette date est généralement considérée comme la victoire de la Révolution cubaine des Castro et Guevara. La prise de pouvoir par les *Barbudos* est – à mon sens – le point de départ des longues années soixante révolutionnaires. La révolution cubaine apporte plusieurs éléments innovateurs au camp révolutionnaire. D’abord, son organisation est peu orthodoxe, consistant d’un petit groupe d’éléments radicaux clandestins qui s’engagent dans une guérilla rurale puis urbaine, *via* des attaques ciblées et des sabotages pour lutter contre un état dictatorial. Une organisation qui pourrait presque être qualifiée de blanquiste dans ses débuts. Cette guérilla – sur le modèle des partisans européens pendant la Seconde Guerre mondiale – tisse des liens avec les populations pour construire des réseaux de renseignements, logistiques et pour mener une tâche politique en leur sein et massifier le mouvement. Politiquement, cette révolution n’incarne pas un bloc monolithique, mais plutôt plusieurs

⁵³⁸ Josep Maria Solé Soldevila, *Bandera Roja (1968-1974)*, thèse d’histoire sous la direction de Andreu Mayo et José Manuel Rúa Fernández, Universitat de Barcelona, 2018.

tendances, plus ou moins divergentes, unies autour de la question de la libération nationale. De plus, dans un premier moment, les révolutionnaires cubains, tout en recevant l'aide de l'Union Soviétique, n'entrent pas dans la logique de blocs de la Guerre froide. La victoire du M-26-7 est célébrée en Espagne par le PCE comme un avancement de la libération de toutes les nations du joug de leurs oppresseurs⁵³⁹. Toute une mystique et un imaginaire apparaît autour des rebelles cubains : certains de ses acteurs sont érigés en icônes révolutionnaires internationales. La figure du Che Guevara est particulièrement attirante pour les jeunes, puisque son histoire est celle d'un étudiant bourgeois qui abandonne son milieu pour la cause révolutionnaire internationale. Son nom de famille va même donner naissance à un courant politique d'extrême gauche présent à travers les années 1960 et 1970, le guévarisme.

Si la Révolution cubaine est la première victoire populaire dans cette vague contestataire, elle est loin d'être seule. Deux autres grands mouvements de libération agissent comme inspiration pour les révolutionnaires de tout le globe : le combat et la victoire de la Révolution algérienne face à la présence coloniale française en juillet 1962, et la résistance du peuple vietnamien face à l'agression impérialiste française puis étasunienne⁵⁴⁰. Le Front de Libération National algérien (FLN) et le Front National de Libération du sud Viêt Nam (FNLV) deviennent des modèles et des référents après le combat livré contre les deux des plus importantes puissances impérialistes et militaires, la France et les États-Unis. Cela est repris dans le fameux mot d'ordre de créer « deux, trois, plusieurs Vietnam⁵⁴¹ » qu'énonce le *Comandante* Che Guevara. Les guerres de libération algérienne et vietnamienne possèdent une aura politique qui leur est propre, mais elles s'inscrivent également dans le cadre des guerres de libérations anticoloniales en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Ces événements jouent certainement autour du *topos* biblique de David contre Goliath. Au-delà du symbolisme, tant le FLN comme le FNLV proposent des modèles d'organisation politique et militaire très efficaces et innovantes, avec des lectures uniques des classiques du marxisme. Sur le plan militaire et organisationnel, le mouvement de libération national Palestinien constitue également une référence obligatoire pour tout révolutionnaire.

C'est une période de recomposition des référents dans le bloc progressiste. Jusqu'à la fin des années 1950, les seules références internationales de socialisme sont l'URSS et la République populaire de Chine – dans cet ordre – puis certaines de républiques socialistes européennes comme la Yougoslavie. Dans les années 1960, la Chine de Mao Tsé-Toung s'impose comme une référence à part entière, s'éloignant de l'URSS et cassant avec le monolithisme soviétique pour

⁵³⁹ « El pueblo cubano ha reconquistado su libertad », *Mundo Obrero*, 29^{ème} année, n°4, 15 janvier 1959, p. 6.

⁵⁴⁰ Il est important de noter que les militants nationalistes vietnamiens considèrent le conflit contre l'armée coloniale française (Guerre d'Indochine) et la lutte contre les États-Unis un même combat de libération nationale.

⁵⁴¹ Ernesto Che Guevara « Message à la Tricontinentale », 1967. (<https://www.marxists.org/francais/guevara/works/1967/00/tricontinentale.htm>)

imposer une sorte de bicéphalie dans le mouvement communiste international. L'attraction vers le marxisme chinois devient totale pendant la Révolution culturelle prolétarienne, à partir de 1966. La Révolution culturelle est reçue avec admiration à l'étranger, notamment parmi les jeunes qui s'intéressent au rôle des Gardes Rouges pendant la Révolution. Alain Badiou, philosophe et militant marxiste-léniniste – puis maoïste – dans les années 1960, affirme que « la Révolution culturelle a été une référence constante et vivante de l'action militante dans le monde entier⁵⁴² ». Les références à la théorie et la praxis chinoise sont constantes dans *Bandera Roja*, jusqu'à même être considérée comme une publication maoïste. Le premier numéro du journal contient même une citation de Lin Biao, dirigeant communiste chinois, sur la première page⁵⁴³.

La vague révolutionnaire ouverte à la fin des années 1950 se caractérise aussi pour une activité fulgurante au cœur des métropoles impérialistes. En Irlande, la Provisional Irish Republican Army (PIRA) met en échec le gouvernement et l'armée britannique dans l'île. Aux États-Unis, deux phénomènes apparaissent : la formation d'organisation unitaires – tel le Vietnam Day Committee – autour de l'antimilitarisme et l'opposition à la politique impérialiste de l'armée étasunienne au Viet Nâm, et l'apparition du Black Panther Party (BPP) en 1966. Ces deux éléments soulignent les contradictions que traverse le pays, notamment les contradictions de classe et de race, ainsi que la subordination des ressources humaines et économiques du pays au combat idéologique de ses dirigeants. Par ailleurs, cela a une importante répercussion à l'étranger, montrant que la contestation est présente même au sein de la principale puissance impérialiste, renforçant l'idée du tigre en papier. Un phénomène de plus basse intensité, mais avec un remarquable développement théorique est la période de l'Autonomie ouvrière italienne, aussi connue sous le chrononyme péjoratif « années de plomb ». Vers 1967, apparaissent les premières organisations autonomes, à la gauche du PCI et avec un mode d'organisation informel et horizontal. De nombreux théoriciens marxistes autonomes émergent de ce milieu, notamment Antonio Negri. Effectivement, ce cycle révolutionnaire est accompagné d'un important renouvellement théorique du marxisme. À Cuba et au Viet Nâm, Che Guevara et le Général Giap écrivent des textes militaires révolutionnaires⁵⁴⁴. En France, le militant du FLN Frantz Fanon publie *Les Damnés de la Terre* en 1962⁵⁴⁵. Aux États-Unis, Huey P. Newton et Bobby Seale – dirigeants du BPP – font une synthèse du marxisme-léninisme et des éléments de la philosophie politique du *Black nationalism*. Sur le plan académique, des nouvelles conceptions du marxisme se développent du côté de l'École de Francfort, Jean-Paul Sartre, Perry Anderson, Nicos

⁵⁴² Alain Badiou, *Petrograd, Shanghai : les deux révolutions du XXe siècle*. Paris, la Fabrique éditions, 2018, p. 47.

⁵⁴³ *Bandera Roja*, n°1, novembre 1968, p. 1.

⁵⁴⁴ Ernesto Che Guevara, *La guerre de guérilla*. Paris, François Maspero, 1962 ; Võ Nguyễn Giáp, *Guerre du peuple, armée du peuple*. Paris, François Maspero, 1966.

⁵⁴⁵ Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*. Paris, François Maspero, 1962.

Poulantzas ou encore Louis Althusser. Le marxisme althussérien connaît une diffusion particulièrement importante dans le monde hispanophone américain grâce à Marta Harnecker⁵⁴⁶.

La France – plus précisément Paris – occupe une place significative dans ce cycle, non seulement comme plaque tournante pour la circulation d'individus et de savoirs révolutionnaires⁵⁴⁷ mais également comme théâtre de ces évènements en mai 1968. Ces évènements, largement connus et étudiés par l'historiographie française et internationale⁵⁴⁸, cristallisent tout ce cycle révolutionnaire. Dans les rues et dans les universités de Paris abondent les portraits de Karl Marx et de Mao Tsé-Toung, les affiches appelant à la solidarité envers le peuple vietnamien recouvrent les murs, et des textes révolutionnaires passent entre les mains de milliers d'étudiants dans la ville. L'expérience de Mai 68, vécue à la première personne par Jordi Solé Tura et d'autres futurs membres de Bandera Roja, est déterminante pour le passage à leur passage à l'action. En effet, en raison de l'organisation de journées de culture catalane à la Maison de la Mutualité, Solé Tura est de retour à Paris au début du mois de mai⁵⁴⁹. Dans ses mémoires, Jordi Solé Tura explique stupéfié – même 30 ans après les faits – l'érection des barricades dans le Quartier Latin et les affrontements entre CRS et étudiants. Pendant son séjour à Paris, il établit des contacts avec certains des acteurs tel que André Gorz, Daniel Cohn-Bendit ou Alain Krivine⁵⁵⁰. À partir de 1968, le cycle révolutionnaire décline : l'armée soviétique mate l'expérience du socialisme tchécoslovaque, les mouvements sociaux perdent ampleur en Europe occidentale et la répression et la contre-révolution s'installe. Le dernier sursaut du cycle ouvert par Fidel Castro et ses camarades peut être identifié dans l'expérience chilienne de la Unidad Popular, qui se solde par un coup d'état militaire et la mort du président Salvador Allende le 11 septembre 1973. Les événements de 68 – et ses précédents – s'inscrivent dans l'élan d'une nouvelle génération, avec une grande détermination, motivée par un mode d'action différent, éloigné du modèle – considéré dépassé – du parti soviétique des grands congrès et des réunions bureaucratiques. Solé Tura, en reconstruction politique personnelle depuis son exclusion du PSUC, vit ces évènements comme une révélation et une confirmation de l'existence d'alternatives.

⁵⁴⁶ Marta Harnecker, *Los conceptos elementales del materialismo histórico*. Ciudad de México, Siglo XXI, 1969.

⁵⁴⁷ Ludvine Bantigny, Boris Gobille, et Eugénia Palieraki. « Avant-propos. Les « années 1968 » : circulations révolutionnaires », *Monde(s)*, vol. 11, n^o. 1, 2017, pp. 9-12.

⁵⁴⁸ Personnellement, la synthèse dirigée par Xavier Vigna et Jean Vigreux me semble un outil de référence absolue pour l'approche de l'histoire politique et sociale. Xavier Vigna et Jean Vigreux (éd.), *Mai-Juin 1968: Huit semaines qui ébranlèrent la France*. Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2010.

⁵⁴⁹ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista*. Madrid, Aguilar, 1999, p 263. Aucune information supplémentaire sur le déroulement et les participants à ces journées de culture catalane de mai 1968 n'a été trouvée.

⁵⁵⁰ *Ibid.*, p. 268 ; Jordi Borja, *Bandera Roja 1968-1974: del maig del 68 a l'inici de la transició*. Barcelona, Edicions 62, 2018, p. 21.

Les mutations du contexte de luttes sociales et politiques traversent également les frontières espagnoles, malgré les efforts du régime de contenir l'arrivée⁵⁵¹. L'Espagne connaît pendant les années 1960 l'émergence de ce qui est appelé la gauche révolutionnaire, un ensemble d'organisations de culture communiste qui rompent avec l'orthodoxie des partis moscovites. Concrètement, cela se traduit par une contestation de l'hégémonie du PCE-PSUC sur le communisme espagnol, indisputée depuis la fin de la Guerre. Les premiers symptômes de la dissidence interne apparaissent en 1963, avec la scission du groupe dit antirévionniste et pro-chinois, qui devient en 1964 le Partido Comunista de España (marxista-leninista), proche du hoxhaisme albanais⁵⁵². La crise *claudinista* de 1964 – si bien elle n'aboutit pas à la création d'une scission – participe également de la critique au Parti. Deux autres importantes scissions ont lieu en 1967 et 1968. D'abord, le groupe « Unidat », issu principalement de l'organisation universitaire du PSUC, se sépare du parti suite à une confrontation avec la direction du PSUC et du PCE⁵⁵³. Ensuite, et sur un ton très différent, en 1968 a lieu la première scission dite « prosoviétique », le PCE (VIII-IX Congresos). Cette scission est axée sur l'opposition à la dénonciation du PCE de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS et la défense totale de la politique soviétique. Cette scission est très significative car, comme explique Eduardo Abad, c'est le moment où « l'orthodoxie devient une dissidence⁵⁵⁴ ». Au cours de années 1960 apparaissent également des organisations révolutionnaires avec un modèle d'organisation différent à celui du parti communiste traditionnel. Certains éléments – issus du Frente de Liberación Popular, du Front Obrer de Catalunya et d'organisations de catholiques progressistes – attirés par le développement de la Révolution culturelle chinoise forment ainsi les premiers groupes maoïstes, Acción Comunista et Organización Revolucionaria de los Trabajadores. Au Pays Basque, apparaît à la fin des années 1950 Euskadi Ta Askatasuna (ETA), une organisation politique indépendantiste révolutionnaire qui se caractérise par son rapport à la lutte armée, dont une tendance marxiste est très inspirée par les luttes anticoloniales émerge au milieu des années 1960⁵⁵⁵. Autour de ETA émergent aussi de nombreuses organisations marxistes-léninistes et trotskistes.

L'agitation universitaire et ouvrière contre le régime franquiste connaît également une recrudescence pendant cette décennie. Dans les universités, le SEU est détruit, et les étudiants

⁵⁵¹ Mercedes Mazquiarán de Rodríguez, *Barcelona y sus 'divinos': Una mirada intrusa a la Gauche Divine*. Barcelona, Ediciones Bellaterra, 2012, p. 26.

⁵⁵² Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*. Paris, Armand Colin, 1971, p.77-79.

⁵⁵³ Jose Luís Martín Ramos (dir.), *Pan, Trabajo y Libertad: Historia del Partido del Trabajo de España*. Mataró, El Viejo Topo, 2011, p. 47-52.

⁵⁵⁴ Eduardo Abad García, *A contracorriente: las disidencias ortodoxas en el comunismo español (1968-1989)*. València: Universitat de València, 2022, p. 21.

⁵⁵⁵ Sophie Baby, *Le mythe de la Transition pacifique: Violence et politique n Espagne, 1975-1982*. (Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 144.

s'organisent dans les syndicats démocratiques antifranquistes⁵⁵⁶. Dans le mouvement ouvrier, les Comisiones Obreras gagnent force dans les usines à travers le pays, et remportent d'importantes victoires dans les élections syndicales dès 1966⁵⁵⁷. Le contexte de lutte national et international est donc en 1968 très encourageant. Les initiatives de résistance se multiplient partout dans le monde, avec des nouvelles formes d'organisation face à l'oppression.

Genèse et organisation de Bandera Roja

La création de *Bandera Roja* – puis de Bandera Roja – est, dans un premier moment, le produit de l'union et du travail de deux groupes de militants issus du Parti Socialista Unificat de Catalunya. Le premier groupe est composé des « convictos y confesos del claudinismo⁵⁵⁸ » (condamnés et avoués du *claudinismo*) comme les nomme José Luis Martín Ramos. Il s'agit ici des membres du PSUC exclus en 1964 et 1965 en raison de leur proximité aux thèses divergentes de Fernando Claudín et de Jorge Semprún, donc Jordi Solé Tura et Jordi Borja. En effet, Jordi Borja est un des rares militants ne faisant pas partie de la direction du PSUC à être exclu du parti pour sa prise de position favorable aux thèses *claudinistas*, en novembre 1965⁵⁵⁹. Les exclus du PSUC sont des militants expérimentés, qui possèdent un grand capital militant et une expérience sur la majorité des aspects de la lutte clandestine. De plus, ce sont des figures reconnues dans les milieux antifranquistes et dans les milieux intellectuels, notamment Jordi Solé Tura mais aussi Jordi Borja, qui est déjà en 1968 professeur à l'Université Autonome de Barcelone (UAB) et solidifie sa carrière académique dans la géographie et l'urbanisme. Au-delà de son engagement préalable dans le PSUC – qui leur fournit une importante base théorique et une expérience pratique – les deux sont très influencés par les événements et les expériences politiques de mai 68 qu'ils témoignent à Paris.

Le deuxième groupe qui compose l'embryon de Bandera Roja est le susdit groupe « Unidad ». L'origine de cette scission remonte uniquement à 1967, lorsque des militants barcelonais du PSUC – principalement des membres des cellules universitaires et intellectuelles – entrent en conflit avec la direction du Parti à cause de divergences stratégiques. Quelques années auparavant, lors de la crise Claudín-Semprún, les dissidents produisent une critique de l'optimisme de la direction envers la situation réelle du rapport de forces. Au contraire, les

⁵⁵⁶ Jordi Sancho « Los estudiantes comunistas y la movilización universitaria durante el franquismo » dans Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo II: presencia social y experiencias militantes*. Madrid, Akal, 2022, p. 246-248.

⁵⁵⁷ Carme Molinero et Pere Ysàs, « Antifranquismo, democracia y socialismo » dans Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo I: historia de una lucha*. Madrid, Akal, 2021, p. 208-211.

⁵⁵⁸ José Luis Martín Ramos (dir.), *Pan, Trabajo y Libertad: Historia del Partido del Trabajo de España. op. cit.*, p. 34.

⁵⁵⁹ Archivo Histórico del Partido Comunista de España (AHPCE), Documentos PCE, Documentación organizaciones políticas, « Resolució expulsió Jordi Albert », 15 novembre 1965.

militants qui vont scissionner pendant la crise de 1967 critiquent le manque d'optimisme de la direction du PSUC, envahie – selon eux – d'un pessimisme leur empêchant d'observer l'ampleur du mouvement social contre la dictature. Les militants dissidents, universitaires et intellectuels, participent en 1966 à la grande mobilisation universitaire qui résulte en la dissolution du SEU et en la création du Sindicato Democrático de Estudiantes de la Universidad de Barcelona (SDEUB). Alimentés par la joie de ces victoires, leur analyse de la situation est plus encourageante que celle de la direction, et leurs propositions stratégiques prétendent approfondir l'action dans ce sens. Face au refus de la direction de rectifier sa position, le groupe qui s'est constitué autour de ces thèses décide d'abandonner le PSUC et former une organisation qui serait la véritable héritière de l'esprit du PSUC, trahi par la direction de Paris⁵⁶⁰. Ainsi se conforme le groupe « Unidad » dans l'été 1967. Si la « fraction » de 1964 est à tendance droitnière – donc qui prétend modifier la ligne politique du Parti pour réduire son contenu révolutionnaire – la scission de 1967 peut être qualifiée de scission gauchiste – dont la vision de la ligne politique est alimentée par un excès de volontarisme révolutionnaire et une défense presque dogmatique des principes théoriques et d'action du marxisme-léninisme. En reprenant les catégories créées par Philippe Gottraux, Cécile Péchu et Nuno Pereira, la scission du groupe « Unidad » est une « scission sur la pratique⁵⁶¹ ». Seulement un an après sa séparation du PSUC, le groupe « Unidad » se scinde en deux nouvelles organisations : la Unió d'Estudiants Revolucionaris (UER) et le Partido Comunista de España (internacional)⁵⁶². L'UER adopte une ligne moins sectaire et dogmatique que le PCE(i), qui plus tard devient le Partido del Trabajo de España, d'inspiration maoïste. En revanche, l'UER est un des groupes qui conforment le noyau de Bandera Roja en 1969⁵⁶³. Ces étudiants, comme les anciens *claudinistas*, voient en Mai 68 le début de nouvelles possibilités d'organisation, en abandonnant les modèles perçus comme dépassés et caducs.

Dans un premier moment, *Bandera Roja* est une « revue-collectif⁵⁶⁴ », c'est-à-dire qu'un groupe existe et s'organise autour de cette publication qui est leur principale plateforme d'action. Pendant ces premiers mois – explique Jordi Solé Tura – l'UER fonctionne encore comme organisation politique dans laquelle interviennent les membres de *Bandera Roja*, dont lui. La publication *Bandera Roja* prend sans doute son nom de la revue *Hóngqí* – drapeau rouge en chinois – publication théorique du Parti communiste de Chine. Le premier numéro est publié, clandestinement, en novembre 1968 et marque clairement la ligne de la revue « 'Bandera Roja' »

⁵⁶⁰ José Luís Martín Ramos (dir.), *Pan, Trabajo y Libertad, op. cit.*, p. 32.

⁵⁶¹ Philippe Gottraux, Cécile Péchu et Nuno Pereira, « La variation des émotions négatives lors des scissions. Le cas d'une organisation marxiste-léniniste dans les années 1970. » dans Olivier Fillieule (dir.), *Le malheur militant*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2022, p. 144.

⁵⁶² José Luís Martín Ramos (dir.), *Pan, Trabajo y Libertad, op. cit.*, p. 47-52.

⁵⁶³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 294. ; Jordi Borja, *op. cit.*, p. 35.

⁵⁶⁴ Philippe Gottraux utilise ce terme pour définir le collectif politique conseilliste *Socialisme ou Barbarie*. Philippe Gottraux, « Autodissolution d'un collectif politique. Autour de *Socialisme ou Barbarie*. » dans Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*. Paris, Belin, 2005, p. 75-94.

défend sans concessions ni compromis les principes du marxisme-léninisme, du mouvement ouvrier et populaire-révolutionnaire⁵⁶⁵ ». *Bandera Roja* est un projet qui se définit au fur et à mesure que les mouvements de la société catalane et espagnole évoluent. Par conséquent, l'apparition de la publication ne doit pas être considéré comme un moyen pour postérieurement en construire une organisation – même si l'idée est déjà présente dans ses membres – mais comme une fin en soi. Dans les pages du premier numéro, les membres de BR affirment que « Les groupes communistes de 'Bandera Roja' ne prétendent pas créer une organisation ni se développer en tant que tel⁵⁶⁶ ». *Bandera Roja* est conçue comme un moyen d'expressions pour des communistes de différentes appartenances, pour le partage et la synthèse d'expériences diverses, ainsi que pour la diffusion et formation théorique, tout en annonçant un réel ancrage sur la réalité et sur la pratique⁵⁶⁷. Cependant, la rédaction de *Bandera Roja* soulève le problème du Parti, commun à de nombreuses organisations de la gauche révolutionnaire. Ce problème se résume à l'absence de direction révolutionnaire au sein du principal Parti communiste – ici le PCE-PSUC – et par extension une absence de véritable Parti, outil du prolétariat pour organiser sa prise de pouvoir. Mais le besoin de résolution de ce problème « n'est pas immédiat⁵⁶⁸ ». Pour *Bandera Roja*, ce Parti ne peut uniquement émerger par un grand mouvement de masses, et ses membres se donnent comme tâche l'agitation et la formation de ces masses populaires.

Bandera Roja est écrite en castillan, elle s'imprime par cyclographie et se publie à Barcelone avec une périodicité mensuelle, qui est parfois perturbée et des écarts de plusieurs mois apparaissent entre des numéros consécutifs. Chaque numéro est introduit par une citation et est composé de plusieurs dizaines de pages, au sein desquelles coexistent des textes d'analyse politique, économique et social de la rédaction de *Bandera Roja*, des actualités du mouvement ouvrier local, national et international, des actualités de la répression franquiste, ainsi que la publication de longs textes théoriques. Il est important de signaler que tous les articles publiés dans *Bandera Roja*, sont anonymes et issus de la rédaction. Jordi Borja, membre fondateur de la publication, explique même avoir signé des articles au nom de *Bandera Roja* pour la revue française *Espaces et société*⁵⁶⁹. La théorie est centrale dans *Bandera Roja*, et leurs influences sont diverses. Publiquement, *Bandera Roja* s'annonce héritière de la tradition marxiste-léniniste – avec une absence notable de références à Staline – avec une présence fréquente de citations de Karl Marx, Friedrich Engels et Vladimir Lénine. Dans ses pages sont également présentes des citations de marxistes chinois, principalement Mao Tsé-Toung et Lin Biao, main droite de Mao

⁵⁶⁵ « Editorial » *Bandera Roja*, n°1, novembre 1968, p. 3.

⁵⁶⁶ *Ibid.*, p. 4.

⁵⁶⁷ *Ibid.*, p. 1-4.

⁵⁶⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁵⁶⁹ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 20 ; *Bandera Roja* « Les communistes et la lutte dans les quartiers en Espagne », *Espaces et sociétés*, n°8, février 1973, p. 37-42.

pendant la Révolution culturelle. Dans ses mémoires, Solé Tura affirme que le groupe reçoit des inspirations idéologiques des philosophes Antonio Gramsci, Louis Althusser et Nicos Poulantzas⁵⁷⁰. De son côté, Jordi Borja parle de l'influence que les thèses des marxistes autonomes italiens ont sur les membres de *Bandera Roja*⁵⁷¹. Les bases théoriques du groupe sont donc très éclectiques – ce qui rend difficile l'utilisation d'étiquettes larges pour les définir – où se mélangent les références aux pratiques du PCI et des Gardes rouges chinois, les apports théoriques de Mao Tse Tung et ceux du marxisme hétérodoxe de Poulantzas. Cependant, le rapport de *Bandera Roja* à la théorie, aussi variée qu'elle soit, est toujours antidogmatique.

L'intégration et synthétisation de nouvelles expériences et théories révolutionnaires et aussi une tâche que se donnent les membres de la publication. Dès 1968, le noyau de *Bandera Roja* établit des liens avec des organisations étrangères. Il faut tout d'abord considérer que BR est un groupe très jeune, qui ne se place pas dans un espace politique déterminé et dont les membres sont issus d'exclusions et scissions de la principale organisation de résistance antifranquiste. Cela limite la portée internationale du groupe. Néanmoins, la direction de *Bandera Roja* arrive à entrer en contact avec des organisations italiennes et françaises, marginales dans les deux cas. En Italie, ce sont les groupes opéraïstes Colettivo Lenin, Lotta Continua et Avanguardia Operaia. Jordi Solé Tura, Jordi Borja et d'autres membres de BR se déplacent à Turin en 1970 pour rencontrer leurs camarades italiens⁵⁷². Pour la France, les contacts se limitent à une scission de la Ligue communiste appelée Révolution⁵⁷³. Le rapprochement de ces groupes est rendu public en 1971, lorsque le groupe Révolution publie dans ses *Cahiers Révolution !* un dossier sur la Chine, où est inclus un texte publié par *Bandera Roja* septembre 1969 sur la Révolution culturelle chinoise⁵⁷⁴. Finalement, et sur un ton plus anecdotique, Jordi Solé Tura explique dans *Una historia optimista* avoir participé à une réunion internationale en Yougoslavie, à Ljubljana, en représentation de BR, qui n'a désormais aucune suite⁵⁷⁵.

Un troisième groupe va rejoindre les rangs de *Bandera Roja* en 1969, un collectif de chrétiens progressistes héritiers de la pensée personnaliste du philosophe Emmanuel Mounier. Ce groupe est représenté par Alfonso Carlos Comín, jeune intellectuel catholique et ancien militant du Frente de Liberación Popular (FLP), organisation déjà inspirée par le christianisme social. La décision d'intégrer *Bandera Roja* émerge après la rencontre en prison de Jordi Borja et Alfonso Comín, qui sont déjà proches auparavant – ainsi qu'avec Jordi Solé Tura – au début de l'automne

⁵⁷⁰ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 297-298.

⁵⁷¹ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 20-21.

⁵⁷² Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 296-297.

⁵⁷³ *Ibid.*

⁵⁷⁴ *Bandera Roja* « La grande Révolution Culturelle prolétarienne » *Cahier Révolution !*, supplément à *Révolution* n° 3, 1971, p. 69-71.

⁵⁷⁵ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 297.

1969⁵⁷⁶. L'activisme politique des catholique progressistes n'est pas une nouveauté dans l'antifranquisme catalan. Déjà dans les années 1950 et 1960, la Hermandad Obrera de Acción Católica (HOAC) et la Juventud Obrera Cristiana (JOC) organisent l'activité syndicale dans les usines et contribuent à la création des Comisiones Obreras. Ainsi, plusieurs organisations politiques qui prolifèrent dans le milieu universitaire, comme le FLP, le Front Obrer de Catalunya (FOC), et la Nova Esquerra Unversitaria (NEU), adoptent des éléments du christianisme social dans leurs lignes politiques. Cela se produit dans un contexte international de renouveau du catholicisme, marqué par les prises de position de l'Église catholique romaine issues du concile Vatican II en 1965, et de diffusion du catholicisme progressiste, comme en témoigne le développement de la théologie de la libération en Amérique latine. L'arrivée du groupe de chrétiens de Comín constitue un renforcement en nombre et en diversité pour Bandera Roja.

Vers l'été 1969, peu après la sortie de prison d'un des fondateurs du collectif, Jordi Solé Tura, a lieu une réunion des militants qui se rassemblent autour de *Bandera Roja* où est discutée l'option de devenir un groupe politique entièrement, et non seulement une revue-collectif. Solé Tura considère cette réunion comme la fondation de Bandera Roja comme organisation, la Organización Comunista Bandera Roja (OC-BR)⁵⁷⁷. Cependant, même si cette réunion est un point important de compte-rendu et analyses après plusieurs mois d'activité de la publication, celle-ci ne peut pas être considérée comme la fondation du groupe, puisqu'en septembre 1970, plus d'un an après la réunion estivale, les pages de *Bandera Roja* annoncent la volonté de construire la « Organización Comunista de Barcelona⁵⁷⁸ ». Il est un peu compliqué de retracer la chronologie de Bandera Roja en tant qu'organisation politique avec les sources disponible, puisqu'elles sont contradictoires et ambiguës. En un premier temps, la revue-collectif *Bandera Roja*, autour de laquelle se rassemblent et organisent des militants, agit localement par cellules dans différentes commissions et comités, et participe à l'agitation et à la formation des masses populaires à travers la publication. Une fois ce travail de masses entamé et avancé, le développement d'une organisation communiste devient nécessaire, d'abord à une échelle locale. Pour cela, je considère plus opportun placer la date de fondation de Bandera Roja comme véritable organisation communiste en septembre 1970, appuyé sur deux éléments : l'annonce de la dissolution des cellules pour le travail de masse en faveur de l'organisation communiste locale, et l'annonce du changement de ligne éditoriale pour *Bandera Roja*⁵⁷⁹. En effet, *Bandera Roja* devient désormais l'organe politique de la Organización Comunista de Barcelona car :

⁵⁷⁶ *Ibid.*, p. 280.

⁵⁷⁷ *Ibid.*, p. 294.

⁵⁷⁸ « Bandera Roja y la construcción de la Organización Comunista », *Bandera Roja*, n° 8, septembre 1970, p. 9.

⁵⁷⁹ *Ibid.*, p. 8-9.

« A partir de ce numéro *Bandera Roja* devient seulement une revue, revue qu'exprime les positions à partir desquelles les militants communistes de Comisiones Obreras et de quartier, d'enseignants et universitaires s'unifient et à partir desquelles ils participent dans la lutte de classes et dans le processus de construction du Parti Communiste. Pour cela à partir de maintenant, BR accordera importance particulière aux questions de ligne politique des communistes [...] Seulement sur une base politique clair pourra exister la *Organización Comunista de Barcelona*⁵⁸⁰. »

Cet extrait de *Bandera Roja* évoque les quatre fronts de masses où se développe le travail des militants : le front ouvrier, le front de quartiers – ou front *vecinal* – le front d'enseignement primaire et secondaire et le front universitaire. La lutte dans les fronts de masses est une caractéristique commune à tous les communistes, à travers laquelle ils réalisent du travail de masses. Ces fronts peuvent être légaux comme clandestins, de fait la combinaison des deux est la stratégie préférée depuis les années 1950, comme fait la première cellule universitaire du PSUC. En revanche, *Bandera Roja* va se distinguer du reste d'organisations par sa participation dans un des fronts, le front de quartier. Aussi appelé *frente vecinal* ou *front veïnal*, par son appellation en castillan et en catalan, les fronts de quartiers rassemblent des individus autour de leur lieu de résidence : par blocs, par rues et par quartiers. Le mouvement *vecinal* est pendant les années 1970 un des principaux fronts de lutte contre la dictature. L'historiographie s'est penchée sur la question dans les dernières décennies, notamment l'historien Ivan Bordetas qui a travaillé sur ces questions à Barcelone pendant la dernière partie du franquisme et pendant la Transition⁵⁸¹. Ces associations de voisins – qui sont légales – s'organisent de façon autonome autour de revendications concrètes et plus ou moins immédiates concernant des questions de salubrité, transport, services, qualité de vie ainsi que sur la gouvernance de la ville. A travers ces associations se construisent de nouveaux réseaux populaires démocratiques dans la société civile, hors de la portée du régime. La ville est considérée comme un champ de bataille contre les nouvelles contradictions capitalistes qui s'imposent dans les agglomérations. Organiser démocratiquement la vie en ville pour combattre les inégalités. Deux membres de *Bandera Roja*, Jordi Borja et Manuel Castells, jouent un rôle très important dans l'émergence et la théorisation de ce mouvement, étant les « principaux et plus influents théoriciens du mouvement *veïnal* dans l'État espagnol⁵⁸² ». Leurs travaux et études sur la Question urbaine sont, à leur tour, très influencés par les travaux des géographes marxistes Henri Lefebvre et David Harvey⁵⁸³. La

⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 9.

⁵⁸¹ Ivan Bordetas Jiménez, « De la supervivència a la resistència : la gestació del moviment veïnal a la Catalunya franquista » dans Carme Molinero et Pere Ysàs, *Construint La Ciutat Democràtica: El Moviment Veïnal Durant El Tardofranquisme i La Transició*. Barcelona, Icaria Editorial, 2010, p. 35-112.

⁵⁸² Ivan Bordetas Jiménez, « Els estudis sobre el moviment veïnal: un repte encara per a la historiografia », *Franquisme & Transició. Revista d'Història i de Cultura*, n°2, 2014, p. 283.

⁵⁸³ Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*. Paris, Éditions Anthropos, 1968 ; Henri Lefebvre, *La Révolution urbaine*. Paris, Gallimard, 1970 ; David Harvey, *Social Justice and the City*. Athens, University of Georgia Press, 1973.

volonté d'élargir le travail dans les quartiers par *Bandera Roja* est présente dans leurs textes dès le premier jour. En effet, dans le premier numéro de *Bandera Roja* quelques pages sont dédiées à un article intitulé « Tâches politiques dans les quartiers », poussant à l'organisation du mouvement populaire dans les quartiers⁵⁸⁴. Les articles prônant l'action et l'organisation dans ces fronts sont récurrents dans la publication pendant toute la période. L'important travail de masses, la théorie produite, et l'importance accordée au mouvement *vecinal* est un signe d'identité de *Bandera Roja* tout au long de son existence.

Si l'organisation se fait remarquer par sa participation dans le front de quartiers et par son fort investissement sur celui-ci, il ne compose qu'un quart des fronts de masses investis par les militants de *Bandera Roja*. Le plus important est, après le front *vecinal*, le front universitaire. L'organisation a ses origines dans la cellule universitaire du PSUC, et ses militants réussissent à maintenir cette implantation. Le front universitaire est à composition unitaire entre étudiants et professeurs, même si chaque groupe possède des revendications qui lui sont propres, l'action est menée de façon commune. Du côté des étudiants, le principal défi est de construire une organisation démocratique au sein des universités de Barcelone⁵⁸⁵ après la répression vécue suite à la création du SDEUB et pendant l'État d'exception de 1969. De même, à différence du mouvement étudiant vécu par Jordi Solé Tura dans les années 1950, l'antifranquisme est très répandu dans les universités et ce qui provoque une prolifération de partis, groupes et groupuscules dans le milieu étudiant. *Bandera Roja* compte également avec des professeurs universitaires, notamment Jordi Solé Tura et Jordi Borja. En septembre 1969, après son emprisonnement, Solé Tura est réadmis à l'Université de Barcelone, et peu après il obtient un poste de professeur adjoint⁵⁸⁶. *Bandera Roja* est donc présente dans tous les strates de l'université barcelonaise. En 1970, *Bandera Roja* publie un article synthétique sur ses positions par rapport au mouvement universitaire⁵⁸⁷. L'organisation s'inscrit dans la ligne de mobilisation étudiante qui commence en 1956 et accepte toutes les expériences démocratiques dans l'université. Cependant, *Bandera Roja* ne désire pas revenir au *statu quo ante bellum* du syndicat démocratique en 1966. Les militants de BR se donnent désormais comme objectif « la consolidation d'une organisation communiste dans l'université » pour mener une « intense lutte politique et idéologique contre l'État⁵⁸⁸ ». *Bandera Roja* vise aussi à rendre l'université un lieu d'émancipation politique et sociale, en luttant contre « les valeurs traditionnelles (conception et structure de la famille, coutumes sexuelles répressives, rôle de la femme [...]) » ainsi que « contre

⁵⁸⁴ « Tareas políticas en el barrio », *Bandera Roja*, n° 1, novembre 1968, p. 4-5

⁵⁸⁵ En 1968 est créée la Universitat Autònoma de Barcelona dans la banlieue de Barcelone, avec un double objectif : répondre à la demande croissante de places pour les étudiants universitaires, et éloigner les étudiants du centre de la ville et des lieux de pouvoir pour minimiser l'ampleur de leurs mobilisations.

⁵⁸⁶ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 319.

⁵⁸⁷ « Tesis sobre el movimiento universitario », *Bandera Roja*, n° 8, septembre 1970, p. 9-16.

⁵⁸⁸ *Ibid.*, p. 14.

les professeurs réactionnaires, contre les disciplines anachroniques, contre les systèmes autoritaires de gouvernement des facultés⁵⁸⁹ ». Bandera Roja investi également deux autres fronts, le front ouvrier et le front de l'enseignement. Sur le front ouvrier, les apports théoriques et matériels de BR sont limités. En effet, les militants de BR s'investissent dans les Comisiones Obreras déjà existantes. Bandera Roja ne réussit pas à avoir une importante implantation dans les usines de Barcelone et sa banlieue, sauf pour les usines de Pegaso et Olivetti dans le Baix Llobregat⁵⁹⁰, mais le mouvement ouvrier et les Comisiones Obreras occupent toujours une partie des pages de *Bandera Roja*. Finalement, les militants de BR investissent le front des enseignants. Il s'agit ici des enseignants du primaire et du secondaire. Ce secteur n'avait auparavant pas été un secteur important de l'activité antifranquiste. Le front d'enseignement est aussi l'aspect le plus laissé de côté et oublié dans les études et souvenirs de Bandera Roja.

Pendant toute cette période, la production écrite de Bandera Roja est prolifique. Autour de l'organe central – *Bandera Roja* – émergent plusieurs publications plus ou moins spécialisées. En 1970 apparaissent *Cuadernos Comunistas* et *Boletín Comunista*. La première, *Cuadernos Comunistas*, est une riche publication théorique et historique, qui dans son premier numéro annonce son double objectif : diffuser l'idéologie communiste et la théorie marxiste-léniniste, et donner aux militants révolutionnaires les outils théoriques pour une juste analyse du monde⁵⁹¹. Ce premier numéro est dédié à Lénine, et Bandera Roja annonce « autres dédiés au capitalisme espagnol, la Révolution démocratique et la Révolution socialiste, à l'histoire du mouvement ouvrier, à l'URSS, à la Révolution chinoise, à l'Impérialisme, aux communistes et le syndicalisme, au révisionnisme théorique et pratique, au socialisme scientifique, etc⁵⁹² ». Dans les pages de *Boletín Comunista*, en revanche, sont publiés des rapports politiques d'actualité sur le travail que mène Bandera Roja à Barcelone⁵⁹³. Chacun des secteurs où Bandera Roja est active et où les militants de BR sont présents, dispose d'une ou plusieurs publications. Pour le mouvement ouvrier, trois publications existent : *Acción*, pour Barcelone, *Prensa Obrera*, pour le Baix Llobregat, et *Avance*, pour le Vallès, les deux derniers correspondent à la banlieue de Barcelone. Le front universitaire de son côté publie *Tribuna Roja*. Les militants du front de quartiers publient eux dans *Lucha Popular*. Finalement, le secteur de l'enseignement édite deux publications : *Escuela Roja* et *Asambleas*.

⁵⁸⁹ *Ibid.*, p. 12.

⁵⁹⁰ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 52.

⁵⁹¹ *Cuadernos Comunistas*, n°1, 1970, p. 1.

⁵⁹² *Bandera Roja*, n°7, avril 1970, p. 6.

⁵⁹³ « Para caracterizar la situación actual y nuestras tareas », *Boletín Comunista*, n°5, décembre 1970, p. 1 ; « La situación actual del movimiento popular en los barrios. Nuestras tareas. », *Boletín Comunista*, n°6, mars 1971, p.1 ; « Notas para un informe político-organizativo », *Boletín Comunista*, n°7, avril 1971, p. 1.

Ainsi se constitue Bandera Roja dans ses premières années, avec une forme organisationnelle incertaine, qui évolue au fur et à mesure, mais qui dès le début prétend occuper un espace propre dans l'antifranquisme catalan. Jordi Solé Tura agit comme référent absolu du groupe, et peut être considéré sans équivoque comme le dirigeant de l'organisation.

À la tête de Bandera Roja

Bandera Roja est une organisation au fonctionnement très opaque, et par sa nature expérimentale et non-orthodoxe, son fonctionnement n'est pas assimilable à celui des partis communistes de type léniniste. Cependant, grâce aux différents écrits des anciens militants de BR, il est possible de reconstituer le fonctionnement hiérarchique de l'organisation. La direction de *Bandera Roja*, puis de Bandera Roja, est composée essentiellement par Jordi Solé Tura et Jordi Borja. En 1968, Borja et Solé Tura sont les militants avec les plus d'expérience politique – le premier militant depuis 1960 et le deuxième depuis 1956 – les deux avec la formation politique et théorique plus avancée, mais aussi ceux avec la situation personnelle plus stable, puisque les deux sont – au moment de la création de *Bandera Roja* – professeurs à l'université. Ils connaissent la répression et l'exil. Ce sont également les deux membres les plus âgés du groupe, Solé Tura approchant les 40 ans et Borja proche de 30 ans, ce qui suscite les plaisanteries de Vittorio Rieser – dirigeant de la publication opéraïste italienne *Quaderni Rossi* – qui se réfère à eux comme Jordi l'Ancien et Jordi le Jeune⁵⁹⁴. Cela les sépare relativement du reste du groupe initial, qui est composée essentiellement de anciens membres de la cellule universitaire du PSUC, et donc entre les 20 et les 25 ans.

Jordi Borja explique dans son ouvrage dédié à Bandera Roja comment est construite et comment opère la direction de la revue-collectif puis de l'organisation. Suite à la réunion de fondation de *Bandera Roja*, un secrétariat est établi, qui dirige les activités de la revue-collectif. Le secrétariat est composé de six membres : Francesc Bonamusa – qui quitte le collectif en 1969 et est remplacé par Alfonso Comín – Jordi Borja, Lluís Crespo, Manuel Pujadas, Enric Solé et Jordi Solé Tura⁵⁹⁵. Au-delà du départ de Bonamusa et l'arrivée de Comín, le groupe conformant le secrétariat reste identique jusqu'à la fin de la vie de l'organisation. Le secrétariat a une activité très régulière, il se réunit chaque semaine – voir plusieurs fois par semaine – en tout début de matinée⁵⁹⁶. Les responsabilités se partagent au sein du secrétariat par différents secteurs d'activité. Jordi Solé Tura est désigné responsable du suivi du secteur universitaire – ce qui correspond avec non seulement son occupation professionnelle mais aussi sa trajectoire militante précédente – mais également, et surtout, responsable de la publication *Bandera Roja* ainsi que responsable de

⁵⁹⁴ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 36.

⁵⁹⁵ *Ibid.*

⁵⁹⁶ *Ibid.*, p.55.

la production de l'analyse politique⁵⁹⁷. Plus tard, au fur et à mesure que le collectif grandit, un Comité Politique – une sorte de Comité Central – est mis en place comme plus important organisme de direction, avec autour de vingt membre, donc plus large que le secrétariat – qui occupe lui les fonctions d'un Comité Exécutif ou d'un bureau politique – et duquel Jordi Solé Tura est nommé responsable⁵⁹⁸. Comme principal rédacteur de *Bandera Roja*, et par sa responsabilité dans le Comité Politique, Solé Tura devient le principal producteur de théorie pour l'organisation et son principal référent idéologique et intellectuel, d'un point de vue interne comme externe. Ce vétéran militant participe intensément à la production idéologique communiste pendant des années au sein de PSUC. En même temps, les jeunes militants universitaires qui à partir de 1968 et 1969 composent une partie significative de *Bandera Roja*, étudient et se forment par la lecture de ses textes. Donc son influence idéologique et politique sur eux précède la création de BR.

Jordi Solé Tura est en 1969 un personnage doté d'une grande reconnaissance au sein du milieu antifranquiste catalan, que ce soit par sa période militante dans le PSUC, par sa place dans l'université, par son activité éditoriale ou encore par sa production écrite. Sa portée n'est pas limitée aux territoires des quatre provinces de Catalogne, elle s'étend dans le reste de l'État espagnol, et même internationalement, particulièrement en France. Cette reconnaissance nationale et internationale – ainsi que la solidité des réseaux politiques et intellectuels qu'il construit – est bien visible, et mobilisée, lors de la répression que subit Jordi Solé Tura au début de l'année 1969 pendant l'État d'exception. Seulement un an auparavant, en 1968, Solé Tura se trouve au cœur d'une des grandes polémiques culturelles et intellectuelles des années 1960 en Catalogne, dérivée de la publication de son ouvrage *Catalanisme i revolució burgesa*. Cette polémique est présente dans la presse – notamment dans la revue catholique *Serra d'Or* – mais aussi dans les cercles intellectuels et militants antifranquistes. Le débat arrive même au PSUC, où Solé Tura est *persona non grata* depuis son exclusion en 1964, même si le parti n'en parle pas⁵⁹⁹. Comme signale Carles Santacana, les liens créés à travers les réseaux intellectuels et culturels construits – essentiellement à Barcelone, où se concentrent les lieux de création et d'échanges culturelles – facilitent la dynamique des plateformes antifranquiste unitaires⁶⁰⁰. Pour *Bandera Roja*, Jordi Solé Tura agit dans un premier moment – et toujours selon les règles de la clandestinité – comme principal pont entre l'organisation et l'univers antifranquiste existant – des

⁵⁹⁷ *Ibid.*, p. 37.

⁵⁹⁸ *Ibid.*, p. 66.

⁵⁹⁹ Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone.

⁶⁰⁰ Carles Santacana « En torno a la Capuchinada. El compromiso cultural-intelectual y el antifranquismo político » dans Jacques Terrasa (éd), *Barcelona 60's: entre Caputxinada & Gauche divine*. Paris, Éditions hispaniques, 2018, p. 12.

organisations partisans, des réseaux informels et même des individus indépendants – grâce au réseaux politique, culturel, intellectuel et académique qu’il construit depuis une décennie.

La situation personnelle de Jordi Solé Tura dans les premières années d’activité dans *Bandera Roja* est certainement particulière. En janvier 1969, peu après le lancement de *Bandera Roja*, le professeur Solé Tura est interpellé puis emprisonné sous sur l’accusation d’être l’instigateur d’émeutes étudiantes quelques jours auparavant. Si les services de renseignements et le parquet judiciaire ne connaissent pas la participation de Solé Tura dans *Bandera Roja* à ce moment donné⁶⁰¹, après son enfermement il est sans doute soumis à une stricte surveillance comme potentiel élément subversif. Le passage en prison est traumatique pour lui, et déforme son rapport à l’activité politique. August Gil Matamala, ami proche et avocat de Jordi Solé explique que, après sa sortie de la prison *Modelo*, Solé Tura devient plus fermé avec son entourage et plus minutieux dans ses déplacements et ses échanges⁶⁰². Avec sa responsabilité politique regagnée, il cherche donc à assurer une résilience face à la répression, ce pourquoi il limite ses activités militantes aux tâches intellectuelles et aux fonctions à la direction. Cependant, l’absence de participation dans des activités dites « de base » s’explique aussi par la perte de pratique de Solé Tura après son exil et son désengagement à son retour en 1964. Deux changements importants dans sa vie personnelle ont lieu après sa sortie de prison et son investissement complet dans *Bandera Roja*. Après plus de dix ans d’amitié, Jordi Solé s’éloigne personnellement de August Gil Matamala, même si la relation n’est pas cassée. Dans notre dernier entretien, August Gil affirme croire que son changement d’attitude après sa prise de responsabilités politiques dans BR est à l’origine de cet éloignement. Deuxièmement, sa situation familiale est bouleversée. En mai 1971, sa mère décède à Mollet del Vallès. Cette triste nouvelle est suivie, quelques mois plus tard, de la séparation du couple Solé-Bruset, qui s’avère très douloureuse pour Jordi, Anny et leur fils Albert⁶⁰³. Après leur séparation, Anny Bruset continue de militer au sein de *Bandera Roja*. Néanmoins, sa situation professionnelle est à ce moment favorable. Son poste d’enseignant à l’Université de Barcelone s’améliore et est stable. Il poursuit également son activité comme traducteur – principalement pour Edicions 62 – ainsi que sa participation régulière dans des publications culturelles légales.

Si Jordi Solé Tura occupe des importantes et décisives fonctions au sein de la direction de *Bandera Roja* et de sa principale publication, il ne faut pas sous-estimer les responsabilités occupées par Jordi Borja, deuxième tête de l’organisation. Également membre du secrétariat et du Comité Politique, Jordi Borja est très proche de Solé Tura. Exclue du Parti pendant la crise

⁶⁰¹ Dans les documents de son procès, l’accusation ne demande en aucun cas une condamnation pour association illicite, le délit que suppose l’appartenance à organisations clandestines.

⁶⁰² Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone.

⁶⁰³ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 323-324.

claudinista, ils se connaissent depuis l'entrée de Borja dans l'organisation universitaire du PSUC en 1960, pour laquelle Solé Tura est le lien avec la direction à Paris. Dans la genèse de *Bandera Roja*, Jordi Borja agit comme contact entre le noyau de militants issu du PSUC et l'Unió d'Estudiants Revolucionaris. Cependant, pendant les premières années d'existence de *Bandera Roja*, Jordi Borja est arrêté plusieurs fois, et doit même s'exiler pendant quelques mois entre 1969 et 1970⁶⁰⁴. Toutefois, Jordi Borja prend du protagonisme dans l'organisation à travers le front *vecinal*. En effet, il est le principal instigateur du secteur, tant dans l'organisation que dans la production théorique. C'est donc en partie grâce à son investissement complet dans le front des quartiers de *Bandera Roja* que celui-ci atteint un niveau d'implantation aussi élevé dans la population de Barcelone. Finalement, aux côtés de Borja et Solé Tura, émerge comme dirigeant de *Bandera Roja* Alfonso Comín, responsable des chrétiens dans l'organisation et, à partir de 1973 également dirigeant de la branche espagnole de l'organisation *Cristianos por el Socialismo*⁶⁰⁵.

Jordi Borja, Alfonso Comín et Jordi Solé Tura agissent comme principaux dirigeants intellectuels et théoriciens de l'organisation, et comme les trois référents visibles de *Bandera Roja*. Chacun d'entre eux est rattaché à un secteur d'activité : pour Borja, le front *vecinal*, pour Comín, le groupe des chrétiens, et pour Solé Tura, le secteur universitaire. La relation personnelle entre les trois est intrinsèquement liée à leur relation politique. En 1969, quelques mois après la sortie du premier numéro de *Bandera Roja*, Alfonso Comín passe plusieurs mois dans la prison *Modelo* de Barcelone, espace qu'il partage avec Jordi Solé Tura – entre janvier et juillet – puis avec Jordi Borja – en septembre et octobre. Dans ses mémoires, Jordi Solé Tura remémore ces rencontres, remplies d'échanges politiques sur le futur politique du pays, et considère ces échanges comme le point définitive de conversion de Alfonso Comín pour rejoindre – avec le groupe de catholiques progressistes constitué derrière lui – la nouvelle organisation de Solé Tura et Borja⁶⁰⁶. Leur relation amicale perdure jusqu'à la mort de Alfonso Comín en 1980. Cette union personnelle est reflétée dans la politique de *Bandera Roja* : issus de différentes traditions culturelles et politiques, ils incarnent l'espoir et l'effort de *Bandera Roja* de se faire une place dans l'opposition au régime.

⁶⁰⁴ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*. Valencia, Sembra Llibres, 2017, p. 202-203.

⁶⁰⁵ Pour une étude approfondie de la figure d'Alfonso Comín au sein de l'église catholique je renvoie le lecteur vers Albert Marzà, *Alfonso Comín, Esperança En La Història*. Barcelona, Edicions 62, 1995.

⁶⁰⁶ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 280.

Chapitre 8 – Anciens camarades, nouveaux camarades

Dès sa formation, le collectif crée autour de *Bandera Roja* - qui éventuellement évolue vers *Bandera Roja* – est essentiellement barcelonais, tant dans sa composition comme dans son activité. C'est-à-dire que ses militants vivent, travaillent, étudient et s'organisent politiquement dans les limites de la capitale catalane et sa banlieue. De même, dans un premier moment le collectif est surreprésenté dans le milieu universitaire, comptant parmi ses rangs de nombreux étudiants issus de l'Unió d'Estudiants Revolucionaris et des intellectuels et universitaires avec un passé militant dans le Partit Socialista Unificat de Catalunya. Le groupe – sans avoir accès à de nombreuses ressources économiques et techniques – réussit à mettre en place la publication *Bandera Roja* et commence à être présente dans le milieu antifranquiste catalan. La création de BR ne passe pas inaperçue pour les organisations de l'opposition au régime. Mais quelle place cherche à occuper *Bandera Roja* dans le spectre de l'antifranquisme catalan ? En 1968, il semble que toutes les sensibilités politiques sont représentées dans une ou plusieurs organisations, donc *Bandera Roja* devient source de concurrence.

Bandera Roja et ses militants dans l'antifranquisme catalan

Les cadres de *Bandera Roja* – et plus précisément « Jordi l'Ancien » et « Jordi le Jeune » – sont depuis le début de leur expérience en contact avec des militants d'autres organisations et partis, ainsi qu'avec des illustres personnages de l'*intelligentsia* antifranquiste. Le premier individu de ce dernier collectif que je souhaite évoquer – ainsi que le plus isolé tant des organisations comme du reste des intellectuels – est Fernando Claudín. Celui qui fut membre du bureau politique du Partido Comunista de España, et désormais un paria de l'antifranquisme, est un contact proche des deux dirigeants de *Bandera Roja*. Après leurs exclusions – en 1964 et en 1965 – Jordi Solé Tura et Jordi Borja gardent le contact avec Fernando Claudín, qui persiste dans sa volonté de diffuser ses thèses divergentes au sein du PCE⁶⁰⁷. En effet, *Bandera Roja* est la première formation politique à laquelle participent des membres du PCE-PSUC exclus lors de la crise Claudín-Semprún, et non seulement ils y participent mais ils ce sont des cadres et des éléments moteurs absolument décisifs pour la progression de l'organisation. En mai 1968, lors du séjour de Jordi Solé Tura à Paris, il visite son ancien camarade pour la première fois depuis son départ de la Ville Lumière en octobre 1964. Ils échangent sur les événements qui se déroulent dans les rues parisiennes au moment même de leur rencontre, mais aussi sur les perspectives à

⁶⁰⁷ Cette persistance passe au-delà des limites chronologiques de la dictature franquiste, puisque en 1978 il publie en Espagne *Documentos de una divergencia comunista* (El Viejo Topo), un recueil des documents qu'il présente au Comité Exécutif et au Comité Central du PCE entre le début de la crise en janvier 1964 et son exclusion en mai 1964.

prendre⁶⁰⁸. Dans *Pasionaria y los Siete Enanitos*, l'écrivain et militant du PSUC Manuel Vázquez Montalbán décrit l'univers communiste espagnol au temps qu'il dresse une série de portraits biographiques, avec Dolores Ibárruri « Pasionaria », comme le point de départ employé par l'auteur pour constituer chaque autre tableau⁶⁰⁹. Vázquez Montalbán dédie un chapitre aux communistes dyscoles, donc Fernando Claudín et Jorge Semprún. Ce travail – à mi-chemin entre la littérature historique et les mémoires – est une des meilleures analyses du caractère et la personnalité de Claudín disponibles aujourd'hui⁶¹⁰. Vázquez Montalbán, militant du PSUC dans les années 1960 et 1970 ainsi que membre du Comité Central du parti pendant la Transition démocratique, parle ici de la proximité et de la sympathie que Claudín éprouve à l'égard de Bandera Roja et ses dirigeants dès sa création jusqu'en 1974⁶¹¹. Cependant, il serait complètement erroné d'affirmer que Bandera Roja représente le projet d'organisation *claudinista* ; uniquement certaines des thèses sont récupérées et intégrées dans l'analyse de BR.

Les membres de Bandera Roja entretiennent également des contacts avec de militants du PSUC – à titre strictement personnel – dès la création de l'organisation. Effectivement, la grande majorité des membres de Bandera Roja ont un passé militant dans le PSU de Catalunya. Au moment de l'organisation de la publication *Bandera Roja*, d'après Jordi Borja, le collectif reçoit l'aide de trois militants du Parti à Barcelone – Manuel Vázquez Montalbán, Anna Sallés et Maria del Mar Bonet – qui « cachent des militants ou transportent des cyclostyles » et facilitent des espaces « pour faire des réunions clandestines⁶¹² ». La relation de Jordi Solé Tura avec Manuel Sacristán – désormais responsable absolu des intellectuels du Parti – est maintenue après son exclusion du PSUC et son retour à Barcelone en 1964. Or, aucun document permet d'établir un lien – même faible – entre Sacristán et Bandera Roja. À première vue cette absence d'intervention est étonnante, puisque BR commence son implantation dans le secteur universitaire et intellectuel. Cependant, un regard dans la chronologie personnelle de Manuel Sacristán permet d'expliquer cette absence. En 1969, le philosophe entame un processus de désengagement du Parti, qui l'éloigne de l'activité militante⁶¹³. En revanche, Bandera Roja essaye – à travers Jordi Solé Tura – de recruter l'ancien responsable des intellectuels du PSUC, August Gil Matamala. L'avocat du Parti est en crise avec la direction de Paris depuis sa participation à la réunion avec Fernando Claudín et Jorge Semprún dans le domicile de Solé Tura en 1964, et abandonne l'organisation en

⁶⁰⁸ Jordi Solé Tura, *Una historia optimista*. Madrid, Aguilar, 1999, p. 268.

⁶⁰⁹ Manuel Vázquez Montalbán, *Pasionaria y Los Siete Enanitos*. Barcelona, Editorial Planeta, 1995.

⁶¹⁰ En outre, Juan Andrade Blanco écrit une des rares approches scientifiques à la biographie de Fernando Claudín : Juan Andrade, « Fernando Claudín y “la Revolución inoportuna”: disidencia y revisión en un intelectual del exilio », *Sociología Histórica*, n° 8, 2017, p. 351–377.

⁶¹¹ Manuel Vázquez Montalbán, *Pasionaria y Los Siete Enanitos*. Barcelona, Editorial Planeta, 1995, p. 282.

⁶¹² Jordi Borja, *Bandera Roja 1968-1974: del maig del 68 a l'inici de la transició*. Barcelona, Edicions 62, 2018, p. 30.

⁶¹³ Giaime Pala, « 'Sobre el camarada Ricardo' El PSUC y la dimisión de Manuel Sacristán (1969-1970) », *Mientras Tanto*, n° 96, 2005, 47–75.

1968⁶¹⁴. August Gil explique que dans les premiers mois d'existence de BR, donc peu après son départ du PSUC, son ami Solé Tura l'encourage pour se joindre à lui⁶¹⁵. Néanmoins, Gil Matamala refuse la proposition et organise une revue-collectif à vie éphémère appelée *Cuadernos Rojos*. Il reste proche de Bandera Roja, agissant comme avocat pour ses militants, ainsi qu'à travers *Cuadernos Rojos*, qui échange des textes et des analyses avec *Bandera Roja*⁶¹⁶.

La place de Bandera Roja dans l'antifranquisme catalan est compliquée à saisir. D'abord, sa définition politique n'est pas une tâche simple. Bandera Roja s'inscrit dans de nombreuses traditions militantes et inspire son analyse politique de très diverses sources de théorie. En effet, Bandera Roja s'inscrit en même temps dans la tradition révolutionnaire des bolcheviks de 1917, la tradition de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT) du début du 20^{ème} siècle, l'expérience du POUM, les années Comorera du PSUC, les révolutions cubaine, vietnamienne et algérienne, la Révolution culturelle chinoise et l'expérience de Mai 68⁶¹⁷. A cet amalgame s'ajoute le problème de la définition de la forme organisationnelle : Bandera Roja est-ce un parti ? Un collectif ? Une publication ? Cela n'est pas clair pour les activistes sur les différents fronts où les membres de BR sont présents, et la conception même de la forme organisationnelle de BR évolue pour ses membres. Ses origines et son attitude face aux autres organisations de la gauche de l'antifranquisme détermine également la place que correspond à BR. Une des constantes dans l'action et la production écrite de Bandera Roja est la critique sans merci – non seulement dans le sens léniniste du terme – de l'ensemble des organisations antifranquistes qui se présentent comme révolutionnaires et prétendent diriger le mouvement populaire contre la dictature. Ces organisations sont, pour Bandera Roja, divisées en deux groupes les « déviations réformistes ou aventuristes⁶¹⁸ ».

Dans son texte *De la pratique*, Mao Tsé-Toung définit les aventuristes comme les charlatans de gauche, ceux qui « essaient de réaliser de force, dans le présent, des idéaux qui ne sont réalisables que dans l'avenir ; leurs idées, coupées de la pratique actuelle de la majorité des gens, coupées de la réalité actuelle, se traduisent dans l'action par l'aventurisme⁶¹⁹ ». Pour les membres de Bandera Roja, les aventuristes sont les organisations – la plupart issues de scissions du PCE et du PSUC – qui prônent une pureté idéologique irrationnelle et qui focalisent leurs efforts en la production – ou plutôt reproduction – de théorie révolutionnaire, de philosophie matérialiste et d'économie politique ainsi qu'en la dénonciation de ceux qui abandonnent le juste chemin,

⁶¹⁴ David Fernández et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala: al principi de tot hi ha la guerra*. Valencia, Sembra Llibres, 2017, p. 185-186

⁶¹⁵ *Ibid.*, p. 203 204.

⁶¹⁶ Entretien avec August Gil Matamala, 28 avril 2023 à Barcelone

⁶¹⁷ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 37 ; p. 56 ; p. 65.

⁶¹⁸ « Editorial », *Bandera Roja*, n°1, novembre 1968, p. 2.

⁶¹⁹ Mao Tsé-Toung, *Cinq essais philosophiques*. Pékin, Éditions Langues Étrangères, 1971, p. 35.

trahissant, à leurs yeux, les masses prolétariennes. Il s'agit donc ici des organisations comme le Partido Comunista de España (marxista-leninista), le Partido Comunista de España (internacional), ou encore les organisations marxistes-léninistes issues de Euskadi Ta Askatasuna, qui font une interprétation dogmatique des thèses chinoises et albanaises, et mènent une pratique sectaire, minoritaire, déconnectée des réalités sociales et en mettant l'accent sur l'utilisation de la violence politique comme outil obligatoire pour les révolutionnaires⁶²⁰. Cette dénonciation est reçue avec hostilité par les « aventuristes », qui dénoncent également le révisionnisme et l'éclectisme de BR, et en arrivent même – selon les cadres de BR – aux agressions physiques. Dans l'été 1973, Jordi Solé Tura est attaqué en pleine nuit par des militants du PCE (m-l) dans le domicile parisien du militant de Bandera Roja Manuel Castells, où les coups de crosse sont uniquement interrompus par les insultes et les disqualifications de « révisionnistes »⁶²¹.

De l'autre côté se trouvent les réformistes, ou révisionnistes – alors que les *banderas* sont eux-mêmes qualifiés ainsi. Il s'agit ici du Parti, avec un p majuscule, donc le Partido Comunista de España et le Partit Socialista Unificat de Catalunya. Cette critique s'impose très tôt dans *Bandera Roja*, car celle-ci contribue à justifier l'existence même de BR. Cependant, le PCE-PSUC est le principal objectif des attaques de Bandera Roja dans ses cinq ans d'activité. L'explication pour cela est néanmoins assez simple. BR analyse le rapport de forces des organisations antifranquistes en Catalogne et se rend à l'évidence que le Parti est la seule organisation qui présente une véritable menace pour le régime. Le PSUC possède une organisation extrêmement solide – soutenu économiquement et logistiquement par les camarades en exil et par le soutien du PCE – presque immunisée aux *caídas*, et présente et hégémonique dans la majorité des secteurs d'activité de la société catalane. Si en apparence Bandera Roja cherche occuper l'espace vide entre le PSUC et la gauche révolutionnaire, comme soutien l'historien Sebastian Balfour⁶²², BR prétend réellement prendre – éventuellement – la place du PSUC. Les cadres de Bandera Roja pensent que l'embryon d'organisation qu'ils construisent est en capacité de contester l'hégémonie du Parti comme référent communiste. En ce sens-là, et en raison de l'histoire personnelle des dirigeants de Bandera Roja, l'organisation a un certain complexe face au PSUC. Mais ces critiques ne sont en aucun cas motivées par une *vendetta* personnelle de ceux qui furent exclus en 1964 et 1965 contre la direction du PSUC. La plus féroce critique au « révisionnistes » produite par BR est le numéro 14 de sa publication principale, *Bandera Roja* : un dossier de 68 pages sur le réformisme et révisionnisme du PCE-PSUC intitulé

⁶²⁰ Pour une généalogie de ces organisations, voir Julio Pérez Serrano, « “Servir al pueblo”. Trayectorias del maoísmo en la península Ibérica », *Berceo*, n° 173, 2017, p. 199–216.

⁶²¹ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 300 ; Jordi Borja, *op. cit.*, p. 43.

⁶²² Sebastian Balfour, *Dictatorship, Workers, and the City: Labour in Greater Barcelona since 1939*. Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 158.

« El revisionismo en España⁶²³ », où les déclarations, communiqués, presse et écrits des dirigeants du PCE-PSUC sont décortiqués et critiqués.

L'implantation sociale de Bandera Roja est significative à Barcelone : sur le front universitaire, de l'enseignement et sur le front *vecinal*, l'organisation arrive à concurrencer le PSUC. L'innovation de BR est dans l'intérêt que sa direction porte envers les secteurs stratégiques délaissés ou peu investis par le PSUC, tel que le front *vecinal* et le front de l'enseignement secondaire. La lucidité stratégique de Bandera Roja réside là. Cependant, BR veut avoir une présence sur tous les secteurs, ce sans quoi le développement du groupe est impossible. En 1972 et 1973, deux pas sont pris dans ce sens : l'entrée collective dans Bandera Roja d'un groupe d'ouvriers des Comisiones Obreras (CCOO) du Baix Llobregat et le développement de Bandera Roja dans tout l'État qui mène à la création de Organización Comunista (Bandera Roja [OC(BR)])⁶²⁴. Ces deux éléments désenclavent BR : le premier permet à l'organisation de se développer au sein du mouvement ouvrier et le deuxième désenclave géographiquement BR, même si Barcelone reste le centre décisionnaire de l'Organisation. En 1973, Jordi Solé Tura voyage à l'intérieur de l'Espagne en tant que responsable pour rencontrer et encadrer les groupes de OC(BR) de Madrid, Valence, Seville, Málaga, et Santiago de Compostela⁶²⁵. Également, par son début d'implantation dans le mouvement ouvrier, Bandera Roja vise ôter l'hégémonie du PSUC dans le secteur, comme annoncé dans l'article « La utilización reformista y la utilización proletaria de los puestos de enlace o vocal del jurado⁶²⁶ », inclus dans un dossier sur les élections syndicales paru dans *Bandera Roja*.

Enfin, quelques mots doivent être dédiés à la participation de Bandera Roja – puis OC(BR) – dans les initiatives unitaires de l'opposition. Giaime Pala place la question du PSUC et les organismes unitaires au cœur de sa recherche dans *El PSUC. : L'antifranquisme i la política d'aliances a Catalunya (1956-1977)*⁶²⁷ mais aucune mention n'est faite à Bandera Roja ou à Organización Comunista (Bandera Roja), qui sont pourtant présentes dans les organismes où se retrouvent certaines de forces politiques qui s'opposent au régime en Catalogne. Initialement, BR ne possède pas les contacts nécessaires pour être incluse dans les discussions, ce pourquoi aucun des intellectuels de Bandera Roja n'est invité à l'enfermement volontaire de plus de 300 intellectuels dans l'abbaye de Montserrat en décembre 1970 comme manifestation de leur opposition au procès de Burgos, où plusieurs militants de ETA sont condamnés à mort⁶²⁸.

⁶²³ *Bandera Roja*, n°14, mai 1964.

⁶²⁴ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 53.

⁶²⁵ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 296.

⁶²⁶ « La utilización reformista y la utilización proletaria de los puestos de enlace o vocal del jurado », *Bandera Roja*, n° 12, avril 1971, p. 7-9.

⁶²⁷ Giaime Pala, *El PSUC: l'antifranquisme i la política d'aliances a Catalunya (1956 - 1977)*. Barcelona, Editorial Base, 2011.

⁶²⁸ Jordi Borja, *op. cit.*, p. 59-60.

Cependant, Bandera Roja intègre en 1971 ou 1972 l'Assamblea de Catalunya, le plus large organisme unitaire de l'antifranquisme catalan, qui fonctionne jusqu'aux premières élections postfranquistes en 1977⁶²⁹

L'intégration de Bandera Roja Catalunya dans le PSUC

Vers 1973-1974, un débat émerge au sein de Organización Comunista (Bandera Roja) : quel doit être l'avenir de l'organisation ? OC(BR) est définitivement la fondation sur laquelle bâtir la Parti ? Est-ce qu'une autre plateforme présente des meilleures conditions pour construire le parti du prolétariat ? Ou bien au contraire l'activité d'agitation, formation et organisation du mouvement populaire doit continuer ? Autour de ce dilemme deux tendances apparaissent dans l'organisation : une tendance qui veut construire à partir de l'Organización Comunista de España le Parti révolutionnaire du prolétariat espagnol, représentée essentiellement par les membres du secteur ouvrier et des autres régions de l'État, puis la tendance qui envisage une entrée collective dans le Partit Socialista Unificat de Catalunya – qui représente la forme la plus évoluée du prolétariat organisé – dirigée par Jordi Solé Tura Borja et Alfonso Comín. L'historien spécialiste du PSUC Giaime Pala, écrit en 2011 un riche article qui analyse ce processus du point de vue de la direction du PSUC⁶³⁰. Ainsi, OC(BR) va se scinder en deux organisations au début de l'année 1974 : Organización Comunista de España (Bandera Roja) et Bandera Roja de Catalunya.

Après plus de cinq ans d'activité dans Bandera Roja, et dans un nouveau contexte de lutte imprédictible contre le régime après l'assassinat du président du gouvernement Luis Carrero Blanco par ETA le 20 décembre 1973 et face à la fragilisation de la santé du dictateur et au resserrement des rangs du régime franquiste, les dirigeants de BR font un bilan de l'organisation⁶³¹. Si sur plusieurs fronts BR est puissante et atteint un niveau d'influence considérable, le dépassement hégémonique du PSUC n'est pas atteint, et ne paraît pas atteignable dans un futur proche. Cependant, l'expérience Bandera Roja n'est en aucun cas considérée un échec. Un groupe de militants, avec Jordi Solé Tura et Jordi Borja à sa tête proposent joindre la force de Bandera Roja à celle du Partit Socialista Unificat, et renforcer une seule organisation⁶³². Cette proposition est accueillie avec une certaine hostilité par les militants de BR, qui depuis des années se disputent l'hégémonie sur différents fronts et se nourrissent du contenu idéologique que la direction leur fournit, où se répètent les sur des centaines de pages les critiques au

⁶²⁹ Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 303.

⁶³⁰ Giaime Pala, « Una semilla de discordia. La entrada de Bandera Roja en el PSUC », *Revista HMiC*, n° 9, 2011, 140–162.

⁶³¹ Arxiu Històric Comissions Obreres de Catalunya (AHCO), Sèrie 1 – Partits polítics, ES AHCO 0010-1, « Carta abierta a los militantes de la OCE (BR) », 1975.

⁶³² Jordi Borja, *op. cit.*, p. 107.

révisionnisme du PCE-PSUC. Dans une lettre ouverte aux militants de OC(BR), les cadres de la tendance « pro-PSUC » reviennent officiellement sur leurs critiques dirigées au PCE-PSUC dans les textes de BR, et considèrent qu'elles « ont perdu sa validité⁶³³ ». La relation entre les deux organisations est loin d'être cordiale pendant ces années. Cependant, les contacts entre les directions de Bandera Roja et du PSUC existent, mais sont limités⁶³⁴.

Pendant le printemps et été 1974, à l'initiative des dirigeants de la branche Bandera Roja de Catalunya, plusieurs réunions ont lieu à Barcelone et à Paris entre des représentants de la direction de Bandera Roja de Catalunya – Jordi Solé Tura Borja, Alfonso Comín, Enric Solé et Teresa Eulalia Calzada – et des membres du Comité Exécutif du Partit Socialista Unificat de Catalunya – Gregorio López Raimundo, Miguel Nuñez, Josep Serradell, Antoni Gutiérrez, Cipriano Garcia et Pere Ardiaca – ainsi que des membres du Comité Exécutif du Partido Comunista de España – Santiago Carrillo, Manuel Azcárate et Santiago Alvarez⁶³⁵. De la part de Bandera Roja de Catalunya, il existe un dialogue entre la direction du groupe et les militants des bases, comme prouve la lettre de neuf pages détaillant la situation de l'organisation, ses perspectives ainsi que les différentes propositions mises en avant par la direction⁶³⁶. Au contraire, de la part du PSUC, ces discussions sont intégralement menées par le Comité Exécutif, qui n'informe les membres du Comité Central qu'en novembre 1974, après plusieurs mois de négociations avec les cadres de Bandera Roja de Catalunya. Dans une lettre de cinq pages adressée aux membres du Comité Central, le Comité Exécutif du PSUC présente la proposition de « Offrir l'entrée dans les rangs du PSUC a tous les militants de BRC, avec la reconnaissance de leur condition de combattants révolutionnaires, de son expérience, de ses apports [...] » ainsi que la proposition de « désignation pour BRC de certains de ses membres pour intégrer la direction du PSUC [...] sans aucun type de discrimination⁶³⁷ ». Le manque de démocratie interne dans le processus pour la part du Comité Exécutif du PSUC est exacerbé à la fin de la lettre : pour des raisons d'impossibilité logistique, l'approbation de la proposition du CE est faite par correspondance, et non pas lors d'une séance de réunion du Comité Central.

La rupture de Bandera Roja se consomme en mars 1975, avec la fin de l'entrée collective de tout le groupe Bandera Roja de Catalunya dans les rangs du Partit Socialista Unificat de

⁶³³ AHCO, Sèrie 1 – Partits polítics, ES AHCO 0010-1, « Carta abierta a los militantes de la OCE (BR) », 1975.

⁶³⁴ Dans son article sur l'entrée collective de Bandera Roja dans le PSUC, Giaime Pala évoque des lettres envoyées par Miguel Nuñez à la direction du PSUC à Paris dans lesquelles il explique ses réunions avec Jordi Solé Tura en tant que dirigeant de BR dès 1970. Giaime Pala, « Una semilla de discordia. La entrada de Bandera Roja en el PSUC », *op. cit.*, p. 142-144.

⁶³⁵ Jordi Solé Tura, *op.cit.*, p. 331.

⁶³⁶ AHCO, Sèrie 1 – Partits polítics, ES AHCO 0010-1, « Carta abierta a los militantes de la OCE (BR) », 1975.

⁶³⁷ AHCO, Sèrie 2 – Partit Socialista Unificat de Catalunya, ES AHCO 0010-2, « Carta del Comitè Executiu als membres del Comitè Central del PSUC », novembre 1974.

Catalunya, commencée en novembre 1974⁶³⁸. Dans un communiqué du secrétariat politique de Bandera Roja, celui-ci affirme que tous les militants de s'identifient avec les principes et la stratégie politique du PCE, établie dans son projet de programme⁶³⁹. Dans ce même document, les nouveaux militants du PSUC encouragent l'ensemble des organisations de la gauche révolutionnaire espagnole à suivre leur exemple, afin de renforcer les rangs du PCE et du PSUC. Comme prévu par les négociations entre les organisations, plusieurs membres de BR intègrent les différentes instances de direction du PSUC. Les trois principaux dirigeants de Bandera Roja – Solé Tura, Borja et Comín – accèdent au Comité Exécutif du Parti. De même Enric Solé, Teresa Eulalia Calzada et Josep Maymó sont nommés membres du Comité Central du PSUC⁶⁴⁰. Ce retour au PSUC est, pour plusieurs de ex militants de Bandera Roja, un retour à leurs origines militantes. Pour Jordi Solé Tura, ce retour est particulièrement émotif. Après avoir sacrifié sa vie professionnelle et personnelle pour le Parti, celui-ci l'exclu et le banni de son monde. Mais une décennie après, Solé Tura est de retour au Parti qui l'a formé, avec des responsabilités renouvelées. Le retour est également un moment de retrouvailles avec les vieux camarades et amis.

Néanmoins, le Parti que Solé Tura et Borja connaissent en 1964 n'est pas le même dix ans après. Le PCE-PSUC vit pendant ces années un véritable combat interne contre les fractions qui s'identifient à la gauche révolutionnaire. Dans la lutte pour l'imposition et le respect de ligne politique majoritaire initie un processus de cohésion politique et idéologique autour de la figure du secrétaire général Santiago Carrillo, qui continue à faire de la Política de Reconciliación Nacional sa bannière. C'est également à ce moment où les textes de Santiago Carrillo commencent à être publiés sous le format de livres, en espagnol et en français⁶⁴¹. L'augmentation des actions contestataires contre le régime dans les années 1960 apportent un renouveau militant au PCE et au PSUC. Il s'agit d'un renouveau générationnel, puisque les nouveaux militants – issus dans sa majorité du mouvement ouvrier, renforcé par les Comisiones Obreras, et du mouvement universitaire, renforcé par les Sindicatos Democráticos de Estudiantes⁶⁴². L'organisation est renforcée dans la clandestinité et les nouveaux cadres communistes de l'intérieur se multiplient. Le PCE et le PSUC sont, sans aucun doute, la principale organisation d'opposition au régime. Il est néanmoins difficile de chiffrer la masse de militants communistes de l'intérieur. Dans son étude sur les communistes espagnols, Guy Hermet parle de « 35 000 à 40

⁶³⁸ AHCO, Sèrie 1 – Partits polítics, ES AHCO 0010-1, « Comunicado de la Secretaría Política de Organización Comunista de España (Bandera Roja) », 31 mars 1975.

⁶³⁹ *Ibid*

⁶⁴⁰ Jordi Solé Tura, *op.cit.*, p. 333.

⁶⁴¹ Santiago Carrillo, *Nuevos enfoque a problemas de hoy*. Paris, Éditions Sociales, 1967 ; Santiago Carrillo, *Libertad y socialismo*. Paris, Éditions Sociales, 1971 ; Santiago Carrillo, *Hacia el post-franquismo*. Paris, Éditions du Globe, 1974 ; Santiago Carrillo, Régis Debray et Max Gallo, *Demain l'Espagne*. Paris, Seuil, 1974.

⁶⁴² Carme Molinero et Pere Ysàs, « Antifranquismo, democracia y socialismo » dans Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo I, op. cit.*, p. 206-215.

000 membres organisés⁶⁴³ » en citant des sources du parti. Si ce chiffre est peu crédible, le PCE et le PSUC comptent certainement avec plusieurs milliers de militants clandestins au milieu des années 1960.

Une deuxième crise interne traverse le PCE-PSUC en 1968, après la prise de position des directions communistes par rapport à l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, mettant fin à l'expérience du socialisme tchécoslovaque d'Alexander Dubček. La une de *Mundo Obrero* de septembre 1968 présente la position du Comité Central du PCE, qui qualifie l'intervention militaire soviétique de « erreur tragique⁶⁴⁴ ». À l'intérieur du même numéro sont également reproduites les différentes résolutions du PCE par rapport aux événements de Prague : Le Comité Exécutif du PCE annonce sa « sympathie et soutien à la politique adoptée par le Parti Communiste de Tchécoslovaquie [...] et à la nouvelle direction du camarade Alexander Dubček⁶⁴⁵ » et prévient que « l'amitié avec l'Union Soviétique ne passe pas par l'inconditionnalité ni par la notion d'inafaillibilité. Cela nous a été montré au 20^{ème} congrès [du Parti Communiste de l'Union Soviétique] et nous ne l'oublions pas⁶⁴⁶ ». Cette prise de position du PCE – et du PSUC⁶⁴⁷ – confirme le début d'une véritable volonté de libération de l'influence soviétique dans l'organisation. Dans ce sens-là, Santiago Carrillo opère un rapprochement du PCE aux deux partis communistes plus importants d'Europe occidentale, le Parti communiste français et le Partito comunista italiano, eux-mêmes critiques du parti frère soviétique. La dénonciation de l'intervention militaire soviétique marque donc un tournant idéologique et stratégique dans le PCE-PSUC. A travers le rapprochement entre les trois PC méditerranéens, une nouvelle ligne politique commune commence à se profiler, ce qui va être l'embryon de l'eurocommunisme. Un document particulièrement ici est le testament politique du dirigeant communiste italien Palmiro Togliatti, connu comme *Il memoriale di Yalta*, où il présente les stratégies que le PCI – ainsi que d'autres partis – devraient suivre dans cette nouvelle étape de la Guerre froide⁶⁴⁸. Dans cette nouvelle ligne, certains éléments stratégiques de thèses *claudinistas* sont récupérés par la direction du PCE. Cependant, suite à ce virage idéologique le PCE subit deux scissions de type orthodoxe⁶⁴⁹, en 1968 – le Partido Comunista de España (VIII-IX Congresos) – et en 1973 – le Partido Comunista Obrero Español. Ces scissions révèlent le processus de changement de culture politique qui a lieu au sein du Parti. Le point le plus

⁶⁴³ Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*. Paris, Armand Colin, 1971, p. 112.

⁶⁴⁴ « La cuestión checoslovaca », *Mundo Obrero*, 38^{ème} année, n°16, septembre 1968, p. 1.

⁶⁴⁵ « Declaración del P.C. de España sobre los acontecimientos en Checoslovaquia ». *Ibid.*, p.5.

⁶⁴⁶ « La cuestión checoslovaca », *Ibid.*, p. 4.

⁶⁴⁷ Le PSUC publie une traduction réduite de la déclaration du CE du PCE du 28 août et adhère à ses positions. « Sobre la situació a Txecoslovaquia », *Treball*, n° 300, août-septembre 1968, p. 1.

⁶⁴⁸ Palmiro Togliatti, *Il memoriale di Yalta*. Palermo, Sellerio editore, 1988.

⁶⁴⁹ Depuis quelques années, un renouveau historiographique a lieu en Espagne autour de ce sujet. Aujourd'hui, la dénomination « orthodoxe » est préférée à celle de « prosoviétique », elle définit de façon plus juste la nature de ces divergences et s'adapte mieux à la réalité des militants.

remarquable de cette crise est le départ de certains dirigeants historiques de l'organisation, comme Enrique Líster, Eduardo García et Agustín Gómez⁶⁵⁰.

À la fin des années 1960 et début des années 1970, la lutte contre le régime s'intensifie, non seulement par l'augmentation quantitative de la contestation et le développement de véritables contrepouvoirs dans certains secteurs, mais aussi par la radicalisation des modes d'action. En août 1968, ETA organise son premier attentat : l'assassinat du chef de la Brigada Político Social de Guipúzcoa et collaborateur de la Gestapo Melitón Manzanas. ETA poursuit son activité armée, et entre 1971 et 1973 apparaît également le Frente Revolucionario Antifascista y Patriota (FRAP), organisation armée rattachée au PCE (m-l). Ces groupes armés mènent des opérations militaires très réduites, principalement l'assassinat de policiers ou militaires. Cependant, le 20 décembre 1973 ETA place une bombe au cœur du régime : Luis Carrero Blanco, président du gouvernement et homme fort de Franco, est assassiné. Ce coup est presque mortel pour le régime, puisque Carrero Blanco apparaît comme potentiel remplaçant de Franco après la mort de celui. Carrero Blanco fait partie des immobilistes, ceux qui souhaitent une continuité du franquisme après la mort de Franco. Après l'attentat, la répression contre tous les secteurs de l'opposition s'intensifie dans une tentative de reprise de contrôle par le régime, qui commence déjà à montrer ses faiblesses et les divisions en son sein. Parallèlement à cette recrudescence de la répression, les initiatives nationales unitaires de l'opposition – comme la Junta Democrática de España, constituée en exil – commencent à prendre force, où le PCE occupe une position importante comme principale organisation de la clandestinité.

La situation internationale est également favorable à l'opposition démocratique. En 1974, les deux des trois dernières dictatures d'origine fasciste en Europe tombent. Le 25 avril 1974, le Movimento das Forças Armadas – organisation démocratique au sein de l'armée portugaise – exécutent un coup d'état contre le Marcelo Caetano, successeur d'António de Oliveira Salazar, et renversent le régime de l'*Estado Novo*, au pouvoir depuis 1933. La nouvelle est accueillie avec extase par les communistes espagnols, non seulement par solidarité, mais aussi car la fin de la dictature au Portugal implique un isolement international pour le régime de Franco⁶⁵¹. Le rôle dirigeant des forces démocratique dans l'armée est aussi source d'inspiration pour l'opposition démocratique en Espagne. À la fin de l'année 1974 Jordi Solé Tura voyage au Portugal après la Révolution pour connaître le processus et rencontrer les dirigeants progressistes portugais⁶⁵². Quelques mois après la Révolution des Œillets, en juillet 1974, le régime de la junte

⁶⁵⁰ Carme Molinero et Pere Ysàs, « Antifranquismo, democracia y socialismo » dans Francisco Erice Sebares et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España. Tomo I, op.cit.*, p. 244.

⁶⁵¹ Pour connaître plus sur la lecture faite par le PCE de la Révolutions des Œillets voir Raquel Varela, « A revolução portuguesa de 1974-1975 e o seu impacto na transição espanhola para a democracia vista através da imprensa clandestina espanhola », *Espacio Tiempo y Forma.*, n° 21, 2009, p. 267-287.

⁶⁵² Jordi Solé Tura, *op. cit.*, p. 328.

militaire des colonels en Grèce tombe après 7 ans. Le franquisme se retrouve seul, et est la dernière anomalie européenne.

Le 20 novembre 1975, le larmoyant président du gouvernement Carlos Arias Navarro, successeur de Luis Carrero Blanco, prononce la fameuse phrase « Españoles, Franco ha muerto. ». Le dictateur Francisco Franco meurt à 82 ans après plus de 36 ans de dictature meurtrière qui divise le pays jusqu'au plus profond. Si la nouvelle est célébrée, l'opposition est méfiante, et se prépare pour l'incertitude et la tension des jours, mois et année à venir. La nouvelle de la mort du dictateur arrive aux oreilles de Jordi Solé Tura lorsqu'il se trouve à Aiguablava, dans le nord de la Catalogne, pour une réunion du Comité Exécutif du PSUC⁶⁵³. À l'évidente joie se joint rapidement la crainte et l'incertitude. Dès le lendemain à 8 heures du matin, il rejoint ses camarades de la direction et commence la mise en place d'un plan d'action immédiat pour assurer la sécurité de tous les militants et la continuité de l'activité politique. Pour le PCE-PSUC cela est le début d'un nouveau combat pour la démocratie sur une nouvelle arène inconnue par ses membres. Les militants communistes, acteurs déterminants dans le combat antifranquiste, vivent ce moment comme la culmination d'une vie de lutttes, qui ouvre la porte à une offensive inscrite dans la même continuité, mais qui s'avère être radicalement différente. Jordi Solé Tura, enfant républicain qui vit et connaît toutes les facettes du régime du général Franco dans ses 36 ans d'existence et antifranquiste indomptable, remémore 24 ans après la mort du dictateur « entre la joie et l'angoisse nous commençons certainement à nous sentir protagonistes réels d'une nouvelle phase de notre histoire collective⁶⁵⁴ ».

⁶⁵³ *Ibid.*, p. 348.

⁶⁵⁴ *Ibid.*, p. 349.

Conclusion

« - Usted ha sido siempre un profesional.

- Siempre no. Lo soy desde 1941, cuando organicé el maquis en el Rosellón. Soy un profesional en el sentido leninista de la palabra. Mi trabajo es hacer la revolución. Primero en las montañas, luego en la cárcel, después en las esquinas de la ciudad, con el cuello de la gabardina subido. Ahora sentado tras una mesa, preparando una enmienda a la totalidad a un proyecto de ley electoral. »

Manuel Vázquez Montalbán

Asesinato en el Comité Central, 1981

De la prison à l'exil, de la torture à la mort, l'histoire des résistances politiques et culturelles face à la réalité de l'oppression quotidienne du franquisme est l'histoire de hommes et femmes, de toutes origines confondues, qui abandonnent la peur et l'indifférence pour s'organiser collectivement vers un but commun. Le refus du silence comme contestation à un pouvoir qui ne devrait pas exister. Au sein de cette nébuleuse qu'est l'antifranquisme, des dizaines de milliers d'acteurs convivent. Certains partent très trop, certains abandonnent, tandis que d'autres restent jusqu'à l'épuisement ou la victoire. Ce qui est certain, c'est que le souvenir de ces militants se perd. Un des individus qui compose ce gigantesque et hétérogène groupe est Jordi Solé Tura. Boulanger, universitaire, militant et cadre communiste, et intellectuel. Ce n'est pas un parcours traditionnel. Cependant, ce n'est pas en raison de son ascension sociale et son acquisition de capital politique et culturel que son étude vaut mieux que celle d'un militant anonyme de ce qu'on appelle « les bases du Parti⁶⁵⁵ ». Son étude est unique, comme l'est le personnage.

Jordi Solé Tura présente un parcours singulier, non seulement parmi les personnalités reconnaissables de l'opposition démocratique, mais un parcours singulier au sein de l'histoire de l'Espagne sous la dictature du Général Francisco Franco. Issu d'une famille de boulangers, Solé Tura s'oppose à son destin social et construit son propre chemin, qui le mène aux plus hauts

⁶⁵⁵ Diego de la Calle a produit un mémoire d'histoire portant sur un militant de base du PCE madrilène en 2021. Diego de la Calle *Le militantisme communiste durant le deuxième franquisme dans le quartier ouvrier de Villaverde (Madrid, 1959-1975)*, mémoire d'histoire sous la direction de Sabrina Loriga et Élodie Richard, École des Hautes Études en Sciences Sociales, juillet 2021

niveaux du monde intellectuel national et international, mais il découvre également le courage et la détermination de ses compatriotes qui mènent héroïquement le combat contre la dictature sur tous les fronts. Conscient depuis un jeune âge de l’oppression – politique, nationale et de classe – qu’il vit, son engagement devient un élément structurant pour sa personne. Il ne s’agit pas maintenant, après deux ans de recherches sur Jordi Solé Tura de présenter le tout comme une suite d’événements logiques qui s’annonce depuis ses premiers pas, de tomber dans le piège que Pierre Bourdieu voit dans la considération des vies comme « un tout, un ensemble cohérent et orienté, qui peut et doit être appréhendé comme expression unitaire d’une ‘intention’ subjective et objective, d’un projet⁶⁵⁶ ». Loin de cela, l’expérience de Jordi Solé Tura compte avec plusieurs « reprises biographiques⁶⁵⁷ » - terme emprunté à Christophe Granger – et ne présente pas aucune linéarité. La colonne vertébrale – le fil rouge – de cette vingtaine d’années est l’engagement antifranquiste. À travers les catastrophes et les joies personnelles, les hauts et les bas professionnels et même à travers le désengagement partisan, l’engagement – certes, sous différentes formes et sous plusieurs degrés d’investissement – est constant.

Jordi Solé Tura appartient à une catégorie très précise : les intellectuels communistes. Cependant, son cas n’est absolument pas représentatif de cette catégorie. Aucun ne l’est véritablement, puisque chaque vie et chaque expérience est singulière – même si un parcours peut être plus proche de la norme. Cela n’est pas l’objectif de cette recherche non plus. Le but ici n’est pas de tracer un portrait de l’intellectuel communiste type en ayant Jordi Solé Tura assis patiemment comme un modèle duquel prendre les grandes caractéristiques. Un seul objectif existe ici : connaître en profondeur tous les aspects de l’engagement de cet intellectuel en particulier, et du monde qu’il construit autour de lui. Il ne s’agit donc pas de faire une étude isolée du personnage de sa naissance à son dernier souffle, mais plutôt de désenclaver son expérience du cadre individuel et construire tout un univers gravitant autour de lui. Dans son introduction à son étude sur le quartier de la Prosperidad à Madrid, Charlotte Vorms résume en une phrase cette idée qui marque mon approche à mon objet : « L’étude intensive d’un petit objet permet bien de se pencher sur un microcosme dans sa complexité, d’appréhender les processus de sa production dans leur globalité et sous tous leurs aspects, enfin d’être attentif au rôle actif des individus et aux relations qui les lient entre eux⁶⁵⁸ ».

Le choix est aussi motivé par la volonté de placer l’individu – l’acteur de l’histoire – au cœur de mon analyse. Ces sont les hommes et les femmes qui font l’histoire, ce pourquoi les

⁶⁵⁶ Pierre Bourdieu. « L’illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, juin 1986, pp. 69-72.

⁶⁵⁷ Christophe Granger, *Joseph Kabris, Ou, Les Possibilités d’une Vie, 1780-1822*. Paris, Anamosa, 2020, p. 21.

⁶⁵⁸ Charlotte Vorms, *Bâtisseurs de Banlieue: Madrid: Le Quartier de La Prosperidad, 1860-1936*. (Paris: Créaphis, 2012, p. 15.

réduire uniquement à des chiffres, des statistiques et des catégories amples, peu définies, semble pour moi un exercice plus digne de la bureaucratie que de la discipline historique. Pour appréhender les choix, les risques, les joies, les angoisses, la peur et l'incertitude propre à la vie des hommes, il est nécessaire descendre à l'échelle de l'individu. Ce n'est pas pour autant que l'histoire qui est essentiellement quantitative ou celle qui parle de grands ensembles géographiques et de larges populations est inintéressante, bien au contraire, mais il me semble qu'il faut jouer avec les échelles, réduire et augmenter la focale, sans oublier quelle est la source de l'histoire, qui ne sont pas les archives mais les individus. Les cartes se comprennent mieux quand plusieurs échelles sont mises à côté.

Une des questions qui traverse mon étude est celle de la formation des intellectuels et des dirigeants communistes – voir même la figure rare de l'intellectuel dirigeant. Je ne peux établir aucune conclusion universelle qui s'étende au-delà des frontières de mon étude, en dépit des apports historiographiques et méthodologiques de la *microstoria* italienne⁶⁵⁹. La « création » de l'intellectuel et du dirigeant sont ici relativement similaires. Les deux sont exclusivement issues d'une reconnaissance extérieure. Pour les intellectuels cette reconnaissance peut être double : reconnaissance par l'accomplissement d'un parcours académique type et reconnaissance sociale par la fonction politique ou culturelle exercée. Si bien la deuxième définition m'intéresse largement plus dans mon étude, la mention de la première est presque obligatoire. Pour les dirigeants, cela est également vrai : le dirigeant peut être nommé ainsi que reconnu socialement comme tel, mais cela n'est pas nécessairement vrai dans chaque cas. L'ascension de Jordi Solé Tura comme intellectuel et comme cadre dirigeant se produit quasi simultanément, alors que ses prédispositions personnelles sont différentes. Avant son engagement, Solé Tura entretient un début d'activité intellectuelle : il s'intéresse à la culture, à la politique, ce sur quoi il lit et il écrit. Je ne dirais pas qu'il y a une prédisposition innée à cela car ce serait faux, mais la façon dont il vit sa socialisation au sein de sa famille avec des éléments politisés, puis à l'école républicaine – expérience coupée de façon soudaine par le coup d'état de juillet 1936 – font qu'il développe un intérêt pour ces questions. En revanche, avant son émergence comme cadre de l'organisation universitaire du PSUC, Solé Tura n'a aucune expérience dans ce type d'activité. Et pourtant, il exécute la tâche de façon sublime, étant complimenté par la direction du Parti qui lui accorde encore plus de responsabilités. Dans son processus de transformation en intellectuel et en dirigeant, Solé Tura fait beaucoup de sacrifices, qui ont après des conséquences biographiques ; il passe par des moments de joie et extase, de conviction de la justesse de son combat et de l'imminence de la victoire face à l'oppression, mais il vit aussi des épisodes de tristesse profonde,

⁶⁵⁹ Sigurður Gylfi Magnússon et István M. Szijártó, *What Is Microhistory ? Theory and Practice*. London, Routledge, 2013, p. 17.

d'angoisse irréparable, de peur et de vide, qui vont même jusqu'au pensées suicidaire sur un pont solitaire qui traverse la Seine.

À travers son activisme politique et culturel, Solé Tura contribue au développement de plus organisations révolutionnaires – le Partit Socialista Unificat de Catalunya et Bandera Roja – dont il devient un référent à différentes échelles. Lui, membre de la deuxième génération de militants antifranquistes, est pour les militants issus de la génération suivante une des figures de référence dans le communisme espagnol. Sa plume est connue et lue, et ses conférences se multiplient avec de nombreux assistants. Sur le plan politique, sa qualité analytique gagne la confiance de ses camarades au PSUC, puis à Bandera Roja, puis à nouveau au PSUC, pour produire les analyses politiques qui vont représenter publiquement la ligne de l'organisation.

Dans son activité intellectuelle, Jordi Solé Tura fait des apports très significatifs à la culture catalane et à la culture espagnole qui durent encore aujourd'hui. Son travail comme traducteur, au-delà de ce que cela représente pour lui économiquement – aspect qu'il ne faut absolument pas négliger – est un flux de culture totalement nouvelle pour l'Espagne et pour la Catalogne⁶⁶⁰. Avec ses traductions, préface, introductions ainsi qu'avec ses articles dans *Destino*, *Serra d'Or*, *Cuadernos para el Diálogo* – et autres – Jordi Solé Tura contribue à la création d'une culture démocratique en Espagne, et à créations d'espaces de liberté avant le 20 novembre 1975. Ce qui vient compléter l'analyse de l'historien Juan Pablo Fusi : « la culture espagnole avait fait sa pré-transition culturelle, dix, quinze ans avant la mort de Franco : elle avait retrouvé, de façon contradictoire et insuffisante, l'air de la modernité, et s'est installé un horizon moral et idéologique radicalement éloigné du franquisme⁶⁶¹ ».

Une dernière question sur l'expérience de Jordi Solé Tura s'impose : quelles sont les motivations de son engagement ? Cette question est très difficile à répondre, mais je vais avancer certains éléments qui peuvent constituer le début d'une réponse. Malgré sa volonté d'adhésion, Jordi Solé Tura n'est jamais un militant marxiste-léniniste convaincu. Il se donne l'image et adopter les codes littéraires qui sont propres à ce courant idéologique, mais il n'est jamais un fervent défenseur de la cause léniniste et du modèle soviétique. Est-il marxiste ? Oui, sans aucun doute. Jordi Solé Tura intègre l'analyse marxiste dans ses travaux politiques mais aussi dans ses travaux académiques, et l'influence de la pensée marxiste et de ses développements – notamment ceux d'Antonio Gramsci et Nicos Poulantzas – est très visible. Jordi Solé Tura peut être qualifié de marxiste hétérodoxe, voir gramscien. Sa vision du marxisme est très conditionnée par sa condition d'intellectuel, même s'il essaye de corriger cet excès lors de sa période dans Bandera

⁶⁶⁰ Si je fais ici la différence entre les deux c'est en raison de la dualité linguistique de sa production intellectuelle qui se développe en catalan ainsi qu'en castillan, donc la portée est double.

⁶⁶¹ Juan Pablo Fusi, *Espacios de libertad: la cultura española bajo el franquismo y la reinención de la democracia (1960-1990)*. Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2017, p. 141.

Roja. Les développements théoriques de Jordi Solé Tura ne sont pas suffisamment riches pour créer une catégorie à lui seul, mais, à mon sens, il rentre dans la case des penseurs marxistes pré-eurocommunistes, puis eurocommuniste.

Le rôle de Solé Tura dans le période eurocommuniste du PCE et du PSUC est extrêmement intéressante et riche, et sert comme continuation directe de l'histoire que j'ai construite ici, même si cette période est amplement étudiée par Juan Andrade Blanco. Un premier pas de ma part vers cette direction a eu lieu en mars 2023 lors de ma communication intitulé « Eurocommunism and democracy : Jordi Solé Tura during Spain's transition to democracy » lors de la 5th Hermann Weber Conference on Historical Communism Research à Berlin. Cette période n'a pas été abordée dans les pages précédente puisque les dynamiques, les enjeux et les conditions matérielles de l'engagement de Jordi Solé Tura après la mort de Franco sont radicalement différentes des celles entre 1956 et 1975. Cette période est également celle de plus grande influence politique et culturelle du personnage, qui est un des plus hauts cadres du communisme espagnol, et une figure intellectuelle de taille internationale.

Au-delà de la continuation chronologique, deux autres pistes autour de Jordi Solé Tura sont à suivre. Au cours de mes recherches, il y a un certain nombre de personnages qui ont croisé mon chemin et celui de Jordi Solé Tura a plusieurs reprises. Ces personnages sont présents à travers les chapitres de ce travail : Jordi Borja, Alfonso Comín, Javier Pradera et autres. Leurs expériences sont uniques, mais proches et complémentaires. Une étude croisée de ces trajectoires pourrait apporter de la lumière sur les interactions entre ces individus dans les différents espaces qu'ils fréquent : le Parti, le monde académique ou encore le monde de l'édition. Plusieurs méthodes peuvent s'appliquer ici, comme celle de la biographie croisée – ou biographies parallèles – ou encore la méthode prosopographique. Cette dernière connaît un essor en France depuis maintenant plusieurs années, comme en témoignent les travaux de Paul Boulland, Zoé Grumberg et Dimitiri Manassis⁶⁶². Un possible élargissement comparatif est également souhaitable sur un plan géographique. Le Portugal et, surtout, la Grèce présentent au même moment des caractéristiques très similaires à la situation des communistes espagnols. Cela pourrait permettre de rejoindre l'historiographie espagnole du communisme à l'historiographie grecque du communisme⁶⁶³, et contribuer à une lecture transnationale des phénomènes nationaux.

⁶⁶² Paul Boulland, *Des vies en rouge: militants, cadres et dirigeants du PCF, 1944-1981*. Ivry-sur-Seine: les Éditions de l'Atelier-les Éditions ouvrières, 2016 ; Dimitri Manassis, *Les secrétaires régionaux du Parti communiste français, 1934-1939: du tournant antifasciste à l'interdiction du Parti*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2022 ; Zoé Grumberg, *Militer en minorité ? Le "secteur juif" du Parti communiste français de la Libération à la fin des années cinquante*, thèse d'histoire sous la direction de Claire Andrieu, Institut d'Études Politiques, décembre 2020.

⁶⁶³ Des historiens tel que Kostis Karpozilos, Kostis Kornetis ou Polymeris Voglis centrent leurs travaux sur le Parti communiste grec (KKE), mais leurs travaux sont majoritairement écrits en grec et n'ont pas été traduits vers d'autres langues.

Annexes

État des sources

I) Sources manuscrites

A) Arxiu Nacional de Catalunya (ANC)

Dans les Archives Nationales de la Catalogne (Sant Cugat del Vallès, Barcelone) sont conservées les archives historiques du Parti Socialiste Unifié de la Catalogne, données à l'administration catalane par la direction de Iniciativa per Catalunya après la dissolution (ou « gel », si l'on reprend les termes utilisés les acteurs de la dissolution) du PSUC au début des années 1990. On y trouve également des fonds composés par les archives personnelles de dirigeants du Parti Socialiste Unifié de la Catalogne ainsi que des fonds abritant les archives d'autres organisations politiques ayant existé sous le franquisme et des personnes avec des liens avec le PSUC ou avec Jordi Solé Tura pendant la période. Cinq fonds ont donc été consultés aux Archives Nationales de la Catalogne.

ANC1-115 : Fons Gregorio López Raimundo :

- Carton « Activitat associativa i política »

ANC1-116 : Fons Antoni Gutiérrez Díaz :

- Carton « Plataformes unitàries antifranquistes »
- Carton « Partit Socialista Unificat de Catalunya – PSUC »

ANC1-230 : Fons Partit Socialista Unificat de Catalunya :

- Carton « Gestió de govern del Partit »
- Carton « Organització interna del Partit »
- Carton « Organitzacions de sectors professionals i estudiantils »
- Carton « Partits i organitzacions polítiques afins »

ANC1-244 : Fons Josep Benet

ANC1-1274 : Fons Unió Democràtica de Catalunya:

- Carton « Fons personals »

B) Archivo Histórico del Partido Comunista de España

Fondo Documentos PCE :

- Comité Central
- Congresos
- Documentación organizaciones políticas

Fondo Divergencias :

- Jorge Semprún – Fernando Claudín

Fondo Nacionalidades y Regiones :

- Cataluña/PSUC

C) Arxiu Històric Municipal de Mollet del Vallès (AHMMDV)

Dès 2003, Jordi Solé Tura commence à travailler avec les archives municipales de Mollet del Vallès (Barcelone) pour léguer ses archives personnelles ainsi que sa bibliothèque à sa ville de naissance. Le fond Jordi Solé Tura est divisé en deux blocs. Le premier, composé par 62 cartons et qui porte le nom de « fons documental », est principalement composé d'articles écrits par Solé Tura, des brouillons d'interventions en conférences, des comptes-rendus de réunions et autres. Le deuxième en revanche est intégralement composé par la correspondance de Jordi Solé Tura entre 1965 et 2008.

- Arxiu Jordi Solé Tura - Fons documental Jordi Solé Tura :

- Arxivador 1 (1959-1967)
- Arxivador 2 (1965-1970)
- Arxivador 3 (1971-1974)
- Arxivador 4 (1975)
- Arxivador 5 (1976)
- Arxivador 6 (1977)
- Arxivador 12 (1971, 1975)
- Arxivador 14 (1945-1998)

- Arxivador 19 (1986)
- Arxivador 22 (1966-1979)
- Arxivador 39 (1984)
 - Arxiu Jordi Solé Tura - Correspondència Jordi Solé Tura

D) Arxiu Històric de CCOO de Catalunya (AHCOC)

- ES AHCO 0010 – Centre de Treball i Documentació (principalement les séries ES AHCO 0010-1 – Partits Polítics et ES AHCO 0010-2 – PSUC)
- ES AHCO 0100 – Fons Juan Ramón Capella Hernández
- ES AHCO 00148 – Fons August Gil Matamala

E) CRAI Pavelló de la República

Fons PSUC :

- Documentació Universitaria (1956-1960).1
- Documentació Universitaria 1966.1
- Documentació Universitaria 1966.2
- Documentació Universitaria 1967.1
- Documentació Universitaria 1969.1
- Documentació Universitaria 1970.1
- Documentació Universitaria s/d

F) Archive personnelle August Gil Matamala

August Gil Matamala, avocat antifranquiste, ami proche de Jordi Solé Tura et membre dirigeant de la cellule d'intellectuels du PSUC pendant les années 1960 et 1970, nous a facilité certains documents de son archive personnelle. Ces documents correspondent à deux événements directement liés à Jordi Solé Tura : la « Caputxinada » (nom donné à la réunion clandestine de création du Syndicat Démocratique d'Étudiants de l'Université de Barcelone en mars 1966) et

l'arrestation et emprisonnement de Solé Tura en janvier 1969 suite à la déclaration de l'état d'exception. Puisque August Gil Matamala a exercé comme avocat pour Solé Tura à ces deux moments, il conserve des documents uniques concernant la défense et la répression subie par Solé Tura. Pour la « Caputxinada », les documents que nous avons pu consulter sont l'amende reçue par Jordi Solé Tura pour la participation en tant qu'organisateur à la réunion clandestine, puis la contestation de cette amende. Pour le procès de Solé Tura de 1969 nous avons pu consulter plus de documents, notamment le dossier d'instruction, la défense préparée par Gil Matamala et les différents recours pour la libération de Solé Tura.

II) Sources imprimées

1) Presse généraliste

ABC

L'Humanité

La Vanguardia Española

Le Monde

2) Presse locale et régionale

La veu de Catalunya

Lluita

3) Presse militante

Bandera Roja

Boletín Comunista

Cuadernos Comunistas

Horitzons

Mundo Obrero

Nous Horitzons

Nuestra Bandera

Nuestras Ideas

Quaderns de Cultura Catalana

Realidad

Treball

Universitat

III) Sources orales

Entretien avec August Gil Matamala, 19 mars 2022 à Barcelone.

Entretien avec August Gil Matamala 28 avril 2023 à Barcelone.

Fond d'entretiens oraux du Fons moviment estudiantil del Centre d'Estudis sobre Dictadures i Democràcies (Universitat Autònoma de Barcelona)

Fond d'entretiens oraux de la Fundació Cipriano García (Comissions Obreres de Catalunya, Barcelona)

Fond d'entretiens oraux du Memorial Democràtic (Barcelona)

Bibliographie

Manuels et ouvrages généraux

Álvarez Junco, José, and Adrian Shubert, *Nueva historia de la España contemporánea, 1808-2018*. Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2018.

Canal, Jordi, Stéphane Michonneau, Sophie Baby, Jean-Philippe Luis, et Mercedes Yusta, *Histoire de l'Espagne contemporaine. De 1808 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 2014.

Casanova, Julián, *República y Guerra Civil. Historia de España, Volumen 8*. Barcelona, Marcial Pons, 2007.

Juliá, Santos, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez Redondo, et Juan Pablo Fusi, *La España del siglo XX*, 2013.

Molinero, Carme, et Pere Ysàs, *Catalunya durant el Franquisme (Història de Catalunya)*. Barcelona, Editorial Empúries, 1999.

Núñez Seixas, Xosé Manoel, Lina Gálvez Muñoz, et Javier Muñoz Soro, *España en democracia, 1975-2011. Historia de España, Volumen 10*. Madrid, Marcial Pons, 2017.

Riquer i Permanyer, Borja de, *La Dictadura de Franco. Historia de España, Volumen 9*. Madrid, Marcial Pons, 2007.

Scanlon, Geraldine M., *La polémica feminista en la España contemporánea: 1868-1974*. Madrid, Siglo XXI, 1976.

Dictionnaires et outils

Angosto, Pedro Luis, *Diccionario del Franquismo: protagonistas y cómplices (1936-1978)*. Granada, Editorial Comares, 2017.

Artola Gallego, Miguel, *Enciclopedia de Historia de España. Tomo IV: Diccionario biográfico*. Madrid, Alianza Editorial, 1991.

Barciela López, Carlos, et Albert Carreras (dir.), *Estadísticas históricas de España: Siglos XIX-XX*. Madrid, Fundación Banco Exterior, 1989.

Domínguez, Javier, *La lucha obrera durante el franquismo en sus documentos clandestinos (1939-1975)*. Bilbao, Desclée de Brouwer, 1987.

Mestre i Campi, Jesús, Josep Maria Salrach i Marés, et Josep Termes (dir.), *Diccionari d'història de Catalunya*. Barcelona, Edicions 62, 1992.

Pagès, Pelai, *Les lleis repressives del franquisme (1936-1975)*. Valencia, 3i4 Edicions, 2009.

Poutrin, Isabelle et Élisabeth Lusset, *Dictionnaire du fouet et de la fessée. Corriger et punir*. Paris, Presses Universitaires de France, 2022.

Ruiz, Fernando (éd.), *Los partidos marxistas: sus dirigentes - sus programas*. Barcelona, Anagrama, 1977.

Soriano, Jacinto, *Diccionario de la España franquista (1936-1975)*. Paris, L'Harmattan, 2018.

Universitat Autònoma de Barcelona (éd.), *Catalunya durant el Franquisme: Diccionari*. Vic, Eumo Editorial, 2006.

Urquijo y Goitia, José Ramón de, *Gobiernos y Ministros Españoles (1808-2000)*. Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2001.

Histoire du communisme

Abad García, Eduardo, *A contracorriente: las disidencias ortodoxas en el comunismo español (1968-1989)*. València, Universitat de València, 2022.

Amorós, Mario, *¡No pasarán! biografía de Dolores Ibárruri, Pasionaria*. Madrid, Akal, 2021.

Andrade Blanco, Juan Antonio, *El PCE y el PSOE en (la) Transición: la evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*. Madrid, Siglo XXI España, 2015.

Boarelli, Mauro et Claude Pennetier (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin, 2002.

Boulland, Paul, *Des vies en rouge : militants, cadres et dirigeants du PCF, 1944-1981*. Ivry-sur-Seine, les Éditions de l'Atelier-les Éditions ouvrières, 2016.

Boulland, Paul et al. « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF: Enjeux sociologiques et stratégiques ». *Savoir/Agir*, vol. 6, n° 4, 2008.

Bueno, Manuel et Sergio Gálvez, « Un paso más en el proceso de 'normalización historiográfica' de la historia del PCE », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, n°27, 2005.

Bueno, Manuel, Carmen García, et José Hinojosa, *Historia del PCE: I congreso, 1920-1977*. Madrid, Fundación de Investigaciones Marxistas, 2007.

Buj, Serge, « Les Communistes Espagnols : Les Années Difficiles (1947-1956) », *Cahiers de Civilisation Espagnole Contemporaine*, n°2, 2015.

Carrez, Maurice et Jean Vigreux (dir.), *Cultures communistes au XXe siècle: entre guerre et modernité*. Paris, La Dispute, 2003.

Castiella, Txema, *El Guti: el compromís per la llibertat*. Barcelona, Edicions 62, 2020.

Díaz Alonso, Diego, *Disputar las banderas: los comunistas, España y las cuestiones nacionales (1921-1982)*. Gijón, Ediciones Trea, 2019.

Erice Sebares, Francisco, et David Ginard i Féron (dir.), *Un siglo de comunismo en España I: historia de una lucha*. Madrid, Akal, 2021.

———, *Un siglo de comunismo en España II: presencia social y experiencias militantes*. Madrid, Akal, 2022.

Erice, Francisco, « El Partido Comunista de España, el giro de 1956 y la lectura selectiva del XX Congreso », *Nuestra Historia*, n° 2, 2016.

Fernández Rincón, Javier, *Maoístas en Euskadi: la Agrupación de Trabajadores Marxistas-Leninistas de Euskadi*. Cisma Editorial, 2021.

Fernández Rodríguez, Carlos, *Los otros camaradas: el PCE en los orígenes del franquismo (1939-1945)*. Zaragoza, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2020.

Fernández Rodríguez, Carlos, Santiago Vega Sombria, et Mauricio Valiente Ots, *Comunistas contra Franco: la fuerza de un compromiso*. Madrid, Catarata, 2021.

Ginard i Féron, David, « Tendencias recientes en la historiografía española sobre el comunismo (2001-2020) », *Nuestra Historia*, n° 11, 2021.

Gómez López-Quiñones, Antonio et Ulrich Winter, *Cruzar la línea roja: hacia una arqueología del imaginario comunista ibérico (1930-2017)*. Madrid, Iberoamericana Vervuert, 2017.

Hernández Sánchez, Fernando, « Una aproximación al tratamiento biográfico del dirigente comunista Jesús Hernández (1907-1971) », *Ebre 38: Revista internacional de la Guerra Civil, 1936-1939*, n°3, 2008.

———, *El torbellino rojo: auge y caída del Partido Comunista de España*. Barcelona, Pasado & Presente, 2022.

Herrmann, Gina, *Written in Red: The Communist Memoir in Spain*. Urbana, University of Illinois Press, 2009.

Juliá, Santos, *Camarada Javier Pradera*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2012.

Kriegel, Annie, *Les Communistes Français: dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Editions du Seuil, 1985.

Lazar, Marc, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°60, 1998, pp. 35–42

Lluch, Manuel Bueno et Sergio Gálvez Biesca, *Nosotros los comunistas: memoria, identidad e historia social*. Sevilla, Atrapasueños, 2009.

Manassis, Dimitri et Guillaume Roubaud-Quashie (dir.), *Empreintes rouges: nouvelles perspectives pour l'histoire du communisme français*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

Márquez Hidalgo, Francisco, *Santiago Carrillo: un gran desconocido*. Sevilla, Renacimiento, 2022.

Martelli, Roger, *1956 communiste: le glas d'une espérance*. Paris, la Dispute, 2006.

- Martín Ramos, José Luis, *Historia del PCE*. Madrid, Catarata, 2021.
- Mischi, Julian, *Le parti des communistes: histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*. Marseille, Hors d'atteinte, 2020.
- , *Servir la classe ouvrière: sociabilités militantes au PCF*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- Molinero, Carme, et Pere Ysàs, *De la hegemonía a la autodestrucción: el Partido Comunista de España (1956-1982)*. Barcelona, Crítica, 2017.
- , *Els Anys del PSUC: El Partit de l'antifranquisme (1956-1981)*. Barcelona, Avenç, 2010.
- Morán, Gregorio, *Miseria, grandeza y agonía del Partido Comunista de España: 1939-1985*. Madrid, Akal, 2017.
- Négrignat, Jean-Marc, *Avoir été communiste: les autobiographies de Koestler, Löbl et Silone*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2008.
- Nieto, Felipe, *La aventura comunista de Jorge Semprún: exilio, clandestinidad y ruptura*. Barcelona, Tusquets, 2014.
- Pala, Giaime, et Josep Puigsech Farràs (dir.), *Les mans del PSUC: Militància*. Barcelona, Memorial Democràtic, 2017.
- Pala, Giaime, « El frente cultural. Sobre la trayectoria de la revista “Nous Horitzons” (1960-1976) », *Espanya contemporània*, n°38, 2010.
- , *Cultura clandestina: los intelectuales del PSUC bajo el franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2016.
- , « ‘Sobre el camarada Ricardo’ El PSUC y la dimisión de Manuel Sacristán (1969-1970) », *Mientras Tanto*, n°96, 2005, pp. 47–75.
- , « El Militante Total: Identidad, Trabajo y Moral de Los Comunistas Catalanes Bajo El Franquismo », *Cahiers de Civilisation Espagnole Contemporaine*, n°10, 2013.
- , « El partido y la ciudad. Modelos de organización y militancia del PSUC clandestino (1963-1975) », *Historia Contemporánea*, n°50, 2015, pp. 195–222.
- , « Els Dubtes de l'intel·lectual. La Crisi Claudín-Semprún al PSUC (1964-1965) », *Afers: Fulls de Recerca i Pensament*, vol. 25, n°66, 2010, pp. 463–478.
- , « La batalla de las ideas. Apuntes para una historia de los intelectuales catalanes en los años sesenta », *Cercles : revista d'història cultural*, n°16, 2013, pp. 147-170.
- , « Nación y Revolución Social. El pensamiento y la acción del Joven Jordi Solé Tura », *Historia y Política: ideas, procesos y movimientos sociales*, n°41, 2019, pp. 273–303
- , « Una semilla de discordia. La entrada de Bandera Roja en el PSUC », *Revista HMIC*, n°9, 2011, pp. 140-163.
- , *El PSUC: l'antifranquisme i la política d'aliances a Catalunya (1956 - 1977)*. Barcelona, Editorial Base, 2011.

Pérez Serrano, Julio, « “Servir al pueblo”. Trayectorias del maoísmo en la península Ibérica », *Berceo*, nº173, 2017, pp. 199–216.

Pudal, Bernard, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*. Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.

Puigsech Farràs, Josep, « El PSUC frente a una desestalinización impactante », *Nuestra Historia*, nº 2, 2016.

Rueda, José Carlos, *Memoria roja: una historia cultural de la memoria comunista en España, 1931-1977*, *Història i memòria del franquisme*, 51 (València: Universitat de València, 2018)

Sancho Galán, Jordi, *El PSUC y la Universidad. Organización, movimientos y movilización universitaria durante el franquismo (1956-1977)*. Thèse en histoire contemporaine sous la direction de Carme Molinero, Universitat Autònoma de Barcelona, 2021.

Smith, Stephen Anthony (dir.), *The Oxford Handbook of the History of Communism*. Oxford University Press, 2014.

Solé Soldevila, Josep Maria *Bandera Roja (1968-1974)*. Thèse en histoire contemporaine sous la direction d'Andreu Mayayo, Universitat de Barcelona, 2018.

Treglia, Emanuele, « El PCE y El Movimiento Comunista Internacional (1969-1977) », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, nº37, 2015, pp. 225–255.

Treglia, Emanuele, et Javier Muñoz Soro, *Fuera de las catacumbas: la política del PCE y el movimiento obrero*. Madrid, Eneida, 2012.

Histoire de l'antifranquisme

Alcalde, Carmen, *Mujeres en el franquismo: exiliadas, nacionalistas y opositoras*. Barcelona, Flor del Viento Ediciones, 1996.

Arriero Ranz, Francisco, *El Movimiento Democrático de Mujeres, del antifranquismo a la movilización vecinal y feminista*. Thèse en histoire contemporaine sous la direction de Pilar Díaz Sánchez, Universidad Autónoma de Madrid, 2015.

Balsebre, Armand, et Rosario Fontova, *Las cartas de la Pirenaica: memoria Del antifranquismo*. Madrid, Cátedra, 2014.

Bordetas, Ivan et Anna Sánchez, *L'antifranquisme oblidat: de la dissidència cristiana al comunisme revolucionari (1953-1972)*. Barcelona, Editorial Base, 2019.

Casanova, Julián (dir.), *Morir, matar, sobreviure: la violència en la dictadura de Franco*. Barcelona, Crítica, 2002.

Cerón Torreblanca, Cristian et Francisco Lara Sánchez, *El Frente de Liberación Popular (FELIPE): historia de una rebelión, 1958-1969*. Madrid, Catarata, 2022.

Crexell, Joan, *La Caputxinada*. Barcelona, Edicions 62, 1987.

Di Febo, Giuliana, *Resistencia y movimiento de mujeres en España 1936-1976*. Barcelona, Icaria, 1979.

Domènech Sampere, Xavier, *Clase obrera, antifranquismo y cambio político: pequeños grandes cambios, 1956-1969*. Madrid, Los libros de la Catarata, 2008.

Fontana, Josep (dir.), *España bajo el franquismo*. Barcelona, Crítica, 2000.

García Alcalá, Julio Antonio, *Historia del 'Felipe': (FLP, FOC y ESBA) ; de Julio Cerón a la Liga Comunista Revolucionaria*. Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001.

Gómez Bravo, Gutmaro, *Hombres sin nombre: la reconstrucción del socialismo en la clandestinidad (1939-1970)*. Madrid, Cátedra, 2021.

Hernández Sandoica, Elena, Miguel Ángel Ruiz Carnicer, et Marc Baldó i Lacomba, *Estudiantes contra Franco (1939-1975): Oposición política y movilización juvenil*. Madrid, Esfera de los Libros, 2007.

Ramirez, Loïc, *L'Espagne dans nos coeurs: le Parti communiste français dans la lutte antifranquiste, 1944 – 1975*. Biarritz, Atlantica, 2011.

Renaudet, Isabelle, *Un parlement de papier: la presse d'opposition au franquisme durant dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*. Madrid, Casa de Velázquez, 2003.

Saz, Ismael, José Alberto Gómez Roda (dir.), *X Trobada Internacional investigadorxs del Franquisme*. València, Fundació d'Estudis i Iniciatives Sociolaborals, 2020.

Tejada, Sergio Rodríguez, «Nuevos Estudios Sobre El Movimiento Estudiantil Antifranquista», *Ayer*, nº77, 2010, pp. 263–78

Terrasa, Jacques, *Barcelona 60's: entre Caputxinada & Gauche divine*. Paris, Éditions hispaniques, 2018.

Tusell, Javier, Alicia Alted Vigil, et Abdón Mateos (dir.), *La Oposición al Régimen de Franco: estado de la cuestión y metodología de la investigación II*. Madrid, UNED, 1990.

Yusta, Mercedes, «Las mujeres en la resistencia antifranquista, un estado de la cuestión.», *Arenal. Revista de Historia de las Mujeres*, nº12, 2005, p. 5–34.

Zaragoza, Luis, *Radio Pirenaica: la voz de la esperanza antifranquista*. Madrid, Marcial Pons, 2008.

Histoire de la répression

Abad Buil, Irene, *En las puertas de prisión: de la solidaridad a la concienciación política de las mujeres del franquismo*. Barcelona, Icaria Editorial, 2012.

Aguila, Juan José del, *El TOP : La represión de la Libertad, 1963-1977*. Barcelona, Editorial Planeta, 2001.

Álvarez Maylín, Carlota, « La construcción de la identidad de las mujeres de los presos políticos (1959 – 1977) », *Hispania Nova : Revista de Historia Contemporánea*, nº17, 2019, pp. 124-154

Anonyme, *Euskadi: el último estado de excepción de Franco*. Paris, Ruedo Ibérico, 1975.

Casanellas, Pau, *Morir matando: el franquismo ante la práctica armada, 1968-1977*. Madrid, Catarata, 2014.

Cisquella, Georgina, José Luis Erviti, et José Antonio Sorolla, *Diez años de represión cultural: la censura de libros durante la Ley de Prensa, 1966-1976*. Barcelona, Editorial Anagrama, 1977.

Domínguez Rama, Ana, *Enrique Ruano: memoria viva de la impunidad del franquismo*. Madrid, Editorial Complutense, 2011.

Erice Sebares, Francisco, *Militancia clandestina y represión: la dictadura franquista contra la subversión comunista (1956-1963)*, Gijón, Ediciones Trea, 2017.

Gómez Bravo, Gutmaro, « Aislar para convertir : los presos y sus familias en el primer franquismo », *Culture & History Digital Journal*, nº7, 2018.

———, *El exilio interior: cárceles y represión en la España franquista*. Madrid, Taurus, 2009.

Martín i Ramos, Josep Lluís, et Gabriel Pernau, *Les veus de la presó: històries viscudes per 36 lluitadors antifranquistes*. Barcelona, Edhasa, 2003.

Martínez Foronda, Alfonso, Eloísa Baena Luque et Inmaculada García Escribano, *La dictadura en la dictadura : detenidos, deportados y torturados en Andalucía durante el estado de excepción de 1969*. Sevilla, Fundación de Estudios Sindicales-Archivo Histórico de CCOO-A, 2011.

Nash, Mary (dir.), *Represión, resistencias, memoria: las mujeres bajo la dictadura franquista*. Granada, Comares, 2013.

Ory, Pascal, et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France : de l'affaire Dreyfus à nos jours*. Paris, Colin, 2002.

Perrot, Michelle, « Délinquance et Système Pénitentiaire En France Au XIX^e Siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 30, nº1, 1975, pp.67–91.

Portilla Contreras, Guillermo, *La consagración del derecho penal de autor durante el franquismo: El Tribunal Especial para la represión de la masonería y el comunismo*. Granada, Comares, 2009.

Sabio Alcutén, Alberto, *Peligrosos demócratas: antifranquistas vistos por la policía política (1958-1977)*. Madrid, Cátedra, 2011.

Solé i Sabaté, Josep Maria (dir.), *Història de la Presó Model de Barcelona*. Lleida, Pagès Editors, 2000.

Tébar Hurtado, Javier, *'Resistencia ordinaria': la militancia y el antrifranquismo catalán ante el tribunal de orden público (1963-1977)*. Valencia, Universitat de València, 2012

Vega Sombria, Santiago, *La política del miedo: El papel de la represión en el franquismo*. Barcelona, Crítica, 2011.

Voglis, Polymeris, *Becoming a subject: Political prisoners in the Greek Civil War*. New York, Berghahn Books, 2002.

Histoire culturelle de l'Espagne

Bacardí, Montserrat, « Traducción y represión. El catalán durante la primera etapa de la dictadura de Franco (1939-1961) », *Meta : Journal des traducteurs*, vol. 60, n°2, 2015.

Balcells, Albert, « Las actitudes de los intelectuales en la España de los años sesenta », *Cercles : revista d'història cultural*, n°6, 2013, pp. 9-19.

Cendan Pazos, Fernando, *Edición y comercio del libro español (1900-1972)*. Madrid, Editora Nacional, 1972.

Dalmau Palet, Pol, *Press, Politics and National Identities in Catalonia: The Transformation of La Vanguardia, 1881-1931*. Portland, Sussex Academic Press, 2017.

Edicions 62, *Edicions 62 : vint-i-cinc anys (1962 - 1987)*. Barcelona, Edicions 62, 1987.

Fusi, Juan Pablo, *Un siglo de España. La cultura*. Madrid, Marcial Pons, 1999.

———, *Espacios de libertad: la cultura española bajo el franquismo y la reinención de la democracia (1960-1990)*. Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2017.

Gracia, Jordi, et Miguel Angel Ruiz Carnicer, *La España de Franco (1939-1975). Cultura y vida cotidiana*. Madrid, Editorial Síntesis, 1999.

Gracia, Jordi (dir.), *Javier Pradera: Itinerario de un editor*. Madrid, Trama, 2017.

Gracia, Jordi, et Domingo Ródenas de Moya, *Las dos modernidades: Edad de Plata y transición cultural en España*. Madrid, Visor, 2021.

Gracia, Jordi, *El valor de la disidencia: epistolario inédito de Dionisio Ridruejo, 1933-1975*. Barcelona, Planeta, 2007.

———, *Estado y cultura: el despertar de una conciencia crítica bajo el franquismo, 1940-1962*. Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1996.

———, *La resistencia silenciosa: fascismo y cultura en España*. Barcelona, Editorial Anagrama, 2004.

Juliá, Santos, *Historias de las dos Españas*. Madrid, Taurus, 2006.

———, *Nosotros, los abajo firmantes: Una historia de España a través de manifiestos y protestas (1896-2013)*, Barcelona, Galaxia Gutenberg, 2014

Martínez, Jesús A. (dir.), *Historia de la edición en España (1939-1975)*. Madrid, Marcial Pons, 2015.

Mazquiarán de Rodríguez, Mercedes, *Barcelona y sus 'Divinos': Una mirada intrusa a la Gauche Divine*. Barcelona, Ediciones Bellaterra, 2012.

Morán, Gregorio, *El maestro en el erial: Ortega y Gasset y la cultura del franquismo*. Barcelona, Tusquets, 1998.

Muñoz Soro, Javier, *Cuadernos para el diálogo, 1963-1976: Una historia cultural del Segundo franquismo*. Madrid, Marcial Pons Historia, 2006.

Noël, Sophie, *L'édition indépendante critique : engagements politiques et intellectuels*. Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, 2021.

Nogué, Anna et Carlos Barrera, *La Vanguardia, del franquismo a la democracia*. Madrid, Fragua, 2006.

Plata Parga, Gabriel, *La frontera entre franquismo y antifranquismo: colaboración cultural y ambigüedades ideológicas*. Gijón, Ediciones Trea, 2018.

Vallverdú, Francesc, « La traducció i la censura franquista: la meva experiència a Edicions 62 », *Quaderns. Revista de Traducció*, n° 20, 2013, pp. 9–16

Histoire des intellectuels et études sur la vie intellectuelle

Ajello, Nello, *Intellettuali e PCI. 1944-1958*. Roma, Editori Laterza, 1997.

Boussois, Sébastien, *Maxime Rodinson : un intellectuel du XXe siècle*. Paris, Riveneuve, 2008.

Brun, Eric, *Les Situationnistes : une avant-garde totale, 1950-1972*. Paris, Éditions du CNRS, 2014.

Charle, Christophe, *La république des universitaires : 1870 - 1940*. Paris, Éditions du Seuil, 1994.

———. *Naissance des « intellectuels » : 1880 - 1900*. Paris, Éditions de Minuit, 1998.

Charle, Christophe et Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle en France, vol. 3, Le temps des crises*. Paris, Éditions Points, 2019.

Díaz, Elías, *Ética contra política: los intelectuales y el poder*. Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1990.

Federini, Fabienne, *Écrire ou combattre : des intellectuels prennent les armes, 1942-1944*. Paris, La Découverte, 2006

Laurens, Sylvain, *Militer pour la science : les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*. Paris, Éditions EHESS, 2019.

Leclerc, Gérard, *Sociologie des intellectuels*. Paris, Presses Universitaires de France, 2003.

Popa, Ioana, *Traduire sous contraintes : littérature et communisme, 1947-1989*. Paris, Éditions du CNRS, 2010.

Sand, Shlomo, *La fin de l'intellectuel français ? de Zola à Houellebecq*. Paris, La Découverte, 2020.

Verdès-Leroux, Jeannine, *Au service du parti : le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*. Paris, Fayard, 1983.

———, *Le réveil des somnambules : le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956 - 1985)*. Paris, Fayard, 1987.

Vilanova, Francesc, « 1967. Història d'un llibre. "Catalanisme i revolució burgesa" de Jordi Solé Tura », *Revista Italiana di Studi Catalani*, n°8, 2018, pp. 39–106

Vittoria, Albertina, *Togliatti e gli intellettuali: la politica culturale dei comunisti italiani (1944-1964)*. Roma, Carocci, 2014.

Histoire de l'université

Carreras Ares, Juan José, et Miguel Ángel Ruiz Carnicer (dir.), *La universidad española bajo el régimen de Franco (1939-1975)*. Zaragoza, Institución Fernando el Católico, 1991.

Carrillo-Linares, Alberto (dir.), *Depurados, represaliados y exiliados: la pérdida universitaria durante el franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2021.

Claret Miranda, Jaume, *El atroz desmoche: la destrucción de la universidad española por el Franquismo, 1936-1945*. Barcelona, Crítica, 2006.

Otero Carvajal, Luis Enrique (dir.), *La destrucción de la ciencia en España : depuración universitaria en el Franquismo*. Madrid, Editorial Complutense, 2006.

———, *La universidad nacionalcatólica: la reacción antimoderna*. Madrid, Dykinson, 2014.

Ruiz Carnicer, Miguel Angel, *El Sindicato Español Universitario (SEU), 1939-1965: La socialización política de la juventud universitaria en el Franquismo*. México, D.F, Siglo Veintiuno Editores, 1996.

———, (dir.), *Una juventud en tiempo de dictadura : El Servicio Universitario del Trabajo (SUT) (1950-1969)*. Madrid, Catarata, 2021.

Histoire des exils

Eiroa, Matilde, *Españoles tras el Telón de Acero: el exilio republicano y comunista en la Europa socialista*. Madrid, Marcial Pons, 2018.

Denoyer, Aurélie, *L'exil comme patrie : les réfugiés communistes espagnols en RDA, 1950-1989*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

Canal, Jordi, Anne Charlon, et Phryné Pigenet (dir.), *Les exils catalans en France*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2005.

Pigenet, Phryné, *Catalans malgré tout : L'exil Catalan en France au XXe siècle : Histoire et Mémoire*. Canet, Trabucaire, 2017.

———, 'La protection des étrangers à l'épreuve de la « guerre froide » : l'opération «Boléro-Paprika»', *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 46, n°2, 1999, pp. 296-310

Sociologie de l'engagement et du militantisme

Barrault-Stella, Lorenzo, Brigitte Gaïti, et Patrick Lehingue (dir.), *La politique désenchantée ? perspectives sociologiques autour des travaux de Daniel Gaxie*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*. Paris, Belin, 2005.

Fillieule, Olivier, Catherine Leclercq, et Rémi Lefebvre (dir.), *Le malheur militant*. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2022.

Gaxie, Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales ». *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2, 2002, pp. 145-178.

———. « Économie des partis et rétributions du militantisme ». *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, 123-154.

Grojean, Olivier, « Comment gérer une crise politique interne ? », *Politix*, n°102, 2013, pp. 63-88.

Johsua, Florence, *Anticapitalistes : une sociologie historique de l'engagement*. Paris, La Découverte, 2015.

Lazar, Marc, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, vol. 60, n°1, 1998, pp. 35-42.

Matonti, Frédérique, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique ; la nouvelle critique (1967 - 1980)*. Paris, La Découverte, 2005.

McAdam, Doug et Celia Izoard, *Freedom summer : luttes pour les droits civiques, Mississippi 1964*. Marseille, Agone, 2012.

Molinari, Jean-Paul, *Les Ouvriers communistes : sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*. Paris, L'Harmattan, 1996.

Nicourd, Sandrine, *Le travail militant*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Orfali, Birgitta, *Sociologie de l'adhésion : rêver, militer, changer le monde*. Paris, Zagros, 2005.

Pennetier, Claude, et Bernard Pudal, *Le sujet communiste : identités militantes et laboratoires du moi*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

Robineau, Colin, *Devenir révolutionnaire : sociologie de l'engagement autonome*. Paris, La Découverte, 2022.

Tissot, Sylvie (dir.), *Reconversions militantes*. Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005.

Verdès-Leroux, Jeannine, « Une institution totale auto-perpétuée : le parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36, n°1, 1981, pp. 33–63.

Mémoires et récits personnels

Borja, Jordi, *Bandera Roja 1968-1974 : del maig del 68 a l'inici de la transició*. Barcelona, Edicions 62, 2018.

Carrillo, Santiago, *Memorias*. Barcelona, Editorial Planeta, 1993.

Castellet, Josep Maria, *Memòries confidencials d'un editor*. Barcelona, Edicions 62, 2012.

Fernández, David, et Anna Gabriel Sabaté, *August Gil Matamala : al principi de tot hi ha la guerra*. Valencia, Sembra Llibres, 2017.

Franco Salgado-Araujo, Francisco, *Mis conversaciones privadas con Franco*. Barcelona, Planeta, 2005.

Goytisolo, Juan, et Manuel Vázquez Montalbán, « Recordando a Octavi Pellisa. », *Mientras Tanto*, n° 55, 1993, pp. 49–58.

Goytisolo, Juan, *En los reinos de Taifa*. Madrid, Alianza Editorial, 1999.

Goytisolo, Luis, *Le groupe de Barcelona*. Cognac, Maison des Écrivains Étrangers et des Traducteurs de Saint-Nazaire, 1990.

López Raimundo, Gregorio, *Primera clandestinidad : memorias*. Barcelona, Editorial Antártida, 1993.

Núñez, Miguel, *La Revolución y el deseo : memorias*. Barcelona, Ediciones Península, 2002.

Pàmies, Teresa, *Dona de pres*. Barcelona, Proa, 1976.

Solé Tura, Jordi, *Una historia optimista: memorias*. Madrid, Aguilar, 1999.

Vázquez Montalbán, Manuel, *Pasionaria y los siete enanitos*. Barcelona, Editorial Planeta, 1995.

Verrié, Pau, et Andreu Mas-Colell (dir.), *Quan el franquisme va perdre la universitat: el PSUC i el Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona (curs 1965-1966)*. Barcelona, Editorial Base, 2021.

Méthode et historiographie

Balfour, Sebastian, *Dictatorship, Workers, and the City : Labour in Greater Barcelona since 1939*. Oxford, Clarendon Press, 1989.

Berstein, Serge, « L'historien et la culture politique », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, vol. 35, n°1, 1992, pp. 67–77.

Bertrand, Romain, et Guillaume Calafat, « La microhistoire globale : affaire(s) à suivre », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 73, n° 1, 2018, pp. 1-18.

Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire, ou, Métier d'historien*. Paris, Dunod, 2020

Cordier, Daniel, et Paulin Isnard, *De l'Histoire à l'histoire*. Paris, Gallimard, 2013.

Dosse, François, *Le pari biographique : écrire une vie*. Paris, Découverte, 2005.

Granger, Christophe, *Joseph Kabris, ou, les possibilités d'une vie, 1780-1822*. Paris, Anamosa, 2020.

Hernández Burgos, Claudio (dir.), *Voces de un pasado gris : las fuentes orales y la didáctica del franquismo*. Granada, Editorial Comares, 2021.

Pasamar, Gonzalo, *La transición española a la democracia ayer y hoy : memoria cultural, historiografía y política*. Madrid, Marcial Pons Historia, 2019.

Péquignot, Stéphane et Yann Potin (dir.), *Les conflits d'archives : France, Espagne, Méditerranée*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.

Prost, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*. Paris, Éditions du Seuil, 1998.

Rémond, René (dir.), *Pour une histoire politique*. Paris, Éditions du Seuil, 1988.

Richard, Élodie et Charlotte Vorms, « Transition historiographique ? : Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°127, 2015, pp. 13-41.

Magnússon, Sigurður Gylfi, et István M. Sziójártó, *What Is Microhistory ? Theory and Practice*. New York, Routledge, 2013

Thompson, Edward Palmer, *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris, Points, 2012.

Viñas, Angel et Julio Aróstegui (dir.), *En el combate por la historia : La República, La Guerra Civil. El Franquismo*. Barcelona, Pasado&Presente, 2012

Vorms, Charlotte, *Bâtisseurs de Banlieue : Madrid : Le Quartier de La Prosperidad, 1860-1936*. Paris, Créaphis, 2012.

Wolikow, Serge, Thomas Bouchet, et Jean Vigreux (dir.), *Ecrire des vies : biographie et mouvement ouvrier, XIXe - XXe siècles*. Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 1994.

Histoire et sciences sociales

Bottomore, Thomas B., *Sociology: A Guide to Problems and Literature*. Abingdon, Routledge, 2010.

Bourdieu, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1986, pp. 69–72.

Cefaï, Daniel (dir.), *Cultures politiques*. Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

Chomsky, Noam, *American Power and the New Mandarins*. New York, Pantheon Books, 1969.

Coser, Lewis A., *Greedy Institutions*. New York, The Free Press, 1974.

Foucault, Michel, *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard, 2008.

Hirschman, Albert O., and Claude Besseyrias, *Défection et prise de parole : théorie et applications*. Paris, Fayard, 1995.

Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*. Paris, Belin, 2003.

Löwy, Michael, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires : l'évolution politique de Lukacs, 1909-1929*. Paris, Presses Universitaires de France, 1976.

Martens, David, *La pseudonymie dans la littérature française : de François Rabelais à Éric Chevillard*. Rennes. Presses universitaires de Rennes, 2017.

Percheron, Annick, Nonna Mayer, et Anne Muxel, *La socialisation politique*. Paris, Armand Colin, 1993.

Perpiña Rodríguez, Antonio, *Encuesta universitaria sobre clases sociales*. Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1963

Poliak, Claude F., *La Vocation d'autodidacte*. Paris, L'Harmattan, 1992.

Said, Edward W., *Des intellectuels et du pouvoir*. Paris, Éditions du Seuil, 1996.

Schmitt, Carl, et José María Baño León, *Ensayos sobre la dictadura 1916-1932*. Madrid, Tecnos, 2013.

Scott, James C., *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*. New Haven, Yale University Press, 1990.

Spivak, Gayatri Chakravorty, and Jérôme Vidal, *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris, Éditions Amsterdam, 2009.

Productions audiovisuelles

Bucarest, la memoria perdida, réalisé par Albert Solé Bruset (Bausan Films, 2008)

<<https://www.rtve.es/play/videos/el-documental/bucarest-la-memoria-perdida/1533404/>>

Table des matières

Remerciements	2
Sommaire	4
Table des abréviations	6
Introduction	8
Partie 1 – Généalogie d’un engagement politique	28
Chapitre 1 – Entre le pain et les livres, l’enfance et jeunesse de Jordi Solé Tura	30
<i>Grandir en temps de troubles</i>	32
<i>De la boulangerie à l’université</i>	38
Chapitre 2- Militer comme Caralt, la vie sous pseudonyme	48
<i>Diriger l’organisation universitaire</i>	48
<i>De la Ciudad Condal à la Ville Lumière, de la clandestinité à la direction</i>	56
<i>L’intellectuel et les intellectuels communistes</i>	64
Chapitre 3 -Quitter le parti ou quitté par le Parti ?	71
<i>Crise de foi dans la terre du socialisme</i>	71
<i>Éléments d’une crise politique</i>	76
<i>La mort de Fabra</i>	84
Partie 2 – Quelle vie sans le Parti ?	90
Chapitre 1- La consécration de l’intellectuel	91
<i>Le retour à l’Université sous la protection du professeur Jiménez de Parga</i>	91
<i>Jordi Solé Tura, professeur de droit politique</i>	96
<i>L’expérience EISA : politique et enseignement</i>	100
<i>Enseigner dans une université effervescente</i>	105
Chapitre 5 - Écrivain, professeur et traducteur, la production intellectuelle de Jordi Solé Tura	110
<i>Le travail intellectuel salarié</i>	110
<i>La participation de Solé Tura dans la presse antifranquiste légale</i>	115
<i>Le moment Catalanisme i revolució burgesa</i>	122
Chapitre 6 - L’État d’exception de 1969: une microhistoire de la répression	128
<i>La dictature dans la dictature</i>	128
<i>6 mois à La Modelo de Barcelone</i>	132
<i>Une solidarité qui s’organise au-delà des frontières</i>	137
Partie 3 – Un retour sur le front ?	145
Chapitre 7 – L’expérience Bandera Roja	147
<i>La réponse à un nouveau cycle de lutte dans le mouvement international</i>	147

<i>Genèse et organisation de Bandera Roja</i>	152
<i>À la tête de Bandera Roja</i>	160
Chapitre 8 – Anciens camarades, nouveaux camarades	164
<i>Bandera Roja et ses militants dans l'antifranquisme catalan</i>	164
<i>L'intégration de Bandera Roja Catalunya dans le PSUC</i>	169
Conclusion	176
Annexes	183
État des sources	185
Bibliographie	190
Table des matières	205

